

« Arts et Spectacles » : Raymond Depardon



Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14837 - 7 F -

JEUDI 4 FÉVRIER 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Un plan de 31 milliards de dollars

M. Bill Clinton veut accélérer le rythme de la reprise aux Etats-Unis

Priorité à l'emploi

Le plan de relance de l'économie américaine que M. Clinton devrait présenter le 17 février au Congrès sera plus important que prévu. M. George Stephanopoulos, porte-parole du nouveau président, a annoncé qu'il totaliserait 31 milliards de dollars seraient injectés dans l'économie sur un an, moitié sous forme de dépenses publiques, moitié sous forme de crédits d'impôts en faveur de l'investissement. Trente milliards, c'est presque deux fois plus que ce qui était envisagé ces dernières semaines.

La décision de M. Clinton peut surprendre alors que se multiplient les bonnes nouvelles venues d'outre-Atlantique. Les ventes de maisons neuves ont beaucoup progressé en décembre et l'indice précurseur de l'activité économique a fait un bon fin 1992 comme il ne l'avait jamais fait depuis dix ans. Non seulement la reprise est là, mais elle est plus forte que prévu puisqu'elle a presque atteint 4 % en rythme annuel au second semestre 1992. Un taux digne des belles années 1983-1984.

A question va donc se poser de savoir pourquoi le nouveau président des Etats-Unis a décidé de forcer l'allure au risque d'écourter la période de reprise, ce qui compliquerait sa réélection fin 1993. Il a raison, sûrement, d'accroître un déficit budgétaire déjà énorme qui a évolué de 330 milliards de dollars en 1992, soit 5,7 % du produit national. Une situation suffisamment alarmante pour que M. Clinton ait jugé utile de faire clairement allusion à des « sacrifices » dans son discours d'investiture du 20 janvier. En clair : des impôts supplémentaires seront nécessaires.

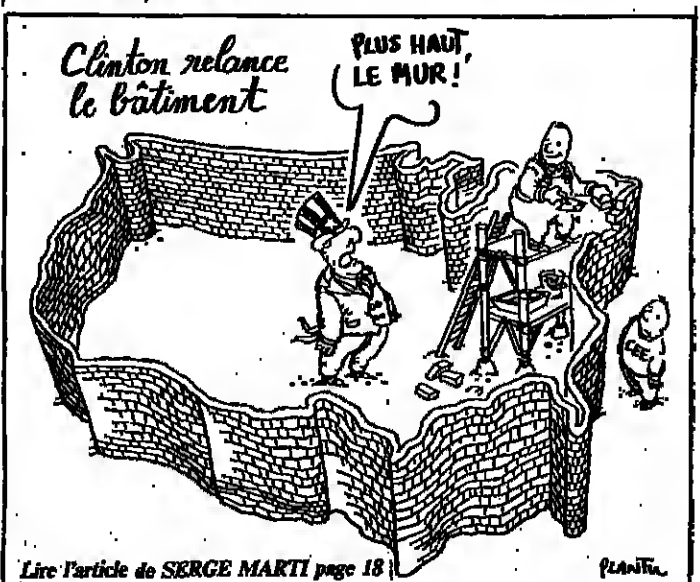
A quel servira-t-il d'augmenter telle ou telle taxe, de se rendre impopulaire, et les quelques dizaines de milliards d'investissement supplémentaires perdus dans une relance peut-être inutile ? De ce point de vue, les milieux d'affaires, très sensibles à la paille que constitue le déficit des finances publiques et l'endettement considérable qui en résulte (plus de 4 000 milliards de dollars), risquent de réagir négativement au plan de relance.

ENTRE les conservateurs et les libéraux, M. Clinton tente de trouver une troisième voie. Une voie à égale distance du laissez-faire (« hands off ») cher à MM. Reagan et Bush et de l'interventionnisme systématique (« hands all over approach ») cher à certains radicaux de son parti. Le nouveau président constate que, malgré la forte reprise du deuxième semestre 1992, le nombre des emplois n'a pas augmenté. Il doute d'ailleurs que la croissance se poursuive longtemps à un rythme aussi fort. Enfin, et c'est probablement le plus important, il écoute ceux qui lui disent que le système de production aux Etats-Unis est en train d'accomplir une petite révolution : qu'il sera plus productif et beaucoup moins créateur d'emplois.

M. Clinton s'achemine donc doucement vers des formules d'emplois sociaux plus ou moins subventionnées par l'Etat et les collectivités locales. Voilà l'Amérique bien sûr convertie aux solutions françaises, contrats d'emploi-solidarité et autres TUC : quel changement !

M0147 - 0204 0 - 7 00 F

Des indices économiques encourageants (les meilleurs depuis 1983) semblent confirmer le redressement de l'activité économique américaine. M. Bill Clinton se sent conforté pour la présentation du plan de relance économique qu'il doit soumettre au Congrès le 17 février, et qui est évalué à 31 milliards de dollars (plus de 167 milliards de francs). Le nouveau président des Etats-Unis attend la création de 200 000 à 500 000 emplois en un an.



Lire l'article de SERGE MARTI page 18

De Genève au siège de l'ONU

Les négociations sur la Bosnie vont reprendre à New-York

Transférées de Genève à New-York, les négociations sur le plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine doivent reprendre en fin de semaine au siège de l'ONU. Les trois communautés serbe, bosniaque et musulmane y participeront, avec les deux coprésidents de la conférence, MM. Owen et Vance, en consultation avec le Conseil de sécurité. Lord Owen a souhaité, mardi 2 février, l'envoi de forces terrestres américaines pour soutenir les Européens dans leurs missions humanitaires.

Les mille souffrances de Sarajevo

SARAJEVO
de notre envoyée spéciale
Les morts ont dévalé la pente, le long de la colline. La morgue de l'hôpital, trop petite - ou eux, les morts, trop nombreux - ne peut garder les morts plus d'un jour ou deux. Alors, on a commencé par remplir le cimetière du Lion, dont la statue de pierre eût se sentir moins seule, ces derniers mois. On a renoncé aux stèles funéraires de marbre, en forme de turban pour les hommes, coniques pour les femmes.
Et on a assemblé des planches de bois, que l'on a piquées dans le terre pour dire les noms des nouveaux arrivants. Puis le cimetière du Lion est devenu trop petit, et le trop-plein des morts de Sarajevo a conquis le stade de football, de l'autre côté de la route, en contrebas. Il n'y a que deux fossoyeurs professionnels, et ce sont donc la famille ou les amis des morts qui viennent, avec leur pelle et leur pioche, grignoter à la terre glacée le dernier lit de ceux qu'ils aiment. Il n'y a pas de cérémonie, à peine quelques larmes, que l'on essuie d'un revers de manche, par pudeur ou trop grande habitude.

AGATHE LOGEART
Lire la suite et les articles d'AFSANE BASSIR POUR et ISABELLE VICHNIAC page 3

L'Irak sous embargo

Deux ans et demi après son entrée en vigueur, l'embargo imposé à l'Irak coûte de plus en plus cher à la population. Une des conséquences les plus dramatiques est la décomposition de la société, avec l'apparition de la mendicité et une augmentation de la criminalité, de la corruption et de la prostitution.

Lire page 8 l'article de FRANÇOISE CHIPAUX

M. Helmut Kohl dénonce les attaques contre l'union monétaire

Le chancelier allemand s'en est pris mardi 2 février à ceux qui entravent la procédure d'union monétaire. Il semble se rallier à la thèse de Paris selon laquelle les attaques sur les marchés des changes visent à déséquilibrer le système monétaire européen.

Lire page 18 le billet de FRANÇOISE LAZARE

La réforme du mode de scrutin

Présidée par M. Georges Vedel, la commission chargée de réfléchir à une réforme du mode de scrutin pour les élections législatives (qui suivront celles de mars) propose que la plupart des députés continueront d'être élus au scrutin majoritaire, et que 10 % d'entre eux le soient à la proportionnelle.

Lire page 26 l'article de THIERRY BRÉHIER

Jean-Paul II, pèlerin de l'Afrique

Au cours de sa dixième visite au continent noir le pape se rendra, après le Bénin, en Ouganda et au Soudan

ROME
de notre correspondant

Pour commencer son dixième voyage dans une Afrique déchirée par les conflits armés, Jean-Paul II a choisi de se rendre, pour la deuxième fois, au Bénin. Il encouragera les Eglises d'Afrique dans leur fragile expansion face à un islam bouillonnant, elles qui sont restées trop longtemps « les cousines éloignées » de Rome. Il prêchera aussi la tolérance et le respect des droits de l'homme, et pourra ainsi mesurer le chemin parcouru sur la voie de la démocratie par le Bénin, l'ancien Dahomey, depuis son

dernier passage, en 1982. A Cotonou, capitale économique du pays et ancien haut lieu de la traite des esclaves, où il était attendu en début d'après-midi, mercredi 3 février, Jean-Paul II devait être accueilli par le président de la République, M. Nicéphore Soglo, au pouvoir depuis avril 1991. Cet ancien administrateur de la Banque mondiale, sorti de l'ENA, a réussi, avec 67,6 % des suffrages, à écarter du pouvoir, sans effusion de sang, le général Mathieu Kérékou, mettant ainsi fin à dix-sept ans de régime autoritaire militaire-marxiste.

MARIE-CLAUDE DECAMPS
Lire la suite page 6

Le fantôme de Roger-Patrice Pelat

L'homme d'affaires avait accordé au député Pierre Bérégovoy en 1986, un prêt de 1 million de francs

par Edwy Plenel

Fussent-ils ceux de princes républicains, les palais abritent parfois des fantômes. Celui qui hante aujourd'hui la république mitterrandienne se nomme Roger-Patrice Pelat, « Patrice » pour ses amis. Décédé le 7 mars 1989, cet homme d'affaires reste un personnage fort encombrant pour ceux qui furent ses amis : le président de la République, qu'il avait connu en captivité et dont il était devenu l'un des intimes et des fidèles, au point d'oublier ses convictions de droite pour plaider la cause de M. François Mitterrand et de s'entremet-

tre, après 1981, auprès d'un monde patronal réputé hostile ; le premier ministre, qu'il avait alors connu dans ses fonctions de secrétaire général de l'Elysée puis de ministre de l'économie et des finances, devenant ainsi l'un de ses familiers durant ce premier septennat où son statut d'ami privilégié du chef de l'Etat lui avait valu le surnom de « vice-président ».

On savait depuis janvier 1989, grâce aux enquêtes de presse et malgré les démentis officiels, que Roger-Patrice Pelat avait utilisé une discrète filière suisse pour mieux profiter des délits d'initié de l'affaire Pechiney.

Lire la suite page 12

La fièvre des musées

III. - Des conservateurs aventureux. page 14

EDUCATION - CAMPUS

L'école cap sur l'entreprise

Rendu public le 3 février, le rapport du XI^e Plan préconise une sérieuse amélioration de l'efficacité du système français.

■ La lycée soigne ses puces.
■ La Polynésie sous perfusion.
■ La presse fait ses classes.
■ L'UNEF-ID au bord de l'implosion.
pages 15 à 17

ARTS - SPECTACLES

■ Un entretien avec Raymond Depardon. ■ Rétrospective Canada au Centre Georges-Pompidou. ■ « Les Enfants du Paradis » mis en scène aux Etats-Unis. ■ La sélection de la semaine.
pages 27 à 36

Le sommaire complet se trouve page 36

Le Monde de l'éducation

EXCLUSIF LE PALMARÈS DES CLASSES PRÉPAS

Les taux de réussite aux concours d'entrée dans les grandes écoles, établissements par établissement : écoles d'ingénieurs, écoles de commerce, écoles normales supérieures. Avec des informations sur les différents styles de lycées et des conseils pour bien poser sa candidature.

- **ENQUÊTE : LES BÉBÉS ONT DU GÉNIE**
Pour faire le point sur les atouts et les dangers des méthodes d'apprentissage précoce.
- **DOSSIER : LES NOUVEAUX BACS**
Ce qui va changer en première à la rentrée prochaine, et en terminale l'année suivante : les matières, les options, les horaires et les coefficients des nouvelles séries.
- **REPORTAGE : LES ÉTUDIANTS ET LA LECTURE**
Même s'ils choisissent d'abord le cinéma, la musique ou la presse, les étudiants restent les plus grands lecteurs de livres. Et des initiatives se multiplient sur les campus pour les inciter à lire.

NUMÉRO DE FÉVRIER 1993 - 25 F.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le secret de la Vologne

Christine Villemin, inculpée en 1984 pour l'assassinat de son fils Grégory, bénéficie d'un non-lieu

par Philippe Braussard

La Vologne a donc eu le dernier mot. Celui de la fin, d'un épilogue prévisible qui permettra à cette rivière vosgienne de charrier encore rumeurs et mystères comme elle n'a cessé de le faire depuis le 16 octobre 1984, un mardi d'automne qui vit mourir un enfant et naître une « affaire ». Huit ans et trois mois après avoir emporté le corps ligoté du petit Grégory Villemin, le modeste cours d'eau, devenu aussi connu des Français qu'un fleuve déboulaire, s'offre un nouveau tourbillon, comme pour mieux faire place nette aux questions en suspens.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Dijon (Côte-d'Or) a en effet rendu, mercredi 3 février, un arrêt de non-lieu en faveur de Christine Villemin, la mère du petit Grégory, retrouvée nuyée près de Lépanges (Vosges).

Lire la suite page 11

DÉBATS

Afrique

Quelle force d'intervention ?

par Dominique Bangoura

Il reste à en définir les modalités d'application immédiate et à envisager pour un proche avenir une nouvelle forme de prévention et de règlement des conflits internes en Afrique, afin que l'intervention humanitaire ne soit pas déviée de sa tâche et vidée de son sens : rétablir la sécurité pour permettre l'humanitaire.

L'essentiel de l'intervention humanitaire réside dans sa finalité : sauver des populations civiles entières du chaos : famine, désastre médical et sanitaire, délabrement économique et social, anarchie des clans armés qui tuent violemment pour le pouvoir, effondrement et disparition de l'Etat. Dans un tel contexte, l'intervention s'impose au nom de la solidarité et des droits de l'homme et non pas en vertu de l'ingérence humanitaire. Comment peut-il y avoir ingérence contre un Etat, un gouvernement qui n'existe plus et qui, de surcroît, précédemment soumis aux chartes de l'ONU, de l'OUA et, au travers sa propre Constitution, au respect et à la promotion des droits de l'homme ? Au-delà d'un droit d'ingérence, il s'agit davantage, dans le cas présent, d'assurer la sécurité des populations et d'exterminer d'une fraction de leur population, d'un devoir d'assistance à peuples en danger.

Ces conditions désastreuses requièrent une intervention humanitaire lorsque toutes les tentatives de solutions politiques et diplomatiques, religieuses et culturelles, publiques et privées de réconciliation des parties ont précédemment échoué, en raison non pas de la qualité des médiateurs mais de la mauvaise foi des protagonistes. A Mogadiscio et dans le reste du pays, devant le refus de certaines factions armées de se rencontrer et de s'asseoir à une table de négociations de peur de perdre une parcelle d'autorité, l'intervention demeure l'ultime solution pour sauver des vies humaines. Elle représente la dernière possibilité à explorer pour que les organisations humanitaires parviennent aux victimes, puissent les secourir et poursuivre leur travail en toute sécurité.

Dès lors, la définition des missions des forces d'intervention apparaît comme déterminante pour leur crédibilité, leur efficacité et leur capacité d'adaptation à de nouvelles tâches, le tout dans le respect de l'humanitaire et dans des délais extrêmement pressants.

Epauler les institutions

Une force d'intervention humanitaire est une force de rétablissement de la sécurité destinée à déboguer et à accélérer le processus d'assistance d'urgence à peuples en danger. Elle est conduite par des troupes d'élite réputées pour la rapidité de leur mise en œuvre, en prenant en compte la menace potentielle et réelle contre ses membres et contre sa mission. Bien que n'entrant pas dans le cadre d'une force punitive et coercitive contre un Etat, elle doit néanmoins disposer des moyens pour riposter à toute entrave à sa mission, et donc du droit d'utiliser la force contre des éléments armés, souvent incontrôlés, qui s'insurgent contre son déploiement et son action.

Sa mission comprend plusieurs volets : militaire, paramilitaire et

humanitaire. Dans un premier temps, son objectif est d'accéder sur les lieux, de s'emparer et de contrôler les principaux points stratégiques : ports, aéroports, grands axes de communication, et d'installer son poste de commandement, préalables à toute répression et distribution d'aides en provenance de l'extérieur. Elle s'empresse ensuite de rétablir l'ordre et la sécurité : interposition entre combattants, le cas échéant, ouverture de zones de sécurité pour les civils - près des hôpitaux, des centres d'hébergement et de nutrition, des camps de réfugiés - rétablissement de la circulation, désarmement et cantonnement des milices et groupes armés s'ils s'opposent à la mission humanitaire. Dès que possible, avec l'arrivée des renforts, la force d'intervention joue son rôle humanitaire en remettant en état les grands services publics : eau, électricité, routes, ponts, transports, nutrition, santé, hygiène, en étroite concertation avec les ONG et les organismes humanitaires déjà sur place. Le but n'est pas de faire double emploi avec les institutions spécialisées mais d'épancher ces dernières, grâce aux moyens spécifiques dont dispose l'armée : génie, moyens de communication, logistique faisant d'elle un corps autonome et, au besoin, par la force.

Lorsque, grâce à l'intervention, la tension retombe et la violence cède peu à peu la place à une acalmie et aux secours, les politiques contribuent à restaurer la paix en organisant des rencontres entre parties adverses afin d'obtenir un cessez-le-feu respecté et durable. Une fois cette situation obtenue, la mission de la force d'intervention humanitaire peut prendre fin et être relayée par une force de maintien de la paix dont le mandat consiste à préserver la sécurité, même précaire, et à consolider l'œuvre d'intervention humanitaire entamée pendant que les politiques s'activent à préparer une conférence nationale devant déboucher sur des élections générales, libres et indépendantes. Car la vie du pays ne dépend pas d'une éventuelle amorce sous tutelle mais de l'instauration d'un Etat démocratique.

A l'avenir, afin de mieux répondre aux exigences propres d'un continent immense aux multiples facettes, et dans le souci de prendre en considération la nouvelle donne politique, quoique balbutiante, qui émerge, toute intervention humanitaire ne devrait pas être « européenne » comme le regrette récemment un éminent homme politique français, mais africaine. Africaine, sous l'égide de l'OUA et avec le concours de l'ONU. Or, en dehors de quelques chefs d'Etat qui se sont déclarés favorables, à titre individuel, à la force d'intervention en Somalie et malgré le sommet de l'organisation panafricaine de juin dernier qui semblait s'inscrire vers une force de paix pour l'Afrique, aucune décision significative n'a été prise à ce jour par l'OUA pour soulager le drame somalien.

La conflictualité majeure qui plonge l'Afrique actuelle dans la léthargie n'est plus celle consécutive à la rivalité Est-Ouest ni même celle qui oppose des pays frères comme le Mali et le Burkina-Faso, mais celle purement interne qui dresse les tenants du pouvoir contre les forces vives éprises de justice, de liberté et de démocratie. L'Afrique est aujourd'hui

d'hui partagée entre des régimes aux abois qui luttent pour leurs dernières cartes politiques - souvent sous le vert de la « démocratisation » - et des élites nouvelles sans pouvoir qui tentent de faire entendre leurs voix et celles des peuples. Rien d'étonnant, par conséquent, à ce que l'OUA n'ait pas encore pris les mesures pour mettre sur pied une force africaine de maintien de la paix (FAMAP).

Etant donnée la possibilité de voir le cas somalien se reproduire dans des délais très rapprochés, la création d'une FAMAP dotée d'une force africaine d'intervention humanitaire (FAIH) se révèle incontournable. Celle-ci se constituerait à l'échelon régional selon un principe de recrutement fondé sur le volontariat des Etats. Dans un premier temps, le Niger, dans un esprit de solidarité sur des théâtres d'opérations, semblent en mesure de montrer la voie en vertu de leur capacité de projection extérieure et de leur volonté politique. Par la suite, ils se verront secondés par des pays respectueux des droits de l'homme, attachés à réhabiliter l'image de leurs armées en leur donnant notamment une vocation humanitaire.

Renforcer la formation

Les Etats consentants mettront leurs troupes d'élite à la disposition de l'OUA. Celles-ci seront entraînées périodiquement pour des manœuvres communes, tout à tour, sur le terrain de chacun d'entre eux. Un commandement unifié et une coordination entre les missions seront menés parallèlement à une formation des politiques des différents pays. En dehors des périodes de mobilisation en temps réel et des entraînements, les troupes de la FAMAP rejoindront leur armée nationale et poursuivront leur carrière.

Faut-il vraiment restaurer les dernières dictatures ?

par Emile Le Bris et Marc Pilon

A la suite du coup de force de l'armée togolaise le 3 décembre 1991, les réactions de la France s'étaient limitées à une simple condamnation et à un appel au dialogue afin d'assurer une transition pacifique. Souhaitée par les démocrates togolais eux-mêmes, celle-ci demeure un vœu pieux. Depuis un an, l'insécurité est allée grandissant, particulièrement pour les leaders de l'opposition démocratique : en mai 1992, l'attentat visant Ghislain Ouedraogo, en juillet, l'assassinat de Tavi Amoria, alors secrétaire du Collectif de l'opposition démocratique (COD), sans parler des nombreux victimes anonymes.

A l'approche du 28 août, date de la fin de la période de transition fixée par la Conférence nationale souveraine (CNS), les ambassadeurs de France, d'Allemagne et le délégué de la Communauté européenne ont argué du risque d'une institutionnelle pour sommer les leaders de l'opposition de négocier avec le président togolais et l'ex-parti unique, le Rassemblement du peuple togolais (RPT). A l'issue de la commission mixte paritaire créée à cette occasion, le président Eyadéma a recueilli l'assentiment des pouvoirs qui lui avait confiés la CNS, et un remaniement ministériel l'a assuré du contrôle des postes clés : affaires étrangères, communication, intérieur et justice.

Les 22 et 23 octobre dernier, des militaires ont cette fois pris en otage les membres du Haut Conseil de la République dont certains ont été frappés et humiliés. Par la menace et avec la complicité de deux ministres de l'ex-RPT, ils ont enjôlé et obtenu une autorisation de retrait dans les banques de plusieurs milliards de francs CFA, provenant des cotisations obligatoires à l'ex-parti unique ; ce qu'il faut bien appeler un véritable hold-up ! La France s'est alors décidée à annoncer enfin la suspension de son assistance militaire. Mais les condamnations les plus fermes des entraves au processus démocratique viennent assurément de la Communauté européenne et des Etats-Unis.

Après une première grève de protestation de trois jours, les Togolais se sont résolus à lancer une grève générale illimitée, qui dure depuis le 16 novembre, à l'initiative du collectif des syndicats indépendants relayé par les partis de l'opposition regroupés au sein du COD II. Son caractère très suivi et les dizaines de milliers de personnes assistant aux meetings de l'opposition donnent la mesure de la détermination populaire. La rupture avec un pouvoir autoritaire et l'aspiration à une véritable démocratie n'étaient pas de quelques oppo-

sières sur un plan local. Un effort particulier de formation se révèle indispensable, non seulement sur le terrain et dans les écoles militaires, en particulier en matière de rétablissement et de maintien de la paix, mais aussi dans des cycles d'enseignement spécialisés dans le domaine du droit international humanitaire, des droits de l'homme, de la place de l'armée dans les Etats de droit, de la politique de défense des Etats. A cet égard, des établissements sous-régionaux d'enseignement supérieur se consacrant à ces questions méritent d'être encouragés et appuyés par les hautes instances politiques de ces pays.

Selon la gravité du conflit, l'emploi de cette force permanente, modulaire, neutre, entraînée et motivée se placera tantôt sous l'autorité politique de l'OUA, tantôt sous celle d'instances sous-régionales compétentes. Ce renouveau stratégique en Afrique, annonçant des responsabilités et des missions peu expérimentées jusqu'ici par les armées, se fonde sur des Etats ayant adopté des institutions démocratiques. C'est à eux que revient de relever ce défi d'une grande portée et de convaincre dans leur sein le maximum de pays. C'est à eux de mobiliser l'OUA pour que celle-ci prenne les mesures politiques nécessaires à son évolution. Lorsque l'OUA, à l'instar de l'ONU, aura accepté et amorcé ce changement, ce sera déjà grand pas de franchi. Et pour l'heure, le temps presse, car chaque jour meurt des innocents.

► Dominique Bangoura est docteur d'Etat en sciences politiques, ancien directeur, secrétaire général de l'Institut africain d'études stratégiques, auteur de *Les Armées africaines : 1960-1990*. Paris, CHEAM (La Documentation française, 1992, 190 p.).

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Les sciences humaines s'humanisent

Après la longue suprématie du structuralisme, les sciences humaines font maintenant plus de place au sujet et sont plus attentives aux besoins de la société. Mais certains craignent une trop grande dépendance à l'égard de la demande sociale.

A discussion engagée par la revue *Le Débat* autour du livre de François Dosse *Histoire du structuralisme* donne un sacré coup de vieux à la vie intellectuelle française. En renvoyant le structuralisme (qui se voulait hors du temps) à l'histoire, il souligne combien est passée d'âge sous les pontes, depuis que, dans les années 60, ce météore philosophique venu de la linguistique et de l'anthropologie envahissait les sciences sociales. Il nous rappelle aussi que le plupart des grands conquérants de la pensée qui étaient porteurs de cette philosophie (Foucault, Lacan, Barthes, Althusser...) ont disparu, laissant un vide que personne n'est venu combler - même si, pour le linguiste américain Thomas Pavel, il est difficile de dire si ce silence est celui de la méditation ou des cimetières. « Il est aussi malaisé de porter aujourd'hui un jugement impartial sur l'héritage du structuralisme que de décider si, en définitive, Napoléon a été un tyran ou un grand réformateur », reconnaît honnêtement cet adversaire encore abasourdi.

Avec le structuralisme semble, en tout cas, disparue pour un temps la prétention des sciences sociales à élaborer un modèle conceptuel capable d'expliquer le fonctionnement des sociétés, des mythes, des usages et des langages. Les courants de pensée qui se sont frayé un chemin depuis tendent plutôt à se rapprocher de l'individu et du local, à redonner de l'importance au sujet et à l'acteur, à déléguer les systèmes pour retourner sur le terrain. « *Autour de l'idée déjà diffusée de « tournant pragmatique », peut-on lire dans l'introduction d'un dossier que la revue Espace-Temps intitulé élogiquement « Ce qu'il eût vult dire », on peut rassembler certains traits saillants de ces courants émergents et en particulier : la centralité de l'action et la réhabilitation de l'intentionnalité et des justifications des acteurs ; l'idée qu'une science sociale ne doit jamais présupposer l'identité individuelle ou collective, mais doit au contraire les procédures narratives de construction et de reconstruction ; l'interaction du naturel, du discursif et du social ; l'éloignement par rapport au structuralisme et au projet de dévoilement de la sociologie critique ; un rapport renouvelé et pacifié entre sciences sociales et philosophie. »*

Une approche poétique du social

On peut avoir une idée de ces tendances nouvelles grâce au dossier que leur consacre le magazine *Sciences humaines* (qui a renouvelé, pour ce numéro, sa maquette et sa formule). Le psychologue Jacques Lautrey observe, par exemple, que les sciences cognitives ressentent la nécessité de rapprocher l'étude des systèmes de traitement de l'information de facteurs subjectifs comme l'intentionnalité, l'efficacité ou l'émotion. La sociologue Marc Guillaume plaide pour « une approche poétique du social », qui prenne en compte les phénomènes de sociétés « ordinaires », comme la mode, la publicité, la culture rock, le sport...

Réalités quotidiennes, qui, comme le rappelle Pascal Dibie, font déjà le miel des ethnologues, reviennent au terroir après avoir dû abandonner leurs longues virées exotiques... L'archéologue Jean-Paul Demoule estime que les modèles déterministes classiques ne permettent pas de comprendre l'évolution des espèces, et elles ne s'accompagnent pas d'interprétations plus fines sur l'autonomie créatrice de nos lointains ancêtres. Le journaliste Denis Clerc observe que les réalités économiques ne peuvent être comprises indépendamment de leur environnement juridique, historique, psychologique... même

si celui-ci n'est pas quantifiable, ni modélisable.

Bref, les méthodes des sciences humaines, tout comme leur champ d'investigation, se font plus fluides, plus qualitatives, jouant sur une multiplicité de démarches empiriques et de repères théoriques. Elles se diversifient pour se rapprocher de la réalité vivante, individuelle ou collective. Alain d'Iribarne, directeur du département des sciences de l'homme et des sociétés au CNRS, estime que la recherche doit se faire plus attentive à la demande sociale et énumérer les domaines où se manifestent les principales urgences : le travail et l'emploi, le rapport entre la science, la technologie et la société ; la santé, le vieillissement et la protection sociale ; la cohésion sociale et l'identité nationale. Autant de thèmes transversaux, qui transcendent les spécialités et demandent un mélange d'outil conceptuel et d'observations de terrain.

Plaidoyer pour la sécession

Pour Alain d'Iribarne, l'une des principales difficultés que rencontrent les sciences humaines est d'organiser le dialogue avec la société. Cela suppose, à la fois, que les chercheurs sachent diffuser les travaux, de façon accessible et opérationnelle, et que leurs interlocuteurs (l'administration, les entreprises ou les collectivités locales) aient les moyens de les comprendre et de les exploiter. Cette négociation permanente avec des partenaires qui sont aussi des commanditaires est devenue une nécessité pour les sciences humaines, qui trouvent dans cette écoute des besoins sociaux une stimulation et une légitimation. Cette dynamique a pris un sérieux coup d'accélérateur, avec la décentralisation.

Le mouvement est-il trop brutal ? C'est ce que paraît redouter Jacques Lautman, qui fut le prédecesseur d'Alain d'Iribarne au CNRS. Cette crainte le conduit à faire, dans le même numéro du *Débat*, une proposition eudécise : « Estimer que les sciences humaines sont égarées, au sein du CNRS, par les sciences exactes qui leur imposent une vision « scientiste » de leur discipline et une logique de fonctionnement industrielle et technocratique, il pense qu'elles doivent faire sécession et constituer une institution de recherche indépendante, comme il en existe pour la médecine ou l'économie. »

Les sciences sociales, affirme-t-il, sont contraintes, pour exister, de « s'ingérer » un système utilitariste et uniformisateur, centré sur le rendement, la déconcentration et l'application, qui ne correspond pas à leur spécificité, ni à leur vocation. En constituant un organisme autonome, estime Jacques Lautman, elles auraient plus de poids face aux responsabilités politiques et pourraient mieux organiser la collaboration des équipes de recherche avec les universités et les différents ministères intéressés (éducation nationale, recherche, culture, affaires étrangères, équipement...).

Une proposition iconoclaste, qui a provoqué aussitôt des réactions passionnées auxquelles fait écho *Le Débat*. Beaucoup s'étonnent qu'on veuille séparer sciences sociales et sciences exactes, au moment où leur dialogue est de plus en plus nécessaire. Plus perdidement, Maurice Godelier, qui fut, lui, le prédecesseur de Jacques Lautman au CNRS du temps de Jean-Pierre Chevènement, remarque que cette proposition survient quelques semaines avant les élections... Et l'on se souvient des débats houleux sur le suppression du CNRS qui avaient marqué la précohabitation en 1988...

Si les sciences sociales « s'humanisent », elles sont toujours très proches de l'actualité politique...

► *Le Débat*, n° 73, janvier-février 1993, Gallimard, 82 F.

► *Espace-Temps*, le Journal, n° 48-50, 1992, 96 F. BP 117, 75463 Paris Cedex 10.

► *Sciences humaines*, n° 25, février, 1993, 32 F. 83, rue de Paris, 99000 Auzerre.

Le Monde
DOSSIERS ET DOCUMENTS

LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1992

est paru

208 pages - 49 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة الشمل

ÉTRANGER

La guerre dans l'ex-Yougoslavie

Les négociations sur la Bosnie-Herzégovine reprendront le 5 février à New-York

Les négociations sur le plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine proposé par MM. Cyrus Vance et David Owen reprendront, vendredi 5 février, à New-York, en présence de toutes les parties et en consultation permanente avec le Conseil de sécurité des Nations unies. Des conversations doivent aussi avoir lieu sur la Croatie.

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

L'un des deux coprésidents de la conférence sur l'ex-Yougoslavie, Lord Owen, a de nouveau manifesté, mardi 2 février, lors d'une conférence de presse à New-York, son impatience devant les tergiversations de la nouvelle administration américaine concernant le plan de paix qu'il a élaboré avec M. Cyrus Vance, et qui est mandaté par la CEE et l'ONU. « Il ne faut tout de

même pas oublier que la guerre continue en Bosnie-Herzégovine. On ne peut pas traiter indéfiniment », a-t-il dit. Il a de nouveau exprimé son souhait de voir des soldats américains portant des casques bleus en Bosnie, « côte à côte avec les soldats français et britanniques ».

Les deux coprésidents se sont également montrés irrités des critiques dont fait l'objet leur processus de négociations : « Je deviens fou quand j'entends les gens nous comparer à Chamberlain et dire que notre plan de paix revient à ratifier le nettoyage ethnique », a lancé M. Vance. Si quel qu'un a une alternative à cette conférence internationale, nous sommes là pour l'écouter ».

A l'évidence, MM. Vance et Owen attendent que l'administration américaine se prononce au plus vite sur ce plan. Ils ont fait remarquer aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité que tout délai et toute ambiguïté dans l'exposé de la position américaine donnent un prétexte au gouvernement musulman

de la Bosnie pour ne pas accepter le processus en cours et les modalités d'une cessation des hostilités déjà signées par les Serbes et les Croates. MM. Vance et Owen souhaitent que l'administration Clinton fasse savoir cette semaine si elle accepte le plan, et dans le cas contraire quelle initiative elle entend proposer pour faire évoluer la situation.

Les deux médiateurs sont d'autant plus pressés qu'ils ignorent pas que nombre de pays non alignés et musulmans au Conseil de sécurité partagent les réticences américaines et attendent qu'un signe de Washington pour s'opposer ouvertement à ce plan. Comme les Américains, ces pays estiment qu'il est inutile des conquêtes territoriales faites par les Serbes au moyen de la terreur et du nettoyage ethnique.

Les coprésidents veulent à tout prix aller au bout du processus qu'ils ont engagé. Ils estiment que toute initiative parallèle détournerait l'attention de leur plan et rejeterait ainsi un projet prêt aux Français, mais

avancé mardi par les Russes, qui consistait à isoler militairement Sarajevo grâce à un cordon de deux divisions de 20 000 soldats.

Pendant leur conférence de presse, MM. Vance et Owen ont annoncé que les chefs des trois factions bosniaques arriveraient à New-York mercredi 3 février, et que les négociations, avec la participation des membres du Conseil, pourraient commencer dès vendredi.

Le visa de M. Karadzic

Selon le porte-parole de la conférence internationale, la guerre entre les Serbes et les Croates sera aussi l'objet de négociations. Une délégation des Serbes de la Krajina (enclave serbe en Croatie), ainsi qu'une délégation du gouvernement de Zagreb, devaient également se rendre à New-York mercredi.

Le gouvernement bosniaque sera représenté par le ministre des affaires étrangères, M. Haris Silajdic.

M. Mohamed Sacirbey, ambassadeur bosniaque à l'ONU, a de nouveau contesté au chef des Serbes bosniaques, M. Radovan Karadzic, le droit de participer aux négociations : « Comment peut-on négocier avec un homme universellement connu comme étant un criminel de guerre ? » A Washington, le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a cependant annoncé qu'un visa américain avait été délivré à M. Karadzic. Il a précisé que les Etats-Unis n'abandonnent pas pour autant le droit de faire traduire le leader serbe en justice pour crime contre l'humanité. Selon M. Boucher, les Etats-Unis estiment « qu'il y a des choses dont M. Karadzic devra répondre ».

Les consultations à huis clos entre MM. Vance et Owen et les membres non permanents du Conseil de sécurité devaient commencer, mercredi 3 février, à New-York.

AFSANÉ BASSIR POUR

Un membre du HCR tué près de Mostar

GENÈVE

de notre correspondants

Un interprète du Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU (HCR), Milivoj Dugandzic, a été tué, mardi 2 février, lors de l'attaque d'un convoi humanitaire près de Mostar (sud de la Bosnie-Herzégovine). Le chef du convoi, le Danois Sten Nielsen, grièvement blessé, a été évacué sur un hélicoptère de campagne d'un hélicoptère de transport jusqu'à Split, en Dalmatie. M^{me} Sadako Ogata, haut commissaire aux réfugiés, a immédiatement condamné ce crime, à Genève, sans toutefois en désigner les coupables.

De retour de Sarajevo, le 27 janvier, M^{me} Ogata avait exprimé son inquiétude pour la sécurité des travailleurs humanitaires en général et, plus précisément, pour ceux du HCR, quotidiennement menacés ou attaqués par l'un ou l'autre des belligérants. Dès le lendemain, elle avait pris contact à Genève avec MM. Mate Nuban, chef des Croates de Bosnie, Radovan Karadzic, chef des Serbes de Bosnie, ainsi qu'avec le président bosniaque, Alija Izetbegovic, qu'elle tenait pour personnellement responsables de la sécurité des convois humanitaires. Tous trois avaient donné des assurances quant au libre passage des secours et affirmé qu'il serait mis fin aux attaques des convois.

D'autre part, le premier ministre du Pakistan, Mohammad Nawaz Sharif, intervenant devant la commission des droits de l'homme de l'ONU qui siège actuellement à Genève, a vigoureusement condamné les Serbes pour les services qu'ils infligent aux populations civiles et notamment le viol de femmes musulmanes : « Comment se fait-il que Milosevic n'ait pas eu à répondre de ses agressions ni de ses crimes massifs alors que d'autres sont mis au pilori pour des crimes bien moindres », a-t-il notamment demandé.

ISABELLE VICHNIAC

Les mille souffrances de Sarajevo

Suite de la première page

Il faut aller vite, car les snipers aiment les enterrements, et les balles envoyées de quelques centaines de mètres pénètrent la terre des morts, en n'évitant pas toujours les vivants. Ces morts-là sont parmi les vingt tombés le 30 janvier.

Ce dimanche, il y avait cette femme enceinte, la jambe arrachée par des éclats d'obus, près de la présidence bosniaque, ce chirurgien au visage et à la poitrine empués au moment où il sortait du bloc opératoire. Et cette femme qui élit chez elle lorsqu'un obus a éclaté à l'intérieur de son appartement. Elle est arrivée aux urgences, torse nu, vêtue seulement d'un colant rouge, la moitié de son visage défiguré d'horreur, toutes ses dents, ses dents, ses dents... Elle vit tous les jours depuis dix mois. Il a vu pire, souvent, lorsque parfois la ville perdait trois cents personnes en une journée. Il a envie de dire aux habitants des pays qui ne vivent pas ce que vit le sien qu'il est content pour eux qu'ils ne soient pas là. Car « la vie est trop courte pour vivre une telle tragédie. Et une vie entière ne suffit pas pour absorber ce que nous vivons ici depuis dix mois. Les chiens et les chats du monde entier sont mieux traités que nous. Et on est toujours vivant, et on n'a pas perdu le goût de vivre ».

Au moment où il parle, une jeune fille nue, aux seins légers, est en train d'agoniser sur un brancard. Le sang coule le long du respirateur — une simple valve de caoutchouc — qu'un lui a, désolée tentative, planté dans ce qui reste de sa bouche. Comme il n'y a pas de soins ambulatoires pour ces gens blessés, on se sert de tout : de voitures particulières, de camionnettes bricolées. Pas plus qu'il n'y a d'oxygène, ni assez de sang pour les trans-

fusions. Un petit garçon, la jambe droite plâtrée, hurle de douleur en appelant sa mère qui lui tient la main. Il n'y a pas de médicaments contre la douleur non plus. Dans cette ville de troglodytes qu'est devenue Sarajevo, une voiture rendue folle par les tirs a dérapé sur le verglas et a fauché l'enfant. Et celui qui, ailleurs, ne serait qu'une banale victime de la circulation devient ainsi une victime de guerre.

Combien de temps pourront-ils tenir, ainsi, dans le sang et le dénuement ? Tous se posent la question, comme si chaque jour surmonté par le plus insupportable d'un vivre de nouveaux, dans de pareilles conditions.

Boucliers

de Sarajevo

Près du pont de Princip — du nom du meurtrier de l'archiduc François-Ferdinand — un homme regarde tomber ses dents. Resad Tibic n'a que cinquante ans et n'a plus d'âge. Dans sa famille, ils sont quatre, et à eux quatre, depuis le début du siège, ils ont perdu 65 kilos. C'est comme s'il s'excusait pour sa bouche édentée, son teint gris, ses cheveux sales. Il dirigeait une entreprise d'import-export autrefois. Aujourd'hui, il dirige l'un des dix-neuf centres de distribution de l'aide humanitaire de Sarajevo. Et il a honte de ce qu'il reçoit et de ce qu'il redistribue. Pas de légumes, pas de vitamines, pas de lait. En dix mois, seulement 1 kilo de lait en poudre a été fourni pour les enfants de moins de trois ans. Parmi les quatre mille personnes qui vivent grâce à l'aide de ce centre, il y a six cents enfants âgés de un à quatorze ans. Ces enfants qui n'ont pas eu un yaourt depuis le début du siège et qui, dans leurs rêves, récla-

ment des bananes et des oranges... Tous les quinze jours, le centre donne des sacs de 3 kilos par personne : on y trouve de la farine, des haricots secs, du sucre, de l'huile, une boîte de sardines, du corned-beef, et du savon. De temps en temps, les rations américaines arrivent : ces musulmans ont eu la mauvaise surprise de découvrir du porc à la sauce barbecue, qu'ils ne peuvent manger. An moins y a-t-il un peu de confiture et du chewing-gum.

Alors où passent les efforts titanesques du Haut-Commissariat pour les réfugiés, qui échouent dans des conditions très dangereuses les milliers de tonnes de l'aide humanitaire ? Allan Knight, un officier britannique qui supervise les centaines de milliers de mètres carrés où sont entassés les cargaisons arrivées par avion, ou plus difficilement ces derniers temps par camion, se désole de les voir souvent trop pleins. Ces couches dont manquent les bébés, il en a vu plein d'un seul coup. Quarante mille couvertures, six mille sacs de couchage, quatre mille matelas attendent soigneusement empilés qu'on vienne les chercher. « La chaîne de distribution est trop lente, mais les officiels bosniaques ne veulent pas perdre la maîtrise de la distribution ».

Bureaucratie, orgueil, ou jeu plus ambigu d'une politique du pire ? Des rumeurs insistantes courent en effet la ville : l'aide dite « de qualité » serait réservée aux combattants bosniaques, les officiels préféreraient leur dîner, ou pis encore, utiliser la population comme boucliers humains, les politiques freineraient délibérément l'acheminement de l'aide pour pouvoir — sous l'œil des journalistes toujours très nombreux à Sarajevo — continuer à montrer la souffrance de la population et pousser ainsi à une intervention militaire.

Sans vouloir le dire de façon aussi carrée, le général Morillon, commandant en chef de la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine, souligne que « la présidence bosniaque entretient ici des combats qui n'ont — et ils le savent — aucune chance d'aboutir, mais qui le méritent d'attirer l'attention du monde ». Face aux critiques incessantes qui visent la FORPRONU — tant sur la qualité de son mandat que sur la qualité de l'aide humanitaire — le général affirme qu'il est « sans complexe et sans états d'âme. Je sais que je ne suis pas apprécié par ceux qui veulent la guerre et prennent leur propre population en otage. Mais nous pouvons nous targuer d'un succès qui n'est pas évident. Des experts nous annoncent qu'entre quatre cent mille et un million et demi de personnes risquent de mourir de froid et de faim en Bosnie-Herzégovine. Il n'y en a eu jusqu'ici, que quelques centaines et je n'ai aucune hésitation à dire que nous avons sauvé des dizaines de milliers de personnes ».

Farouchement hostile à toute intervention militaire — qui serait, il est vrai, un désastre personnel — le général Morillon tente de maintenir le cap qu'il s'est fixé. Mais les circonstances, parfois, l'obligent à tempérer son enthousiasme et ses certitudes. Ainsi vient-il, pour la première fois, d'annoncer que les équipes d'ingénieurs et de techniciens chargés de réparer les lignes électriques ne pourraient continuer leur mission, pour des raisons de sécurité. Une seule ligne électrique alimente la ville : un acte de sabotage ou un obus bien ajusté suffirait désormais à plonger Sarajevo dans le noir et à couper la ville assiégée, un peu plus encore, du reste du monde.

La Grèce serait prête à étudier un compromis sur la reconnaissance de la Macédoine

Les propos sur la Macédoine tenus, mardi 2 février, par le ministre grec des affaires étrangères, M. Michalis Papakonstantinou, pourraient annoncer un inflexionnement de la position d'Athènes concernant la reconnaissance de cette République de l'ex-Yougoslavie. Questionné par la presse locale à son retour de Bruxelles, où il avait participé au Conseil européen, M. Papakonstantinou a déclaré qu'une reconnaissance de ce nouveau pays sous le nom exclusif de Macédoine créerait dans les Balkans des frictions que la Grèce veut éviter. Les commentateurs politiques grecs, habitués jusqu'ici aux déclarations officielles héliéniques intransigentes qui refusent toute éventualité d'une reconnaissance de cette République incluant le terme de Grande-Bretagne. (AFP)

« Macédoine » ou d'un de ses dérivés, ont interprété cette déclaration comme une position de leur gouvernement.

M. Papakonstantinou, qui n'a pas donné de précisions sur ces « frictions que la Grèce veut éviter », avait annoncé à Bruxelles qu'Athènes était prêt à étudier un compromis. Vendredi dernier, il avait déclaré que lui-même utilisait la formule de FYROM (« Former Yugoslavian Republic of Macedonia », ancienne République yougoslave de Macédoine) pour désigner ce nouvel Etat lorsqu'il s'adressait aux partenaires de la Grèce au sein des organisations internationales. Cette formule est envisagée par les trois pays de la CEE membres du Conseil de sécurité de l'ONU (Espagne, France et Grande-Bretagne). (AFP)

La visite de M. Georges Kiejman à Ljubljana

Les Slovènes pourront venir en France sans visa

LJUBLJANA

de notre envoyé spécial

Premier membre du gouvernement français à se rendre en Slovénie depuis la proclamation de l'indépendance de cette République de l'ex-Yougoslavie en octobre 1991, M. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères, avait, dans ses bagages, un projet d'accord propre à satisfaire ses hôtes. Il concerne la suppression réciproque des visas pour les ressortissants des deux pays désireux d'effectuer un séjour de moins de trois mois en France ou en Slovénie. Signé, lundi 1^{er} février, par M. Kiejman et le chef de la diplomatie slovène, M. Lojze Peterle, cet accord devrait, dès son entrée en vigueur, le 8 février, permettre aux plus aisés des citoyens de la petite République alpine de fréquenter plus facilement les stations de sports d'hiver françaises qui jouissent dans la bonne société de Ljubljana d'un grand prestige.

Au-delà cependant de l'aspect touristique de cette mesure, il s'agit de marquer la confiance du gouvernement français dans un pays qui a su se détacher de la Fédération yougoslave en évitant d'être entraîné dans le tourbillon des violences qui se déchaînent

dans les autres parties de l'ex-Yougoslavie. Au cours de ses conversations avec le président de la République, M. Milan Kucan, le premier ministre, M. Janez Drnovec, et M. Lojze Peterle, le ministre français a pu constater qu'un constat plutôt pessimiste de l'évolution de la situation en Bosnie et en Croatie. A Ljubljana, on souligne les difficultés créées par la présence de quelque soixante-dix mille réfugiés bosniaques, essentiellement des musulmans, dont l'arrivée n'est pas tout à fait étrangère à la période du parti d'extrême droite SNS lors des élections législatives du 6 décembre.

L'impossibilité actuelle de mettre fin aux affrontements pèse directement sur l'économie et la population slovènes. L'écroulement des marchés traditionnels d'exportation de l'industrie slovène — essentiellement la Croatie, deuxième partenaire commercial après la RFA — n'a pas pu être compensé par une percée suffisante sur les marchés occidentaux solvables. La promesse d'un accès à moyen terme garanti par l'Etat français, annoncée par M. Kiejman, est une autre marque de confiance dans la stabilité et la solvabilité de la Slovénie.

LUC ROSENZWEIG

AGATHE LOGEART

Jusqu'à 50% d'économie avec les nouveaux "Tarifs Privileges" d'ITT Sheraton.

Les Hôtels ITT Sheraton lancent deux nouvelles formules conçues pour simplifier vos voyages en vous faisant faire des économies.

Tarifs Privileges Affaires... de 5% à 30% de remise

Du Dimanche au Jeudi sans réservation ni paiement à l'avance. Même pour un voyage de dernière minute vous bénéficiez de prix exceptionnels.

Tarifs Privileges Week-end... de 30% à 50% de remise

Nhâchez plus à partir de Week-end. Aujourd'hui vous faites des économies en arrivant le Vendredi ou le Samedi. Demandez notre brochure Week-end.

Quelques exemples de nos Tarifs Privileges :

	Tarifs Normaux	Tarifs Privileges Affaires	Tarifs Privileges Week-end
Bruxelles Sheraton Bruxelles	FR 10800	FR 7200	FR 4200
Intercontinental Sheraton Istanbul	US\$ 231,84	US\$ 189,66	US\$ 148,92
Ljubljana Sheraton Ljubljana	ESC 40000	ESC 27500	ESC 17800
Munch Sheraton Munich	DM 420	DM 261,25	DM 180
Paris Sheraton Paris	FF 2200	FF 1800	FF 1450
London Sheraton London	£ 230	£ 185,25	£ 170
Amsterdam Sheraton Amsterdam	4.245	4.156,75	4.135
Bahrein Sheraton Bahrein	RJD 80	RJD 48,80	RJD 42
Dubai Sheraton Dubai	AED 770	AED 635,50	AED 465
Le Caire Sheraton Le Caire	US\$ 129 Sheraton Suites US\$ 142 Sheraton Suites	US\$ 106,40 Sheraton Suites US\$ 116,25 Sheraton Suites	US\$ 82 Sheraton Suites US\$ 101 Sheraton Suites

Pour réserver, appelez votre agence de voyages ou le numéro vert suivant et demandez notre Tarif Privileges.

France : 05.90.76.35

ITT Sheraton

Les tarifs indiqués s'entendent pour l'occupation d'une chambre et par une personne, sans pour le Tarif Privileges Week-end. Tous les tarifs sont sous réserve de disponibilité et peuvent être modifiés sans préavis. Les Tarifs Privileges ITT Sheraton sont réservés aux hôtels ITT Sheraton en Europe, en Afrique et dans le Moyen-Orient. Certaines restrictions sont applicables.

DIPLOMATIE

Devant l'assemblée du Conseil de l'Europe

M. Helmut Kohl a plaidé pour une véritable politique étrangère commune des Douze

STRASBOURG

de notre correspondant

M. Helmut Kohl a réaffirmé, jeudi 2 février, devant l'assemblée du Conseil de l'Europe, la volonté de son pays d'œuvrer pour une politique étrangère et de sécurité commune de la CEE « qui mérite vraiment ce nom ». « C'est le seul moyen de prévenir les crises avec une plus grande efficacité », a affirmé le chancelier allemand, et d'influencer d'une manière plus active les événements qui menacent la paix.

Regrettant que l'Allemagne n'assume pas encore ses « responsabilités internationales », M. Kohl a déclaré : « La guerre horrible qui sévit dans l'ancienne Yougoslavie nous rappelle que les crises de la région de l'Est et du Sud-Est d'Europe ne sont pas des problèmes locaux, mais qu'elles ont des répercussions sur toute l'Europe ». Afin d'arrêter « les actes barbares », le chancelier a indiqué que l'administration Clinton préparait des mesures et que « le gouvernement allemand ferait de même ».

Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, qui doit rencontrer jeudi son homologue américain Warren Christopher, s'apprête à plaider en faveur de mesures qui auraient pour effet d'isoler totalement la Serbie. M. Douglas Hurd, secrétaire au

Foreign Office, intervenant en sa qualité de président en exercice du Conseil de l'Europe, a de son côté réaffirmé son opposition à une intervention militaire internationale. « Nous ne sommes pas convaincus de l'efficacité d'opérations aériennes contre la Serbie », a-t-il dit.

Enfin, M. Kohl a lancé, sous forme d'avertissement, un appel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie : « Nous ne devons montrer aucune indulgence envers une violence qui s'exerce au mépris de toute humanité, qu'elle soit d'extrême gauche ou d'extrême droite », a-t-il dit.

Après avoir rappelé que l'Allemagne avait reçu quatre cent cinquante mille réfugiés l'année dernière, le chancelier a appelé de ses vœux « une réflexion sur les conséquences des mouvements migratoires et flux de réfugiés (...) qui constituent un défi à la fois unique et permanent pour l'Europe toute entière ».

Le chancelier a aussi demandé que l'Allemagne soit considérée comme une langue officielle au Conseil de l'Europe, au même titre que l'anglais et le français. Un problème comparable se pose au sein des institutions communautaires, où seules ces deux dernières langues ont réellement le statut de langue de travail.

MARCEL SCOTTO

Au nom des deux États indépendants

Les Parlements tchèque et slovaque créent des monnaies distinctes

PRAGUE

de notre correspondant

Les Parlements tchèque et slovaque ont voté, mardi 2 février, les lois permettant la séparation de leurs monnaies. L'échange de billets tchécoslovaques contre des couronnes tchèques (Kc) ou des slovaques (Sk) débutera jeudi 4 février et prendra fin dimanche, ont par ailleurs annoncé les premiers ministres tchèque et slovaque, MM. Václav Klaus et Vladimír Mečiar, lors d'allocutions télévisées. A compter de lundi prochain, la couronne tchécoslovaque ne sera plus qu'un souvenir et les deux nouvelles monnaies, convertibles entre elles, devraient voir leurs cours rapidement évoluer.

La monnaie commune, née en 1919 de la séparation de la couronne autrichienne, n'aura survécu que cinq semaines à la partition de la Fédération tchécoslovaque. Les autorités de Prague et de Bratislava, qui affirmaient avant le partage du pays vouloir conserver une couronne unique au moins pendant six mois, ont dû rapidement procéder à la séparation pour éviter les spéculations et rassurer leurs citoyens comme les investisseurs étrangers perplexes devant l'existence d'une seule monnaie pour deux États indépendants.

Selon le gouverneur de la Banque nationale tchèque (CNB), M. Josef Tosovsky, la séparation hâtive est également le résultat de déclarations impétueuses de certains fonctionnaires ou ministres.

L'annonce quelques jours à peine après l'indépendance des deux nouveaux États du début du timbrage des billets en réserve dans les coffres de la CNB (le Monde du 9 janvier), a provoqué une panique en Slovaquie.

A l'instar des banques allemandes et autrichiennes, qui ont arrêté avant la mi-janvier l'achat de couronnes, de nombreux particuliers et entreprises slovaques ont placé leurs réserves dans des banques tchèques, provoquant un net rétrécissement de la masse monétaire en Slovaquie.

Inflation

en hausse

Ce phénomène, mal vu à Prague car il peut favoriser la croissance d'une inflation déjà forte, a en réalité son dessein de dirigeants politiques, soucieux d'éviter un effondrement des échanges bilatéraux.

Ainsi, les Tchèques pourront-ils échanger à hauteur de 4 000 couronnes tchécoslovaques leurs différentes coupures contre de nouveaux billets de 200 couronnes tchèques ou contre des billets slovaques et les pièces seront retirées de la circulation et remplacées par les nouvelles pièces et pièces, fabriquées essentiellement au Canada et en Grande-Bretagne. A partir de lundi prochain, seules les nouvelles monnaies auront cours dans chaque République.

MARTIN PLICHTA

EN BREF

Paris rappelle un diplomate à Wellington. La France a annoncé, mercredi 3 février, le rappel de son attaché commercial en Nouvelle-Zélande, dont elle avait refusé de lever l'immunité diplomatique. M. Daniel Patat avait bousculé les deux passagers alors qu'il roulait par mégarde à droite, sur le mauvais côté de la route; l'épouse du diplomate, attachée de presse à l'ambassade, avait également été blessée. (Reuters)

Le général Aoun devrait s'installer dans la région parisienne. Le général libanais Michel Aoun a indiqué, mardi 2 février, qu'il devrait quitter « très prochainement » Marseille, où il réside, sous la protection de la police, depuis le 30 août 1991, pour la région parisienne. Ce départ devrait intervenir avant le prochain week-end, a-t-on appris de bonne source. M. Aoun devrait

gagner une résidence dans le village de Cressy-la-Chapelle, près de Meaux.

GRANDE-BRETAGNE : La reine menace de porter plainte contre le Sun. La reine Elizabeth II a menacé le quotidien populaire The Sun, dans une lettre transmise par ses avocats mardi 2 février, de le poursuivre en justice pour avoir rompu l'embargo sur son discours de Noël. Selon le Sun, la souveraine britannique renoncera à sa plainte si les deux parties se mettent d'accord sur des dommages et intérêts. (AFP)

IRLANDE DU NORD : assassinat d'un catholique. Un catholique d'années a été tué par balles à son domicile de Ballynalan, près de Belfast, mardi 2 février. L'attentat a été revendiqué par l'organisation loyaliste Ulster Volunteer Force, selon laquelle la victime était membre de l'IRA, l'organisation paramilitaire républicaine. (AP)

Le Monde DES LIVRES

M. Jorge Mas-Canosa, président de la puissante Fondation cubano-américaine, n'avait pas encore fait connaître sa position dans cette affaire que la rumeur et la presse locale le désignaient déjà comme

ASIE

Afghanistan : les nouvelles alliances

Face au gouvernement de Kaboul, une coalition disparate de partis islamiques s'est réunie à Jalalabad

JALALABAD

de notre envoyé spécial

Les représentants de six des neuf partis islamiques d'Afghanistan qui ont combattu l'URSS viennent de se réunir en conseil de direction. M. Abdul Farid, éphémère premier ministre désigné par M. Hekmatyar au printemps dernier (et qui avait dirigé de l'intérieur la deuxième bataille de Kaboul), en accord avec le gouvernement, a passé un accord de non-agression avec le Jamiat. Ce ralliement, il est vrai, ne tiendrait pas longtemps si les soldats du général Massoud ne signaient pas rapidement quelques succès.

Participaient à cette réunion non seulement tous les dirigeants traditionnels sunnites pachotounes, l'ancien président Modjaddedi, le chef du Front national « royaliste » prooccidental Sayyad Gailani et celui du Harakat, M. Nabi Mohammedi, mais aussi les deux tendances chiites, celle, modérée, de l'ayatollah Mohezzin, et l'alliance Wahabite, soutenue par l'étranger. Le dernier mais non le moindre des participants était le représentant de M. Gulbuddin Hekmatyar, Qasi Mohammed Amin.

C'est dire à quel point est sujette à caution la « neutralité » proclamée par certains des factions qui ne reconnaissent pas M. Rabbani pour président, sans oublier pour autant combattre aux côtés du Hezb. De fait, la réunion de Jalalabad n'est pas une bonne nouvelle pour le Jamiat au pouvoir à Kaboul, qui n'a pour allié que la faction pro-soviétique Iltihad de M. Rami Sayyad.

Il flottait nécessairement sur cette réunion des remises en question de l'année 1992 lorsque, de cette zone du pays, était partie la contre-offensive des Pachotounes de l'Est qui allaient renverser Bacha-o-Saqao (le Fils du porteur d'eau), le seul l'adjoint qui ait jamais dirigé l'Afghanistan. Entre l'assassinat du roi Amanullah et l'entrée dans Kaboul de son successeur Nader - père du dernier souverain Zahir Shah détrôné en 1973 - il ne s'était alors écoulé que neuf mois.

Combien de temps l'actuelle situation peut-elle durer ? Rien n'est perdu pour le gouvernement central en dépit de l'échec militaire, modeste mais indéniable, que représente pour lui jusqu'à présent la « troisième bataille de Kaboul ». La réunion de Jalalabad a clairement montré, en effet, que les adversaires de M. Rabbani sont divisés. Ainsi M. Yunus Khales, chef d'une importante dissidence du Hezb, dont un représentant, le commandant Abdul Qadir, est le « patron » de Jalalabad, ne s'était pas joint à la réunion, au motif qu'une concertation avec des chiites était impossible.

Sur le terrain, par ailleurs, le ministre de la défense Ahmad Shah Massoud a enregistré des rallie-

ments non négligeables : en particulier ceux de plusieurs commandants du Harakat et du Front national, il n'est pas jusqu'à des chefs hezbis qui, ici ou là, ne donnent un coup de main au gouvernement. Plus significatif encore : M. Abdul Farid, éphémère premier ministre désigné par M. Hekmatyar au printemps dernier (et qui avait dirigé de l'intérieur la deuxième bataille de Kaboul), en accord avec le gouvernement, a passé un accord de non-agression avec le Jamiat. Ce ralliement, il est vrai, ne tiendrait pas longtemps si les soldats du général Massoud ne signaient pas rapidement quelques succès.

L'attentisme

du général Massoud

Mitigé sur le plan militaire, le bilan global de Kaboul est très modeste. Le mérite le plus éminent de M. Rabbani est d'avoir fondé en 1992 le mouvement islamiste en Afghanistan. Il tire sa force d'être le chef d'une faction dont le général Massoud est le commandant. Mais c'est là aussi sa faiblesse : cette faction n'a pas le pouvoir politique, mais elle a le prestige, ce qui lui a permis de participer à la coalition contre l'URSS, considérée comme un intolérable accaparement.

M. Rabbani, qui n'a certes pas son mot à dire dans les affaires militaires, est également « doublé » sur la diplomatie par le second de M. Massoud, le général Yunus Khales, homme de toutes les missions délicates. Le président n'a pas davantage à décider en matière économique dans un pays qui n'a exporté, en 1992, nous a indiqué le gouverneur de la Banque d'Afghanistan, M. Yalaqi, que 40 000 tonnes de fruits séchés, des plantes médicinales, 1 million de mètres carrés de tapis, un peu d'artisanat... M. Rabbani a donc en principe tout son temps pour la politique. Mais il n'a toujours pas réussi à trouver un premier ministre ou à réunir un Parlement, pourtant composé à sa satisfaction.

Si le ministre de la défense travaille d'arrache-pied, il est tout aussi visible, par son rôle de médiateur, que le pouvoir, à Kaboul, est plutôt fantomatique, face à un Hezb dont le chef, nous a confié un de ses adjoints, « croit à la communication ». Le général Massoud, quant à lui, a repris le bureau de l'ex-président Najibullah au ministère de la défense : un détail parmi d'autres qui le font traiter de « néocommuniste » par

ses ennemis du Hezb ! Il quitte rarement la capitale sinon pour se rendre dans son fief du Nord, où il demeure populaire.

Les Kaboulis lui reprochent volontiers son excessif attentisme. Ainsi a-t-il toléré deux semaines et demie, début janvier, les roquettes du Hezb tombant sur la ville avant de lancer son offensive, le 19. Il lui est aussi fait grief de ne pas assurer de protection aux convois (de nourriture, de fioul, d'essence) dont Kaboul a besoin. Mais il est certes d'autres tâches pour l'armée islamique qu'il a commencé de construire au grand dam de ses adversaires dont les forces risquent d'être ainsi « siphonnées » par un embryon de pouvoir central.

Le gouvernement du Jamiat a par ailleurs perdu des alliés de poids dont le général ouzbek Rachid Dostom, depuis la fin 1992. Lui-même dans son fief de Mazar-i-Schur, il a laissé des troupes dans la vieille forteresse du Bala Hissar, au centre de Kaboul. Un ministre n'a pas le temps de se réjouir de la défection de ces « pillards communistes », ces terribles soldats nantissant au gouvernement dans son actuelle offensive.

L'ancien homme fort de M. Najibullah estime avoir, dans les combats de l'été dernier, œuvré pour le gouvernement, au prix de lourdes pertes pour sa « 53^e division ». Or le cessez-le-feu du 29 août a eu pour première conséquence d'éloigner une partie de ses hommes de la capitale. En outre, son Mouvement national islamique, le Jumbish, n'a pas été reconnu comme parti politique.

Les chiites

puissants à Kaboul

L'obligation dans laquelle se trouve le général Dostom d'avoir de bonnes relations avec le Jamiat à Mazar rend peu probable son ralliement au Hezb. Mais il entend désormais obtenir au prix d'un poste de chef d'état-major ne lui déplairait sans doute pas, à défaut d'un improbable ministère, le rôle de chef d'appui international sérieux : non seulement celui de l'Ouzbékistan et de la Turquie, pour des raisons de proximité culturelle, mais aussi de l'Iran et peut-être de la Russie.

L'autre défection préoccupante est celle des chiites du Wahdat, l'automne dernier, lorsque le ministre de la défense a entrepris d'ôter leurs armes lourdes aux factions présentes à Kaboul. L'opération s'est bien déroulée dans dix secteurs. Dans les deux autres, tenus par les chiites, en revanche,

l'affaire n'a débouché sur de durs affrontements. Les chefs de cette minorité sont peu désireux de voir leurs coreligionnaires ravalés à leur position méprisée d'avant-guerre, et estiment que leur dignité requise ne pourra être confirmée que s'ils gardent de solides moyens militaires.

Le général Massoud et ses alliés de l'Iltihad sont donc devenus les bêtes noires des chiites. Or ceux-ci sont devenus très puissants à Kaboul pour avoir fui durant la guerre la misère de leur Hazarajat montagneux, au centre du pays. Ainsi menacent-ils le gouvernement par leur présence massive à l'ouest de la capitale et leurs attaques contre des objectifs tels que l'hôtel Continental. Une aile modérée, il est vrai, est apparue récemment, au centre du pays. Ainsi menacent-ils le gouvernement par leur présence massive à l'ouest de la capitale et leurs attaques contre des objectifs tels que l'hôtel Continental. Une aile modérée, il est vrai, est apparue récemment, au centre du pays.

Chez les Pachotounes enfin, ceux de l'Est et du Sud-Est surtout, l'attentisme boudier a semblé céder la place ces derniers jours à une « neutralité » inclinée vers M. Hekmatyar. En fait, les chefs de cette ethnie, bien qu'ils craignent la volonté de puissance du chef du Hezb, semblent apprécier son travail de sappe contre un gouvernement qu'ils ne reconnaissent pas, eux non plus. MM. Modjaddedi et Gailani sont les plus durs ; mais on a beau jeu, à Kaboul, de fustiger le fait que l'un et l'autre vivent encore au Pakistan !

M. Nabi Mohammedi, quant à lui, est une personnalité respectée à la tête d'une faction importante mais peu homogène. C'est un de ses commandants, Sidiquallah, qui défend aujourd'hui Pul-i-Charkhi contre le Hezb. Quoi qu'il en soit, Jalalabad, la ville où se rencontrent tous ces hommes est « certainement le principal problème de l'avenir » pour le gouvernement de Kaboul, comme nous l'a indiqué un conseiller politique du général Massoud, le secrétaire d'Etat à l'aviation civile Mohammed Eshaq.

JEAN-PIERRE CLERC

HONGKONG : le gouverneur Chris Patten opère à la suite d'un malaise cardiaque. Le gouverneur de Hongkong a été opéré du cœur, mercredi 3 février. M. Chris Patten, qui est âgé de quarante-huit ans, devrait rester trois jours à l'hôpital avant de prendre un repos d'une dizaine de jours. Son malaise serait en partie la conséquence du stress, à un moment où la Chine mène une violente campagne contre sa politique de réformes démocratiques. (UPI)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : la campagne des milieux anticastristes contre M. Mario Baeza

Les Cubains de Miami bloquent la nomination du responsable de la politique latino-américaine au département d'Etat

Avant même d'avoir été annoncé officiellement par le nouveau président des États-Unis, la désignation d'un avocat d'origine cubaine et de race noire, M. Mario Baeza, quarante-deux ans, au poste de secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires interaméricaines, a provoqué une levée de bouilliers au sein des milieux anticastristes de Miami, qui la soupçonnent d'être favorable à la levée de l'embargo commercial en vigueur depuis trente ans contre La Havane. En attendant la nomination d'un autre candidat, l'actuel titulaire du poste, M. Bernard Aronson, conserve ses fonctions.

MIAMI

de notre envoyé spécial

M. Jorge Mas-Canosa, président de la puissante Fondation cubano-américaine, n'avait pas encore fait connaître sa position dans cette affaire que la rumeur et la presse locale le désignaient déjà comme

l'instigateur de la campagne contre M. Baeza. En fait, M. Mas-Canosa n'a pas eu à bouger le premier, plusieurs personnalités démocrates, y compris des membres du Congrès, ayant pris les devants pour suggérer à M. Bill Clinton un candidat moins suspect de sympathie à l'égard du régime cubain.

Le principal « péché » de M. Baeza, qui a vécu à Cuba quelques années à peine au cours de son enfance, est d'avoir participé, en juin, à une réunion d'hommes d'affaires à La Havane, organisée par la revue financière britannique Eurofinance pour analyser les possibilités d'investir dans l'île. Ce n'était certes pas le meilleur moyen de se faire des amis à Miami, et M. Baeza paie le prix de son audace.

La communauté cubaine, forte de plus d'un million d'exilés, n'avait pas prévu qu'un des siens, fait sans précédent, serait désigné à une poste aussi important. M. Clinton espérait-il ainsi séduire le puissant lobby cubain qui vote traditionnellement pour les républicains ? Ou bien voulait-il faire comprendre à la Fondation cubano-américaine qu'elle n'avait plus la même influence sur la politique

cubaine de Washington ? Cela ne préoccupe pas outre mesure le plus puissant des Cubains de la diaspora, un millionnaire de cinquante-trois ans arrivé à Miami peu après la révolution de 1959.

L'abandon

du Mexique

« Je suis convaincu, nous a déclaré M. Mas-Canosa, que M. Clinton, loin de relâcher la pression sur Cuba, pourrait au contraire appliquer des mesures plus sévères pour ne pas être accusé de faiblesse à l'égard d'un régime communiste. » Il en veut pour preuve la position très ferme adoptée avant l'élection de novembre par le futur président qui appuya, avant d'être élu, une loi présentée par M. Robert Torricelli, pour renforcer l'embargo contre le régime de Fidel Castro en interdisant aux filiales étrangères des multinationales américaines de traiter avec Cuba (elles ont vendu à La Havane pour plus de 700 millions de dollars en 1991).

« Déjà, dit-il, Cuba a de plus en plus de difficultés à trouver des bateaux pour exporter ses produits

(la nouvelle loi interdit aux navires ayant touché un port cubain de se rendre aux États-Unis au cours des six mois suivants) et, faute de devises, ne sera même plus en mesure de payer ses importations de pétrole russe. Plusieurs gros investisseurs touristiques sont remis en question, en particulier la construction d'un deuxième hôtel de luxe de la chaîne espagnole Melia à Varadero. Plus grave encore pour Castro, son dernier allié, le Mexique, l'a abandonné. Il nous reste maintenant à convaincre Moscou de supprimer les subventions encore accordées à Cuba dans le cadre de l'accord signé en novembre. »

Et M. Mas-Canosa, reçu l'été dernier par le président mexicain Carlos Salinas, de poursuivre : « Le Mexique regarde désormais vers les États-Unis pour développer son économie. Le président Salinas m'a dit que Fidel ne changerait pas et que plus personne n'était en mesure de l'influencer. » L'ex-numéro trois du régime cubain, M. Carlos Aldana, aurait d'ailleurs été limogé, ajoute-t-il, après avoir « confié ses craintes à un chef d'Etat étranger ».

BERTRAND DE LA GRANGE

L'Europe

مكdam العمل

L'Europe au meilleur prix.

Amsterdam	Friedrichshafen	Münster
Athènes	Gênes	Munich
Barcelone	Glasgow	Naples
Bari	Guernesey	Nuremberg
Berlin	Hambourg	Palma
Bilbao	Hannovre	Palma
Birmingham	Heraclion	Pise
Bologne	Jersey	Porto
Brême	Kioto	Rome
Bruxelles	Las Palmas	Sarajevo
Cagliari	Leipzig	Stuttgart
Catane	Lisbonne	Teneriffe
Cologne	London	Trieste
Copenhague	Luxembourg	Turin
Dresde	Madrid	Valence
Düsseldorf	Malaga	Venise
Faro	Manchester	Vérone
Florence	Milan	
Francfort		

Pour vous qui voyagez, la libéralisation des tarifs aériens en Europe marque le début de l'ère des nouveaux privilèges. Désormais, nous vous offrons le meilleur prix vers plus de 50 destinations en Europe. Sur près de 2100 vols hebdomadaires, Lufthansa vous garantit en effet le tarif le plus bas publié par les compagnies régulières. Qui a dit que qualité devait rimer avec prix élevé? Bienvenue à bord.

* Valable du 01.02. au 31.03.93 sur tous les vols Lufthansa vers l'Europe (CEE), au départ de Paris, Lyon, Nice, Marseille et Toulouse. Ces tarifs sont applicables selon les mêmes conditions que celles pratiquées par d'autres compagnies aériennes régulières, en accord avec les autorités gouvernementales.

Pour toutes informations
et réservations: (1) 42 65 37 35



Lufthansa

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : après de violents incidents entre policiers et chauffeurs de taxi

Johannesburg a été déclarée « zone de troubles »

A la suite de violents affrontements entre policiers et chauffeurs de taxi, le ministre de l'Intérieur, M. Hernus Kriel, a déclaré, mardi 2 février, Johannesburg « zone de troubles ». Cette décision donne aux forces de police des pouvoirs renforcés pour rétablir l'ordre.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Comme souvent en pareil cas, tout a commencé banalement. Lundi matin, quelques dizaines de chauffeurs, mécontents des contrôles vétilleux dont ils s'estiment victimes, ont bloqué avec leurs véhicules les voies d'accès à Johannesburg, créant de gigantesques embouteillages. Le mouvement de protestation touchait bientôt le centre de la ville, bloquant toute circulation. La police intervenait alors brutalement, procédant à des arrestations et saisissant les véhicules placés en travers de la chaussée.

Mardi matin, après une nuit de laborieuses négociations, les chauffeurs apprenaient que, contrairement aux promesses données, leurs collègues arrêtés seraient poursuivis devant les tribunaux. La colère a alors explosé de nouveau et les principales artères ont été bloquées. Cette fois-ci, c'est avec des chiens et des engins lourds que la police est intervenue.

« Harcèlement » à tonalité raciste

Rapidement, les premiers coups de feu ont été tirés. Vitrines saquées, voitures et bus lapidés, débris divers répandus sur la chaussée : en fin d'après-midi, le centre de Johannesburg avait des allures dévastées et l'on dénombrerait, de source gouvernementale, deux morts et trente-huit blessés. Le ministre de l'Intérieur, M. Hernus Kriel, a aussitôt déclaré la ville

« zone de troubles ». Les chauffeurs noirs jouent un rôle économique important dans tout le pays, palliant les insuffisances des transports publics.

Ils sont des milliers à transporter, matin et soir, à bord de leurs estafettes, les travailleurs des ghettos. Comme dans toute l'Afrique, où la majorité de la population n'a pas de quoi s'offrir le luxe d'une voiture, l'industrie du taxi est un marché qui draine d'énormes intérêts financiers.

Les chauffeurs se plaignent des cadences que leur imposent les propriétaires des compagnies. Ces derniers les incitent à rouler, sans trop se soucier des normes de sécurité, avec des véhicules souvent surchargés ou en mauvais état. Les chauffeurs sont aussi une des cibles des gangs de voleurs, voire les victimes de la guérilla entre compagnies, qui se disputent le contrôle d'une région ou d'une ligne. Dans ces conditions, les chauffeurs de police sont souvent ressentis comme du « harcèlement » à tonalité raciste - ce qu'ils sont, parfois.

Ce n'est pas la première fois qu'éclatent de semblables incidents, mais jamais ils n'avaient pris une telle ampleur. Le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) a dénoncé, mardi, la difficile situation des chauffeurs, tandis que le Congrès national africain (ANC) demandait la libération des chauffeurs détenus et protestait contre l'institution de la « zone de troubles ».

De nombreuses organisations ont condamné la brutalité policière et, notamment, l'usage de balles réelles. Pour sa part, le responsable de la police de la région de Johannesburg, le général Koos Kalitz, a soigneusement estimé qu'il n'y a pas de place pour de telles confrontations dans la nouvelle Afrique du Sud. Selon lui, il faut négocier. La police assure la sécurité des citoyens.

GEORGES MARION

ZAÏRE : tension persistante au lendemain des émeutes

Echange de tirs à Kinshasa

Des tirs nourris ont été entendus pendant près d'une heure, dans la nuit du mardi 2 au mercredi 3 février, à Kinshasa, en provenance du camp militaire de Kokolo, situé au sud-ouest du centre de la capitale. Ce camp abrite une partie des militaires mutins, qui ont semé la terreur, jeudi dernier, pillant maisons et magasins. D'autres rafales semblaient provenir du camp militaire de Lomax, plus à l'ouest.

Les dirigeants de l'opposition se sont rassemblés, mardi, au domicile d'un des leurs, M. Frédéric Kibassa, président de l'Union sacrée, dont un des fils a été tué au cours des émeutes - qui auraient fait, selon le gouvernement de M. Etienne Tshisekedi, au moins mille morts. « Il s'agit d'une répression politique », a estimé M. Kibassa, accusant la Division spéciale présidentielle (DSP) d'avoir organisé la tuerie.

A New-York, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, s'affirmait « gravement préoccupé » par la crise zairoise, a demandé, mardi, au gouvernement et aux dirigeants politiques d'engager d'urgence un dialogue « pour régler leurs différends ». Selon M. Boutros-Ghali, « c'est uniquement par la négociation et la démocratisation rapide qu'un nouveau bain de sang pourra être évité et le calme rétabli » au Zaïre. (AFP, Reuters)

TOGO

25 000 réfugiés au Bénin

La police béninoise a déclaré mardi 2 février que quelque vingt-cinq mille Togolais, fuyant les violences dans leur pays, se sont réfugiés depuis dimanche au Bénin. Des milliers d'autres Loméens se sont enfuis dans leur village d'origine ou ont gagné le Ghana voisin, où l'armée a été mise en état d'alerte dimanche soir.

Le ministre ghanéen des affaires étrangères, M. Obed Asamoah, a affirmé mardi à Accra que l'armée de son pays avait été mise en alerte pour s'occuper des réfugiés. Le

gouvernement du Bénin a déclaré mardi 2 février que quelque vingt-cinq mille Togolais, fuyant les violences dans leur pays, se sont réfugiés depuis dimanche au Bénin. Des milliers d'autres Loméens se sont enfuis dans leur village d'origine ou ont gagné le Ghana voisin, où l'armée a été mise en état d'alerte dimanche soir.

Le ministre ghanéen des affaires étrangères, M. Obed Asamoah, a affirmé mardi à Accra que l'armée de son pays avait été mise en alerte pour s'occuper des réfugiés. Le

gouvernement du Bénin a déclaré mardi 2 février que quelque vingt-cinq mille Togolais, fuyant les violences dans leur pays, se sont réfugiés depuis dimanche au Bénin. Des milliers d'autres Loméens se sont enfuis dans leur village d'origine ou ont gagné le Ghana voisin, où l'armée a été mise en état d'alerte dimanche soir.

Mali : les déceptions d'une « leçon de droit »

Le procès de l'ex-président Traoré n'a pas établi clairement les responsabilités dans le massacre de 1991 mais il a confirmé les liens entre l'ancien régime et le nouveau

BAMAKO

de notre envoyé spécial

Le cinéaste Cheick Oumar Sissoko se souvient. Le 22 mars 1991, il avait pris sa caméra et filmé les milliers d'écoliers et de lycéens défilant dans les rues de Bamako pour réclamer des bourses d'études, des salles de classe, des élections libres et la fin de vingt-trois ans de règne du parti unique et du président Moussa Traoré. Il a vu les militaires dans la rue, les blindés prêts à tirer, les unités spéciales les plus redoutables. Il a vu la marche pacifique tourner au carnage.

« Partout, il y avait des corps criblés de petits trous sanguinolents. Les militaires jetaient des grenades sur n'importe qui, les enfants, les vieillards, les mendicants. Ils tiraient partout, dans les cimetières, dans la grande mosquée, devant l'hôpital Gabriel Touré. Les gens qui avaient une voiture se sont mobilisés, ils ont dessiné une croix rouge sur les portières et ils ont transporté les blessés. Les femmes sont venues spontanément donner leur sang à l'hôpital. C'était la panique, il y avait tant et tant de blessés. »

De janvier à mars 1991, il y en eut au total sept cents, et plus de cent morts.

Sidibé Hawa-Laure, vingt-trois ans, se souvient aussi : « Je suis sorti porter secours à mon jeune frère, quand j'ai vu les militaires qui se prenaient à une petite fille déjà blessée. Ils allaient l'achever. Je les ai suppliés d'arrêter. Ils m'ont lancé une grenade. J'ai senti une immense chaleur et puis j'ai vu mes os dehors, mon chair complètement enlevée, des pleurs ou jessés. »

Ousaita Seytoun, vingt-trois ans, a reçu une balle dans l'œil. Amine Diawarran, vingt-huit ans, avait son bébé de trois mois dans les bras quand on lui a tiré dessus. Mamadou Fofana a été atteint dans le dos alors qu'il ramassait un camarade blessé. Djelika Makalou, elle, a perdu Adam, son fils de treize ans, tué par balle. A la sortie de l'audience, elle n'en croit pas ses yeux : « Regardez-les, tous ces militaires ! Ils sont en train de se débiter, s'insultent, ce n'est pas quand même pas sur ordre du ciel qu'ils ont tué ! »

« Le coupable est à Paris ! »

Le général, au premier rang des accusés, pourrait encore faire illusion avec sa silhouette droite, son visage de sage et sa gestuelle célèbre impressionnant de boubou et d'étoiles précieuses, du meilleur goût. D'une voix ferme et assurée, il parle avec l'autorité de l'homme tel qu'il se voyait dans le passé et qu'il voudrait être encore : le président légitime et contesté de la République du Mali.

Parfois, l'ancien dignitaire perd de sa superbe, bredouille quelques mots en bambara, son dialecte natal, s'excuse d'en oublier son français, la langue officielle, se raccroche aux citations du Coran et attrape au vol un dernier argument qu'il ressasse comme une astuce : « Le coupable est à Paris ! La France a été cette main invisible responsable de tout, ce pouvoir néocolonialiste, négrier et impérialiste. »

Inculpé d'assassinats, de coups et blessures volontaires pour avoir fait tirer sur la foule, selon l'accusation, Moussa Traoré déclare ne pas comprendre le procès qu'on lui fait (le Monde daté 31 janvier 1993). Les morts, les blessés, « j'ai découvert leur nombre lorsqu'on m'a interrogé à la chambre

ment et de l'opposition. Elle devra également superviser le processus devant permettre des élections en octobre prochain. » (AFP)

■ TANZANIE : un manifestant tué par la police. - Les autorités ont annoncé, lundi 1^{er} février à Dar-es-Salaam, qu'une personne avait été tuée et une autre blessée, la veille, par la police, lors d'une manifestation de l'opposition, sur l'île de Pemba. Au cours d'un autre rassemblement, la police a utilisé des gaz lacrymogènes contre des manifestants de la Convention nationale pour la construction et la réforme, formation qui réclame la libération de M. Christopher Mikila, chef du Parti démocratique, arrêté mercredi pour « sédition ». (AFP)

d'instruction », répond-il, dans un brouhaha d'indignation. Le déploiement des chars à Bamako ? « Je suis descendu dans la rue, j'en ai vu deux au combat (sic). Je vous jure, au nom de Celui qui tient ma vie dans sa main, que les blindés n'ont pas tiré sur la foule. »

Le général Traoré explique qu'il est allé, le 22 mars, rendre visite à son ministre de la fonction publique et de l'emploi. « Là, j'ai été très affecté, ça oui, je peux le dire, quand j'ai vu que les manifestants, les casseurs, avaient pillé et brûlé sa maison. » « La violence est contraire à l'éthique du peuple malien, il y a une nécessité de maintenir l'ordre public », ajoute le général. Pour ce qui est des détails, tels la distribution des grenades ou la consigne d'ouvrir le feu sur la foule, il faudrait voir cela « entre l'état-major du ministère de la défense et le poste de commandement opérationnel ». Ce n'est tout de même pas au président de la République de s'occuper des modalités pratiques !

L'ancien président ne s'estime généralement responsable de rien. Son ministre de la défense, lui, explique qu'il était en province lors des événements. Pour le ministre de l'Intérieur, qui assurait son intérim, il s'agissait d'un « interim bien formel ». Reste le chef d'état-major... mais il était « au lit, souffrant, informé de rien ». De leur côté, les officiers supérieurs de l'armée ont plutôt cherché à se disculper qu'à témoigner - même s'ils n'étaient pas inculpés -, en expliquant qu'ils avaient évidemment agi sur ordre. Alors ? C'est « à croire qu'assurément le crime puisse être trop parfait pour qu'on puisse en démasquer les auteurs », écrit, amer, un chroniqueur de l'hebdomadaire « Le républicain ». « Pour un soldat, s'indigne un des avocats des victimes, on voudrait nous faire croire qu'on a tiré en l'air et que les balles auraient été en retombant du ciel. »

Pourtant, à la lecture du dossier d'accusation, on apprend

qu'en janvier 1991, le général Traoré promettait déjà de « faire descendre une couronne d'enfer » sur la tête de ses opposants. Dès les premières émeutes, il donnait des instructions au ministre de la défense pour qu'il trouve « une solution définitive » aux manifestations. Selon des officiers, l'ex-président avait donné consigne d'ouvrir le feu dès le 26 janvier.

« La perpétuation de ce qui existe déjà »

Le 24 mars, alors que son ministre de la santé l'informait que les morgues des hôpitaux étaient engorgées, il affirmait, selon un officier, « qu'il n'était pas homme à démissionner et que pour l'atteindre, il faudrait passer sur son corps ». Et en réunion d'état-major, il se serait levé pour « aller endosser [son] uniforme de général et diriger personnellement la répression ».

« L'origine de cette affaire, c'est au sommet franco-africain de La Baule qu'il faut la trouver », a déclaré l'un de ses avocats. « Un complot de la France ! J'aurais vraiment envie de rire s'il n'y avait pas tous ces morts, tous ces blessés. Croyez-vous vraiment que la politique française en Afrique vise autre chose que la perpétuation de ce qui existe déjà ? », s'est pour sa part exclamé M. Antoine Comte, du barreau de Paris, avocat des victimes, en citant un discours de M. Roland Dumas.

En 1989, le ministre français des affaires étrangères s'adressait encore au président Traoré en ces termes : « Entre la France et le Mali, les relations suivent leur cours naturel qui est celui de la bonne et solide amitié (...); que dire de ces prétendus régimes (Maliens) en quête d'unité politique (en France) sinon qu'ils donnent une fausse image de leur pays car nous

savons bien que personne n'est inquiet au Mali à cause de ses positions ou de ses convictions ».

En l'absence d'archives, et avec des témoins hésitants et récalcitrants, « la grande leçon de droit » qu'on a voulu infliger à l'ex-président et aux siens n'a pas permis de faire la lumière sur les responsabilités précises dans la gestion des événements de mars 1991. A la frustration de ne pas connaître toute la vérité, s'est ajouté le doute qu'à au instiller le principal accusé sur l'attitude ambiguë de certains hiérarques militaires, soupçonnés d'avoir été tentés par la stratégie du pire afin de précipiter la chute du régime.

Les Maliens retiendront le spectacle de certains chefs d'état-major qui ont perdu tout crédit à la barre en se présentant comme de simples exécutants. D'autres cadres militaires, reconnus formellement par des victimes pour leurs exactions, ont eu des promotions sous le nouveau régime. Le malaise, perceptible aussi bien dans les journaux que dans les conversations, n'est pas de nature à assainir le climat politique.

Le parti aujourd'hui majoritaire, l'ADEMA, du président Alpha Oumar Konaré, était déjà fortement soupçonné de s'être bécoté au pouvoir grâce à de solides réseaux au sein de l'administration, de l'armée et de l'establishment de l'ancien régime. Une plainte sur laquelle les accusés n'ont pas manqué, à tour de rôle, de mettre leur sel, en expliquant que, parmi les députés proches de l'actuel président de la République, ils reconnaissent un « certain nombre » d'anciens collègues de l'ex-parti unique. Et d'ajouter : « A l'époque, c'était les plus farouches adversaires du multipartisme ; et ce sont eux qui voudraient nous faire condamner aujourd'hui ! »

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Jean-Paul II, pèlerin du continent noir

Suite de la première page

Et, si certaines lenteurs ou accros sont encore à déplorer dans cette démocratie adolescente, du moins tortures et exactions sont, en principe, de l'histoire ancienne.

Le Bénin, qui compte environ 65 % d'animistes pour 15 % d'islamistes et 20 % de chrétiens, est aussi la patrie du « vaudou », une religion traditionnelle particulièrement développée dans le sud du pays, mais aussi au Togo, au Ghana, en Haïti et au Brésil. Une rencontre entre le pape - qui a fait de l'esclavage un des thèmes de prédilection de ses voyages en Afrique - et des prêtres du vaudou, a été inscrite au programme.

Vendredi, Jean-Paul II rejoindra l'Ouganda, deuxième étape de son voyage, après avoir survolé le Cameroun, la République centrafricaine et le Zaïre, actuellement en proie à des troubles sanglants, ce qui devrait l'amener, laisse-t-on entendre dans son entourage, à envoyer, depuis l'avion papal, des messages de paix et de réconciliation zairois à la paix et à la réconciliation.

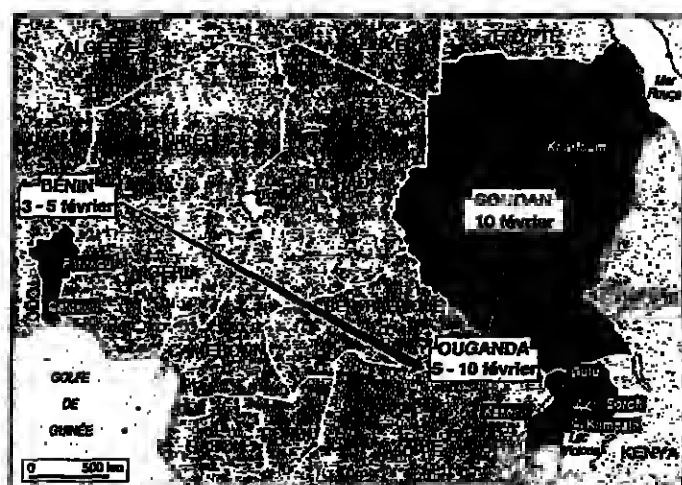
Sida : « rompre l'isolement »

En Ouganda, le pape gagnera l'aéroport d'Entebbe, théâtre de la spectaculaire libération, en 1976, par un commando d'anciens otages d'un Airbus d'Air France, détourné pendant son vol vers Tel-Aviv. Il se rendra ensuite à Gulu, dans le nord du pays, près du parc national de Kabalega, une zone soumise encore à une guérilla sporadique, avant de gagner Kampala et d'aller se recueillir au sanctuaire des martyrs ougandais.

Mal remis de la démesure de l'ex-dictateur Idi Amin Dada, gagné par les rébellions, l'Ouganda, qui se dit pudiquement en pleine « transition démocratique », dans l'attente d'une nouvelle Constitution, est, une des principales victimes du sida. La maladie toucherait, en Afrique de l'Est, un habitant sur six. Au cours de ses discours et des messes qu'il célébrera, notamment au stade Nkuku de Kampala, Jean-Paul II devrait ainsi particulièrement aborder ce thème du sida, un fléau, qui, selon les chiffres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), toucherait en 1993 2 000 jusqu'à

vingt millions de personnes sur le continent noir. Dimanche, le pape, qui a déjà lancé à plusieurs reprises des appels pour « rompre le mur de l'isolement », qui entoure les malades du sida, se rendra à l'hôpital Nsambya, le plus grand hôpital catholique de la capitale.

Sur les trois cent soixante et un patients qui y sont accueillis, un



tiers est atteint du sida. Rien qu'en 1987, année où se tint, à Kampala, la conférence internationale sur le sida, on comptait déjà mille quatre cents morts dans le pays.

Dans la soirée, au cours de la troisième réunion préparatoire du synode africain qui devrait présider, Jean-Paul II pourrait annoncer, après des années de patiente élaboration - et de nombreuses dissensions - la tenue, à Rome, de ce « concile noir », dont il avait en lui-même l'initiative, en janvier 1989, pour « dénouer » justement le catholicisme africain.

La difficile escalade soudanaise

Enfin, dernière et brève étape de neuf heures, le pape, sur le chemin du retour, fera escale à Khartoum, au Soudan. Le voyage ne compte qu'un peu plus de 5 % de catholiques pour 73 % de musulmans. Cette escale soudanaise, décidée presque à la dernière minute, n'a

pas été sans susciter de multiples controverses, y compris au Vatican. Fratricement au ban de la communauté internationale, le Soudan, qui est en train d'imposer la loi islamique sur tout le territoire, s'était fait rappeler vertement à l'ordre par le Vatican, en octobre dernier.

Le Saint-Siège, prenant acte de l'expulsion de missionnaires, de la fermeture d'organisations catholiques et des nombreuses difficultés faites aux religieux, avait dénoncé « les violations flagrantes » des droits de l'homme. Non sans fustiger au passage l'autoritarisme du régime militaire-islamiste, au pou-

voir depuis juin 1989, et qui entend « construire l'unité d'un pays autour d'une seule religion ».

Des signes de dégradation se sont fait sentir, pourtant, ces dernières semaines. Mais, malgré les premiers succès rapportés par ce pape qui s'est fait le champion du dialogue entre chrétiens et musulmans, la partie, cette fois, ne sera pas facile.

Jean-Paul II ne pourra pas se rendre dans le sud du pays, où vit une forte minorité chrétienne, en raison de la guerre civile qui ravage cette région et draine des centaines de milliers de réfugiés, aux conditions de survie très précaires. Mais, au risque d'être utilisée comme une bouffée d'oxygène par un régime de plus en plus isolé, la visite du pape, qui célébrera une gigantesque messe, pourrait aussi marquer le début d'un certain dégel, et pas seulement à l'égard des chrétiens.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

مكرامن النحل

• Le Monde • Jeudi 4 février 1993 7

United Colors of Benetton et Sisley sont des marques déposées du groupe Benetton SpA Italie - Photo: O. Toccari - Layout: Gregorietti Associati

**REDISTRIBUTION
PROJECT**
DONATED BY THE CLIENTS OF
**UNITED COLORS
OF BENETTON.**

VOLEZ VOS PLAARDS

DES CONTENEURS SONT À VOTRE DISPOSITION DANS LES MAGASINS BENETTON
POUR RECUEILLIR LES VOS (DE N'IMPORTE QUELLE MARQUE)
QUE VOUS NE POUVEZ PLUS PORTER.
DÉPOSEZ-LES LÀ, ET ILS SERONT REPRIS PAR CEUX QUI EN ONT BESOIN.

C'EST UN PROJET DE UNITED COLORS OF BENETTON
DANS PLUS DE 5.500 MAGASINS BENETTON ET SISLEY DE 80 PAYS DANS LE MONDE.
EN COLLABORATION AVEC CARITAS
AU BRÉSIL, AU DANEMARK, EN ALLEMAGNE, AU MEXIQUE, EN SUISSE ET EN TURQUIE;
ET AVEC LA CROIX-ROUGE, L'ASSOCIATION DU CROISSANT-ROUGE
EN AFRIQUE DU SUD, EN ARGENTINE, EN AUTRICHE, AU BRÉSIL, EN FRANCE,
EN INDE, AU JAPON, EN TURQUIE ET EN SUISSE;
ET AVEC DIVERSES ASSOCIATIONS CHARITABLES LOCALES.
JUSQU'AU 13 MARS 1993.

CARITAS
Schweizerischer Eidgenössischer Caritasverband

+C
FÉDÉRATION INTERNATIONALE
DES SOCIÉTÉS DE LA CROIX-ROUGE
ET DU CROISSANT-ROUGE

PROCHE-ORIENT

Irak : les effets pervers de l'embargo

En vigueur depuis deux ans et demi, le blocus coûte de plus en plus cher à la population et entraîne le développement de la corruption et de la criminalité

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

« Je n'accepte pas que les enfants meurent pour que Saddam Hussein s'en aille, il y a quand même une échelle des valeurs à respecter. » Pour ce prêtre installé depuis quarante-cinq ans en Irak, trop c'est trop, et les effets destructeurs de l'embargo sur la société sont disproportionnés par rapport au but recherché. Deux ans et demi après son entrée en vigueur, l'embargo n'a, en tout cas, pas fait plier le régime, et ce sont, au contraire, les Irakiens qui paient de plus en plus cher les pénuries évidentes dues aux sanctions imposées à Bagdad. Moins, après mois, en effet, les magasins se sont vidés, et si les produits de première nécessité, les seuls autorisés à l'importation, sont encore disponibles, c'est à des prix prohibitifs pour la majorité des Irakiens.

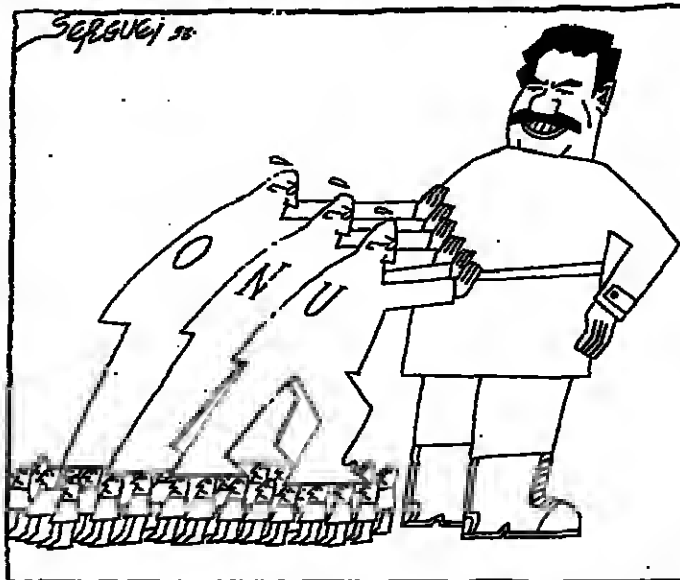
Si l'on ne meurt pas de faim, c'est grâce au système de rationnement mis en place par le gouvernement, qui fournit quasi gratuitement, deux fois par mois, à chaque personne, environ 60 % de ses besoins alimentaires, soit notamment 9 kilos de farine, 2,750 kilos de riz, 1,5 kilo de sucre, 500 grammes de bouillie, un peu de thé, un savon, des détergents. L'indispensable pour survivre, mais non pour vivre. « La malnutrition s'accroît et l'on voit des cas de rachitisme et de marasme, maladies qui avaient complètement disparu », affirme le représentant de l'UNICEF.

Non comprise dans les produits rationnés — il faudrait l'importer, pour en distribuer à tous — la viande, à 85 dinars le kilo, quand le salaire moyen varie de 200 à 300 dinars, est devenue un produit de luxe. Importée de France, des poulets congelés s'évaluent sur les trottoirs de Bagdad à 45 dinars le kilo, mais on n'ose imaginer l'état de cette viande décongelée et recongelée au gré de la vente.

Economie de troc

Pourtant privilégié, avec un revenu mensuel de 2 500 dinars, un couple de professeurs avoue : « Depuis deux mois, nous avons supprimé le riz. Grâce à nos économies, nous dépensons 5 000 dinars par mois, à trois, et nous n'y arrivons pas. » Vendu, avant la guerre de Golfe, 0,15 dinar le kilo, le riz en vaut maintenant 14, le moindre pièce détachée de voiture 1 000, deux pneus 5 000. Et les prix ne cessent d'augmenter en fonction de la dépréciation du dinar, dont le pouvoir d'achat est cent fois moindre qu'en 1990, alors que les salaires ont seulement doublé.

Plus grave encore, le manque de médicaments : l'Irak ne reçoit, aujourd'hui, aide internationale aucune, que 10 % des quantités importées avant la guerre. « Les hôpitaux ne tournent qu'à 50 % de leur capacité », affirme le vice-ministre de la santé, le docteur Chawky Sabri Morcos, et « nos chirurgiens ne traitent que l'urgence ». Pour cet agrégé d'épidémiologie formé aux Pays-Bas, c'est tout le système de santé — l'un des mil-



leurs du tiers-monde — qui est remis en cause, « 170 000 personnes sont mortes depuis le 2 août 1990 des effets directs ou indirects de l'embargo », assure-t-il. Ce chiffre, certains représentants des organisations humanitaires ne le contestent pas. « La semaine dernière à Bassorah, les opérations ont été reportées par manque de gants chirurgicaux, confie une infirmière étrangère. En une journée, j'ai vu mourir un médecin de cinquante-deux ans par manque d'insuline et un bébé que l'on n'a pu réanimer, le respirateur artificiel n'étant plus en état de marche ».

Coordinateur de l'aide humanitaire de l'ONU en Irak, M. Richard Foran affirme : « Amoins de progrès dans l'assistance humanitaire, nous courons au désastre. 250 millions de dollars pour six mois, c'est inadmissible. Dans le Sud, la faillite du système sanitaire peut conduire à un problème majeur. Il nous faut des pompes à eau, des pièces de rechange pour les ambulances et les camions-citerne qui distribuent l'eau potable et des médicaments pour contrer les maladies qui se développent. » Au Nord, ajoute-t-il, 80 % à 90 % de la population active est au chômage et les 10 % restant touchent moins de dix dollars par mois.

Face à cette situation qui ne cesse de s'aggraver, le gouvernement semble disposer de moins en moins de ressources et a pris un certain nombre de mesures pour assurer le minimum. Après l'assassinat, au mois de juillet dernier, de quarante-deux commerçants, accusés d'avoir caché des stocks de nourriture pour faire monter les prix, un comité spécial a été instauré qui, chaque semaine, fixe, en fonction du cours du dinar par rapport au dollar et des coûts de transport, les prix maximaux de vente de certains produits.

« Nous laissons 5 % de profit aux grossistes et 10 % aux détaillants », affirme le ministre du commerce, M. Mubammad Meddi Saleh, qui insiste sur le « libéralisme laissé aux commerçants qui ne travaillent pas sous profits ». Depuis deux mois, le gouvernement a, d'autre part, mis en place une société mixte, Etat-secteur privé, au capital de 20 à 30 milliards de dinars, qui aura pour mission d'importer les produits de première nécessité pour remplacer à terme les milliers de commerçants, nouveaux riches de la guerre, qui, au dire d'observateurs étrangers, exploitent sans vergogne la situation.

Pour l'instant, c'est par l'intermédiaire de ces commerçants — disposant, eux, de devises — que l'Irak, à l'aide de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, dissoute l'an dernier, ou le séné par exemple, « La planche à billets, assure un économiste, fonctionne à plein régime, alimentant le cercle vicieux de l'inflation, qui fait que les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres ».

Depuis le très strict contrôle instauré par la Jordanie sur le commerce avec Bagdad, un système de

troc fonctionne avec la Turquie, les Irakiens payant en pétrole, gaz et foin les marchandises transportées par camions jusqu'à la « frontière » de fait séparant le Kurdistan de la partie de l'Irak sous contrôle du gouvernement central. Pour un pays qui achetait à l'étranger, avant 1990, pour 20 milliards de dollars de produits en tout genre, les

Quand M. Hussein décore M. Arafat

En hommage au « peuple palestinien qui s'est rangé aux côtés du peuple et de l'armée d'Irak », la président irakien, M. Saddam Hussein, a décoré, mardi 2 février, la médaille de la « Mère de toutes les batailles », la chef de l'OLP, M. Yasaar Arafat, qui affectait une « visite » de quarante-huit heures en Irak, la première depuis plus d'un an. M. Arafat, selon l'agence officielle irakienne INA, a estimé que « ce qui a été fait par l'Irak dans le domaine de la reconstruction relève du véritable miracle ». — (AFP)

Volonté de survie

Le système de subventions alimentaires est basé principalement sur les produits locaux, grâce au spectaculaire développement du secteur agricole, priorité numéro un du régime. « La récolte de blé et d'orge a atteint, cette année, 2 300 000 tonnes dont 1 800 000 ont été remises au gouvernement, confie un économiste : une quantité suffisante dans le cadre du rationnement. » Pour encourager les fermiers, l'Etat achète à bon prix (4 000 dinars la tonne de blé) leur production et les dispense de toute taxe. La mise en œuvre du « troisième fleuve », dont le but stratégique est d'assecher les marais de la région d'Halwar (où se sont réfugiés les rebelles dans le Sud) a aussi pour but de bonifier 12 500 hectares de terres dans les trois ans. « L'agriculture est le seul point lumineux pour l'avenir », affirme M. Unam Al-Shamari, professeur d'économie à la faculté de Bagdad.

Durement touchée par les bombardements, l'industrie ne tourne, en revanche, qu'à 12 % de sa capacité, et le dernier bombardement de l'usine de machines-outils d'Al-Nidhaa est, selon les experts, l'un des coups les plus durs portés à l'Irak.

dans la mesure où cette usine travaillait essentiellement pour la reconstruction. Les usines encore en activité — centrales électriques, raffinerie, aciérie, cimenterie — travaillent quasi exclusivement pour l'Etat. La seule usine d'eau minérale en service tourne pour les besoins de l'armée.

Reconstruites en priorité avec les pièces de rechange disponibles et grâce à l'ingéniosité des techniciens, ces usines ne survivraient pas, toutefois, à de nouvelles destructions. « Tout peut désormais s'arrêter du jour au lendemain en cas de nouveaux bombardements », avoue un expert. Car, si pour les besoins alimentaires, même de facon insuffisante, l'Irak peut encore longtemps faire face à l'embargo, il n'en va pas de même pour l'infrastructure industrielle, qui se détériore vite. Bricolée dans beaucoup de cas, celle-ci doit résister d'autant plus difficilement à l'usure que les usines tournent à plein régime pour assurer l'indispensable.

Pour nombre d'Irakiens, l'aspect le plus dramatique de l'embargo tient à la décomposition de la société, avec, pour conséquence, une augmentation de la criminalité, de la corruption et de la prostitution, maux jadis rares en Irak. Laminés par la crise, les classes moyennes rejoignent, petit à petit, la cohorte des pauvres qui n'ont plus rien à perdre. « La volonté de survie a tué toute morale », constate un observateur. « Jamais, il y a encore quelques années, je n'aurais imaginé donner un pot-de-vin à un fonctionnaire, avoue un homme d'affaires jordanien. Aujourd'hui, rien n'est possible sans bakchich. »

Mendians et commerçants

Interdite par la loi, la mendicité a fait son apparition dans les rues de Bagdad, où des enfants d'à peine six ans se jettent sur les poubelles des voitures, qu'ils essuient d'un chiffon gras dans l'espoir de quelques pièces. D'autres se font cœurs de chameaux ou vendeurs de cigarettes à l'unité. Phénomène dont l'ampleur est gardée secrète : beaucoup d'enfants sont retirés de l'école pour travailler dans la rue et arrondir ainsi le budget familial. « Mes étudiants ne peuvent pas travailler », affirme le professeur Shamsi. « Ils sont bien trop préoccupés par leurs besoins quotidiens. » Sans compter, avoue un autre universitaire, que l'avenir apparaît si sombre à beaucoup qu'ils ne voient pas l'intérêt des études.

La crise a, d'autre part, fait naître de nouvelles classes de privilégiés qui ont mis à mal tout système de valeurs. « Si les commerçants traditionnels, moins d'une certaine avant la guerre, ont beaucoup perdu, affirme un homme d'affaires travaillant depuis vingt-cinq ans avec l'Irak, ils ont été remplacés par quelques milliers d'individus sans principes qui ont fait leur fortune en pillant le Koweït à un moment où le gouvernement était plus préoccupé de sécurité que de commerce. »

Ces nouveaux riches possèdent, aujourd'hui, la moitié de la fortune du pays. En attendant la réforme du système fiscal, évoquée au mois de juillet dernier, ils ne payent pas d'impôt et se comportent d'autant plus en maîtres envers leurs concitoyens que l'Etat a besoin d'eux. Le gouvernement tente maintenant de reprendre en main le secteur alimentaire, mais il est encore très blanc dans celui des pièces détachées, qui font cruellement défaut.

« L'Occident ne se rend pas compte que, par cette punition collective, il est en train de semer les germes d'une nouvelle guerre dans la région, commente, amer, un professeur, longtemps titulaire d'une chaire dans une prestigieuse université américaine. Après vingt-cinq ans de vie aux Etats-Unis, j'en viens à douter de toutes les valeurs dans l'Occident et si fier. »

FRANÇOISE CHIPPAUX

ISRAËL : après la décision de M. Rabin de rapatrier une centaine de Palestiniens expulsés

Jérusalem estime que la balle est désormais dans le camp américain

La France et la Grande-Bretagne ont estimé, mardi 2 février, que la décision d'Israël d'autoriser le retour dans les territoires occupés d'une centaine de Palestiniens expulsés (le Monde du 3 février) était encourageante. C'est « un pas dans la bonne direction », a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard. « C'est un progrès utile », a commenté son homologue du Foreign Office. De son côté, Jérusalem estime que la balle est désormais dans le camp américain.

Pendant ce temps, à New-York, un projet de résolution dont on ignore le ou les auteurs, circule dans les couloirs de l'ONU, nous rapporte notre correspondante Afsane Bassir Pour. Le texte, qui se félicite de la décision israélienne, rappelle la nécessité d'appliquer pleinement la résolution 799, et demande à l'Etat juif de prendre des mesures supplémentaires à cette fin.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Et si le jeune président Clinton s'était fait brillamment piéger par la diplomatie d'Israël ? Posée par certains journalistes de Tel-Aviv au lendemain de l'accord israélo-américain sur les Palestiniens expulsés, la question commence à titiller sérieusement quelques oreilles averties du côté des chancelleries occidentales. « De fait, nous expliquait un diplomate, désormais assis de la protection américaine aux Nations unies, Israël peut maintenant se lever les mains du problème. Aux termes de l'accord passé, ce n'est plus à l'Etat juif mais bien à Washington, non seulement de régler la question mais de se débrouiller pour faire repartir le processus de paix. C'est magnifiquement joué. »

Ni surprises, ni inquiètes du refus opposé par les expulsés à leurs concessions — « C'est leur affaire », a lâché M. Rabin, les autorités israéliennes, qui avaient autorisé après le compromis annoncé lundi soir il ne fallait pas compter sur de nouvelles concessions, semblent bien avoir tout prévu. En présentant les termes du « marché » passé, souligne-on ici, non seulement pour essayer de faire redémarrer le processus de paix avec les Arabes, mais aussi « pour faire une faveur au nouvel élu américain », le premier ministre, M. Itzhak Rabin, avait bien pris soin de le souligner : « L'accord est signé avec les Etats-Unis, pas avec le Hamas (mouvement de la résistance islamique). Il est valable, quelle que soit la réaction des intéressés du monde arabe. Et les Etats-Unis devront en remplir leur part. »

Plusieurs ministres dans l'entourage de M. Rabin ne dissimulent guère, mardi, une certaine satisfaction. Tous espèrent bien sûr que les négociations de paix avec la

Syrie, le Liban, la Jordanie et les Palestiniens vont maintenant pouvoir reprendre, après sept semaines d'interruption. « Mais désormais, confie une « colonie » anonyme, c'est aux Américains de se casser la tête, la balle est dans leur camp. » Pour une fois consulté — téléphoniquement — par son « patron » sur la manière de procéder, le chef de la diplomatie, le très habile Shimon Peres, a estimé à la radio nationale que la décision de son gouvernement avait « changé les règles du jeu ». M. Peres, qui était à Bruxelles pour négocier le resserrement des liens entre la CEE et son pays — un dossier qui avance, « n'a pas voulu prédire si les concessions faites allaient ou non aboutir à « la fin de l'affaire ». Cependant, a-t-il ajouté, « dans une certaine mesure, les choses jouent désormais en notre faveur ».

La « crédibilité » de M. Clinton

Les Etats arabes et les Palestiniens, qui accusaient déjà les Etats-Unis d'adopter un « double langage » quand il s'agit de traiter les contrevenants, arabes ou israéliens, aux résolutions du Conseil de sécurité, commencent à se retourner contre Washington. « Comment les Américains peuvent-ils soutenir que leur accord avec Israël constitue une solution ? s'est ainsi demandé, de Tunis, M. Nabil Shazab, le principal conseiller du président de l'OLP, M. Yasser Arafat. Leur accord avec Israël porte sérieusement atteinte à la crédibilité de M. Clinton vis-à-vis des Palestiniens. » Avis partagé, bien entendu, du côté des expulsés présumés islamistes, dont un porte-parole s'est exclamé : « C'est une manœuvre, une conspiration américano-israélienne, une atteinte à la légitimité internationale et aux Nations unies ! »

À la demande de Jérusalem, le oom du Hamas, organisation de lutte palestinienne intégriste dont certains des proscrits se réclament, devrait être couché, des les prochaines semaines, selon le journal Haaretz, sur la liste noire des organisations terroristes. Dressée chaque année par le département d'Etat, cette liste n'a pas d'incidences judiciaires, mais le simple fait d'y être signalé une surveillance accrue des activités et un meilleur contrôle des mouvements de fonds opérés sur le territoire oord-américain. Selon les services de sécurité israéliens, le Hamas financier, justement une partie de ses activités « terroristes » dans les territoires occupés par des collectes de fonds auprès des Palestiniens de nationalité américaine ou britannique.

L'autre liste, celle des cent personnes expulsées le 17 décembre 1992 et qui seront, aux termes de l'accord israélo-américain, autorisées à rentrer dans les territoires, n'était pas encore prise mercredi matin. En tout état de cause, s'affirmé un porte-parole de M. Rabin, « il s'agit de cas les moins graves, des personnes considérées comme les moins dangereuses pour la sécurité nationale ». Les dix seront « pour certains traités en justice, pour d'autres placés en détention administrative (sans procès), pour d'autres enfin, libérés ».

PATRICE CLAUDE

EN BREF

■ ALGÉRIE : un conseiller municipal tué à Bouïan. — Au moment où ils sortaient de la mosquée après la prière de la journée, deux conseillers municipaux de la localité de Bouïan, à une cinquantaine de kilomètres du sud d'Alger, ont été agressés lundi 1^{er} février par quatre hommes munis de fusils de chasse. L'un d'eux a été tué. Blessé, le second a déclaré à la télévision que les agresseurs s'étaient approchés d'eux en criant « Allah ou Akhar ! » (« Dieu est le plus grand »). — (AFP)

■ COLOMBIE : huit guérilleros tués par l'armée. — Huit guérilleros de l'Armée de libération nationale (ELN, extrême gauche) ont été tués et trois soldats gouvernementaux blessés, mardi 2 février, au cours d'affrontements dans la zone de Piedecuesta (département de Santander), à 400 kilomètres de Bogotá, ont annoncé des sources militaires. Les forces gouvernementales ont également saisi des armes de guerre, des explosifs et des munitions. Par ailleurs, le gouvernement colombien a porté de 3,7 à 7,1 millions de dollars la prime offerte à toute personne pouvant aider à la capture de Pablo Escobar, chef du cartel de Medellín, accusé d'être à l'origine d'un attentat à la voiture piégée qui a fait

vingt morts à Bogota samedi. — (AFP)

■ ÉTATS-UNIS : aoe homosexuels expulsés de la Maison Blanche. — Le président Bill Clinton, critiqué la semaine dernière pour sa volonté d'autoriser la présence des homosexuels dans les forces armées (le Monde des 27 et 28 janvier), a nommé mardi 2 février une militante homosexuelle, M^{me} Roberta Achenberg, à l'un des trois postes d'adjoint au secrétaire au logement. C'est la première fois qu'une personne ayant rendu publique son homosexualité exercera une fonction de si haut rang aux Etats-Unis. Le poste de secrétaire adjoint est le troisième dans la hiérarchie de ce ministère. — (AFP)

■ M. John Major rencontrera M. Bill Clinton le 24 février à Washington. — Le premier ministre britannique, M. John Major, effectuera fin février une visite aux Etats-Unis, au cours de laquelle il rencontrera, le 24, le président Bill Clinton à Washington, a annoncé mardi 2 février le 10. Downing Street. Le premier ministre britannique sera le premier chef de gouvernement européen à être reçu par M. Clinton à la Maison Blanche. — (AFP)

■ Fiat record d'appels téléphoniques pour la Maison Blanche. — Confrontée à un flot record d'appels téléphoniques depuis l'arrivée du président Bill Clinton, la Maison Blanche vient de mettre en place un numéro spécial permettant aux Américains d'exprimer leurs critiques ou de donner leur avis. Depuis deux semaines, le siège de la présidence américaine est submergé quotidiennement par cinquante mille à soixante mille coups de téléphone, dix fois plus que la normale. — (AFP)

■ TUNISIE : création d'un comité pour la défense des prisonniers d'opinion. — Dix-huit avocats et universitaires tunisiens ont annoncé, mardi 2 février, la formation d'un Comité national pour la défense des prisonniers d'opinion (CNDPO), association dont deux membres au moins faisaient partie de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, dissoute l'an dernier. Selon un communiqué, le CNDPO s'est donné pour but « d'œuvrer à la libération de ces prisonniers, à l'arrêt des poursuites dont sont victimes tous ceux qui sont actuellement pourchassés et à l'abolition du phénomène de la torture ». — (AFP)

Le Monde ÉDITIONS

1981, pays : URSS... capitale : Moscou
1991, pays : CEL... capitales : 15...

Pour suivre un monde délogué

CONSULTEZ

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

Index et cartes

مركز النحل

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

Dans la coulisse des négociations entre le RPR et l'UDF

Le RPR a complété, mardi 2 février, ses investitures dans les Yvelines pour les élections législatives, en désignant MM. Jacques Myard (5^e circonscription) et Pierre Bédier (8^e). Il apporte son soutien aux candidats choisis par l'UDF dans le 7^e - circonscription où se présente M. Michel Rocard - et la 11^e. Dans la 9^e circonscription de Seine-et-Marne, il a changé le nom de son candidat en lice pour une « primaire » : il s'agit de M. Jean-Pierre Cognet.

Chaque semaine apporte sa nouvelle brassée d'exclusions. Sur proposition de la commission des conflits, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, signe, ces temps-ci, des mises à l'écart de candidats « sauvages » aux élections législatives. Ce sont souvent de bons militants ou des cadres départementaux qui, préinvestis à la fin de l'année par le RPR, ne se sont pas retrouvés dans la liste des heureux « élus » issus des négociations d'investiture avec l'UDF. Depuis par les décisions nationales de leur parti, ils se jettent donc dans la bataille. Beaucoup de ces situations « sauvages » étaient prévues par l'état-major du RPR dès la fin 1992.

Dans un document interne datant de décembre, les membres de la commission d'investiture du parti chiraquien avaient eu descriptif politique de chacune des 577 cir-

conscriptions à pourvoir. Ce document de travail faillit, avec une renversante franchise, un éclairage politique sur des situations locales à droite qui, parfois, ne masquent pas de coquetterie. Ici, on indique que le candidat RPR ne souhaite pas conserver son suppléant UDF, là, on précise qu'il ne faut « pas faire obstacle à une candidature CNL ». Ailleurs, on souligne que le député sortant centriste est repéré pour ses « votes favorables à l'Assemblée nationale » mais cet excentrique ne peut pas être condamné sans appel car « il est un bon soutien du président du conseil général » qui se trouve être un député RPR.

En plusieurs endroits, on met en évidence l'âge avancé de tel ou tel candidat, sa « mauvaise santé » ou le fait qu'il est « très contesté » par ses pairs au conseil général. Une fois, un conseiller général velléitaire est « invité à renoncer à sa candidature ».

Dans plusieurs départements où le candidat UDF est soutenu par le RPR, les négociateurs ont pour mission de « tenter de lui imposer » le suppléant qui convient ou d'obtenir « en échange une investiture unique » dans une autre circonscription.

Pour les Pyrénées-Atlantiques, le document indique, quant aux circonscriptions détenues par MM. François Bayrou et Alain Lamassouze : « Prévoir un candidat UDF. L'hypothèse d'une crise avec l'UDF ». Ce cas est évoqué également dans l'Aio et dans le Calvados. Parfois, on garde « en réserve » un président de chambre de commerce ou un responsable départemental de la Coordination rurale.

Dans le Nord, on examine à la loupe le soutien de M. Jean-Louis Borloo, maire de Valenciennes, à certains candidats. Dans un autre département, on déclare avec générosité que « cette circonscription très difficile pourrait être abandonnée à l'UDF ». Ici, on précise qu'un adhérent CNL, ex-RPR, pourrait faire office de « candidat de diversion » contre un sortant UDF. Là, le RPR apporte son soutien à un candidat « qui se présenterait sans étiquette, sous réserve que l'UDF ait son propre candidat » et que le sous-marin

« s'engage à s'appartenir au groupe RPR ». « Pour obtenir une candidature unique, proposer, si nécessaire, la liste de liste aux municipales » à un conseiller régional UDF, est-il précisé dans le département de l'Hérault.

Dans certains cas, on découvre des protections particulières de haut niveau. Là, c'est un journaliste qui « veut être candidat », en bénéficiant du soutien d'un quotidien local et de la proximité politique d'un baron du gaullisme. Ailleurs, une candidate est soutenue « sous réserve » de son engagement derrière le président du RPR. « La faire recevoir par Jacques Chirac », est-il précisé. Plus loin, un adhérent direct de l'UDF lésé d'un suppléant RPR « veut se présenter » contre un sortant centriste. « Il a souscrit aux engagements attendus de lui », est-il indiqué de façon énigmatique.

La palme revient à la Corse où, manifestement, les affaires se traitent, disons, en famille. En Corse-du-Sud, le RPR ne donne « pas d'investiture UDF pour les deux sortants [UDF] mais [ne fait] pas de primaire officielle ». En Haute-Corse, le RPR soutient, dans la première circonscription, un candidat UDF « à la suite du rendez-vous » avec M. Chirac et, dans la seconde, il conseille de « prévoir une intervention » d'un parlementaire corse élu de Paris auprès d'un ancien préfet corse très proche du RPR.

OLIVIER BIFFAUD

DANS LES DÉPARTEMENTS

Ardennes : le maire de Sedan entre en dissidence

SEDAN

de notre correspondant

La troisième circonscription des Ardennes, dont le député sortant est M. Jean-Paul Bachy (PS), est l'enjeu, à droite, d'un affrontement sans merci entre M. Claude Vissac (app. RPR), maire de Sedan, et M. Michel Marchet (RPR), vice-président du conseil général, qui bénéficie du soutien du président de l'assemblée départementale, M. Jacques Sourdilhe (RPR). En 1989, alors nouveau venu sur la scène politique ardennaise, M. Vissac avait rabi sur le fil (avec 43 voix d'avance) la mairie de Sedan aux socialistes. Fort de ce succès et des appuis personnels sur lesquels il estimait pouvoir compter au sein de l'appareil national du RPR, il pensait obtenir l'investiture de l'UDF pour le scrutin de mars.

Or, au dernier moment, avec l'appui de M. Sourdilhe, M. Marchet lui a été préféré. Depuis, la guerre est ouvertement déclarée entre le maire de Sedan, qui a décidé de maintenir sa candidature, et le patron de l'exécutif départemental. Le climat s'est franchement envenimé quand des difficultés financières imputées à la ville de Sedan - et vigoureusement

contestées par M. Vissac - ont été mises sur la place publique, faisant entre autres mention d'une dette de la ville auprès du conseil général de 4,3 millions de francs, au titre de l'aide sociale.

M. Vissac, qui voit dans cette affaire un règlement de comptes strictement politique, a réagi en enlevant ses délégations à l'un de ses adjoints, M. Daniel Jacquemin, RPR et suppléant de M. Marchet. M. Sourdilhe a répliqué en qualifiant publiquement le maire de Sedan de « Borsalino ». M. Vissac dénonçant à son tour le comportement « féodal et princier » du président du conseil général.

Samedi 30 janvier, lors d'une réunion publique à Charleville-Mézières animée par M. Jacques Toubon et rassemblant un bon millier de militants et sympathisants du RPR, M. Sourdilhe a sonné à nouveau la charge, fustigeant « le remède à la gestion de la ville de Sedan » et dénonçant en termes extrêmement vifs l'attitude de M. Vissac qui, en maintenant sa candidature, « risque de faire perdre une circonscription traditionnelle au gaullisme ».

JEAN DRUART

Côtes-d'Armor : fronde du RPR

SAINT-BRIEUC

de notre correspondant

M. Jean Hélias, président de la fédération du RPR des Côtes-d'Armor, vient de quitter ses fonctions - « tout en restant membre du parti » - pour protester contre la part faite à l'UDF dans la répartition des candidatures. Outre la « primaire » organisée dans la troisième circonscription (Loudéac-Lamballe), la commission nationale d'investitures a en effet présélectionné comme candidats uniques trois UDF contre un RPR, déchirant l'union sociale localement entre les deux partis. C'est la désignation d'un candidat UDF dans la quatrième circonscription (Guingamp) qui a rompu la parité.

Du côté du RPR, les réactions ont été très vives. Les militants de base ont dénoncé « un coup tordu de Méhaignerie ». En termes à peine plus peetés, M. Hélias, conseiller régional, a, lui aussi, fait

porter la responsabilité de l'accroc au maire de Vitry. Dans les rangs de l'UDF, on a « officiellement pris acte des investitures décidées à Paris », sans autre commentaire, mais certains, il est vrai, jugeaient l'accord trop avantageux pour le RPR dans un département où l'opposition a une forte base centriste. M. Sébastien Couépel, chef de file du CDS des Côtes-d'Armor, n'a pas caché qu'il aurait « volontiers envisagé des primaires partout ».

C'est finalement ce qui va peut-être se produire. M. Daniel Penne, qui avait été préinvesti par le RPR, n'est pas décidé à se retirer de Guingamp. Du coup, M. Michel Bellis - qui vient d'être exclu du RPR - et Marc Sabbagh, qui s'étaient autoproclamés candidats à Dinan (deuxième circonscription) et à Lannion (cinquième circonscription), n'ont plus de raison d'avoir des états d'âme.

PATRICK LE NEN

Le MRG accepte l'adhésion de M. Tapie

M. Bernard Tapie et ses amis d'Energie-Sud, organisation lancée au moment des élections régionales de mars 1992 en Provence-Alpes-Côte d'Azur, devaient rejoindre le Mouvement des radicaux de gauche. Le bureau national du MRG en a accepté le principe, mardi soir 2 février, sous réserve que le ministre de la ville, s'il confirme sa candidature dans la 10^e circonscription des Bouches-du-Rhône (Gardanne), prenne comme suppléant l'actuel député sortant, M. Yves Vidal, membre du MRG, qui avait été élu avec l'étiquette du PS en juin 1988, face à M. Brun Mégrét, FN.

Le Monde ÉDITIONS

GREILSAMER

le procès SANG contaminé

DOCUMENTS

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT DES LIVRES

EN-BREF

□ M. Le Pen estime que « les gens du gouvernement » sont des « crétiens » ou des menteurs. - M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a dénoncé mardi 2 février à Besançon « la politique d'ouverture totale des frontières » et « la loi stupide de l'ultralibéralisme et du libre-échange », responsables, selon lui, de la dégradation de l'économie française et du repli de sociétés telles que Hoover, Bendix ou IBM. « Ce qui est scandaleux », a-t-il ajouté, c'est de voir les gens du gouvernement s'indigner et s'indigner, protester, marcher dans la rue, manifester : de deux choses l'une, ou bien ils n'avaient pas prévu cela et ce sont des crétiens, ou bien ils l'avaient prévu et ils nous mentent quand ils font semblant de s'en indigner ». - (Corresp.)

□ M. Millon (UDF) assigne au prochain gouvernement « un seul objectif : l'emploi ». - M. Charles Millon a affirmé, mardi 2 février sur RTL, que le prochain gouvernement « devra n'avoir qu'un seul objectif : l'emploi ». « Tous les efforts devront être faits pour trouver des solutions et rendre des espérances à ceux qui sont aujourd'hui en train de perdre tout espoir pour l'avenir de leurs enfants et d'eux-mêmes », a expliqué le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, qui préconise la mise en place « d'un gouvernement avec une assise très large », associant « tous les nouveaux courants politiques, dont les écologistes ».

□ M. Chirac dénonce la « mégamécanie » et les « fanfreluches » de la politique culturelle. - M. Jacques Chirac, président du RPR, qui participait, mardi 2 février, à un dîner-débat à Romorantin, dans le Loir-et-Cher, département dont M. Jack Lang, maire de Blois, est l'élu, a estimé que le bilan culturel du gouvernement se résume à « de la mégamécanie masquée par des fanfreluches ».



BARCLAYS

Si vous n'avez pas envie de téléphoner après avoir lu cette annonce, c'est que vous n'avez pas envie de téléphoner.

10,28%

Mais ne désespérons pas, vous aurez peut-être envie d'adresser votre carte de visite à Barclays, 21 rue Laffitte 75009 Paris. Le taux auquel nous faisons référence dans cette annonce est celui de la progression de la valeur de la part de notre fonds Barclays Investissement Patrimonial, taux constaté entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 92 et rapporté à l'année. Là où ça devient très intéressant, c'est que Barclays Investissement Patrimonial est le fonds commun de placement

exclusivement réservé aux titulaires du Compte Chèque Dynamique, celui-là même que vous pouvez utiliser pour toutes vos opérations courantes et qui vous rapporte de l'argent. C'est sur ce fonds que sont automatiquement placées toutes vos liquidités au-dessus de 15 000 F. Les frais de tenue de compte, qui sont appliqués sur votre solde créditeur moyen, varient de 1 à 2 % selon le montant de ce solde. Pour plus de renseignements, vous pouvez aussi taper 36 14 BARCLAYS.

N°VERT 05.31.03.93

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

M. Bérégovoy appelle à la mobilisation de tous les responsables socialistes

En allant apporter son soutien à M. Michel Charzat, porte-drapeau du PS dans le vingtième arrondissement de Paris, M. Pierre Bérégovoy a revêtu, mardi 2 février, le temps où les campagnes électorales se faisaient sous les préaux d'école. Malgré les souvenirs historiques évoqués par le député sortant, le chef du gouvernement a attendu la fin de sa classique leçon d'économie pour retrouver l'accent des discours militants.

Après avoir attaqué l'opposition qui «utilise parfois de vilains procédés pour s'en prendre au premier ministre ou au président de la République», il a évoqué, avec ostentation, «les grandes batailles» auxquelles les socialistes avaient participé : la défense de l'environnement, la lutte pour les droits des femmes, la présence aux côtés des «jeunes dans les grandes manifestations étudiantes» ; «nous avons su les mener ; nous devons pouvoir recommencer». «Ce qui compte aujourd'hui et pour demain, a-t-il dit, c'est que nous soyons proches du peuple, quel que soit le jugement qu'il porte sur nous ou sur les autres, parce que nous voulons une gauche ouverte, généreuse, qui doit associer toutes les forces de progrès et non pas se replier sur elle-même dans un archaïsme dépassé».

D'où l'appel de M. Bérégovoy à la mobilisation «de tous ceux qui ont exercé des responsabilités». Un appel qui reprenait celui qu'avait lancé M. Charzat en déclarant : «Il faut que Michel Rocard, Lionel Jospin, Pierre Mauroy, Jean Poperen, soient tous aux côtés de Laurent Fabius pour mener la bataille ; il faut que tous se mobilisent». Un appel soutenu par une pétition, qui circulait parmi les militants, demandant aux «hauts responsables» socialistes de s'engager «totalemment, sans arrière-pensées».

Th. B.

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Alsace : la mairie de Strasbourg en point de mire

L'opposition UDF-RPR, qui détient treize des seize sièges en jeu songe surtout aux municipales de 1995

STRASBOURG

de notre correspondant régional

«Lorsqu'on gagne, on doit se comporter doublement en seigneur», a déclaré Emile Kehl (UDF-CDS), candidat à sa propre succession dans la 1^{re} circonscription du Bas-Rhin, évincé de la mairie de Strasbourg par la victoire de Jean Wadine (RPR), son adversaire d'hier et son suppléant d'aujourd'hui. Le député qui tient Strasbourg-centre depuis 1978 peut être bon prince : il a d'ores et déjà gagné la bataille des «primaires», non seulement contre le RPR mais également contre ses «amis» du CDS.

Dans une lettre datée du 17 janvier, François Bayrou écrivait au député sortant : «J'ai le plaisir de vous confirmer que l'Union pour la France, qui regroupe l'UDF et le RPR, vous a investi dans la 1^{re} circonscription du Bas-Rhin. Le secrétaire général de l'UDF ajoutait : «Vous serez le candidat unique de l'opposition. Personne d'autre n'est autorisé à se réclamer de l'une de nos formations ni, bien évidemment, de l'une des composantes de l'UDF».

Quelle ne fut pas la surprise du vieux compagnon de route de Pierre Pflimlin lorsqu'il apprenait le 20 janvier suivant que «sa» circonscription avait été «réservée» par les instances de l'UPF ! Jean Wadine, qui menait depuis plusieurs semaines une campagne très dure contre son adversaire du CDS, avait finalement coopté au Paris de lui laisser la porte ouverte. Coup de théâtre deux jours plus tard : le représentant du RPR annonçait qu'il devenait le suppléant du député sortant. Les mauvais sondages dont il était entité s'expliquent par à eux seuls la volte-face du conseiller général du Bas-Rhin. La candidature déclarée de Fabienne Keller (CDS), élue haut la main aux dernières cantonales, lui donnait de sérieuses craintes pour ses ambitions municipales. Car, au-delà des législatives, il est déjà question de reprendre l'hôtel de ville de Strasbourg à Catherine Trautmann (PS). Jean Wadine est de ceux qui se placent au premier rang

dans la «majorité alsacienne» pour atteindre cet objectif.

En poussant Fabienne Keller à se présenter aux législatives, Daniel Heffelf (UDF-CDS) pensait aussi à l'échéance de 1995. Le président du groupe centriste du Sénat voulait rajouter sa garde en propulsant Fabienne Keller (treize-trois ans) à l'Assemblée nationale avant la vraie bataille de Strasbourg. Après l'accord Kehl-Wadine, la conseillère générale croyait encore qu'elle pourrait maintenir sa candidature, mais Daniel Heffelf n'a pas pu ou pas voulu la soutenir jusqu'au bout. Ce n'est qu'après la confirmation par Paris de l'arrangement local qu'elle s'est résignée à renoncer. Depuis plusieurs jours, Emile Kehl disait pourtant que l'affaire était entendue : «Heffelf va lâcher Keller parce qu'il est moins courageux qu'on ne le dit et il n'est surtout pas un fou de guerre quand il s'agit d'aller au charbon».

L'hôte de Strasbourg-Centre affirme néanmoins, lui aussi, que le CDS doit sérieusement se renouveler s'il veut reprendre la capitale alsacienne, car, précise-t-il, «personne dans le personnel politique UDF-RPR n'est en position aujourd'hui de déloger Trautmann». Sincérité ou dépit - n'a-t-il pas perdu les municipales de 1989 aux côtés de Marcel Rudloff (UDF-CDS) alors qu'il était le premier adjoint du maire sortant - toujours est-il qu'Emile Kehl rejette la situation actuelle : «Il fallait me demander courtoisement de partir et ne pas tenter de tuer le père».

En attendant, «le bon vieux Emile» (Kehl est proche des soixante-dix ans), comme on l'appelle familièrement à Strasbourg, est satisfait du millier de réponses aux seize mille cartes de vœux qu'il a adressées pour la nouvelle année aux électeurs âgés «de plus de trente ans». Il donne l'impression, même s'il reste très prudent, d'être persuadé d'avoir fait le plus dur. Il est surtout satisfait du bon tour qu'il a joué à ses adversaires du RPR, qui lui reproche encore aujourd'hui de ne pas avoir voté la motion de censure contre le gouvernement Rocard lors de la création de la CSG : «Moi, ancien syndicaliste de

la CFCT, puis de la CFDT, je ne pouvais voter contre une mesure sociale : alors j'ai eu une chopine et j'ai pris la parole devant la Chambre pour dire ce que je pensais du projet RPR».

L'«unité» à droite est probablement une mauvaise chose pour André Buchmann. Les récents sondages nationaux l'avaient pourtant conforté dans sa conviction qu'elle avait de sérieuses chances de l'emporter. La candidate des Verts se crêdait de vingt-cinq points au premier tour et se déclarait «plutôt optimiste». «Je ne pars que pour gagner», dit-elle. En réalité, son sort dépendra du résultat du candidat socialiste. Premier adjoint de Catherine Trautmann, Roland Ries (rocardien) ne se fait aucune illusion sur le résultat : «Buchmann a une meilleure surface nationale que la mienne».

M. Bockel à Mulhouse M. Waechter à Guebwiller

«J'ai longtemps hésité avant de me présenter, explique-t-il, mais il n'était pas possible pour la municipalité de ne pas expliquer pendant la campagne ce qu'elle faisait au quotidien». En d'autres termes, il s'agit d'effectuer un sondage grandeur nature pour tester les Strasbourgeois sur leur état d'esprit - encore la perspective des municipales - un an après le nouveau plan de circulation et le début des travaux sur la réalisation du tramway, qui reste, bien que la polémique se soit atténuée ces derniers mois, un des angles d'attaque de l'opposition contre l'équipe socialiste. «Les choses se présentent beaucoup mieux mais l'opposition demeure dans l'expectative», souligne Roland Ries. Au bout du compte, il ne croit visiblement pas faire mieux que le troisième tour. Il tient toutefois à préciser - répondant ainsi aux Verts qui s'attendent à se maintenir au deuxième tour - qu'il n'arrive pas à saisir à la ferme intention de ne pas se retirer après le premier tour. Les tractations entre les 21 et 28 mars diront si le PS et les Verts resteront sur des positions aussi radicales.

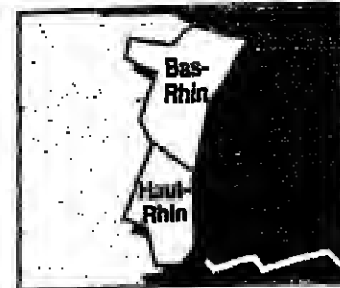
C'est en tout cas l'intérêt de Jean-Marie Bockel (PS) de prendre langue avec les écologistes. Le maire et député de Mulhouse (1^{re} circonscription du Haut-Rhin) doit jouer une partie serrée, comme aux législatives de 1988 et aux municipales de 1989, face aux mêmes adversaires, à l'exception d'Antoine Waechter, qui prétend tenter sa chance à Guebwiller (1^{re} circonscription). Jean-Marie Bockel relève que Jacques Müller, le candidat des Verts, a été longtemps un proche des socialistes mais qu'aujourd'hui, déçu par ces derniers, il s'en est éloigné.

De là à dire que l'écologiste pourra se désister en faveur du socialiste à Mulhouse et que l'arrangement pourra jouer en faveur à Guebwiller, c'est une idée qui fait son chemin dans l'esprit des Haut-Rhinois. Jean-Pierre Bäumler (PS), député sortant, semble réagir : «Je ne souhaite pas que le mandat revienne à la droite». Il ne peut s'empêcher d'ajouter : «On aurait pu penser tout de même que Waechter choisisse une autre solution que de se présenter dans une circonscription tenue par un socialiste».

Quoi qu'il en soit, Jean-Marie Bockel est inquiet. Il espère avant tout que l'image nationale des socialistes ne le conduira pas à un premier tour «catastrophique» : «Si je ne suis pas trop distancé, dit-il, j'ai ma chance dans le cadre d'une triangulaire, comme en 1988». Ce scénario peut se répéter en raison de la détermination de Gérard Freydet (FN) à se maintenir au deuxième tour. En 1988, il avait recueilli plus de 21 % des suffrages. Aujourd'hui, il est crédité d'un score encore plus élevé. Il n'est pas seul à penser qu'il pourrait approcher les 30 %.

Joseph Klifa (UDF-PSD) compte également sur la chute libre des socialistes pour réussir son retour. Il a contre lui d'avoir été battu par Jean-Marie Bockel en 1988, qui, un an plus tard, lui enlevait de surcroît la mairie de Mulhouse. Comme l'actuel premier magistrat de la ville, il est prêt à tout pour faire barrage à Gérard Freydet. Cet ancien socialiste, juif né en Algérie, qui a quitté le parti après la signature du programme commun, n'a pas oublié que le candidat du FN l'a traité de «juif arabe».

A l'instar d'André Buchmann, Antoine Waechter d'envisage qu'une seule hypothèse : «Gagner». D'après le sondage national qui place les Verts devant le PS, le candidat écologiste est persuadé que «Bäumler n'a plus aucune chance». Il croit dur



comme lui que «l'effet bouée de neige se jouera» et que dans ces conditions son parti disposera d'un groupe parlementaire dans la prochaine Chambre. Il ne pipe mot sur un éventuel accord avec Jean-Marie Bockel. Il précise même qu'il n'a «aucune sympathie particulière pour le PS». Mais d'un autre côté, il fait référence aux «modulations» nécessaires qui devront être étudiées dès le lendemain du premier tour. Il connaît déjà le résultat de ces consultations pour Colmar. Les Verts s'opposent au deuxième tour au candidat du RPR et favoriseront ainsi l'élection de celui de l'UDF (lire l'encadré).

Reste qu'à Guebwiller l'opposition se présente unie sous la bannière de Michel Hebig (RPR). Dans ces conditions, une partie ou moins de l'électorat socialiste sera indispensable à Antoine Waechter pour pouvoir l'emporter au second tour. Quel discours tiendra-t-il entre le 21 et le 28 mars pour propulser des suffrages ? Saura-t-il éviter les bonnes vieilles méthodes des politiciens classiques pour faire de la politique «autrement» ?

MARCEL SCOTTO

► Dans notre série de reportages régionaux sur la préparation des élections législatives, nous avons déjà présenté la situation dans le Limousin (le Monde du 3 février).

La revanche d'Edmond Gerrer

STRASBOURG

de notre correspondant régional

«Je rejette l'opposition systématique», Edmond Gerrer (UDF-CDS), député et maire de Colmar, marque ainsi sa différence avec Gilbert Meyer (RPR), son concurrent de l'UPF pour la seule primaire à droite qui se déroulera en Alsace. Le député sortant de la première circonscription du Haut-Rhin précise qu'il n'a «aucun atome crochu avec certains RPR». Ce qui ne devait pas être le cas du candidat RPR, puisque ce dernier était son suppléant depuis les législatives de 1988. «Aujourd'hui, s'empresse-t-il d'ajouter, conscient de la contradiction, il est poussé par Robert Pandraud».

L'état-major du RPR almerait bien se débarrasser de cet empêchement de tourner en rond qui a refusé à plusieurs reprises de voter l'une ou l'autre motion de censure déposée par le mouvement de Jacques Chirac. La primaire tient aussi à la volonté, régulièrement affirmée mais jamais réalisée, de la «majorité alsacienne» de faire une cure de rajeunissement. «On ne m'a jamais demandé de céder la place», affirme Edmond Gerrer qui, à soixante-trois ans, sent bien qu'il est temps de préparer sa succession. Il dit ne pas encore avoir choisi son suppléant - «les candidats sont nombreux», mais il a d'ores et déjà décidé qu'il sera issu de la «société civile». En attendant, le

député haut-rhinois a bien l'intention de continuer de siéger au Palais-Bourbon.

Ses «chances» sont réelles compte tenu de la position des Verts «qui sont opposés à l'élection de Gilbert Meyer en raison de ses conceptions en matière d'aménagement du territoire», explique Antoine Waechter. Il est reproché au conseiller général de Neuf-Brisach d'avoir profité de sa position pour tenter, en vain, de favoriser l'implantation par Mercedes d'une piste d'essai et d'ateliers sur une surface de 300 hectares le long du Rhin. «A cette occasion, Meyer a refusé la concertation et s'est montré méprisant à l'égard des écologistes», commente Edmond Gerrer.

Selon le maire de Colmar, les intentions de vote confirment sa position de favori : 25 % pour lui-même contre 20 % au candidat des Verts, 15 % pour celui du PS, du Front national et pour Gilbert Meyer. Si ses prévisions - ses souhaits - devaient se vérifier au soir du 21 mars, Edmond Gerrer aurait obtenu une première et grande satisfaction : celle d'avoir pris sa revanche sur le RPR. Ne rappelle-t-il pas que Jacques Chirac avait promis, lors de sa tournée en décembre dernier en Alsace, qu'il «n'y aurait pas de primaire pour les députés sortants membres de l'UPF» ?

M. S.

La réunion du «comité de suivi» sur les accords de Matignon

M. Le Pensec met en garde contre toute révision de la politique conduite en Nouvelle-Calédonie

Le «comité de suivi» des accords de Matignon, qui réunit les représentants de l'Etat, du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) et du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), a commencé, mardi 2 février, à dresser le bilan de la politique de rééquilibrage conduite en Nouvelle-Calédonie depuis 1988. Dès l'ouverture des travaux, M. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, a mis en garde contre une éventuelle remise en cause du processus par une nouvelle majorité.

Le «comité de suivi», baptisé pour la circonstance «comité de bilan», que les indépendantistes avaient réclamé afin d'«acter» les avancées et les insuffisances de la politique de rééquilibrage engagée sur le Caillou depuis 1988, s'est ouvert dans un climat quelque peu insolite. A deux mois du scrutin législatif, les esprits étaient en effet moins tournés vers le passé que vers le futur.

Si M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a fourni l'assurance, la semaine dernière, à MM. François Burel, président de l'Union calédonienne (UC, composante majoritaire du FLNKS), et Léopold Jorédié, président de la province Nord, que le RPR avait l'intention de «poursuivre la mise en œuvre» des accords de Matignon, toutes les inquiétudes ne sont pas levées. M. Juppé n'a-t-il pas évoqué lui-même la nécessité d'apporter des «corrections» et des «ajustements» ou processus en cours ?

Aussi M. Le Pensec, ministre des DOM-TOM, a-t-il ouvert les travaux de ce comité de suivi en lançant une mise en garde. «Nous ne sommes qu'au milieu du gué, a-t-il déclaré, et

tout manquement risquerait de réduire à néant tout le travail accompli». «Les accords de Matignon, a-t-il ajouté, font aujourd'hui partie des grands engagements de la nation qu'aucun aléa politique ne peut remettre en cause».

L'avenir, c'est aussi la préparation du référendum d'autodétermination de 1993, dont les signataires calédoniens des accords de Matignon souhaitent qu'il ne rouvre pas les vieilles plaies. M. Jacques Lafleur, président du RPCR, député RPR, avait lancé, le 20 avril 1991, un premier ballon d'essai en proposant que chacun réfléchisse à une «solution consensuelle» destinée à prolonger des accords qui arriveront à échéance en 1998.

«La période que nous abordons va ouvrir des discussions qui n'auront que peu de rapport avec le passé», a confirmé M. Lafleur, qui a émis le vœu que le référendum ne soit pas «une guillotine coupant tout espoir de discussion». Dans ce cas de figure, le scrutin de 1998 ratifierait un compromis établi à l'avance sur une formule institutionnelle qui pourrait osciller entre un statut de large autonomie, qui semble avoir la préférence de M. Lafleur, et une formule d'indépendance-association avec la France dont les indépendantistes pourraient se satisfaire.

La révision du corps électoral

Dans l'immédiat, les délégations calédoniennes vont, autour des représentants de l'Etat, prendre la mesure du chemin parcouru depuis 1988. Qualifiant les réformes engagées de «rupture historique», M. Le Pensec va défendre dossier par dossier un bilan gouvernemental qui lui inspire «une joie profonde» et «une fierté légitime». L'engagement financier du gouvernement avec l'Etat, qui est passé d'un montant global de 1,5 milliard de francs en 1989 à 2,4 milliards en 1992, a en effet permis de lancer de

grandes opérations d'équipement visant à atténuer les déséquilibres entre la province Sud et les provinces du nord et des îles.

Le gouvernement peut également se prévaloir d'une politique foncière qui a permis de redistribuer 62 000 hectares de terres, dont 80 % au profit des Mélanésiens, et qui devrait aboutir à une répartition équilibrée du patrimoine foncier entre la communauté kanak et les autres ethnies dès 1994.

En matière de formation, M. Le Pensec présentera à ses interlocuteurs le bilan de l'opération 400 cadres, dont ont déjà bénéficié 161 stagiaires, en majorité mélanésiens. Enfin, il fera valoir que quatre langues vernaculaires kanakes (ajé, péci, drehu et neogé) ont été inscrites au programme du baccalauréat en tant qu'épreuves facultatives.

LE FLNKS avait déjà eu l'occasion, lors de son dernier congrès, en janvier, de qualifier un tel bilan de «globalement positif». Dans un tel état d'esprit, la révision du corps électoral, qui sera l'objet de la réunion de ce comité de suivi, la coalition indépendantiste tient toutefois à «relativiser» ce bilan en regrettant que «les gouvernements socialistes n'aient pas été à la hauteur de l'espoir mis en eux par le peuple kanak et les catégories sociales les plus démunies, espoir que le pays s'engage véritablement dans une voie de décolonisation».

Parmi les doléances les plus importantes qu'il soumettra à M. Le Pensec, le FLNKS évoquera le dossier de la révision du corps électoral habilitée à participer au référendum de 1998 et qui devra se limiter, aux termes des accords de Matignon, aux seuls électeurs ayant voté au référendum du 6 novembre 1988. «On est loin d'avoir obtenu satisfaction sur cette question importante», estime le FLNKS, qui aurait souhaité un contrôle plus rigoureux des nouvelles inscriptions survenues depuis 1988.

FRÉDÉRIC BOBIN

Après l'adoption du budget pour 1993 avec les voix du FN

M. Soisson annonce son intention de quitter la présidence du conseil régional de Bourgogne

DIJON

de notre correspondant

«Le budget 1993 vient d'être voté. La région a donc les moyens de fonctionner. J'ai prévenu la Bourgogne dans la tournée. Mais le budget a été voté dans des conditions que je ne saurais accepter. Je ne suis l'usage de personne. J'en tirerai prochainement toutes les conséquences : c'est en ces termes que M. Jean-Pierre Soisson a pris acte du vote du budget du conseil régional de Bourgogne, intervenu mardi 2 février par 31 voix, dont 8 du FN, contre 26 (23 RPR et UDF, 3 PC). Ne souhaitant pas «gouverner avec le Front national, ni avec son concours, ni avec son appui», M. Soisson a confirmé son intention de quitter la présidence du

conseil régional, «après les législatives, a-t-il précisé, pour ne pas mêler la campagne électorale au renouvellement de l'exécutif régional ; il faut laisser se calmer la pression».

Le groupe des vingt élus auquel il appartient s'est déclaré «solidaire». «Nous n'acceptons pas que notre budget soit voté dans ces conditions», a indiqué M. Didier Mathus, président du groupe socialiste. «Les Verts partagent le refus du président Soisson d'avoir à gérer la région avec les voix du FN, et nous en tirerons toutes les conséquences au mois d'avril», a déclaré à son tour le porte-parole des écologistes, M. Thierry Grosjean.

A la reprise des travaux, suspendus dans la nuit du 29 au 30 janvier (le Monde du 31 janvier), au moment où les élus UDF-RPR, réu-

nis au sein de l'Union pour l'avenir de la Bourgogne (UAB), avaient annoncé qu'ils s'opposeraient au budget, M. Soisson avait de nouveau tenté, en vain, l'ouverture.

«Nous respectons les engagements de nos électeurs dans l'unité», prévenait M. Jean-François Bazzi, président du groupe UAB, quelques minutes avant le scrutin. Pour le PC non plus, il n'était pas question de changer sa position. Quant à M. Pierre Jaboulet-Verchère, il confirmait l'approbation du budget par ses amis lépistes, affirmant que son but était «de sauver la Bourgogne» et que son groupe voterait «comme le dicte sa conscience».

CHRIS MAISIAT

مكثان النحل

SOCIÉTÉ

Le secret de la Vologne

Suite de la première page

C'est donc là, sur ces eaux verdoyantes qu'est dénoué, le 16 octobre 1984, à 21 h 15, le corps d'un enfant de quatre ans. Il est retrouvé à Docelles, un village situé à 6 kilomètres en aval de la maison familiale de Léopold. Un bonnet tiré jusqu'au cou lui cache le visage. Ses poignets et ses chevilles sont liés à l'aide d'une cordelette. La mort remonterait à 17 h 15. Le garçonnet aurait été jeté vivant dans la rivière, mais serait mort par asphyxie et hydrocution. L'enquête commence.

La mère de la victime, ouvrière à la Mécanique de confection vosgienne, affirme qu'elle a quitté son travail à 16 h 50 et qu'elle s'est rendue en voiture chez M^{me} Christine Jacquet, une « nounou » chargée de garder Grégory. Christine Villenmin dit être ensuite rentrée chez elle avec l'enfant. Tandis qu'elle effectuait du repassage en écoutant la radio, il jouait sur un tas de gravier, devant la maison. Elle ne pouvait le surveiller puisqu'elle se trouvait dans une pièce fermée, située à l'arrière de la bâtisse. De 17 heures à 17 h 30, elle certifie n'avoir rien entendu d'anormal.

A 17 h 30, elle s'inquiète cependant de ne plus voir Grégory et part à sa recherche en voiture. En vain. Presque à la même heure, à 17 h 35, son beau-frère, Michel Villenmin, reçoit un appel téléphonique d'un « corbeau » qui lui annonce différents membres de la famille depuis 1981 : « Je te téléphone car ça ne répond pas à côté. Je me suis vengé du chef et j'ai kidnappé son fils. Je l'ai étranglé et j'ai jeté à la Vologne. Sa mère est en train de le rechercher, mais elle ne le retrouvera pas. Ma vengeance est faite. »

Négligences et erreurs

En tenant Grégory, l'assassin cherchait donc à atteindre Jean-Marie, son père. Celui-ci est alors à son travail, à l'usine Autocoussin de La-Chapelle-devant-Breyers. Le lendemain, mercredi 17 octobre, il reçoit une lettre anonyme : « J'espère que tu mourras de chagrin, le chef. Ce n'est pas ton argent qui pourra te redonner ton fils. Voilà ma vengeance, pauvre con ! » Détail primordial : la lettre en question a été postée la veille – dans le jour du drame – à la poste de Lépanges. Elle porte le cachet de 17 h 15.

L'enquête s'oriente d'abord vers un cousin germain de Jean-Marie Villenmin, Bernard Laroche, dont l'emploi de temps entre 16 h 30 et 17 h 30 comporterait des zones d'ombre. Sa jeune belle-sœur, Muriel Bolle, quinze ans, affirme que ses gendarmes l'avaient vu ce jour-là en compagnie d'un enfant d'environ quatre ans qu'il appelait Grégory. Le 3 novembre, à Epinal, l'adolescente confirme ses propos devant le juge d'instruction Jean-Michel

Lambert, un jeune magistrat à peine sorti de l'école de la magistrature. Les enquêteurs croient trouver le mobile de la « vengeance » dans une vieille rivalité entre les deux époux. Le 5 novembre 1984, Bernard Laroche est inculpé d'assassinat et placé sous mandat de dépôt.

L'affaire paraît close. Elle n'en est pourtant qu'à ses premières convulsions. En effet, le lendemain de l'inculpation de Laroche, Muriel Bolle se présente devant le juge en compagnie de sa mère. Elle se rétracte et affirme avoir accusé son beau-frère sous la menace des gendarmes. Les charges existant contre Laroche sont de plus en plus ténues. Le 4 février, il est libéré mais demeure inculpé. Jean-Marie Villenmin, lui, reste néanmoins persuadé que son enfant est bien l'assassin. Le 29 mars 1985, il le tue à l'aide d'un fusil de chasse.

La Vologne entraîne les principaux protagonistes dans un tourbillon sans cesse plus étourdissant. Le « petit juge » Jean-Michel Lambert, comme grisé par ce début de carrière inattendu, occupe le devant d'une scène trop vaste pour lui. La presse prend à la hâte un portrait caricatural de cette région et de ses habitants, quitte à s'enliser à son tour dans les eaux troubles de la rivière maudite. De « révélations » et de « scandales », le grand public se familiarise avec des personnages qui lui ressemblent : Christine Villenmin, visage blême et regard rongé ; Jean-Marie Villenmin, le père que « tout le monde pleure » ; Laroche, le mystérieux homme qui sonnaient devant les caméras ; Muriel, la mystérieuse gamine aux tâches de rousseur et aux yeux fripés ; Marie-Ange Laroche, qui défie la mémoire de son père ; Chacouy, la veuve de sa femme, de ses certitudes. Grégory se mue en prisonnier-symbole comme, plus tard, Céline ou Christelle. Villenmin devient un nom quasi familier comme, avant lui, Senec ou Domioici. Le fait divers tourne au feuilleton. Des Laroche et des Villenmin, familles de France, les yeux se tournent vers la Vologne (les diverses naissances dans les deux clans) au carnet noir (la tentative de suicide de Christine Villenmin en décembre 1986, les multiples procès en diffamation, les menaces de mort...). Sans oublier les vieilles querelles qui, naguère, ont déchiré les « clans ».

Les gendarmes ayant accumulé les négligences et les erreurs, la police judiciaire a hérité de l'enquête le 19 février 1985. Dès lors, les investigations s'orientent vers une deuxième piste qui défie l'imagination mais retient l'attention des enquêteurs, pressés de réussir là où leurs prédécesseurs ont échoué : Christine Villenmin pourrait avoir tué son fils. L'enquête porte essentiellement sur son emploi du temps entre sa sortie de l'usine (16 h 50) et le moment où elle a commencé à chercher Grégory (17 h 30). Plusieurs collègues de travail disent

l'avoir vue se diriger vers la poste de Lépanges à 16 h 52. D'autres affirment l'avoir aperçue à 16 h 55 devant la poste. Elle rejette ces accusations, expliquant qu'elle s'est bien rendue à la poste mais la veille, le 15 octobre, à la même heure.

Diverses expertises graphologiques ennuient qu'elle pourrait être l'auteur de certaines lettres du « corbeau » (notamment celle « revendiquant » le meurtre), amènent le juge Lambert, en dépit des incertitudes, à l'inculper d'assassinat le 5 juillet 1985. Comme les policiers, il est convaincu qu'elle a disposé du temps nécessaire pour perpétrer le crime. Mais les véritables charges font défaut. Aussi l'enquête se poursuit-elle alors que Christine, après onze jours de détention, est libérée le 16 juillet et placée sous contrainte judiciaire (elle ne retrouvera son époux qu'en décembre 1987, lorsqu'il sortira à son tour de prison dans l'attente de son procès pour l'assassinat de Laroche).

Deux voix distinctes

Les policiers et le magistrat instructeur s'intéressent aux quelques enregistrements de la voix du « corbeau » effectués en 1982 et 1983 par Jean-Marie Villenmin ou ses parents. Certains experts estiment qu'il s'agit d'une femme déguisant sa voix. Les enquêteurs s'interrogent aussi sur le nombre très important d'appels téléphoniques partant du domicile des époux Villenmin au cours des mêmes années 1982 et 1983.

Ces éléments font de Christine un coupable désigné à la vindicte publique. Le 9 décembre 1986, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy estime qu'il existe contre elle des charges suffisantes pour motiver son renvoi devant la cour d'assises. Une décision qui, le 17 mars suivant, sera cassée par la chambre criminelle de la Cour de cassation. Et le 25 juin 1987, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Dijon ordonne un supplément d'information, estimant que les éléments figurant au dossier sont insuffisants.

La justice doute. Les experts se chamaillent. Le secret de l'instruction est, plus que jamais, secret de polichinelle. L'affaire bascule. Le juge Lambert, critiqué sans détours dans l'arrêt du 25 juin, demande sa mise en disponibilité pour « convenance personnelle ». Victime d'une spirale à laquelle il n'a pas eu résister, le « petit juge » s'écroule le 1^{er} janvier 1987. L'enquête est désormais confiée à un magistrat d'expérience, M. Maurice Simon, soixante-quatre ans, président de la cour d'appel de Dijon. Charge à lui de repartir de zéro, de restaurer l'image de la justice et de ses représentants. Y parviendra-t-il ? Il s'y engage. A partir du mois de septembre 1987, les investigations reprennent.

Cette affaire, sorte de grand feuilleton du malheur ordinaire, devient celle de M. Simon. Il s'en imprègne, interroge lui-même cent soixante-dix personnes, organise une nouvelle reconstitution

entre le 12 et le 16 octobre. Son enquête confirme les négligences de son prédécesseur. Elle prouve aussi que Christine Villenmin n'a pas eu le temps de commettre le crime. En outre, le juge ordonne d'autres expertises de la voix du « corbeau ». L'expert ennuie constate l'existence de deux voix distinctes. L'une d'elle pourrait être celle d'un homme de quarante-cinq à cinquante-cinq ans. Après s'être focalisés sur la mère de Grégory, les soupçons se portent de nouveau sur Bernard Laroche. Le juge Simon se garde bien d'accuser qui que ce soit mais, déstabilisé lui-même par les « vertiges de l'émotion » que provoque cette affaire (le Monde du 27 octobre 1989), il se laisse aller à des « confidences » à des journalistes, promettant des « rebondissement ». Ces déclarations réveillent les passions.

Le juge Simon ne pourra toucher au terme de son enquête. Malade, sur le point d'atteindre l'âge de la retraite, il cède la place à M. Jean Martin, soixante et un ans, le 19 septembre 1990. Celui-ci s'engage dans la voie tracée par son prédécesseur : celle qui mène à l'innocence de Christine Villenmin. Au mois d'octobre 1990, différents témoignages entendus lui permettent même d'envisager de nouveau l'hypothèse Laroche. Selon de nouvelles expertises, l'écriture de ce dernier se rapprocherait de celles du « corbeau » (notamment sur la lettre postée le 16 octobre 1984 à Lépanges). D'autres documents, en revanche, ne peuvent être attribués au cousin.

Le mystère reste donc entier. Daos son réquisitoire définitif, dont le Point a publié l'essentiel dans son édition du 25 juillet 1992 (le Monde daté 26-27 juillet 1992), le procureur général de Dijon, M. Jean Stéfani, ose désigner aucun coupable : « En l'état, force est de constater que l'information n'a pas permis de découvrir l'auteur, ou les auteurs, de l'assassinat de Grégory Villenmin. En revanche, le magistrat écarterait la responsabilité de la mère de l'enfant, une jeune femme qu'il qualifie de « parfaitement normale » : « Attendu qu'il ne résulte pas de l'information de charges suffisantes à l'encontre de Christine Villenmin d'avoir commis le crime d'assassinat dont elle a été inculpée, requiert qu'il plaise à la chambre d'accusation d'ordonner qu'il n'y ait plus lieu de suivre plus avant ».

Mercredi 3 février, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Dijon a donc suivi les réquisitions de M. Stéfani. Elle a ainsi constaté l'échec de la justice et de ses enquêteurs dans cette affaire qui n'a jamais cessé de tourner en rond comme une interminable défilance collective. Il reste maintenant à juger Jean-Marie Villenmin, coupable d'avoir tué son cousin Bernard Laroche qu'il a toujours considéré comme l'assassin de son fils. L'enfant qui dort sous l'épithète : « Ici repose un ange ».

PHILIPPE BROUSSARD

Le meurtre d'une petite fille à la cour d'assises de la Moselle

Les absences de Christian Giacchetto

Jugé depuis le 27 janvier par la cour d'assises de la Moselle pour le meurtre et le viol de la petite Christella Burbach, trois ans, commis le 25 février 1989 à Metz, Christian Giacchetto semble absent d'une grande partie de ce procès. Aussi, son défenseur, M. Liliane Glock, a demandé mardi 2 février au premier président de la cour d'appel de Metz que soit ordonné « l'enregistrement, pour l'histoire judiciaire, du procès d'un délinquant, à l'heure européenne, en 1993 ».

METZ

de notre envoyé spécial

Giacchetto s'annule. Le regard rivé sur la fenêtre située en face de lui, il fait des grimaces, se recroqueville, murmure quelques choses qui le font rire au policier de droite, la répète au policier de gauche, et regarde à nouveau la fenêtre. Pourtant, ce sont les faits que l'on évoque. Les témoins racontent l'effondrement de Michelle Burbach lorsqu'elle a constaté la disparition de sa fille Christella, après l'avoir laissée, endormie, dans sa voiture pendant une courte visite aux grands-parents.

Les policiers exposent mécaniquement leurs recherches et le déroulement d'une piste horrible : une flaque de sang d'abord, puis le menton de l'enfant, puis le pantalon et, enfin, dans un bouquet, la corps de Grégory. Giacchetto n'écoute pas. Il se gratte la nuque pendant la déposition du médecin légiste décrivant chaque détail de la blessure mortelle et les ecchymoses relevées sur les parois du vagin. La présidente fait circuler les photos de l'autopsie parmi le jury. On montre l'album à Giacchetto, qui détourne les yeux. Deux jurés ont fait le même geste.

C'est affreux, commentent Fabrice Chénervé, Jean-Claude Léonard et Jean-Luc Laboude. Tous trois sont accusés de « non-assistance à personne en danger ». Chénervé et Laboude ne discutent pas leur présence sur les lieux. Ils déclarent qu'ils étaient avec Giacchetto et Léonard, rue de Vienne, pour voler des objets dans les voitures en stationnement. Si Laboude est un niveau intellectuel normal, Léonard a subi, à l'âge de dix ans, une intervention au cerveau pour éviter un processus hydrocé-

phale. Son âge mental serait de douze ans. Quant à Chénervé, son niveau est à peine supérieur à celui de Giacchetto, tous les experts lui trouvent une intelligence « médiocre », et son rôle, dans une affaire de fillette déçoulée, lui vaut d'être classé par la spécialité comme « criminellement dangereux ».

« Je l'ai coupée »

Méthodique, l'inspecteur divisionnaire Guy Bann décrit son enquête avec une précision mathématique. En garde à vue, Giacchetto avait avoué. L'inspecteur divisionnaire Pierre Calou confirme qu'il a dit : « J'ai été pris d'une pulsion subite, j'ai eu envie de la patte ». Une phrase certainement traduite, car Giacchetto est incapable d'employer un tel vocabulaire. Mais il avait conduit les policiers sur les lieux, leur indiquant où il avait tué l'enfant, en disant : « Je l'ai coupée ».

Dans les procès-verbaux, l'arme du crime change de nom. C'est d'abord une serpette, puis un couteau, et enfin un cutter, que Giacchetto appelle « susal » ou « punnau ». Cependant, l'accusé donne l'impression d'être totalement absent de ce procès, et il refuse même de parler, jusqu'à son moment où il se lance dans un long discours incohérent : « Après, qu'est-ce que m'a posé des questions ? Ceux pour regarder les pièces de théâtre à la PJ ? On m'a donné une bière, une patatra (...). La soir, l'autre y m'a tapé à coups de règle (...). La monologue continue, et il en ressort que Giacchetto affirme avoir été battu et que les policiers l'auraient fait huir. Il mène la scène où on lui fait reconnaître son sac trouvé sur place. Il ordonne à l'huissier de l'apporter, de la poser à un endroit précis. Il est insolent. On le laisse faire.

« Il veut s'exprimer, il faut en profiter... », explique la présidente, sur le ton que l'on réserve généralement aux vieillards atteints de sénilité. Giacchetto continue avec, malgré la confusion de ses propos, une sorte de logique : « Ce soir-là, j'étais pas là. J'étais chez ma mère. J'étais malade. » Le magistrat tente l'interrogatoire : « Pourquoi n'avez-vous pas dit cela au début ? » Giacchetto se rassort : « Ah ! Si vous m'accusiez, accusiez-moi. Mais j'avais parlé plus ! C'est tout ! »

MAURICE PEYROT

REPÈRES

nistes, devait assurer à l'Institut d'administration des entreprises (IAE) de Lyon-III. Cette suspension intervient après les incidents du samedi 30 janvier : M. Natin s'était heurté à une manifestation de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) décidée à empêcher la tenue de ses cours et qui réclamait la radiation du professeur (le Monde daté 31 janvier-1^{er} février).

La situation de M. Natin, qui a refusé toute proposition de médiation, n'est pas réglée pour autant. L'université est en effet tenue de lui fournir une charge de cours, selon la réglementation rappelée aux responsables de Lyon-III, à la suite d'un rapport de la Cour des comptes en 1992. De son côté, M. Patrick Quantin, avocat de l'UEJF, a décidé d'engager une

procédure en citation directe à l'encontre de M. Natin pour ses propos tenus, le 18 janvier dernier, sur TF 1 qui tombent, selon lui, sous le coup de la loi Gayssot qui interdit écrits et propos contestant les crimes contre l'humanité. L'enseignant avait alors affirmé sa thèse refusant l'existence des chambres à gaz. — (Corresp.)

Grève des surveillants dans les lycées et collèges

Les maîtres d'internat et surveillants d'externat (M-SE) des lycées et collèges étaient appelés à la grève mardi 2 février – et la seront encore vendredi 5 – par la Syndicat national des enseignants de second degré (SNES). Les 45 000 étudiants-surveillants, qui occu-

pent, le plus souvent à mi-temps, 37 000 postes budgétaires, réclament la création de 20 000 postes supplémentaires en cinq ans. Les surveillants exigent l'arrêt de l'affectation des appelés du contingent dans les établissements scolaires et des contrats embauchés à des tâches de surveillance. Ils protestent aussi contre la multiplication des études surveillées dans les collèges assurées par des contractuels (retraités, parents d'élèves, étudiants). Depuis juillet 1992, 1 129 appelés ont opté pour une affectation dans les lycées et collèges « sensibles ». 80 % de ces appelés sont des étudiants du niveau bac + 3, un tiers d'entre eux sont issus des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM).

Brimades à Muret

Deux professeurs d'ateliers de l'établissement régional de l'enseignement adapté (EREA) de Muret (Haute-Garonne), qui accueillent cent cinquante élèves de douze à dix-neuf ans en grande difficulté scolaire, ont été suspendus à titre provisoire par le recteur de Toulouse à la demande du chef d'établissement. Ils auraient infligé des brimades, notamment corporelles, à trois élèves âgés de seize et dix-sept ans. Le recteur de Toulouse a ouvert une enquête administrative.

Devant la cour d'appel de Versailles

Le dossier Touvier sera étudié le 28 avril

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles étudiera le 28 avril le dossier de Paul Touvier, l'ancien chef du service de renseignement de la Milice de Lyon, poursuivi pour complicité de crimes contre l'humanité.

Présidée par M. Jean-Marie Gonnard, la 1^{re} chambre d'accusation examinera à huis clos les faits constitutifs du massacre de Rillieux-la-Pape, dans la banlieue lyonnaise, au cours duquel sept juifs trouvèrent la mort le 28 juin 1944 après l'annonce de l'assassinat de Philippe Henriot, secrétaire d'Etat à l'Information et membre de la Milice.

Au terme de cet examen, la chambre d'accusation de Versailles pourra soit prononcer un non-lieu, soit demander un complément d'information, soit encore ordonner le renvoi de Touvier devant une cour d'assises.

L'arrêt de la chambre d'accusation de Versailles sera rendu un an après le tollé suscité par le non-lieu général prononcé par la chambre d'accusation de Paris le 13 avril 1992. La chambre criminelle de la Cour de cassation avait partiellement cassé cet arrêt le 27 novembre dernier.

aire

che d'Edmond Gern

intention de quitter le département de Bourgogne

Le Monde

Février 1993

2^e dossier

DOSSIERS & DOCUMENTS

LES INSTITUTIONS DE LA V^e RÉPUBLIQUE

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

هكذا من الأصل

مكتبة النجف

DÉFENSE

Pour en faciliter l'exportation

L'armée de l'air française alignera des Mirage 2000-5

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a annoncé, mardi 2 février, qu'il avait approuvé la transformation, par l'armée de l'air française, de trente-sept de ses premiers Mirage 2000 de défense aérienne sur le modèle de l'avion de combat Mirage 2000-5 produit par Dassault pour le compte de Taiwan qui en a acheté une soixantaine d'exemplaires. Les premiers avions entrèrent en service à partir de la fin 1991. Pour faciliter le contrat avec Taiwan, qui envisage, entre autres, de ne pas demeurer le seul client pour ce type d'avion, l'état-major de l'armée de l'air et la délégation générale pour l'armement avaient recommandé cette opération à M. Joxe qui, au début, s'était montré plus que

réserve. Le Mirage 2000-5, par ses caractéristiques et ses performances, est une version beaucoup plus moderne que les Mirage 2000 (à l'exception du Mirage 2000 N interdict à l'exportation) déjà en service. Le Mirage 2000-5 dispose, en effet, d'un nouveau radar multibandes, d'un réacteur plus puissant, d'un cockpit de nouvelle génération et il emporte davantage d'armements.

Taiwan, qui n'a retenu le Mirage 2000-5 en même temps que le F 16 américain pour moderniser une aviation de combat équipée de vieux F 5 et F 104, avait exprimé le souhait pressant que la France se souvienne de la fréquence de la part des clients, ceux-ci craignant d'avoir à

«essayer les pilotes» d'un matériel non acquis par le pays vendeur. En même temps, Taipei a demandé - et obtenu - que l'armée de l'air française se charge d'entraîner ses premiers pilotes sur les Mirage 2000 RDI déjà en service en France.

Selon un rapport confidentiel (*Le Monde* du 25 novembre 1992), la rénovation de ces trente-sept Mirage 2000 français en Mirage 2000-5 devrait coûter 4 610 millions de francs. Une première commande porterait en 1994 sur quinze avions, quinze autres en 1995 et les sept derniers seraient prévus en 1996.

Au vu de cette décision du gouvernement français, le groupe Dassault escompte désormais reprendre sa campagne de promotion du Mirage 2000-5 à l'exportation et, surtout, en verser des pays - tels la Finlande et la Suisse - qui ont pu conclure encore définitivement leurs contrats concernant le F 16 en raison de tractations difficiles avec le constructeur américain.

Mais cette commande par l'armée de l'air française de Mirage 2000-5 et la décision récente (*Le Monde* du 24 décembre 1992) de lancer la production en série du Rafale ont été, en quelque sorte, la contrepartie de l'acceptation par Dassault de son rapprochement avec Aérospatiale par l'intermédiaire d'un holding financier (le SOGREAH), une Société de gestion de participations aéronautiques qui est présidée par M. Louis Gallois, PDG du groupe Aérospatiale, et où l'Etat a réuni les actions qu'il détenait dans les deux entreprises pour créer entre elles des synergies de recherche et de développement.

JACQUES ISNARD

Au tribunal administratif de Montpellier

Le refus de dispenser de service national un jeune chef d'entreprise est annulé

PÉRIGUEUX

de notre correspondant

Le tribunal administratif de Montpellier a annulé, mardi 2 février, la décision de la commission de dispense présidée par le préfet des Pyrénées-Orientales. Cette commission avait rejeté la demande d'exemption de service national formulée par Thierry Boisseau (*Le Monde* du 28 janvier).

Ce jeune homme de vingt-cinq ans, originaire de la région de Périgueux, dirige, dans la banlieue de Périgueux (Dordogne), une petite entreprise spécialisée dans la fabrication de machines destinées à l'industrie agro-alimentaire. Il souhaitait échapper à son incorporation par ne pas mettre en péril sa société, à laquelle il est indispensable en raison de ses compétences techniques et de sa connaissance du marché à l'exportation. A plusieurs reprises, en dépit des attesta-

tions figurant à son dossier, les autorités l'avaient débouté.

Le tribunal administratif n'a pas jugé l'affaire au fond. Il a simplement constaté que des vices de procédure entachaient la décision de la commission de dispense et qu'il convenait donc de la réformer. Il appartenait maintenant à Thierry Boisseau de saisir directement le ministère de la défense, qui devra dire s'il est opportun ou non qu'il satisfasse à ses obligations militaires.

DOMINIQUE RICHARD

COMMUNICATION

Matra-Hachette fait peau neuve

M. Jean-Luc Lagardère affirme pouvoir dégager 1 milliard de francs de bénéfices en 1996

La Cinq est morte, vive un Matra-Hachette... profitable! Tel est le message que M. Jean-Luc Lagardère a voulu faire passer, mardi 2 février, au cours d'une conférence de presse à Paris. Le président du groupe, qui, en mai 1992, en plein désastre de La Cinq, s'était comparé à un boxeur sonné, s'affirme aujourd'hui en possession d'un second souffle. Et bien déterminé à ne plus tomber au tapis.

Après plusieurs mois passés à négocier avec les banques une recapitalisation de Hachette (2,3 milliards de francs), à fusionner les groupes Matra et Hachette, puis à transformer la holding de tête (ex-MMB devenue depuis Lagardère groupe) en société en commandite par actions, sans oublier de faire approuver ces transformations par ses actionnaires, M. Lagardère a tenu à faire la démonstration du caractère «athlétique» de son groupe.

Question d'honneur

Chiffres à l'appui, le patron de Matra-Hachette a mis en valeur ses nouveaux atouts : l'endettement financier a été ramené à 3 milliards de francs, les fonds propres ont passé à 7 milliards de francs et la trésorerie liquide peut atteindre 10 milliards de francs. Il est vrai que ces chiffres sont consolidés et que la trésorerie de Matra plus quelques contrats importants signés en fin d'année dans le secteur de la défense sont venus améliorer les finances de la nouvelle entité Matra-Hachette. Selon M. Lagardère, la marge brute d'auto-financement (3,3 milliards de francs) devrait permettre de dégager au cours des quatre prochaines années une capacité de remboursement de l'ordre de 900 millions de francs par an. Si la direction du

groupe le souhaitait, elle pourrait éliminer l'ensemble de la dette à l'horizon 1996.

Elle ne recherche cependant pas un endettement zéro. Prudence dans les investissements et maximisation du profit sont les deux mots d'ordre qu'une direction entièrement refondu pour consigner de faire passer à tous les échelons d'un empire qui pèse 55,1 milliards de francs de chiffre d'affaires. M. Lagardère a même déclaré que l'augmentation de la capacité de profit du groupe (350 millions de francs environ de bénéfice net en 1992) est un devoir «éthique», voire une question d'honneur. Selon les prévisions de M. Philippe Camus, directeur général et président du

Canal Plus : croissance des abonnés et bénéfice stable. - Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Canal Plus s'est élevé à 7,86 milliards de francs en 1992 (+12,4 % dans l'absolu, +10 % à structure constante), et le bénéfice devrait atteindre 1,1 milliard (contre 1,08 milliard l'an dernier), selon les données provisoires rendues publiques mardi 2 février. A la fin décembre, Canal Plus comptait 3,569 millions d'abonnés individuels en France, soit une progression de 229 000 en un an. Les filiales étrangères ont fortement progressé, dépassant 550 000 abonnés chacune en Allemagne et en Espagne, 124 000 en Belgique, 12 000 en Afrique (Sénégal essentiellement) et Tunisie. Les revenus des abonnements ont atteint 6,41 milliards de francs (+9,7 %), ceux de la publicité 411 millions (+32,6 %).

PARIS EN VISITES

JEUDI 4 FÉVRIER

«L'église Saint-Thomas-d'Aquin et ses peintures», 14 h 30, façade principale de l'église, place Saint-Thomas-d'Aquin (Monuments historiques).

«Rues, maisons du Moyen Âge du Quartier latin», 14 h 30, métro Cardinal-Lemoine (Paris pittoresque et insolite).

«La cathédrale orthodoxe russe Saint-Alexandre-Nevsky. Approche de l'univers orthodoxe à travers l'architecture, la religion et l'histoire», 14 h 30, 12, rue Daru (E. Roman).

«Les nouvelles salles du peintre français au Louvre», 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (D. Bouchard).

«Hôtels et église de l'île Saint-Louis», 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).

«Le châteauneuf du treizième», 14 h 30, porte de Choisy, devant le BNP (C. Merle).

«Les fastes de l'Opéra-Garnier. Le mystère du fantôme», 14 h 30, dans la hall, sous la statue de Lully (Ars et caetera).

«Le monde assemblée dans un parc : la Cité universitaire (première partie)», 14 h 30, 19, boulevard Jourdan (Sauvegarde du Paris historique).

«Exposition Egon Schiele», 15 heures, Musée de la SEITA, 12, rue Surcouf (Paris et son histoire).

«Hôtel de Lassay, demeure du fondateur du président de l'Assemblée nationale» (sorte d'identité, limité à quarante personnes), 16 heures, devant la colonnade de la Chambre des députés (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

CONFÉRENCES

35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : «L'Europe au carrefour des arts. Le rayonnement du baroque italien», par C. Barrière (Maison de l'Europe).

CULTURE

La caméra insolite de François Reichenbach

Le cinéaste disparu était un «preneur de réalité»

Le cinéaste François Reichenbach est mort mardi 2 février, à l'Hôpital américain de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), des suites d'une opération. Il était âgé de soixante et onze ans (*Le Monde* du 3 février).

Au début des années 60, tous les succès mondains et artistiques venaient à François Reichenbach comme s'ils lui avaient été dus par nature. Il n'en était pas plus fier pour cela et ne faisait pas mystère d'un dilettantisme qui l'avait amené à beaucoup voyager et à devenir réalisateur de cinéma alors qu'il n'y pensait pas vraiment. Il travaillait pour gagner sa vie, bien sûr, mais aussi pour l'amour de l'art. Si bien qu'il était d'une certaine manière indéchiffrable parfois il fut jugé superficiel. Il commençait de filmer au temps où la nouvelle vague montait à l'assaut du cinéma français mais il ne se réclamait jamais de celle-ci. Pas plus que du cinéma vérité mis à l'honneur par Jean Rouch et dont ses courts et longs-métrages de reportage semblaient le rapprocher.

François Reichenbach avait la passion de filmer le réel. L'impressionnisme, le flou, le mouvement, le rythme, le son, le monde, il donnait toujours des visions subjectives ou passées ses fantasmagories et sa curiosité de «l'humain trop humain». Ce «preneur de réalité» était un poète. En une bonne trentaine d'années d'activité, il a réussi à être un auteur insolite sans esprit de système esthétique ou moral, et qui abolit les distances entre le cinéma et la télévision.

François Reichenbach naît à Paris

La passion de filmer

1960 est donc l'année de la découverte. Il est impossible en France de passer au cinéma une critique de l'armée. Alors, les *Marines* est salué comme un véritable témoignage sur l'humanité de l'armée aux États-Unis. Or, sans rien retirer à la valeur de constat du document, son intérêt est surtout dans la subjectivité du cinéaste, visiblement troublé et attiré par ces jeunes gens au corps nu, à demi nus et soumis à un rituel sadomasochiste. Il en sera toujours ainsi avec Reichenbach, cet critique et fasciné à la fois, en proie à la passion de filmer et capable, à l'occasion, de se pâmer devant les idoles à la mode : Brigitte Bardot ou Mireille Mathieu, dans ses réalisations pour la télévision.

En 1962, il filme l'aventure réelle d'un jeune boxeur noir qui découvre Paris au cours des semaines précédant un de ses combats. Envisagé comme un reportage sur les milieux de la boxe, *Un cœur gros comme ça* est devenu un long-métrage sur l'attribution personnelle d'Abdoulkader Faye, réfractaire par la sensibilité de Reichenbach. Couronné par le prix Louis-Delluc, le film n'a pas de véritable succès commercial. Diffusé plus tard sur le petit écran, il sera beaucoup mieux reçu.

Sans se décourager, le cinéaste poursuit ses expériences : des impressions de voyages acérées dans une comédie de fiction de Pierre Grimblat (*Les Amoureux du France*, 1963), un remarquable moyen-métrage sur un village instituteur professeur de musique et chef de la fanfare dans un village de la Sarthe (*La Douceur du village*, 1964), divers courts-métrages et, en 1968, *Trois jours en France*, long-métrage des Jeux olympiques d'hiver de Grenoble réalisé avec Claude Lelouch.

A la télévision, outre des repor-

tages de variétés, Reichenbach a donné *Musique en Méditerranée*, croisière musicale sur le paquebot Renaissance, et *Mexico, Mexico*, film aux superbes images commenté par le romancier Carlos Fuentes. Suivent des séquences liées par le thème de la fête, acte d'amour à l'égard d'un pays qui supplante dans son cœur et sa curiosité les États-Unis. Le Mexique sera désormais sa terre d'élection. Il y reviendra souvent, songeant même à s'y fixer. A part, la *Raison du plus fou* (1972), comédie burlesque écrite avec Raymond Devos qui en est l'interprète principal, entouré d'Alice Sapritch, Jean Carmet, Roger Hanin, Martine Keller, Sophie Desmarets, Lino Ventura, et Pierre Richard, Reichenbach ne loume plus que pour la télévision ou le cinéma dit documentaire. Il est d'une activité incessante. Il enchaîne les reportages (sur Herbert von Karajan), les émissions de variétés, les émissions musicales, et les films-portraits, un genre qui lui est propre (*Artur Rubinstein, l'Amour de la vie*; *Yehudi Menuhin, chemin de l'amour*, *Rostropovitch*).

En 1974, il tourne au Mexique un très beau conte philosophique, *Entends-tu les chiens aboyer?*, sur un scénario de Carlos Fuentes. On l'y découvre visionnaire. En 1976, il réalise *Pelé*, portrait d'un champion de football brésilien. Le film est présenté au Festival de Cannes l'année suivante. Autre fascination : celle d'Orson Welles auquel il a fourni en 1973 pour *Variétés et mensonges* des documents filmés pour la télévision sur les faussaires de l'art.

Au basard d'un retour à New-York, Reichenbach prend conscience du phénomène social apporté par la révolution sexuelle. Il en fait un film, *Sex o'clock USA* (1976), déambulations d'un promeneur solitaire dans la nuit de New-York, spectacle filmé - beauté d'un corps ou détail érotique - du spectacle permanent des exhibitions offertes aux voyeurs dans les théâtres et cabarets spécialisés. «*Derrière mon regard impressionniste, il y a forcément une attitude personnelle des choix des fantasmes*», confie-t-il. Au cours des années 80, il poursuit ses émissions musicales, monte un nouveau portrait d'Artur Rubinstein, filme Béjar, offre, après un reportage à Houston, en 1979, le portrait d'un condamné à mort qu'il a eu l'autorisation de filmer dans sa cellule et reprend pour cela le titre d'un de ses premiers courts-métrages, *Houston Texas*.

En 1983, c'est la rencontre de l'Asie avec le Japon de François Reichenbach, chronique documentaire où règne l'insolite et à propos de laquelle on constate que son inverse de filmer ne s'attène pas avec l'âge. C'est en filmant encore et toujours le Mexique, et avec *Orson*, *trois jours en France*, *Julio Chavez* - une idole de la boxe - que François Reichenbach continuera de goûter à la vie jusqu'au moment où le vieil adversaire contre lequel luttait son corps aura raison de lui.

JACQUES SICLIER

► France 2 devait rendre hommage à François Reichenbach dans «Le cercle de minuit», mercredi 3 février, à 23 h 45, avec le témoignage de Mathieu Rostropovitch, puis le dimanche 7 février, dans le cadre de «Musique au cœur», à 0 h 05. France 3 envisage de faire du même dans la semaine du 22 au 28 février tandis qu'ARTE consacrera bientôt toute une soirée à François Reichenbach.

Artur Rubinstein la musique et la mort

Caméra sur l'épaulé, François Reichenbach avait suivi Artur Rubinstein de longs mois. Le vénérable pianiste avait adopté le cinéaste, le critique Bernard Gavoty et le réalisateur Gérard Patris. Il avait pu le filmer juste avant qu'il n'entre en scène ou lors d'une répétition tendue. Des moments où il ne fait pas bon se trouver dans les parages d'un interprète.

Ils avaient pu aussi s'immerger dans ces longs déjeuners à la fin desquels Rubinstein se livrait, un verre de cognac dans une main, un havane dans l'autre, à des numéros de pitre dont la publicité de l'époque nous affirmait qu'ils étaient «plus drôles que ceux de Louis de Funès». Et c'était vrai.

Maia Reichenbach avait eu aussi capté ces instants fugitifs où le musicien se laissait aller à parler de ces deux sœurs ennemies que sont la musique et la mort. Il nous faisait découvrir un homme plus profond, plus engagé que ce que sa légende laissait entendre. On oublierait les derniers mots de Rubinstein lancés aux paysages de Palestine : «Christ est un homme sublime, je n'ai jamais réussi à le considérer comme un Dieu». Pour avoir joué sa vie, le pianiste devait recevoir l'Oscar du meilleur acteur. Bien avant que les musiciens n'envahissent les salles de cinéma. *L'Amour de la vie*, de François Reichenbach, est un film insolite.

ALAIN LOMPECH

DANCE

de la société italienne

CULTURE

La fièvre des musées

III. - Des conservateurs aventureux

Après avoir décrit la fièvre des musées qui a gagné la France depuis dix ans et évoqué les difficultés financières des villes qui perturbent ou stoppent ces chantiers coûteux (le Monde des 2 et 3 février), la troisième enquête est consacrée aux conservateurs, personnages-clés de la réussite - ou non - de ces nouveaux établissements.

La marge de manœuvre est étroite quand il s'agit de construire ou de rénover un musée. La situation financière des municipalités pèse, nous l'avons vu, d'un poids déterminant sur le déroulement d'un projet. Mais, de Nice à Lille, de Grenoble à Avignon, de Clermont-Ferrand à Arles, Nîmes ou Lyon, la bonne conduite d'un chantier tient aussi à la personnalité du conservateur et à la chaîne, aussi complexe que fragile, qu'il forme avec l'Etat, l'architecte et la municipalité.

Le conservateur occupe dans la ville une position ambiguë. Qu'il soit fonctionnaire de l'Etat ou employé municipal, par sa fonction, il échappe à la hiérarchie locale. « Nous sommes un objet de fantasmes », explique Xavier Girard, conservateur du Musée Matisse à Nice. Tant que le musée n'est pas un véritable enjeu, le conservateur est considéré comme un doux farfelu qui gère des musées. Aujourd'hui, la ville peut rendre la vie impossible à ceux qui la gênent et être tentée de favoriser des personnes qu'elle contrôle mieux.

Relais entre l'Etat et la ville, le conservateur est une belle carte à jouer. L'Etat, c'est surtout la puissante direction des musées de France (DMF). Elle pousse les projets (comme Matisse à Nice), apprécie la solidité du programme scientifique, participe aux études, apporte le financement de 30 % à 40 % du devis de base et suit le chantier. Souvent propriétaire d'une partie des œuvres « déposées », la DMF donne son accord à la muséographie et délivre son habilitation. Avec la ville et le conservateur, il y a des frictions, comme Jacques Sallois, le directeur de la DMF, note, dans la grande majorité des cas, ce se passe bien.

On s'en va un couple de conservateurs ne pas faire long feu au Musée Fabre de Montpellier devant l'hostilité déclarée de la municipalité. En revanche, l'arrivée à Lille d'Arnaud Bréjon de Laverdy a débouqué une situation totalement grippée entre le Palais des beaux-arts et le maire, M. Pierre Mauroy (PS). C'est grâce à l'entregent du conservateur que la rénovation du musée a pu être finalement entreprise. Si ce dernier bénéficie d'un programme alourdi par la présence des plans-reliefs rapatriés lors de la guerre piccolinoise qui opposa le maire de Lille au ministre de la Culture, M. François Côté, en 1986, il obtient 135 millions de francs pour débarrasser le bâtiment de ses appendices ferrailleux, faire passer sa superficie de 17 000 m² à 22 000 m², lui adjoindre un bâtiment-lame de cinq niveaux destiné à la conservation et un complexe enfoui dans les sous-sols, qui accueillera auditorium, bibliothèque et ateliers pédagogiques.

Pourtant Arnaud Bréjon redoute

lui aussi les budgets de fonctionnement serrés. Comme tous les conservateurs, il aura, demain, pour interlocuteur municipal, une direction des affaires culturelles plus musclée et donc tentée d'intervenir dans la politique de l'établissement qu'elle contribue financièrement à faire vivre. « Les musées sont d'abord des établissements scientifiques. Il doit être tenu par des scientifiques ou des historiens d'art », plaide Arnaud Bréjon. Eux seuls éviteront la dérive purement gestionnaire et le tout-animisme.

Un avis partagé par la DMF, en qui les conservateurs trouvent toujours un appui. Rares sont les cas où Paris « lâche » un des siens. C'est pourtant le cas de Marie-Pierre Foissy-Aufrière, brouillée avec la DMF, brouillée avec l'architecte chargé de la rénovation du bâtiment, brouillée avec la ville d'Avignon, aujourd'hui retranchée dans son bureau du Musée Calvet dont le chantier est gelé. La municipalité a beau jeu de rejeter sur cette jeune femme toutes les aventures d'une entreprise mal conduite, mal gérée, les conséquences d'un changement de couleurs de la mairie et les dissensions de l'équipe socialiste en place.

« Mme Aufrière a été perçue comme un obstacle au bon déroulement du chantier », affirme-t-on à la mairie. « En intervenant à tort et à travers, elle est grandement responsable de l'interruption des travaux », dit-on à la direction des services techniques. « Je suis un bon émissaire, la victime d'un règlement de comptes », répond l'intéressée.

Le contre-exemple de Calvet

Qui croire? Passionnée par l'établissement qu'elle avait à rénover, Marie-Pierre Aufrière n'était pas un interlocuteur facile pour l'architecte, Philippe Dubois, avec qui elle s'est vite mal entendue. Elle a, par ailleurs, défendu un projet muséographique pour le moins contestable, proposé par Gotcho, un designer de son choix, qui a fait hurler l'inspection des musées de France : « C'était une présentation égarée. Une collection de niaiseries inadmissibles même pour une exposition temporaire ».

Exécuté, le ministère de la Culture a mis fin, en 1991, au détachement de Marie-Pierre Foissy-Aufrière auprès du Musée Calvet. Celle-ci a introduit un recours et a obtenu sa réintégration en juillet dernier pour vice de procédure. Mais la ville, qui se demande toujours comment achever les travaux, refuse de l'accepter. Ce contre-exemple avignonais montre bien comment un conservateur compétent peut commettre des erreurs psychologiques en croyant que le musée est sa chose : « J'ai eu le coup de foudre pour Calvet », avoue-t-elle. Un conservateur ne sait pas toujours jongler avec la multitude des intervenants auxquels il doit faire face dans ces périodes exceptionnelles, notamment les services techniques de villes qui ne sont pas toujours adaptées à des chantiers aussi complexes », pense Jacques Sallois.

A Nîmes, le pragmatisme de Bob Calle, un ancien directeur de l'Institut Pasteur, a permis au Musée



d'art contemporain de voir le jour. Le directeur des musées de la ville aurait souhaité « un lieu spécifique, sur un seul niveau, en rez-de-chaussée, au milieu de la verdure ». Au bout du compte, il partage le Carré d'art avec la bibliothèque, occupe les deux derniers niveaux du bâtiment et se retrouve en contre-ville. Les frictions ont été vives avec son « colocataire » de la bibliothèque. « Ce n'est pas l'omour fou », reconnaît le maire (UDF, Jean Bousquet, qui trouve « les conservateurs bien conservateurs » et qui cherche « un médiateur » entre les deux occupants du Carré d'art. Mais Bob Calle, qui tient par-dessus tout à son musée, a trouvé un compromis, comme il se doit pour un conservateur.

Un ambitieux remodelage doit s'achever, en 1994, avec l'ouverture des derniers espaces et de « réserves montrables » auxquelles les spécialistes et les chercheurs auront accès, mais aussi les simples visiteurs. L'addition est là encore assez lourde : 98 millions de francs, mais la campagne de restauration des œuvres qui accompagne presque toujours un tel chantier a été largement soutenue par le mécénat d'entreprise.

Universitaire venu de Dijon, Roland Recht dirige les sept musées de Strasbourg. Depuis plusieurs années, il rêve d'un musée d'art moderne pour la capitale alsacienne. Il a su convaincre deux municipalités successives et la direction des musées de France de la nécessité de construire un bâtiment neuf. Un lieu a été trouvé, près des anciens abattoirs, sur les bords de l'Ill. Un concours d'architecture a été gagné par Adrien Fainsilber. Des plans ont été tracés, examinés, revus, mis au point. Un important dépôt a été consenti par le Musée national d'art moderne de Paris pour compléter les collections existantes. Mais à la mairie, M^{me} Catherine Trautmann (PS) hésite toujours à se lancer dans la construction de ce bâtiment de 13 000 m² dont le coût est estimé à 220 millions de francs. Roland Recht, l'obstacule, l'emportera-t-il?

A Arles, il n'y aurait pas d'Institut de recherche sur la Provence antique (IRPA) si Jean-Maurice Rouquette

ne régnait pas sur les musées de la ville depuis 1956. « C'est son bébé », avoue le maire, Jean-Pierre Camon (RPR). « Ce n'est pas l'œuvre de Rouquette, c'est l'œuvre des Romains », répond l'intéressé, dont le sens de la formule est aussi légendaire que les sarcophages qui font la fierté de la cité. Né arlésien, archéologue dans l'âme depuis l'âge de douze ans, ami de Picasso, fondateur des Rencontres photographiques, Rouquette a vu « passer sept municipalités », des communistes au RPR et réclame son musée depuis trente ans. Pendant trente ans, il a fait racheter par la ville des terrains autour du cirque romain. Le programme scientifique est établi depuis 1968. La première pierre sera posée vingt ans plus tard, au jour près. Lors du choix de l'architecte, il se prononce pour Henri Ciriani (lire l'encadré), « le seul qui répondait au programme », avec qui il forme un tandem soudé. « Quand la mayonnaise prend entre le conservateur et l'architecte, le plus dur est fait », estime un responsable de la DMF. Rouquette fait visiter l'IRPA comme un capitaine son vaisseau. Son bureau est situé à l'une des trois pointes de ce simplissime et élégant triangle « bleu arlésien » : « Je suis face au cirque romain, dit-il. Pour offrir la couronne au vainqueur ».

« J'assume la réussite ou l'échec »

Xavier Girard, à Nice, est loin d'avoir l'aura de Jean-Maurice Rouquette. Mais ce conservateur aux lunettes un brin excentriques « o leu de façon superlatrice ce qu'il fallait faire au Musée Matisse ». L'hommage empoisonné vient d'un responsable culturel de Nice, où les opinions sur l'homme sont partagées. Certains ventent « sa compétence » et « la qualité du projet ». D'autres ne voient dans le musée qu'un « outil pour nourrir les ambitions d'un mégalomane ». Une chose est sûre, Xavier Girard a su naviguer avec maestria sur les eaux passablement troubles de la politique nicoise tout en soutenant un parti pris architectural décent. Le bâtiment enterré de Jean-François Bodin est à cent lieues du médiocre Musée d'art contemporain ou du nullissime Palais Acropolis.

Xavier Girard a profité des (longs) travaux, pour faire voyager, publier et restaurer sa collection. Pour la compléter aussi par des acquisitions et des dons (les héritiers de Matisse ont légué un fonds estimé entre 20 et 30 millions de francs). « J'assume la réussite ou l'échec de ce musée », affirme bien haut Xavier Girard. Le doublement de sa surface était-elle à ce point nécessaire? « La ville se serait accommodée d'un projet plus modeste », avoue le conservateur. A la mairie, certains ont d'ailleurs l'impression que le projet leur a

échappé, mais reconnaissent que « Girard sait ce qu'il voulait, et c'est pas le cas de tout le monde ».

A Lyon, si le musée d'art contemporain voit le jour, il le devra à la détermination tranquille de Thierry Raspail, son conservateur, qui campe (provisoirement), depuis 1988, dans une aile du vieux Musée Saint-Pierre. Pièce capitale de la future cité internationale, le musée d'art contemporain devrait compter 5 600 m² au sol (2 500 m² d'exposition). Ce qui est peu, ironise-t-on à Lyon : compte tenu de l'ampleur des pièces qui ont été achetées par Thierry Raspail, on pourra en exposer une douzaine tout au plus. Ce dernier ne relève pas la plaisanterie : « On a effectivement acquis une œuvre de Josef Kossuth de 830 m² et la plupart des pièces que je vais exposer sont volumineuses. Le lieu sera immergé dans une histoire racontée avec des œuvres. Le musée sera mobile, la production artistique pourra se faire in situ. Trop de conservateurs pensent l'art contemporain en fonction d'une histoire culturelle, organisée. Ce qui m'intéresse, c'est le désordre. On peut constituer un musée sur ce principe, en fonction des œuvres et non pas en fonction de la biographie d'un artiste ».

Le propos de Thierry Raspail est clair. Présenter-il la rampe aux qu'il existe, dans la même région deux autres musées dédiés (en tout ou partie) à l'art contemporain (Saint-Etienne et Grenoble)? Il n'est persuadé et assure avoir reçu des assurances répétées de Jacques Oudot, chargé de la culture à la ville comme à la région. Il estime le coût de fonctionnement de son entente à 13 millions de francs par an. « C'est raisonnable », explique-t-il. On compare cette somme aux budgets de fonctionnement d'autres établissements voués à l'art contemporain : 30 millions de francs par an à Nîmes, 40 millions de francs par an à Bordeaux, 23,5 millions de francs pour la Médiathèque de Nîmes, 22,5 millions de francs par an à Saint-Etienne.

Optimistes, les conservateurs ont pris l'habitude de jongler avec les chiffres. Philippe Duret, conservateur du Musée Saint-Pierre de Lyon, veut garder la tête froide : « Je suis loin de partager l'euphorie ambiante. Les limites de la boutimie actuelle seront vite atteintes. Fonctionnement, travaux scientifiques et politique d'acquisitions dépendent des ressources locales. Or ces tâches ne sont pas très médiatiques. Dans peu de temps, nous aurons du mal à joindre les deux bouts. Comment pourra-t-on monter une exposition d'envergure sans moyens? Il ne faut pas trop compter sur l'Etat. Quand Jacques Thullier a voulu célébrer le quarante centenaire de la naissance de Jacques Callot à Nancy, la ville natale du graveur, on s'est étonné à Paris, qu'il veuille le célébrer si loin de la capitale. Déjà maîtres d'ouvrage, diplomates et gestionnaires, les conservateurs, devront donc apprendre à plaider, auprès des pouvoirs publics comme des mécènes privés.

MICHEL GUERRI
et EMMANUEL DE ROU
FIN

Le regard de l'architecte Henri Ciriani

Auteur du Mémorial de la Grande Guerre à Péronne (Somme) et de l'Institut de recherche sur la Provence antique d'Arles (IRPA), l'architecte Henri Ciriani explique ici sa conception d'un bâtiment voué à l'art.

« Me pensée muséale s'est développée par le Musée d'Arles, la ville en France où les vestiges romains sont les plus importants. Il n'existe pas, ailleurs, de confortation aussi redoutable avec Rome qui a inventé la civilisation elle-même à faire un tout des autres cultures. Il fallait donc inventer autre chose. Se tourner vers la permanence du site, vers la géographie : le Midi, c'est le mistral, un vent qui nettoie tout et laisse le ciel d'une limpidité absolue dans une lumière éblouissante. Mais le romantisme nous a appris que les figures architecturales doivent être simples pour être identifiées. J'ai choisi le triangle - une figure qui n'existe pas à Rome et qui est une obsession de l'architecture moderne. Les Romains recouvraient leurs monuments de marbre pour des questions d'ampleur visuelle. Pour retrouver cette idée, j'ai utilisé l'hémicycle, le verre émaillé.

« Le triangle m'a permis de dégager un concept d'entrée : d'un côté le culturel, de l'autre le scientifique. Pour chacun, un bâtiment. Entre les deux, le

musée proprement dit qui s'ouvre sur le fleuve. Ce qui fonctionne difficilement dans les musées utilitaires des bâtiments « rétroflectés », c'est l'entrée, d'où l'on doit percevoir toute la complexité du lieu. Longtemps, les architectes ont dû se référer à l'unique musée construit selon ce principe : le Musée d'art moderne de New-York, le MOMA, qui avait tiré leçon de la seule invention architecturale américaine, le lobby, ou hall, de l'hôtel new-yorkais. Mais si l'entrée du musée est un espace urbain intérieur, c'est aussi l'enceinte d'un lieu sacré. Il faut donc faire un sorte que le public soit affranchi du « terrorisme culturel » qui l'empêche d'aller plus avant.

« Le lieu de la vérité »

« Les collections s'étaient sur un seul niveau à cause de leurs poids. La muséographie est rythmée par le couleur et les matières. La lumière est naturelle - Frank Lloyd Wright et Le Corbusier sont les premiers à avoir compris que le musée est une circulation de la lumière naturelle - diffusée de façon homogène comme dans une usine grâce aux verrières situées à plus de 5 mètres de hauteur. Elles sont assez éloignées des têtes pour qu'on puisse s'imaginer être dans un espace sans toit, comme dans une clairière.

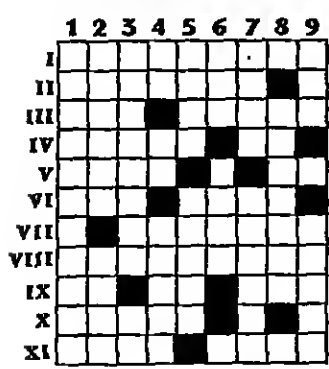
« Avec le conservateur Jean-Maurice Rouquette, je n'ai jamais eu le moindre problème quant à la modernité effrénée du bâtiment : le concours a été remporté en pleine période post-moderne où les colonnettes poussaient un peu partout. Souvent, les conservateurs se méfient des architectes : si le peintre est très bon, il faut oublier l'architecture, mais les écrivains bien que l'architecture soit neutre pour que les petits maîtres aient eux aussi leurs chances.

« Le musée, tout comme une église, est un lieu où l'on s'étend à ce qu'il y ait de l'architecture. Il ne procède pas d'un prototype, comme l'hôpital par exemple. Son origine c'est soit le lieu, soit le palais. Le programme est entouré d'une aura quel que soit le lieu. Le musée c'est le lieu de la vérité, de l'original, non pas de l'image reproductible, mais de l'unique. Il n'y a pas de concurrent. Beaucoup de maisons de la culture se sont effondrées parce qu'elles étaient bâties autour d'un théâtre férocement concurrencé par le cinéma et la télévision. Pourquoi tant de visiteurs préfèrent se baigner dans un livre d'art au musée plutôt que dans une librairie? Le choix qu'ils y font leur semble meilleur, parce que le musée dit la vérité. »

Propos recueillis par E. de R.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5969



HORIZONTALEMENT

1. Un nombre vraiment astronomique. - 2. Discours tenu devant une bière. - 3. Circulant à l'étranger. Des questions. - 4. Une bonne terre. Morceau de savon. - 5. Saint. Pas annoncé. - 6. Pour surélever le bas. Doit avoir de solides mâchoires. - 7. Un homme de qui on attend des actes. - 8. Mètre à cran. - 9. Note. Pronom. Base. - 10. Un aspect du papier. - 11. Quand il est bon, il ne

faut pas en manquer. A gauche quand on passe.

VERTICALEMENT

1. Des bandes de soldats. - 2. Une petite marque d'affection. Insecte. - 3. Peut être une façon d'y aller. En Iran. - 4. Dans une série d'interdictions. Orientation. Un refuge. - 5. Une mère dévouée. Canal. - 6. Avant l'heure. Fond pour, il faut le boucher. - 7. Partie d'un ensemble. Un joueur mis culottes. - 8. Qui auront donc des frais. - 9. En Allemagne. Symbolisait la mort.

Solution du problème n° 5968

Horizontalement

I. Lampoie. - II. Usurier. - III. Zèle. - IV. Est. Avide. - V. Inerte. - VI. Paro. - VII. Ida. Nos. - VIII. Erre. Ossu. - IX. Rue. Au. II. - X. Epsom. Net. - XI. Se. Sévère.

Verticalement

1. Luminaire. - 2. Ases. Drupe. - 3. Multipares. - 4. Pré. Na. OS. - 5. Ri. Adré. Ame. - 6. Œuvre. Oû. - 7. Iritone. NE. - 8. Unl. Osier. - 9. Osée. Suite.

GUY BROUTY

كتاب النحل

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

L'école, cap sur l'entreprise

Rendu public le 3 février, le rapport du XI^e Plan préconise une sérieuse amélioration de l'efficacité du système de formation français

C'EST un signe des temps. Au moment où le système de formation français est sommé de toutes parts de répondre à la demande sociale, de s'adapter aux besoins de l'économie pour mieux résoudre les problèmes de l'emploi, au moment où l'éducation nationale est invitée à justifier l'effort budgétaire considérable – sinon suffisant – dont elle bénéficie et où l'école est poussée à s'inscrire dans une logique de rendement et de compétition, la question s'impose : comment améliorer l'efficacité – économique, sociale, culturelle – du système d'éducation ?

Depuis quelques années, l'interrogation n'est pas nouvelle. Elle devient aujourd'hui obsédante, comme en témoigne le rapport du XI^e Plan, que son président, M. Michel Praderie, directeur de l'Association pour la formation professionnelle des adultes, devait rendre public mercredi 3 février.

C'est, en effet, à un véritable audit de l'entreprise-éducation que se sont livrés les experts du Plan. Leur diagnostic est mitigé. Certes les performances de notre système d'éducation et de formation sont indéniables : le taux de scolarisation, au-delà de seize ans, progresse régulièrement, la population non diplômée a régressé de vingt points entre 1975 et 1989 (passant de 56,5 à 37 %), les permis de conduire avec les pays étrangers démontrent que les performances scolaires des jeunes Français sont loin d'être mauvaises, enfin l'effort des entreprises a permis à un actif sur quatre de bénéficier d'une action de formation continue en 1990, contre un sur six seulement en 1982.

Au-delà des constats plutôt rassurants, les points noirs ne manquent pas. Les disparités sociales et géographiques devant l'éducation, comme les écarts entre hommes et femmes persistent en dépit de l'évaluation générale du niveau de formation. En l'absence de régulation véritable, les familles font, de plus en plus nombreuses, le choix des études générales au détriment des formations technologiques ou professionnalisées. Le décalage entre le

recrutement par les entreprises et les sorties du système de formation initiale accentue la précarité des premiers emplois. Enfin et surtout, malgré des progrès réalisés depuis dix ans, le système ne parvient pas à empêcher que 90 000 jeunes environ, soit plus de 10 % de chaque génération, sortent du système scolaire sans la moindre qualification, accentuant les risques de chômage et d'exclusion sociale. Bref, « l'existence de zones très défavorisées, de procédures peu efficaces, de populations marginalisées et la disparition de valeurs » sont autant de sources possibles de « tensions fortes et de violence sociale », note le Plan.

Une logique de résultats

Or ces menaces ne résultent pas seulement des changements globaux de la société. Elles relèvent également, estiment les experts, des insuffisances de pilotage du système de formation et de la pénurie de management efficace qui le caractérise. « Plus que de nouvelles sirènes, l'école a donc besoin d'une boussole » et le rapport du Plan lui en propose une très simple : s'inscrire délibérément dans une « logique de résultats », à l'image d'une entreprise qui fixerait ses objectifs, choisirait les modes d'organisation les plus pertinents et justifierait ses choix avant d'en évaluer l'efficacité.

Plus facile à dire qu'à faire, cependant, il suffit pour s'en convaincre de recenser l'ensemble des recommandations du Plan qui s'apparentent surtout à des préconisations de principe. Ainsi « l'égalité dans la réussite » de tous les élèves doit-elle être un objectif national prioritaire durant la période de la scolarité obligatoire (école et collège) afin de réduire un taux d'échec actuellement « insupportable ».

Pour y parvenir, les experts proposent de jouer sur trois leviers. Primo, l'ouverture d'un « débat national sur l'éducation de base », car, pour l'essentiel, il n'y a pas d'indications précises sur ce que recouvre cette appellation en termes d'activités intellectuelles, de pratiques culturelles, de savoir-faire, de



connaissance de la vie sociale et professionnelle. Il importe d'établir une hiérarchie dans les exigences pédagogiques : sinon leur accumulation alourdit la pratique enseignante et paralyse toute tentative d'évaluation de l'efficacité.

Secundo, la généralisation d'un soutien pédagogique pour les jeunes en difficulté, étant entendu que le coût de tels objectifs serait compensé par la baisse de celui des redoublements qui en résulterait. Tertio, l'amélioration des relations avec les familles, surtout les plus défavorisées, pour donner un sens à la notion de communauté éducative. Enfin, pour permettre à tous les partenaires du système d'éducation de mesurer ses résultats et son efficacité, le rapport préconise sans que cela soit cependant l'objet d'un consensus général – le établissement d'un examen en fin de collège qui « validerait la reconnaissance sociale » du parcours effectué tout au long de la formation initiale. Les intentions sont louables. Mais les remèdes ne sont pas nouveaux et,

faute d'analyser précisément ce qui les rendus jusqu'à présent inopérants, on voit mal ce qui pourrait, demain, les rendre plus efficaces. De même pour la priorité à l'emploi, qui « nécessite de nouveaux modes d'organisation et d'animation du marché du travail (...) et une forte mobilisation des entreprises et des partenaires sociaux ». De même encore pour les processus d'orientation qui devraient inverser les mécanismes actuels, rétablir les filières technologiques et professionnelles, multiplier les passerelles entre enseignement général et technique et intégrer une formation technologique pour tous les élèves, notamment au collège. On frise là l'angélisme, tant ces objectifs paraissent rassurants et leur mise en œuvre paralysée par les hiérarchies implicites profondément enracinées.

A défaut de rendre vraiment crédible l'application d'une logique de produit à la formation des jeunes ou des adultes, le rapport du Plan trouve un terrain plus solide dans

son plaidoyer en faveur d'un renforcement du management des institutions éducatives, et en particulier de l'éducation nationale, cible évidemment plus commode que la nébuleuse des organismes de formation continue. En bonne logique, « le choix de l'organisation efficace » passe par un renforcement de l'efficacité des personnels, des établissements et du système dans son ensemble.

Postes à profil

Les enseignants tout d'abord. Prolongeant les évolutions timides esquissées ces dernières années, les experts du Plan mettent les pieds dans le plat. « L'évaluation de l'efficacité pédagogique individuelle des enseignants devrait faire l'objet d'une réflexion prioritaire chez les responsables du système éducatif » afin, en particulier, de mieux reconnaître la disparité des tâches, des métiers et des conditions d'exercice des enseignants. Au niveau du recrutement, ils préconisent un système plus déconcentré permettant une meilleure adéquation entre aptitudes des candidats et localisation des postes. Quant aux déroulements de carrière, ils proposent que soient « revus les barèmes qui régissent mouvements et avancements » et que soit expérimentée la notion de « postes à profil ». « Une réflexion sur la relation entre performances individuelles des personnels et rémunération doit être ouverte avec les représentants de ceux-ci. L'enjeu est celui d'une véritable équité et d'une réelle transparence des tâches accomplies », ajoutent-ils.

Les établissements ensuite. L'orientation recommandée par le Plan n'est pas pour surprendre : « Pour faire face avec plus d'efficacité à la diversité des situations locales, l'accroissement de l'autonomie administrative et financière des établissements est nécessaire ».

GERARD COURTOIS
Lire la suite page 16.

Un président à la trappe

L'université Paris-Sorbonne (Paris-IV) n'a plus de président. Dans un jugement du 18 décembre 1992, notifié le 25 janvier, le tribunal administratif de Paris a considéré, en effet, que M. Michel Meslin, président de Paris-IV depuis 1989, était atteint par le limite d'âge de soixante-cinq ans et qu'il ne pouvait plus exercer ses fonctions. En application de cette décision, le recteur de Paris vient de prendre un arrêté nommant M. Meslin administrateur provisoire de l'université et le chargeant d'organiser l'élection d'un nouveau président.

Cette décision est en rupture complète avec la tradition universitaire. Jusqu'à présent, en effet, on considérait qu'un président d'université pouvait normalement rester en fonction jusqu'au terme de la prolongation possible de sa carrière d'enseignant dans le supérieur : soit soixante-huit ans, conformément à la loi de décembre 1986.

A Paris-IV, deux enseignants, responsables du Syndicat autonome, lequel n'a pas toujours apprécié la gestion rigoureuse et l'attitude modérée du président Meslin, lui ont adressé en juin 1991 une lettre, ainsi qu'au recteur-chancelier des universités de Paris, leur demandant de « reprendre toutes les dispositions pour qu'un nouveau président soit en fonction le 29 septembre 1991 », date du soixante-cinquième anniversaire de M. Meslin. Ce courrier étant resté sans réponse, ces deux enseignants ont déposé, le 19 novembre 1992, un recours devant le tribunal administratif de Paris.

Celui-ci a estimé que « M. Meslin ne pouvait légalement demeurer président de l'université de Paris-IV au-delà du 29 septembre 1991. Il convenait de procéder à son remplacement en temps utile ». Cette décision repose sur l'analyse de l'article 7 de la loi du 13 septembre 1984 qui précise que, sauf disposition contraire, la limite d'âge des présidents de conseil d'administration, directeurs généraux, directeurs ou membres de direction des entreprises et établissements publics est fixée à soixante-cinq ans.

Considérant que les universités entrent dans le champ d'application de ce texte et que le législateur n'a pas prévu de disposition qui en exclue explicitement les présidents d'université, la juridiction administrative conclut à « l'illégalité du maintien en activité » de M. Meslin.

L'application de cette règle menacerait, dès à présent, trois présidents (notamment à Paris-V, Poitiers ou encore Clermont-Ferrand) et pourrait conduire un certain nombre d'autres présidents à bréger leur mandat.

M. A.

Le lycée soigne ses puces

En Haute-Garonne, les nouvelles technologies modifient la vie quotidienne d'un établissement technique

MURET
(Haute-Garonne)

de notre envoyé spécial

DEPUIS septembre dernier, les élèves du lycée technologique et professionnel Charles-de-Gaulle de Muret n'ont plus un sou sur eux. Plus d'argent en poche, mais une carte à puce, façonnée sur le modèle des cartes bancaires. Avec elle ils font la queue devant les machines à café et paient indifféremment leurs photocopies ou leurs jetons de baby-foot à la cafétéria. Dans cet établissement spacieux, à l'architecture horizontale, troublant de calme et de clarté (4 400 m² de baies vitrées), la monétique a droit de cité. L'informatique, la télématique et la domotique aussi.

Premier lycée construit en Midi-Pyrénées après les lois de décentralisation, le lycée Charles-de-Gaulle est le fruit d'une conception résolument moderniste, associant les nouvelles technologies, la brique rouge et la tuile ronde du pays. Répartis en deux grands secteurs – industriels et bureaucratiques, – 770 élèves y sont formés de la quatrième technologique au baccalauréat professionnel aux métiers de l'électrotechnique, du génie climatique, à la comptabilité ou au secrétariat. Une première d'adaptation F3 permet aux élèves de rejoindre une filière technologique.

A Charles-de-Gaulle, on voit les élèves, à l'intercours, par petits groupes de trois ou quatre autour de « bornes » d'information qui sont connectées au service télématique de l'établissement. Là, ils consultent sur écran leurs notes, un message d'un copain ou d'un ensei-

gnant, des informations concernant leur orientation, le devenir de la promotion précédente, ou encore le concert à venir, le menu du jour de la cantine. Ils sont tous munis d'une carte à mémoire, nouveau sésame, et d'un code personnel, qu'ils peuvent eux-mêmes changer.

Inauguré le 28 janvier (le Monde du 29 janvier), le système installé au lycée de Muret, baptisé « Lycoduc », repose sur l'utilisation de la carte à puce. Celle-ci est à la fois un porte-monnaie électronique (l'indication « charge » la carte en fonction des versements des élèves), une clef d'accès au réfectoire et bientôt au centre de documentation, qui est lui-même informatisé, enfin un instrument de communication. Avec leur carte, ou connaissant simplement le numéro de la carte et le code qui lui est associé, les élèves peuvent prendre connaissance, sur les quatre « bornes » d'information du lycée ou de chez eux par Minitel, des différents services gérés par le serveur du réseau télématique de l'établissement.

Les notes sur Minitel

Innovant pour un lycée, ce réseau est comparable, ni plus ni moins, aux services télématiques que les banques ont développés ces dernières années et qui permettent aux usagers de consulter leur compte par Minitel. Seule différence, ici le compte géré est celui... des notes des élèves. Dans chaque matière, l'élève consulte, en temps réel, sa moyenne et peut la comparer à celle de la classe. Il en connaît la tendance (à la hausse ou à la baisse) et peut également visualiser le tout à l'aide de graphiques. En amont, ce sont les professeurs eux-mêmes qui

entrent les données dans le système. « Faites un rapide calcul », explique une professeure de communication bureautique. « Je donne une dizaine de notes à chaque élève par trimestre. Je compte une trentaine d'élèves par classe en moyenne. Multiplier par trois classes. Voyez le nombre de moyennes à établir manuellement ! »

Autre application à succès : le messagerie électronique. Elle permet aux élèves, aux enseignants et aux personnels de l'établissement de communiquer entre eux. « J'ai fait le tien », explique Claude Passeron, professeur d'électrotechnique passionné de télématique. Un jour, sans rien dire, j'ai lancé de chez moi un message à toute une classe. Intégration écrite mercredi matin. Le jour dit, ils étaient tous prêts !

Où il de communication, la télématique facilitera aussi la gestion. Directement de leur classe (toutes sont équipées d'un terminal d'ordinateur et d'un lecteur de carte), les enseignants pourront transmettre les absences des élèves au département « vie scolaire » de l'établissement, coordonnant la manutention des surveillants qui perdront actuellement une heure par jour à décrocher les grilles d'absences manuscrites affichées sur les portes des classes. « Ils pourront ainsi être occupés à des tâches plus pédagogiques : suivi d'élève, soutien, etc. », insiste M. Jean-Claude Prat, proviseur du lycée, et le contrat emploi-solidarité, chargé de la saisie des absences, à d'autres tâches moins fastidieuses.

Les élèves, eux, se sont habitués très vite au changement. « Il n'y a guère que les éternelles rates des dernières mises au point qui nous gênent », confie Pierre, élève en deuxième année de BEP froid et climatisation. « Le système est plutôt

agréable », dit-il, reconnaissant surtout que l'utilisation du porte-monnaie électronique l'oblige désormais à « faire plus attention » à ce qu'il dépense.

Un exemple de partenariat

« Bien sûr », explique M. Prat, le proviseur, il y aura toujours ceux qui penseront à Big Brother, à l'espionnage permanent, au piratage des petits juifs. Mais qu'est-ce qui a réellement changé par rapport au temps du papier ? Côté élève, un bulletin de notes peut toujours se trafiquer. De mon côté, je pourrais déjà avoir accès aux notes. C'est le moins que puisse demander un professeur ! Quant à la transmission aux parents du code secret, qui n'est connu que par l'élève, elle relève de la confiance et de la bonne entente. Au contraire, Lycoduc est avant tout un instrument destiné à ce que l'élève puisse prendre en charge sa scolarité, suivre l'évolution de ses notes et aussi s'informer. De toute façon, un bulletin est toujours distribué en fin de trimestre aux parents.

Exemple particulièrement réussi de partenariat entre un lycée (qui a associé personnels, parents et élèves), une collectivité locale (le conseil régional est le principal bailleur de fonds de cette opération de 1 million et demi de francs) et des entreprises (I1, Lycoduc multiplie ses atouts : en proposant, par exemple, en fonction des présences, une gestion ou jour le jour des repas de la cantine, ainsi que de nouvelles fonctions pédagogiques).

Déjà, le lycée s'est équipé de bases de données encyclopédiques écrites, graphiques et sonores accessibles dans les classes sur ordina-

teur et projetables selon les lieux sur grand écran. La projection de cartes, par exemple, est remarquable. Toutes ces données pourraient être accessibles pour tous à domicile, par Minitel. Entre-temps, la direction rêve d'une appropriation de l'outil télématique par les élèves et réfléchit à la possibilité de les faire participer à l'élaboration de pages d'information régulières. Les utilisations à des fins pédagogiques sont d'ailleurs multiformes puisque, concrètement, les lycéens ont déjà... tiré eux-mêmes les 12 kilomètres de câbles de l'installation.

Centre de ressource domotique, siège de l'Association pour le développement du bâtiment intelligent en Midi-Pyrénées (BATIMIP), et équipé lui-même d'un système de chauffage et d'éclairage assisté par ordinateur, le lycée de Muret a déjà largement façonné son image de lycée « technologique ». Il draine vers lui les industriels, le milieu médical intéressé par la gestion automatisée des bâtiments et les banques. Tissant des liens avec la Catalogne espagnole, il fait même bénéficier un lycée de Barcelone de son expérience. Enfin, il ouvrira une section de BTS domotique à la rentrée prochaine. De sorte que, de la quatrième technologique au niveau bacc+2, une véritable « filière d'excellence » sera ainsi créée dans cet établissement professionnel.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Innovation ingénierie, Gaz de France, Caisse d'épargne, Union des groupements d'achats publics (UGAP), Digital Equipment.

FUTURS INGÉNIEURS

Vous êtes jeune, vous commencez ou vous poursuivez des études scientifiques de haut niveau, vous connaissez des difficultés, notamment financières, dans le déroulement de vos études et vous faites partie des « meilleurs ». La FONDATION GEORGES BESSE est susceptible de vous aider en vous accordant une bourse et/ou un patronage. Elle sélectionne des candidats qui ont obtenu un niveau intellectuel remarquable, de réelles qualités de caractère, puisque son but est de distinguer de jeunes esprits pour l'industrie française. Les lettres de candidature doivent être envoyées avant le : 31 mars 1993, à l'adresse suivante :

FONDATION
GEORGES BESSE
BP 25 - 92222 BAGNEUX CEDEX

Seul exception, cette aide ne s'adresse ni aux chercheurs d'entreprise, ni aux chercheurs.

EDUCATION • CAMPUS

La Polynésie sous perfusion

La Charte de l'éducation ou la nouvelle université ne masquent pas les maux des îles du Pacifique

PAPEETE

de notre envoyé spécial

C'est l'histoire d'un livre d'éducation civique de cinquième qui ne verra probablement pas le jour, fraîchement imprimé en octobre dernier, le livre a été retiré en extrême de la distribution dans les collèges polynésiens. Motif officiel : dessins subversifs. La caricature ne plaît pas, semble-t-il, aux responsables territoriaux. On y voit par exemple le territoire personnalisé en malade couché sur un lit d'hôpital, perfusé. Sur les bouteilles contenant le sérum salvateur, deux mots : Etat, compétences. La Polynésie sous perfusion étatique, voilà du quoi alimenter les susceptibilités. La Polynésie n'est pas moins le regard tourné vers la Métropole. A l'horizon depuis l'annonce de la suspension des essais nucléaires français dans le Pacifique sud, dont dépendait largement la vie économique du territoire.

Installée dans ses nouveaux locaux des hauteurs de Punaia, un peu à l'écart de Papeete, et inaugurée en décembre dernier par M. Jean Glavany, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, l'université française du Pacifique (UFP) - partagée entre son centre de Tahiti et celui de Nouméa en Nouvelle-Calédonie - est l'un des éléments de «rééquilibrage» prônés par la France. A la présence nucléaire succéderait le prestige culturel de la francophonie, petit îlot de 300 000 âmes (y compris la Nouvelle-Calédonie) dans un océan qui compte 20 millions d'anglophones.

Portée sur les fonts baptismaux

En 1986, l'université accueilla aujourd'hui sur le campus de Punaia près de 1 200 étudiants. En 1992, le Centre universitaire de Polynésie française a délivré 151 diplômes de premier cycle, 51 licences, 8 maîtrises, 15 diplômes d'études approfondies (DEA) et sa première thèse de doctorat. L'université a développé des contacts avec ses homologues du Nouvel-Zélande, de Tonga ou du Vanuatu. Au bout du compte, l'Etat, pour imposer cette présence française, a décidé d'y mettre le prix. Un étudiant coûte ici - du fait de l'éloignement et de la faiblesse des effectifs - quinze fois plus cher en moyenne qu'en Métropole.

Un habitant sur trois scolarisé

L'arbre, pourtant, ne saurait cacher la forêt. Et la grâce des flamboyants et des frangipaniers feint oublier les maux de l'école polynésienne. Si l'université espère attirer vers l'institut universitaire de formation des maîtres (IUFM), créé à la dernière rentrée, de futurs candidats au professorat (23 élèves sont actuellement en formation initiale), l'école polynésienne, qui est de compétence territoriale depuis 1988 pour le secondaire et depuis 1976 pour le primaire, enregistre difficilement en amont la montée des effectifs et les échecs scolaires.

Un Polynésien sur deux, aujourd'hui, a moins de vingt ans. Un sur trois est scolarisé. 48 000 en primaire, 23 000 en collège ou en lycée, le privé scolarisant un quart des effectifs. Pour faire face, le territoire doit embaucher six cents instituteurs suppléants, aux côtés des 1 500 instituteurs payés par l'Etat. Comme un leitmotiv, des îles Sous-le-Vent aux îles du Vent, on entend parler de la nécessité d'ouvrir ici un collège, là d'agrandir un lycée. Au lycée d'Urua, sur l'île de Raiatea (5 000 habitants), les chiffres parlent d'eux-mêmes : 260 élèves à la rentrée 1991, 420 prévus en 1993. La hausse s'explique non seulement par la croissance démographique, mais aussi et surtout par le passage, cette année, de l'obligation de scolarisation de quatorze à seize ans.

Dans un pays où il faut compter les déplacements en heures de bateau et rester attentif à la fréquence hebdomadaire des passages d'avions (les îles polynésiennes s'étendent sur un territoire aussi vaste que celui de l'Europe), «c'est la question des internats qui domine», confirme M^{me} Miriane Terrierootera, responsable des parents d'élèves au lycée polyvalent de Taaoe, à Tahiti. Car, ici, même si l'on peut voir à l'œil nu, de son lycée, son île d'origine, pas question de rentrer, même le week-end.

Par ailleurs, le territoire doit faire face aux abandons d'études en cours de scolarité. Ceux-ci sont nets, surtout pour les garçons, après quatorze ans. En 1988, 55 % des quatorze ans seulement étaient scolarisés. Actuellement, à peine 20 % d'une classe d'âge atteint le niveau du baccalauréat. L'Assemblée territoriale, qui a voté en juin 1992 une Charte de l'éducation sur le modèle de la loi d'orientation Jospin de 1989, s'est fixé pour objectif de conduire «d'ici dix ans l'ensemble d'une classe d'âge au minimum au niveau du certificat d'aptitude professionnelle (CAP)» et «à plus de la moitié au niveau du bac».

place d'une mission d'élude au développement de l'apprentissage et de la maîtrise du français et du *rahoi* s'appuyant sur des moyens audiovisuels ; mise en place d'une action spécifique dans le domaine de la lecture ; équipement des centres de documentation des collèges et des lycées ; mobilisation de Radio France outre-mer (RFO) afin de concevoir un magazine télévisuel éducatif ; ou création d'une radio éducative.

Ce ne sera pas trop pour faire évoluer aux Polynésiens le «pilotage» de la suspension des activités nucléaires françaises dans le Pacifique sud.

J.-M. Dy.

«L'idée que la réussite personnelle doit passer par l'école n'est pas encore acquise par les parents», constate M. Jean-Michel Aroué, responsable de l'enseignement professionnel en Polynésie. Sans compter l'inadaptation de certains programmes aux réalités locales. Certes, les manuels d'histoire intègrent des données spécifiques territoriales sont aujourd'hui disponibles en classes élémentaires, mais l'adaptation de certains programmes aux réalités locales, estime M. Daniel Margueron, professeur au collège Pomaré, à Papeete. «Quand on parle de l'Est ou de l'Ouest, ici, c'est toujours par rapport à l'Europe...»

La maîtrise de la langue

«L'autre difficulté rencontrée par les Polynésiens, poursuit M^{me} Terrierootera, c'est la maîtrise de la langue. «Il faudrait pouvoir briser le tabou et, dans certains cas, apprendre le français tel qu'une langue étrangère», indique M^{me} Margueron. «Le tahitien, le *rahoi* mahoi, explique un Polynésien de souche, décrit les éléments de la nature, parle de la pêche, des dieux, de l'enfer. Le mot «responsabilité» n'existe pas. Et pour expliquer ce qu'est un ordinateur, il faut parler d'une «machine qui ressemble au cerveau et qui garde les informations...»

Pour s'adapter aux besoins des jeunes de plus de quatorze ans qui ne veulent pas ou ne peuvent pas suivre un enseignement général et technique dans des structures de type collège ou lycée professionnel, le territoire a donc développé, depuis 1979, des Centres de jeunes adolescents (CJA), structures d'accueil d'insertion professionnelle et sociale dont les responsables territoriaux aimeraient qu'elles soient reconnues par l'Etat. L'Etat, lui, privilégie le développement de Centres d'éducation aux technologies appropriées au développement (CETAD) rattachés à des collèges (il en existe neuf en Polynésie).

Avant que faire se peut, l'enseignement professionnel tâche, dans ce contexte, d'affiner ses réponses aux besoins économiques des îles. Les CETAD (dont les élèves ont cependant du mal à faire monnaie) la formation une fois embauchés), comme les lycées professionnels, essaient de «typer» leurs formations : agriculture et pêche aux Australes, tourisme et pêche aux Tuamotu. Tout en prenant garde de ne pas saturer les petits marchés de l'emploi correspondants. «Mais qu'importe, finalement, lance un chef d'établissement, ne vaut-il pas mieux un chômeur cultivé qu'un salarié inculte...»

J.-M. Dy.

Le b a ba des maîtres

Malgré les instructions officielles, l'apprentissage de la lecture reste très traditionnel

Si on ne sait pas grand-chose sur la façon dont la lecture vient aux enfants, on ignore tout ou presque des méthodes pédagogiques qui ont la faveur des maîtres de cours préparatoire (CP) qui ont la tâche délicate de faire démarrer cet apprentissage. Le débat très conflictuel sur les fameuses «méthodes» de lecture brouille quelque peu le paysage. Une étude en cours, conduite par deux chercheurs de l'université Toulouse-Miail, Eliane et Jacques Fijalkow, et financée par la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale, propose pour la première fois une photographie réelle des pratiques des maîtres de CP (1).

Ces derniers, dans l'ensemble, paraissent privilégier une approche traditionnelle de l'apprentissage de la lecture, très centrée sur l'observation du code ou sur la reconnaissance purement visuelle du mot. Un échantillon représentatif de 2 501 maîtres du CP (dont 80 % de femmes) a été interrogé par questionnaire dans cinq académies différentes. La moitié (1 253) ont répondu, soit un taux de réponses exceptionnellement élevé. Ces enseignants ont une solide expérience du métier puisqu'ils ont, en moyenne, vingt années d'enseignement, dont onze en cours préparatoire.

Point de départ de l'apprentissage : l'indémodable manuel de lecture et la méthode qui va avec. Ils sont utilisés dès la rentrée de septembre par 65 % des maîtres alors que, toujours en début d'année, le recours à un thème lié à la vie de la classe et support de communication ou bien encore le livre de jeunesse ne sont utilisés que par un peu plus de 10 % des enseignants. Même à la fin de l'année, quand les enfants sont censés avoir acquis une relative maîtrise de la lecture, l'utilisation du livre de jeunesse ne concerne encore qu'une minorité de maîtres (40 %).

Le plaisir de lire occulté

Que se passe-t-il derrière les murs de la classe pendant l'activité lecture ? Trois types d'exercices émergent nettement : les enseignants font d'abord «comparer des mots, des phrases pour voir ce qu'il y a de semblable et de différent» (36 %), ils font aussi très fréquemment «lire des étiquettes-mots ou des listes de mots» (83 %), ou bien «reconstituer des phrases à partir de mots découpés» (81 %). En revanche, d'autres activités n'ont guère la faveur des maîtres : ils sont peu nombreux à proposer à leurs élèves d'«anticiper la fin d'un texte lu» ou de «reconstituer un livre ou un récit (respectivement 21 % et 43 %). «Les activités sur des textes sont très peu proposées», remarquent Eliane et Jacques Fijalkow. Le travail semble se faire, au départ, dans un contexte dont le plafond est la phrase.

A la fin de l'année, en revanche, les enseignants hésitent moins à faire appel à des textes «comme s'il fallait savoir lire avant de se livrer à des activités faisant appel à la signification». On retrouve la même attitude en matière d'écriture : les enseignants attendent visiblement que d'importants acquis soient assurés avant de faire confiance aux écrits des enfants.

D'une façon générale, malgré les appels répétés de toutes les instructions officielles depuis au moins dix ans, la démarche centrée sur le sens d'un texte est encore relativement exceptionnelle. Les maîtres attendent que les élèves «sachent lire» avant de les plonger dans des activités réelles de lecture, souligne Eliane et Jacques Fijalkow. Ils ont une approche essentiellement phonétique de la langue écrite : dans 80 % des cas, ce qui est écrit sur les murs de la classe a trait à l'étude d'un phonème.

Autre exemple significatif : même si près de 60 % des maîtres donnent à lire une ou plusieurs pages d'un livre le soir à la maison, ils sont néanmoins 35 % à donner à lire des mots isolés et plus de 15 % des syllabes. «La lecture à la maison, soulignent les chercheurs, apparaît comme le prolongement direct du travail scolaire et non pas comme une occasion d'éprouver le plaisir de lire...» Enfin, dans leur classe, les enseignants utilisent peu les outils de type fonctionnel (dictionnaires, journaux ou correspondances) et encore moins l'informatique.

S'il existe désormais un «coin lecture» dans la quasi-totalité des cours préparatoires, sa fonction semble purement récréative. 83 % des enseignants déclarent que leurs élèves «ont un coin lecture» mais, dans 85 % des cas, ils s'y rendent «quand ils ont fini leur travail». Bref, le «coin lecture» est utilisé, en priorité, par les bons élèves généralement plus rapides. Quant au recours à une bibliothèque, il est peu fréquent : 38 % utilisent celle de l'école, 13 % une bibliothèque municipale, 15 % une bibliothèque itinérante.

Pourtant, au cours préparatoire, la lecture occupe la majeure partie du temps consacré au français (entre 50 % et 75 %). Les activités d'écriture sont réduites à la portion congrue : elles ne font pas l'objet d'un véritable enseignement au CP mais servent principalement à contrôler les acquisitions faites en lecture. L'activité la plus fréquente, citée par 70 % des maîtres, est la «dictée de mots». «L'enseignement de la lecture demeure essentiellement un enseignement technique, très peu lié au monde social de l'écrit» concluent pudiquement les deux chercheurs.

CHRISTINE GARIN

(1) «Lecture-écriture, les pratiques pédagogiques au cours préparatoire», par Eliane et Jacques Fijalkow, université Toulouse-Miail. Rapport intermédiaire (non publié).

Les promesses du Pacte

Les besoins de l'école polynésienne ont été recensés lors de la préparation du pacte de progrès, qui vient d'être signé, mercredi 27 janvier, entre l'Etat et le Territoire. Le chapitre le plus lourd concerne les investissements immobiliers - construction de collèges, de lycées et surtout d'internats - et l'éventuelle programmation d'un véritable plan d'équipement informatique.

Pour tenter de rattraper les retards accumulés - seuls cinq des sept établissements de second degré prévus au X^e plan (1989-1993) ont été jusqu'à présent réalisés - le pacte de progrès économique, social et culturel pour la Polynésie française prévoit une loi d'orientation pour le Territoire, qui, en matière d'éducation, devrait s'appuyer sur le Pacte de l'éducation territoriale.

Il mobilise, dès maintenant, une dotation exceptionnelle de 40 millions de francs en 1993 pour combler le retard des constructions scolaires et annonce la mise en place d'un plan de thésaurisation de trois cents instituteurs suppléants localement payés par le Territoire sur cinq ans.

Ces gestes ne font pas oublier que ce sont près de 760 millions que les Polynésiens attendent pour les cinq années à venir, s'ils veulent voir aboutir toutes les mesures contenues dans les travaux préparatoires à la conclusion du pacte : mise en

place d'une mission d'élude au développement de l'apprentissage et de la maîtrise du français et du *rahoi* s'appuyant sur des moyens audiovisuels ; mise en place d'une action spécifique dans le domaine de la lecture ; équipement des centres de documentation des collèges et des lycées ; mobilisation de Radio France outre-mer (RFO) afin de concevoir un magazine télévisuel éducatif ; ou création d'une radio éducative.

Ce ne sera pas trop pour faire évoluer aux Polynésiens le «pilotage» de la suspension des activités nucléaires françaises dans le Pacifique sud.

J.-M. Dy.

L'école, cap sur l'entreprise

Suite de la page 15

Cela passe par l'élargissement de leurs marges de manœuvre budgétaire (déconcentration et globalisation des crédits) mais aussi pédagogiques (une partie des programmes réservée à l'initiative locale), ainsi que par la rationalisation de la carrière des chefs d'établissement. Le rapport du Plan y ajoute deux propositions iconoclastes : d'une part, l'élargissement de la composition des conseils d'administration des établissements et la séparation des fonctions de président du conseil d'administration et de direction des établissements ; d'autre part la création d'établissements publics locaux d'enseignement primaire regroupant plusieurs écoles afin de renforcer leur autonomie.

Enfin, pour améliorer la gestion globale du système, le rapport du Plan préconise une relance de la décentralisation engagée depuis les lois de 1983 et 1985. Pour mettre en place une politique «d'aménagement éducatif du territoire», il propose en effet que «soit confiée à la région la mission d'élaborer un schéma des formations regroupant l'ensemble des formations initiales (secondaires et supérieures) et continues (à l'exception des formations relevant de la seule responsabilité des partenaires sociaux)». C'est sur la base de ce schéma régional global que les priorités seraient fixées, à charge pour l'Etat «d'ajuster ses modes d'intervention et l'allocation des moyens».

Toutefois le rôle d'arbitrage de l'Etat serait préservé, et même renforcé, notamment en faveur des

zones les plus défavorisées. Pour «éviter que ne se creusent des disparités sociales et territoriales en matière d'éducation et que ne se crée un paysage où «ghettos socio-éducatifs» jouxteraient «pôles d'excellence» et «friches culturelles», le Plan préconise la création de «zones pilotes», bénéficiant d'un «traitement inégalitaire». Plus larges que les actuelles zones d'éducation prioritaire (ZEP), associant écoles, collèges, lycées mais aussi centres de formation d'apprentis, centres de formation d'adultes et missions locales, bénéficiant d'une unité de gestion et d'une dotation budgétaire spécifique contractualisée sur cinq ans avec l'Etat, ces zones pilotes seraient le terrain privilégié d'expérimentation d'une nouvelle politique de gestion des personnels (recrutement spécifique, indemnités substantielles, accélération de carrière, etc.).

Diversification, souplesse, autonomie locale et décentralisation à «géométrie variable» : le rapport du Plan confortera, à l'évidence, tous ceux qui entendent améliorer l'efficacité du système éducatif. Et chacun y trouvera son compte, à la veille d'un débat électoral dont l'éducation sera l'un des principaux thèmes. Les uns pour y voir la confirmation des mutations esquissées prudemment depuis dix ans, les autres pour y trouver la justification d'une dérive accélérée du mouvement.

GÉRARD COURTOIS

ENVIRONNEMENT. Preuve de l'engouement des élèves et des enseignants en matière d'éducation à l'environnement, 3 800 classes du primaire et de cinquième, représentant près de 1 300 collèges, participent actuellement au concours Cap nature organisé par la Fondation Ustrueta et le dictionnaire Hachette. L'étude de vingt-cinq espèces animales et végétales (correspondant aux vingt-six lettres de l'alphabet) y est prétexte à travail en commun, des sciences naturelles au français, des langues vivantes à l'histoire-géographie. Thème transversal inscrit dans les programmes de collège, l'éducation à l'environnement a fait récemment l'objet d'un protocole d'action entre les ministères de l'éducation nationale et de l'environnement (Le Monde du 16 janvier).

► Fondation Ustrueta : 32, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine. [1] 46-41-07-24.

ETHIQUE. Le groupe de réflexion sur l'enseignement supérieur organise, vendredi 6 février, au Conseil économique et social à Paris, un colloque sur «l'école : une exigence éthique». Après le colloque sur les premiers cycles universitaires (Collège de France, 1987) et le rapport sur la formation des maîtres (1990), ce nouveau débat a pour ambition de poser des questions essentielles : l'école peut-elle se contenter de répondre aux impératifs du marché du travail ? La «commande sociale» épuise-t-elle ses raisons d'être ? Comment associer transmission des

savoirs et transmission des valeurs ? Faut-il enseigner l'éthique à l'école ? A noter les interventions de M^{me} Danièle Blondel et de MM. Maurice Bernard, Philippe Lucas, Christiane Menesseyre et René Rémond.

► Renseignements : [16] 57-57-38-10.

GRANDES ÉCOLES. Cinq grandes écoles de commerce et d'ingénierie viennent de créer l'Union des grandes écoles indépendantes. Il s'agit de l'Ecole polytechnique, l'Ecole nationale supérieure des sciences commerciales appliquées (ESELSCA), l'Ecole supérieure de mécanique et d'électricité (ESME), l'Ecole supérieure de travaux publics (ESTP) et l'Institut supérieur de commerce (ISC).

IUFM. Une commission consultative nationale des instituts universitaires de formation des maîtres a été créée, par un arrêté publié au Journal officiel du 28 janvier, auprès du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Cette commission, composée de trente-deux personnes nommées pour quatre ans par le ministre, pourra formuler avis et recommandations sur le développement de l'IUFM, sur leur fonctionnement. Elle pourra s'appuyer, pour cela, sur des commissions scientifiques et pédagogiques nationales instituées par le même arrêté.

NOMINATIONS. M. Christian Nique, qui était conseiller du pré-

sident de la République pour les questions d'éducation, a été nommé, par décret du 13 janvier, inspecteur général de l'éducation nationale. D'autre part M. Jean Gasol, directeur des personnels de l'enseignement supérieur au ministère de l'éducation nationale entre 1988 et 1992, a été nommé, le 16 janvier, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale.

PRIMES. Un arrêté publié au Journal officiel du 28 janvier fixe le montant des différentes primes dont peuvent bénéficier les enseignants du supérieur. La prime (annuelle) de recherche et d'enseignement supérieur est fixée à 6 877 francs pour 1992-1993. La prime pédagogique est de 10 591 francs pour les professeurs, 8 472 francs pour les maîtres de conférences. La prime d'encadrement doctoral varie de 19 000 à 36 000 francs selon le grade des enseignants-chercheurs. Enfin les primes d'administration sont fixées à 50 838 francs pour les chefs d'établissement et présidents d'université et à 31 773 francs pour les directeurs des établissements internes aux universités (IUT, etc.). A noter également les nouveaux taux de rémunération des heures complémentaires : 332 francs pour les cours, 221 francs pour les travaux dirigés, 147 francs pour les travaux pratiques.

TECHNIQUE. Le secrétariat d'Etat à l'enseignement technique et la Caisse nationale de l'assurance-ma-

ladie des travailleurs salariés ont signé, lundi 1^{er} février, un accord-cadre national pour former, d'ici cinq ans, 200 000 élèves et 10 000 enseignants de l'enseignement technique à la prévention des risques professionnels. 25 % des accidents du travail concernent en effet les moins de vingt-cinq ans, alors qu'ils ne représentent que 12 % des salariés. Des programmes d'enseignement à la maîtrise des risques professionnels vont donc être élaborés, ainsi que des programmes de formation initiale et continue des enseignants. Cet accord-cadre doit contribuer au développement de conventions entre les recruteurs et les caisses régionales d'assurance-maladie, déjà expérimentées dans sept académies.

UNIVERSITÉ ET EMPLOI. A l'initiative de la Conférence des présidents d'université, le salon Exopus se tient, pour sa seconde édition, du 5 au 7 février à Paris. Ouvert en particulier aux étudiants, aux professionnels de la formation continue et aux responsables d'entreprise, il est destiné à présenter le potentiel de formation des universités et à permettre aux universités et aux entreprises de faire le point sur la situation de l'emploi, les débouchés et les conditions d'insertion.

► Exopus, Parc des expositions de Paris, porte de Versailles, Hall 5.1. Renseignements : 48-91-89-89.

هكذا من النحل

EDUCATION • CAMPUS

La presse fait ses classes

Le Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information (CLEMI) vient de fêter ses dix ans

FAUT-IL former les jeunes à l'écrit ? C'est avec cette question, provocante par son inactualité, que le Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information (CLEMI) a fêté, les 28 et 29 janvier, à l'UNESCO, ses dix ans d'existence, devant de nombreux enseignants venus de province mais aussi d'une vingtaine de pays étrangers. C'est en avril 1983, en effet, que, sur décision du ministre de l'Éducation nationale, Alain Savary, fut créé le CLEMI, centre associé au CNDP (Centre national de documentation pédagogique), chargé de promouvoir « l'utilisation pluraliste des moyens d'information dans l'enseignement afin de favoriser une meilleure compréhension par les élèves du monde qui les entoure, tout en développant leur sens critique ».

L'histoire de l'éducation aux médias commence quelques années auparavant. La publication, l'automne 1976, d'une lettre puis d'une circulaire signées par M. René Haby, alors ministre de l'Éducation nationale, encourageant officiellement l'utilisation de la presse en classe, fut la première pierre de l'édifice imaginé par M. Jacques Gonnep, l'actuel directeur du CLEMI, et M. Pierre Vandevorde, aujourd'hui doyen de l'inspection générale. « Dans le contexte si particulier de mai 1981, cette circulaire nous a permis d'expliquer que cette démarche n'appartenait ni à la droite ni à la gauche, mais à la démocratie », note aujourd'hui M. Gonnep.

Le rôle de l'image

Pourtant, de l'avis général, l'intitulé du colloque marquait ce dixième anniversaire ressemblait à un retour en arrière. « Cette formulation ne me convient pas vraiment, avouait d'emblée le pionnier Pierre Vandevorde. Je crains le risque de relancer un débat qui véhicule autre chose que lui-même : des craintes, des peurs. » De fait, la question posée, provoqua, chez les nombreux enseignants présents à l'UNESCO, quelques réponses négatives qui donnèrent le sentiment qu'« en dix ans le débat ne s'est pas déplacé ». « J'aurais préféré : former les jeunes à l'actualité, pourquoi, comment, avec quelles précautions ? », conclut le doyen de l'inspection générale.

Avec vingt-huit coordinateurs estampillés CLEMI en province (et une équipe de vingt-cinq personnes à Paris), le centre a en effet rempli son premier objectif politique : constituer un réseau. Comme en témoi-

gnent le succès de ses rendez-vous (« La semaine de la presse à l'école », dont la quatrième édition se tiendra du 5 au 10 avril prochain) et la qualité de ses publications écrites et audiovisuelles (notamment le « décorticage » du JT de TF1, ou l'analyse en images de la guerre du Golfe). Mais cela ne permet pas encore de sortir du cercle des précurseurs. Seuls 12 000 enseignants (sur un total de quelque 700 000) participent actuellement à des actions de formation, nationales ou départementales. « Il existe aujourd'hui de nouvelles priorités », reconnaît M. Ivan Leval, président du conseil d'orientation et de perfectionnement du CLEMI depuis 1990. « Quand le siècle devient furieux, il faut sortir de l'expérimental et passer à la vitesse supérieure ».

Le CLEMI devra d'abord pousser l'éducation nationale à « définir ses méthodes et former ses objectifs. On ne sait pas encore aujourd'hui si l'école veut se caler sur sa fonction traditionnelle de libération des savoirs ou de préparation à la vie », a pointé M. Jean-Michel Croissant, ancien directeur du Monde de l'éducation. Ainsi les médias, lorsqu'ils sont utilisés, servent-ils encore trop souvent chaque discipline particulière. « On a encore trop tendance à ajouter les compétences au lieu de les transformer », lançait ainsi M. Gonnep. Jacques Vandevorde, professeur à Paris-VIII, « L'éducation aux médias, dans les instituts universitaires de formation des maîtres, c'est juste un peu au-dessus du macramé et de la poterie », a réchéri un intervenant sous quelques sifflets.

De même, le CLEMI reste encore prisonnier « d'une problématique de type critique, qui l'empêche de se lancer vraiment », confiait une enseignante. Au lieu de travailler « uniquement » sur des grilles d'analyses, sémiologiques, sociologiques, voire économiques, la réflexion continue à « s'enliser dans les débats sur la formation du citoyen ».

Reste enfin au CLEMI, dont les réflexions sont encore très largement dominées par les problèmes de l'écrit, à prendre la mesure de l'influence des images. « Le vrai problème, c'est celui de la télévision, a fait observer le psychanalyste Gérard Miller. Le premier travail d'éducation aux médias, c'est de tenter de séparer l'actualité télévisée de l'émotion qui lui est inhérente ; prendre avec elle une distance critique. » Vaste programme, que le gel des projets de chaîne de télévision éducative risque de retarder un peu plus encore.

ARIANE CHEMIN

L'UNEF-ID au bord de l'implosion

Nouvelles tendances, changements d'alliances et direction affaiblie, le principal syndicat étudiant cherche à éviter l'écclatement

LE premier syndicat d'étudiants, l'UNEF-ID (indépendante et démocratique), est au bord de l'implosion. Son collectif national (CN), réuni samedi 30 et dimanche 31 janvier à Paris, dans un amphithéâtre du Panthéon, a démontré l'ampleur du malaise et cristallisé des oppositions. Le prochain congrès, convoqué les 7, 8 et 9 mai à Clermont-Ferrand, permettra de déterminer précisément les rapports de force. A quelques semaines des législatives, pour ce syndicat très proche du Parti socialiste, la crise est aussi inopportune que révélatrice.

Si le nombre de participants à ce type de réunions statutaires est un bon indicateur, le CN du Panthéon a atteint la cote d'alerte : il a réuni, pour un débat marathon de vingt-quatre heures ininterrompues, près de cinq cents participants, contre moins d'une centaine habituellement, chaque tendance ayant battu le rappel de ses membres. De même, si l'ampleur du malaise se mesure au degré d'écclatement de l'encadrement, l'UNEF-ID ne peut plus masquer ses oppositions internes : pas moins de neuf tendances composent désormais son bureau national, soit trois de plus qu'il y a un mois.

Mais le CN n'a fait qu'officialiser un état de fait. Depuis des mois, des dissensions agitaient la direction nationale. Le malaise était manifeste depuis que, le 9 janvier dernier, plusieurs membres du bureau national avaient rompu avec la direction. Et ois des moindres puisque Emmanuel Paradis, secrétaire général, David Roussel, trésorier, Emmanuel Chumatchev, ancien responsable de la province, et cinq autres membres du BN ont décidé de quitter la majorité et de créer leur propre tendance, l'indépendance et action (IA), « pour un syndicalisme de transformation sociale ».

Recruter à gauche

« Au début, il s'agissait d'une tendance « bras d'honneur », explique David Roussel, l'un des animateurs d'indépendance et action. Mais notre texte a rencontré un tel écho qu'il est devenu évident que nous avions mis le doigt sur une plaie. » De fait, Philippe Campinchi, président de l'UNEF-ID, s'est trouvé fortement déstabilisé, et meurtri, par l'émergence de cette opposition qui regroupait beaucoup de ses proches collaborateurs. Et comme les ruptures sont contagieuses, la constitution de cette nouvelle tendance a incité les étudiants rocardiens et fabiusiens à se constituer à leur tour en tendances autonomes.

Les divergences ne se limitent pas à un problème de direction et au désir de certains de devenir califiés à la place du calife. Il porte aussi sur des problèmes de fond. Ainsi, la nouvelle tendance dénonce la politique menée depuis le dernier congrès

de mai 1990 par la direction de l'UNEF-ID : « Notre activité militante doit retrouver la cohérence qu'elle a perdue pour une grande partie de ses militants (...) Il faut savoir si nous voulons réellement recruter des militants de gauche. Nous répondons, pour notre part, de façon affirmative à cette question. » A cette analyse, le président de l'UNEF-ID oppose « un syndicat ouvert à tous les étudiants démocrates ».

A cette différence d'orientation s'ajoute la mise en cause du mode de fonctionnement du syndicat : « Le processus de décision est entièrement concentré dans les mains d'un seul individu », le président dénonce les membres d'IA. Et de rappeler la façon dont avait été décidée, il y a un an, lors du mouvement étudiant contre les projets de réforme des premiers cycles, la constitution d'une seconde coordination : alors que la majorité du bureau national était opposée à cette initiative, le président, Philippe Campinchi, avait forcé la main en posant la question de confiance. « J'ai même présidé cette seconde coordination », raconte aujourd'hui Laurent Bachelier, responsable de l'UNEF-ID à Grenoble et affilié à IA. Avec le recul, je me rends compte que je n'avais pas tous les éléments en main ».

Le désaccord porte enfin sur l'avenir du premier syndicat étudiant. Doit-il, comme le pense la direction actuelle, s'ouvrir à des associations locales, présentes dans les universités ? « Nous affirmons que beaucoup de ces associations participent à la défense des intérêts matériels et moraux des étudiants. C'est pour cela que nous devons engager la discussion et construire avec elles », indiquent les dirigeants. Une perspective que reculent les membres d'indépendance et action qui ont pourtant soutenu la politique de la majorité depuis deux ans.

Contestée sur tous les terrains, la direction du syndicat s'est employée à démontrer qu'elle restait majoritaire dans l'ensemble des instances de décision : le bureau national, la commission administrative et le collectif national. Elle y est parvenue, pour l'instant, au prix de changements d'alliances. Elle a également entrepris de s'ouvrir à de nouvelles composantes. L'annonce, lors du CN, de l'arrivée d'un membre de Génération Ecologie à la commission administrative en apporte la preuve. Le congrès du mois de mai, permettra de déterminer si la direction est bien majoritaire par rapport à l'ensemble des adhérents.

Mais le rapport des forces a changé au sein de la direction. Alors qu'elle disposait, jusqu'en décembre dernier, de 70 % des mandats, la création de la nouvelle tendance IA a obligé M. Philippe Campinchi et ses proches à rechercher un appui du côté des rocardiens (tendance Avenir) pour rester majoritaires. Ce rapprochement est devenu effectif lors du bureau national, de la commis-

sion administrative et du collectif national.

Les jeunes rocardiens, qui ont conquis, dans la tourmente, un rôle de pivot, considèrent que la démarche de l'IA est « inquiétante et salvatrice. Inquiétante car elle propose de revenir sur les acquis de l'UNEF-ID en matière d'orientation et de pratique syndicales. Salvatrice car elle offre l'occasion d'un débat approfondi sur l'évolution du milieu étudiant, la crise du système de formation français et les possibilités du syndicalisme étudiant ». Et de proposer leur approche sur l'autonomie des universités et les troisièmes cycles. A ce nouveau pôle majoritaire s'oppose désormais la coalition de l'IA avec les étudiants proches de SOS-Racisme (tendance TSOD), ceux de la Ligue communiste révolutionnaire et dans une moindre mesure les proches de Jean-Pierre Chevènement.

Comme des grands

Cette nouvelle donne modifie, sur un autre plan, le fonctionnement de l'UNEF-ID. Jusqu'à présent, l'ancienne direction était très proche du Manifeste contre le Front national, lancé et animé par M. Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris. Ancien président de l'UNEF-ID, au moment de la réélection en son sein, en 1980, de tous les courants de la gauche oco communiste, responsable, en 1986, du ralliement du syndicat étudiant au Parti socialiste et député de Paris depuis 1988, « Camba » était resté, jusqu'à présent, le patron incontesté de l'UNEF-ID. Même s'il dit avoir « décroché » de l'UNEF-ID depuis

longtemps, il reconnaît toutefois qu'il rencontrait pratiquement chaque semaine ses dirigeants actuels, tous membres du Manifeste jusqu'au 9 janvier.

Cette fois, ce sont des membres de l'UNEF-ID qui s'éloignent de l'ancien dirigeant de leur syndicat. Lors de la constitution de leur tendance l'indépendance et action, Emmanuel Paradis et ses amis ont rompu avec le Manifeste contre le Front national. Quant aux rocardiens qui font partie de la nouvelle majorité, ils n'ont aucunement l'intention de se rapprocher de Jean-Christophe Cambadélis.

Au-delà de toutes ces divergences, toutefois, les forces en présence s'accrochent sur un point : il faut éviter la scission. Pas question d'entreprendre un processus « à la FEN » dans un syndicat qui annonce moins de 8 000 adhérents en 1992. Ainsi, Philippe Campinchi a tout fait pour éviter la fracture, même s'il déclarait devant ses troupes, le 31 janvier, qu'« il est inacceptable d'affaiblir l'UNEF-ID deux mois avant les élections législatives ». Quant aux membres d'indépendance et action, qui n'ont pas (encore ?) d'existence politique en dehors du syndicat étudiant, ils affirment aujourd'hui leur intention de rester, quelle que soit l'issue du congrès, dans l'UNEF-ID. Mais il est clair que les étudiants de l'UNEF sont engagés dans la même spirale que leurs grands frères du Parti socialiste et qu'ils auront du mal à maintenir leur cohésion au lendemain du retour prévisible de la droite au pouvoir.

MICHELLE AULAGNON

ECOLE NATIONALE D'ASSURANCES

Grande Ecole Commerciale du secteur des assurances

Créée par le Conseil National des Assurances, l'Ecole Nationale d'Assurances, Institut du Conservatoire National des Arts et Métiers, prépare à des carrières de haut niveau dans un secteur de premier plan de l'économie nationale.

- Niveau d'entrée : bac + 2, durée de la scolarité : 2 ans.
- Formation entièrement gratuite et allocation d'études versée aux élèves, stages pratiques et voyages d'études à l'étranger.
- Diplôme de l'enseignement supérieur homologué au niveau II.
- Inscriptions au concours d'entrée reçues jusqu'au 21 mai 1993. Epreuves écrites : 26 et 27 mai 1993. Epreuves orales : 21 et 22 juin 1993.

Ecole Nationale d'Assurances (ENAss) 9, rue Chaplat 75009 Paris.

Tél. 48.74.75.39.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NOUS EMETTONS UN EMPRUNT.

Notre action connaît chaque jour de nouveaux développements.

Aider ou développement est une action chaque jour nouvelle. C'est la mission de la Caisse Française de Développement (ex-CCCE) dans soixante pays et dans les départements et territoires d'outre-mer, où elle finance des projets productifs publics et privés, créateurs de ressources et d'emplois.

Quarante agences sont sur le terrain pour analyser, suivre les projets et la bonne affectation des fonds. C'est pour se donner les moyens d'être encore plus présente, que la Caisse Française de Développement émet aujourd'hui un emprunt.

Les émissions domestiques de la CFD sont garanties par l'Etat et ses émissions internationales bénéficient d'un triple A décerné par Standard & Poor's.



Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cox
Membres du comité de direction : Jacques Guin, Philippe Dupuis, Isabelle Tsalikis

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria 75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDPUB 634 128 F
Y8888 : 46-62-72-72 - Société H&L de la SARL Le Monde et de M&L de la SARL Lesourne SA

Le Monde

TELEMATIQUE
Composant 30-15 - Type LEMONDE ou 30-15 - Type LM

Imprimerie de « Le Monde » 12, r. Mc-Guinness 94832 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.808F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-30-10
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 261.311F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 40-65-30-10 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vole normale y compris CEE et visa
3 mois	536 F	572 F	798 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 568 F
1 an	1 898 F	2 086 F	2 968 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 Durée choisie : PP Paris PP
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ÉCONOMIE

BILLET

Qui sabote le SME ?

La thèse du « sabotage » en cours du Système monétaire européen (SME), très prise à Paris, gagne du terrain. Mardi 2 février, c'est M. Helmut Kohl lui-même qui, à l'occasion d'un discours devant le Conseil de l'Europe à Strasbourg, a dénoncé « ceux qui provoquent des turbulences [sur les marchés des changes] pour torpiller le processus d'union monétaire ».

Dès la tempête monétaire de septembre, qui avait contraint la Grande-Bretagne et l'Italie à se retirer du SME et à se défendre de la part de l'Allemagne, le gouvernement français avait laissé entendre que ces tourmentes étaient largement imputables au monde anglo-saxon, enchané des désordres monétaires européens. Le gouvernement américain, suivi, après la sortie de la livre, par celui de Londres, tentait de faire dérailler la construction de l'Union économique et monétaire (UEM), tandis que les gestionnaires de fonds, attirés par le gain, jouaient l'écroulement du SME.

Que les États-Unis, traditionnellement favorables aux régimes de taux de changes flottants, et qui ont souvent manifesté leurs craintes d'une future « citadelle Europe », soient plutôt d'un bon œil les troubles actuels, cela est probable. Que les acteurs des marchés, anticipant des dévaluations en Europe, mettent en jeu des milliards de dollars, cela ne fait aucun doute. Encore que de nombreux gestionnaires de fonds estiment se prémunir seulement contre des pertes de changes et détestent être taxés de « spéculateurs ». Que la confiance dans le cheminement harmonieux vers l'UEM ait brutalement disparu après le référendum danois de juin 1992 et qu'une fraction de la classe politique des Douze mette désormais en cause publiquement le processus, cela est absolument certain.

C'est vrai qu'il y a un problème de crédibilité dans la Communauté, reconnaît mardi M. Pascal Lamy, directeur du cabinet de M. Jacques Delors, à l'occasion de la présentation à Paris, dans le cadre du XI^e Plan, d'un rapport sur les relations économiques internationales. Les marchés anglo-saxons et les responsables américains ont bon dos. Le jour même où M. Kohl dénonçait l'action malféique de ces derniers, deux personnalités éminentes de la CEE, prononçant des paroles très défavorables à l'UEM. Le premier ministre britannique rappelait une fois de plus qu'il ne voyait pas le livre réintégrer cette année le SME et que, selon lui, « l'union monétaire s'éloigne chaque jour un peu plus ». Un responsable de la Bundesbank, M. Helmut Jochimsen, affirmait pour sa part que l'Allemagne se trouvait « contrainte » de participer à l'UEM. La « sabotage », s'il existe vraiment, n'est certainement pas seulement anglo-saxon.

FRANÇOISE LAZARE

Tandis que s'accélère la reprise économique aux États-Unis

L'administration Clinton promet de créer 200 000 à 500 000 emplois nouveaux en un an

La publication d'indicateurs économiques encourageants sur le redressement de l'activité américaine fournit au nouveau président des États-Unis et à son administration l'occasion de rendre plus crédibles les grandes lignes du plan économique qui sera soumis le 17 février aux membres du Congrès. Le montant du plan de relance, révisé à la hausse, atteint 31 milliards de dollars (plus de 167 milliards de francs), et M. Bill Clinton annonce la création de 200 000 à 500 000 emplois nouveaux en un an.

NEW-YORK

de notre correspondant

Après avoir passé une longue semaine à élaborer un délicat compromis avec le Congrès et les chefs d'État-major à propos de l'éventuelle intégration des homosexuels dans l'armée américaine, le président Clinton s'est efforcé depuis deux jours de replacer son action sur un domaine où il estime pouvoir reprendre l'avantage : le redressement de l'économie. La publication, mardi 2 février, d'une série d'indicateurs attestant que la reprise de l'activité semble s'accroître a fourni à l'administration l'occasion de rendre plus crédibles les grandes lignes du plan économique que l'hôte de la Maison Blanche soumettra, le 17 février prochain, aux membres du Congrès.

La meilleure bonne nouvelle est venue de l'indice précurseur des principaux indicateurs économiques qui, selon le département du

commerce, a effectué un bond de 1,9 % en décembre dernier, après une baisse de 0,7 % en novembre et de 0,5 % le mois précédent, ce qui constitue la plus forte augmentation mensuelle constatée depuis près de dix ans (avril 1983). Sur les onze indicateurs qui composent cet indice, celui qui mesure le niveau de l'activité économique pour les trois à six mois à venir, neuf d'entre eux étaient positifs. Parmi eux, la progression la plus marquée concernait les anticipations de consommation, confirmant le regain d'optimisme qui semble prévaloir actuellement dans le pays. Dans la même journée, le département du commerce annonçait que les ventes de maisons neuves avaient progressé de 6,3 % en décembre 1992 (après une baisse de 0,2 % le mois précédent) et de 19,4 % pour l'ensemble de l'année, ce qui constitue la progression annuelle la plus importante constatée également depuis 1983.

Un coup de pouce de 31 milliards de dollars

« Ces nouvelles sont encourageantes », a commenté M. Dee Dee Myers, attachée de presse de la Maison Blanche. « Mais le président est encore très préoccupé par le fait que la croissance actuelle ne débouche pas, dans les mêmes proportions, sur la création d'emplois ». A-t-elle ajouté. D'après les premières estimations, le taux de chômage pour le mois de janvier, qui devrait être annoncé le 5 février prochain, devrait se situer encore à 7,3 % de la population active, inchangé par rapport à décembre 1992, et le nombre de nouveaux emplois ne devrait pas dépasser le chiffre de 100 000, bien

inférieur à celui de 250 000 en moyenne enregistré durant l'expansion des années 80. Si le rythme actuel de créations d'emplois n'est pas accéléré, le taux de chômage pourrait atteindre 7,5 % à la mi-1993, craignent de nombreux conjoncturistes. D'où l'obligation dans laquelle se trouve le président Clinton de faire avaliser au plus vite par le Congrès un plan de relance dont le montant vient d'être révisé à la hausse.

Initialement fixé entre 15 et 20 milliards de dollars selon les indications fournies ces derniers jours par tel ou tel membre de l'administration, ce coup de pouce à l'économie atteindra finalement 31 milliards de dollars (plus de 167 milliards de francs) la première année. Selon M. George Stephanopoulos, porte-parole du président, cette enveloppe, dont il n'a pas voulu révéler le contenu exact, comprendrait 16 milliards de dollars de dépenses gouvernementales destinées à créer des emplois dans le secteur public et 15 milliards d'allègements fiscaux, sous forme de crédits d'impôt, destinés à favoriser l'investissement dans le secteur privé.

Selon M. Stephanopoulos, ces dispositions « bien ficelées », devraient permettre de créer entre 200 000 et 500 000 emplois nouveaux en un an. Quant à l'objectif de huit millions de créations d'emplois, avancé par M. Clinton lors de sa campagne, il s'agit d'un but que le président s'est fixé pour la totalité de son mandat, c'est-à-dire quatre ans, a-t-il précisé son porte-parole.

SERGE MARTI

Excepté en France et au Japon

Le nucléaire n'est pas compétitif face au charbon ou au gaz

L'électricité d'origine nucléaire est-elle meilleur marché que celle produite à partir du gaz ou du charbon ? Depuis dix ans, à intervalle régulier, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et l'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN), deux organismes qui dépendent de l'OCDE, s'efforcent de répondre à la question. Les résultats provisoires de la prochaine étude, elle ne sera pas rendue publique avant l'automne prochain – sont instructifs.

Première conclusion incontestable : de tous les pays industrialisés, la France produit le kWh nucléaire le meilleur marché. Il revient environ un tiers moins cher qu'au Japon, ou en Allemagne. C'est le fruit, d'une part, de la standardisation des tranches nucléaires construites dans l'Hexagone, et de l'implantation sur un site unique de trois ou quatre tranches. L'absence de ces économies d'échelle explique qu'en Grande-Bretagne, par exemple, l'investissement nucléaire par kWh nucléaire coûte deux fois plus cher qu'en France.

Autre enseignement de l'étude : sauf au Japon et en France, le nucléaire n'est pas compétitif face au charbon ou au gaz. Aux États-Unis, il fait jeu égal avec le charbon mais coûte plus cher que le gaz. Au Canada, le charbon l'emporte tandis qu'en Grande-Bretagne, le nucléaire

se révèle la solution la plus coûteuse dans tous les cas (voir le graphique ci-dessous).

Au cours des dix dernières années, les coûts du nucléaire ont guère augmenté en termes réels (la baisse du prix du combustible a effacé la hausse des charges d'exploitation tandis que l'investissement restait stable). « Mais sa compétitivité s'est réduite car le prix du charbon et du gaz a nettement baissé pendant la période », souligne M. Malcolm Key, de l'Agence internationale de l'énergie. Il y a peu de chance que la tendance se renverse à moyen terme.

Par ailleurs, l'étude sur la comparaison entre sources d'énergie porte sur des centrales qui entreraient en service en l'an 2000. Le coût de l'énergie émise par les centrales a été fixé à 10 % par les économistes de l'OCDE. Ce taux élevé dessert

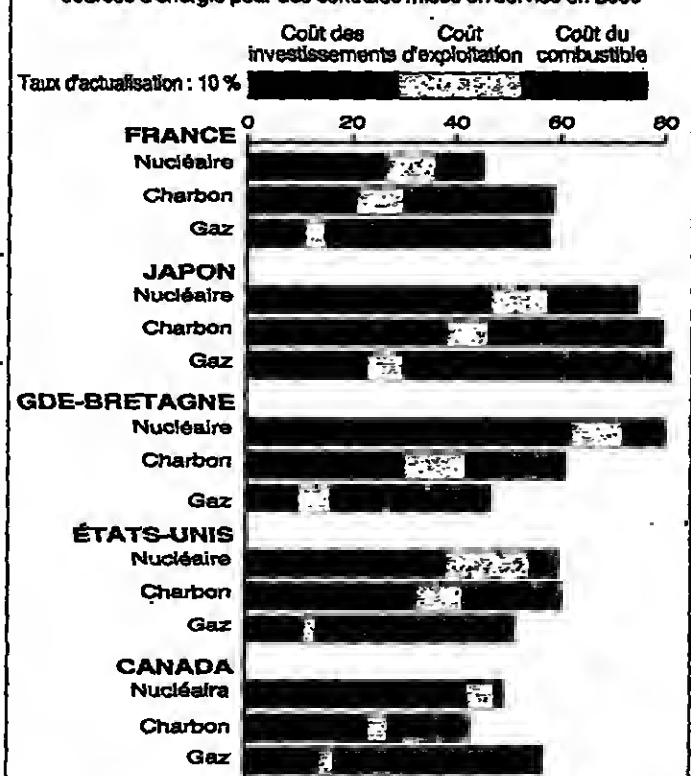
évidemment le nucléaire, énergie très gourmande en investissements (alors que le coût du combustible est faible). Il reste qu'en France, comme en Grande-Bretagne, le taux retenu par les économistes d'EDF (8 %) n'est guère éloigné.

Avec un loyer de l'argent ramené à 5 % (c'est le cas au Japon et aux Pays-Bas notamment), le recours au nucléaire se justifie davantage. Mais pas partout. « En Grande-Bretagne, le gaz est moins cher. Et aux États-Unis, le charbon reste meilleur marché », observe l'un des auteurs de l'étude, M. Geoffrey Stevens. Peu de chance, dans ces conditions, d'assister à un prochain réveil du nucléaire outre-Atlantique et, partant, dans le reste du monde.

JEAN-PIERRE TUQUOI

L'énergie la moins chère

Prix du kWh exprimé en centimes 1991 selon les différentes sources d'énergie pour des centrales mises en service en 2000



Filière de Bull

Zenith Data Systems fournira des ordinateurs à l'armée américaine

La société Zenith Data Systems, filiale américaine du groupe français d'informatique Bull, a annoncé, mardi 3 février, que l'administration américaine avait finalement décidé de lui confier une partie du contrat de 724 millions de dollars (3,98 milliards de francs) portant sur la fourniture de 300 000 ordinateurs personnels. Un contrat baptisé « Desktop IV » que la société avait cru gagné dans sa totalité – en septembre, puis perdu en décembre quand la General Services Administration, une juridiction américaine, avait déclaré le contrat « nul et non ovenu », après l'examen d'un recours déposé par des concurrents malheureux.

En réalité, la juridiction fédérale avait laissé la porte ouverte à un éventuel réaménagement de l'offre dans lequel Zenith Data Systems s'est engagée (le Monde du 2 janvier). La General Services Administration reprochait en particulier à l'US Air Force – qui avait plaidé fortement en faveur de Zenith, –

de n'avoir pas « examiné sérieusement la possibilité d'attribuer le contrat, non à une seule, mais à deux sociétés », estimant que ce contrat se prêtait particulièrement bien à une offre groupée. La juridiction estimait ce outre que Zenith Data Systems n'était pas en mesure de démontrer que les composants importés aux États-Unis y subiraient la « transformation substantielle » requise par la loi américaine.

Sans déjuger son armée de l'air, le Pentagone a finalement décidé que Zenith partagerait le contrat Desktop IV avec une société américaine, Government Technology Services Inc. (GTSI), laissant aux différents départements et armées concernés le soin de répartir leurs commandes entre les deux concurrents. Sans fixer de pourcentage a priori. Racheté en 1989 par Bull, Zenith Data Systems avait déjà emporté les contrats gouvernementaux Desktop I et Desktop II.

P.-A. G.

Vu de Davos

Les premières images d'une guerre commerciale globale

Consacrée à la recherche des moyens qui devraient favoriser une « reprise économique globale », la vingt-troisième réunion annuelle du Forum de l'économie mondiale s'est achevée mardi 2 février à Davos (Suisse) sur un constat inquiétant : le monde est désormais entré dans une phase plus active d'une guerre commerciale qui s'annonce, elle aussi, globale.

DAVOS

de notre envoyé spécial

Aux armes ! La guerre – commerciale – est engagée. Fini le temps des menaces, voici venu celui des premiers accrochages. Pourtant averti des dangers du protectionnisme par la triste expérience des années 30, le monde semble vouloir y recourir inévitablement. Aucun homme politique, aucun groupe de pays, aucune institution internationale ne semble capable d'arrêter l'engrenage. Faute d'un leadership, la guerre des mots est en train de devenir une guerre commerciale réelle. De Washington, de Bruxelles, de Tokyo, les premiers tirs sont partis. Les foyers de tension se multiplient. Des fortifications s'organisent. Le tableau exposé cette année à Davos à l'occasion du Forum de l'économie mondiale est bien sombre.

L'administration Clinton n'a certes pas encore défini sa politique commerciale. C'est peut-être une chance. Mais les propos isolationnistes de certains de ses poisons pilotes (M. Lester Thurow, notamment) comme les premiers actes commerciaux de Washington (sur l'acier et les télécommunications) ne laissent rien présager de bon. Quelques grands industriels américains, comme M. Joseph Gorman, président de TRW (équipements automobiles), n'ont pas caché leur espoir d'un durcissement des États-Unis dans les négociations internationales. Ces évolutions ont été jugées « très inquiétantes » ici, tant par M. Renato Ruggerio, membre du directoire de Fiat, que par M. Martin Kohlhaussen, président de la Commerzbank.

Si les batailles entre les États-Unis et l'Europe s'intensifient en permanence le chroniqueur, la guerre entre Washington et Tokyo, bien plus importante, va sans doute aussi entrer maintenant dans une phase plus aiguë. L'an dernier, le surplus japonais sur l'Amérique a dépassé 43 milliards de dollars. Les patrons japonais, à l'instar de M. Yuzaka Kume, président de Nissan, n'ont pas moins envoyé quelques roquettes en direction de leurs « amis ». L'un d'eux a rappelé que le gouver-

nement avait déposé à la Diète un projet de super 301 nippon, une arme qui permettrait, à l'instar du 301 américain, aux autorités de l'archipel de prendre unilatéralement des mesures de protection de leurs marchés.

Comme pour faire connaître sa détermination, Tokyo a aussi imposé, la semaine dernière, des droits de douane nouveaux sur certains produits chinois. C'est que la guerre commerciale engagée ne se limite pas à une confrontation entre les États-Unis et le reste du monde. Les conflits locaux sont de plus en plus nombreux et de plus en plus ouverts. L'Europe de l'Est, en transition, demande un accès accru aux marchés de l'Europe de l'Ouest. Les pays du Sud, la Chine ou ceux d'Amérique latine notamment, revendiquent une ouverture des marchés du Nord.

Entre les pays en développement eux-mêmes, les tensions s'accroissent : entre le Brésil et l'Argentine aujourd'hui par exemple. Le système multilatéral de libre-échange est enfin remis en cause par la constitution d'un nombre croissant de blocs commerciaux.

Un aboutissement de l'Uruguay Round permettrait-il de mettre fin à cette guerre ? Beaucoup de participants au Forum de Davos en sont convaincus. « Un succès au GATT ramènerait la confiance, notamment dans le monde des affaires », a plaidé Sir Leon Brittan, commissaire européen chargé des affaires commerciales.

Solution minimum

Compte tenu cependant de l'ampleur des divergences qui subsistent et pas seulement sur le dossier agricole, une autre proposition a été évoquée ici. Résumant les travaux d'une séance de brain storming, M. Richard Portes, directeur du Centre de recherches sur la politique économique de Londres, a suggéré que la communauté internationale cesse de valoriser à l'excès ces négociations du GATT. La probabilité de parvenir rapidement à un accord global était très faible, il vaudrait mieux cesser de dramatiser par avance un éventuel échec des négociations.

Mais cela ne suffit pas. M. Raymond Barre, rapporteur de la réunion, a proposé que, comme ils l'avaient fait en 1973-1974, les pays de l'OCDE et la communauté internationale décident immédiatement d'une solution minimum : la maintien du statu quo, tous les pays s'engageant à ne pas construire de nouvelles barrières autour de leurs marchés.

ERIK IZRALEWICZ

INDICATEURS

ESPAGNE

• Déficit de la balance des transactions courantes : +53 % en 1992. – La balance espagnole des transactions courantes (commerce et opérations invisibles) a enregistré en 1992 un déficit de 2 450 milliards de pesetas (116 milliards de francs), soit une hausse de 53 % par rapport à 1991, a annoncé, mardi 2 février, la Banque d'Espagne. Cette augmentation, supérieure à la dernière prévision du gouvernement, s'explique essentiellement par la croissance du déficit de la balance commerciale espagnole qui s'est élevé en 1992 à près de 3 800 milliards de pesetas contre 3 200 milliards de pesetas en 1991.

FRANCE

• Dette publique : plus de 2 000 milliards de francs fin septembre. – Le stock de la dette publique atteignait 2 149,9 milliards de francs fin septembre 1992, soit une augmentation de 261,7 milliards par rapport à septembre 1991 (1 888,2 milliards de francs). La dette publique a fortement progressé l'année dernière du fait du gonflement rapide du déficit budgétaire et des emprunts qu'a dû faire l'État pour le financer.

هكزان النحل

مكاتب النحل

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Avec l'accord du gouvernement

Usinor-Sacilor investira 50 millions de francs supplémentaires dans la sidérurgie lorraine

Le conseil d'administration d'Unimetal, filiale du groupe sidérurgique Usinor-Sacilor spécialisée dans les produits « longs » (rails, poutrelles, fil machine), doit examiner, jeudi 4 février, son « plan industriel » 1993-1995. Un plan emendé, après qu'une première version eut été jugée trop « pessimiste » par le gouvernement. Le nouveau projet prévoit 50 millions de francs d'investissements supplémentaires à l'aciérie de Gandrange (Moselle).

A la tribune de l'Assemblée nationale, le 16 décembre dernier, M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, avait créé la surprise en déclarant tout net que « le gouvernement n'avait pas donné son aval » au plan « industriel » 1993-1995 d'Unimetal, la filiale du groupe sidérurgique Usinor-Sacilor spécialisée dans

les produits « longs ». A l'origine de ce mini-coup de théâtre - il est inhabituel qu'un ministre fasse publiquement état de ses divergences avec le PDG d'une société nationale - la décision prise, fin 1992, par M. Francis Mer, PDG d'Usinor-Sacilor, de revoir à la baisse ses projets.

Redoutant, semble-t-il, la persistance de surcapacités dans les produits longs, ainsi qu'une déstabilisation durable du marché de l'acier après les coups de boutoir protectionnistes de Washington (le Monde du 1^{er} octobre), Usinor-Sacilor avait programmé 830 suppressions d'emplois supplémentaires en 1995 et décidé de renoncer à l'installation d'un deuxième four électrique à Gandrange (d'une capacité de 900 000 tonnes). Cet abandon était accompagné de la création, plus modeste, de nouvelles capacités à l'aciérie de Sollac (de 350 000 à 550 000 tonnes).

C'est sur ces nouvelles compressions d'effectifs et cet abandon du deuxième four que le ministre, sans vouloir remettre en

cause les grands choix stratégiques du groupe industriel, avait décidé de demander des précisions. Les hypothèses économiques de M. Mer n'étaient-elles pas trop pessimistes ? Le groupe ne privilégie-t-il pas, depuis la reprise de Saarsthal en 1989, la Sarre au détriment de la Lorraine ?

Les discrètes tractations entre le groupe public et son actionnaire ont abouti à une « variante » du plan industriel de décembre, variante qui doit être soumise, jeudi 4 janvier, au conseil d'administration d'Unimetal. « Les plans sociaux sont maintenant expliqués-on au siège d'Usinor-Sacilor. Ils ne sont, hélas, que la résultante de la situation actuelle », La Lorraine, en revanche, bénéficiera de 50 millions de francs supplémentaires d'investissements. Le deuxième four électrique qu'Usinor-Sacilor ne souhaitait pas construire à Gandrange ne sera pas, mais la capacité du premier sera portée de 900 000 à 1,3 million de tonnes, tandis que les projets pour Sollac sont maintenus. « Faites l'addition, dit-on

chez Usinor-Sacilor, et vous verrez qu'avec des modalités différentes on n'est plus très loin, en termes de capacités nouvelles, du projet prévu avant l'abandon du deuxième four. »

Cette nouvelle mouture a reçu l'aval du gouvernement. Dans une lettre adressée à l'intersyndicale CFTD, CFTC, CGC, le ministre de l'Industrie, M. Strauss-Kahn précise en effet : « La direction d'Usinor a soumis au gouvernement une nouvelle version de son programme d'investissement. Ces orientations nouvelles permettent, à mon sens, d'améliorer la position concurrentielle de l'outil lorrain et donc justifient une réévaluation de ces projets dans un sens positif. » Pas mécontentes de ce qu'elles considéraient comme des investissements pouvant assurer la pérennité des sites sidérurgiques concernés, les organisations syndicales espèrent que les salariés bénéficieront aussi de ce happy end.

PIERRE-ANGEL GAY

REPÈRES

DÉMOGRAPHIE

L'espérance de vie a progressé en 1991

En 1991, l'espérance de vie à la naissance était de 81,1 ans pour les hommes et de 82,9 ans pour les femmes, selon une étude publiée mercredi 3 février par l'INSEE. Cet écart d'un peu plus de huit années entre les deux sexes est le plus important de tous les pays européens. Alors que les Français ont une espérance de vie très légèrement supérieure à celle de l'Europe des Douze - qui s'établit à 72,7 ans - les Françaises disposent de la longévité la plus importante de tous les pays de la Communauté. Au total, l'espérance de vie s'est élevée de 1,3 en l'espace de six ans.

FINANCES

La filiale française de la Banque Bruxelles Lambert enregistre une perte record en 1992

La filiale française de la Banque Bruxelles Lambert (BBL) France devrait enregistrer pour l'exercice 1992 une perte « proche de 540 millions de francs », en raison de la constitution d'un « montant élevé de provisions », explique la banque. Une augmentation du capital de BBL-France sera réalisée au mois d'avril prochain afin de permettre à la banque de reconstituer ses fonds propres et de satisfaire aux normes de solvabilité.

La Banque Bruxelles Lambert avait déjà annoncé l'an dernier à sa filiale française 700 millions à titre d'avance sur cet apport de fonds propres. Les provisions constituées l'ont été essentiellement « dans le cadre de crédits à des professionnels de l'immobilier ». Un plan de redressement a été élaboré et approuvé par la maison-mère. Il prévoit notamment la suppression de 139 postes en 1993.

La BBL a annoncé que son bénéfice net non consolidé pour un exercice allant du 1^{er} octobre 1991 au 30 septembre 1992 avait baissé de 43 % à 2,782 milliards de francs belges (457,7 millions de francs français).

Pour 1993, l'administration s'attend à une fourchette de 285 000-285 000 mises en chantier. Elle diverge des chiffres de la FNB, compris entre 250 000 et 260 000 unités.

SOCIAL

Légère hausse du nombre de chômeurs indemnisés en décembre

Le nombre d'allocataires indemnisés par les ASSEDIC s'élevait fin décembre à 2 684 000, soit une progression mensuelle de 0,4 % en données corrigées des variations saisonnières. En un an, l'augmentation atteint 6,8 %, selon une estimation publiée mardi 2 février par l'UNEDIC. Parmi les allocataires, les demandeurs d'emploi représentent 2 297 900 personnes (+ 5,4 % en un an), dont 1 913 400 (+ 12,9 %) sont directement pris en charge par l'assurance-chômage, les autres relevant de l'aide de l'Etat. On compte par ailleurs 180 800 personnes en formation et 205 300 préretraités, 494 000 dossiers d'indemnisation ont été déposés en décembre, ce qui représente une hausse de 21,5 % en un an.

La Compagnie générale maritime repousse l'application de son plan social

La direction de la Compagnie générale maritime (CGM) a décidé de repousser l'application des mesures qu'elle avait envisagées pour alléger le coût de gestion de sa flotte de cargos. Plusieurs navires qui devaient être cédés ou vendus ne le seront qu'à mi-mars ou en fin d'année. D'autre part, la direction du groupe maritime public propose « en priorité » aux navigants en suraffectif, des reclassements à l'intérieur ou hors du groupe. On pense naturellement à l'autre compagnie maritime de lignes régulières, le groupe Bollore. « Il n'y aura aucun licenciement autoritaire », précise la CGM dans un communiqué, mardi 2 février.

La CFTD « prend acte » du regroupement de syndicats autonomes

La CFTD « prend acte » du regroupement de la FEN et de quatre organisations autonomes au sein de l'Union syndicale autonome et réformatrice (le Monde du 3 février) et souligne qu'« une telle décision ne doit pas conduire à élever une nouvelle confédération sur un échiquier syndical déjà émié ». « L'avenir du syndicalisme ne réside pas dans une démarche autonome, essentiellement ancrée dans les services publics, mais dans le renforcement du mouvement syndical confédéré et réformatrice », affirme la CFTD, qui entend poursuivre la recherche de « convergences » entre centrales.

Ouverture des magasins le dimanche : la CFTD assigne André - La fédération des services CFTD a annoncé mardi 2 février sa décision d'assigner la société André devant le tribunal de Paris pour obtenir la fermeture le dimanche de 150 magasins « Hennes aux ébaissures ». Cette initiative et celles émanant de l'inspection du travail confirment que la question de l'ouverture des magasins le dimanche reste posée malgré la publication, cet été, d'une circulaire et d'un décret sur ce sujet (le Monde daté 24-25 janvier).

Violents affrontements entre mineurs et CRS à Saint-Etienne - De violents affrontements ont opposé, mardi 2 février à Saint-Etienne, devant le siège des Houillères du bassin du Centre et du midi (HBCM), des CRS et quatre cent cinquante mineurs de Gardanne venus demander la renégociation des quatre-vingt-cinq suppressions d'emploi et de la diminution de 50 000 tonnes de la production du site des Bouches-du-Rhône envisagées. Une délégation syndicale était reçue en fin de matinée par la direction des HBCM qui se déclarait incompétente pour « remettre en cause les décisions prises par le conseil d'administration ». Mécontents, les mineurs décidaient de « faire le siège des HBCM ». De violents incidents ont éclaté aux abords du bâtiment. A minuit, après avoir obtenu l'assurance écrite d'être reçus par le secrétaire d'Etat à l'énergie, le 10 février, les mineurs ont quitté les lieux. - (Corresp.)

SOCIAL

Dans l'attente d'une reprise

Les professionnels du bâtiment veulent protéger les jeunes menacés de licenciement

Comment mettre à l'abri les jeunes salariés que les entreprises du bâtiment et des travaux publics (BTP) ont eu tant de mal à recruter et qu'elles seraient contraintes de licencier en raison du marasme économique ? En réponse à cette interrogation, les fédérations patronales du BTP et l'ensemble des organisations syndicales (CFTD, CFTC, CGT, FO, CFE-CGC), ont signé, mardi 2 février, avec M^{me} Martine Aubry, ministre du Travail, un accord portant sur la formation de 7 000 salariés, dont 5 000 jeunes de moins de vingt-six ans.

Signé pour un an, cet accord, jugé « exemplaire » par tous les signataires, prévoit de proposer aux salariés menacés d'un licenciement, une formation en alternance de longue durée (de 500 à 600 heures en moyenne) débouchant sur une qualification reconnue dans la profession. Cette offre s'adresse en priorité aux jeunes sans qualification qui représentent encore la moitié des effectifs de la profession. Durant leur formation, les rémunérations des stagiaires seront prises en charge à 50 % par le Groupement pour la formation continue du BTP, un organisme professionnel, l'autre moitié étant assurée par l'Etat. Au total, l'opération

devrait coûter 200 millions aux pouvoirs publics, financés sur les fonds encore non utilisés de formation en alternance.

Alors que la profession s'apprête à perdre 50 000 emplois supplémentaires en 1993, ce dispositif permet d'attendre « les premiers heurs de la reprise », a souligné M. Jean Doinange, président de la Fédération nationale du bâtiment, tout en « nous pourrions » pour accueillir ces stagiaires désormais qualifiés et soutenir ainsi « le renouvellement indispensable » d'une profession qui a tendance à vieillir.

« Cet accord ne donnera sa pleine mesure que s'il s'accompagne d'une relance du BTP », a réchigné M. Michel Leroux (CGT), porte-parole des organisations syndicales, qui a mis en garde contre un détournement de l'accord : « Celui-ci ne doit pas servir à promouvoir des formations parking débouchant sur des licenciements différés. » M^{me} Aubry s'est, quant à elle, félicitée de cette signature en soulignant que sa loi que soit étendue à d'autres branches professionnelles.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Après un référendum sur la réduction des effectifs

Imbroglio syndical à la Société générale

Les syndicats doivent-ils se plier ou résister à un référendum qu'ils organisent auprès des salariés ? Faute d'avoir répondu à cette question avant de consulter le personnel, les syndicats CFTD, CFTC, CGT et FO de la Société générale se trouvent dans une fâcheuse position.

Alors que des arrêts de travail se multiplient dans le réseau, les syndicats avaient obtenu le 22 janvier de la direction qu'elle s'engage à proposer un reclassement à l'intérieur de la banque pour chacun des salariés concernés par le plan social. Celui-ci prévoit 728 départs en 1993 dans le cadre d'une réduction annuelle de 2,5 % des effectifs pendant trois ans. Le délai de réflexion demandé par les syndicats avait été mis à profit pour mettre sur pied un référendum, le personnel devant répondre par « oui » ou par « non » au projet d'accord. Au terme de cette consultation, à laquelle ont participé 22 700 des 32 000 salariés de la Société générale, le « oui » avait prévalu à une majorité de 55,8 %. Or seul le SNB-CGC s'est considéré comme étant lié à ce résultat. Dans un communiqué commun publié mardi 2 février, les syndicats CFTD, CFTC, CGT et FO

estiment que plusieurs questions « restent non résolues ». Ils souhaitent que soit précisée la notion de « reclassement de proximité » et exigent qu'aucun licenciement « sec » n'intervienne en cas d'échec des mesures de mobilité interne. La direction n'est pas opposée à une poursuite des discussions mais, soulignant qu'elle s'est plie à la nouvelle réglementation exigeant que les plans sociaux incluent des propositions de reclassement, refuse d'ouvrir a priori le recours à des licenciements et rappelle que le paragraphe d'une seule organisation est suffisant pour entériner un accord. Pris à leur propre piège, les non-signataires - qui affirment que de nombreux salariés ont voté favorablement, mais en exprimant « des réserves » - organiseront jeudi des assemblées générales dans l'ensemble du réseau.

En fait, cet imbroglio témoigne de la difficulté qu'éprouvent les États-majors syndicaux à résister à la pression de leurs propres adhérents et sympathisants, beaucoup plus critiques à l'égard des propositions de la direction que ne paraît l'être la majorité du personnel.

J.-M. N.

FINANCES

Pour moderniser le secteur bancaire polonais
Paris et Varsovie ont conclu plusieurs accords financiers bilatéraux

A l'occasion, lundi 1^{er} février, du passage en France du ministre des finances polonais, M. Jerzy Osiaszynski, la France et la Pologne ont signé plusieurs accords financiers bilatéraux, dont le plus important concerne la réallocation des sommes versées par la France, en 1990, pour éliminer le fonds de stabilisation du zloty. Les 100 millions de dollars (582 millions de francs) alors apportés par Paris pour participer au maintien du cours de la monnaie polonaise devaient servir à financer la modernisation et la privatisation du secteur bancaire, dans lequel des établissements français pourrissent prendre des participations, a souligné le ministre des finances lors de la signature des accords avec son homologue français, M. Michel Sapin.

Par ailleurs, la France accorde à la Fondation Franco-Pologne un don de 40 millions de francs, et les deux responsables ont signé un protocole de partenariat portant sur 207 millions de francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Caisse Française de Développement émet un emprunt garanti par l'Etat.

Emprunt **8%**, février 1993
Montant : F 2.000.000.000.
Prix de souscription : 98,94 %, soit F 4.947 par obligation, dont F 4.913,05 représentant le prix d'émission et F 33,95 représentant le coupon couru.
Date de jouissance : le 15 janvier 1993.
Date de règlement : le 15 février 1993.
Durée : 12 ans et 334 jours.
Intérêt annuel : 8 %, soit F 400 par obligation payable le 15 janvier de

chaque année et pour la première fois le 15 janvier 1994.
Taux de rendement actuariel au règlement : 8,22 %.
Amortissement normal : au pair, in fine, le 15 janvier 2006.
Amortissement anticipé : possible par rachat en Bourse, OPA et OPE.
Cotation : les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Une note d'opération (voir COB n° 93-030 du 27 janvier 1993) est mise gratuitement à la disposition du public au siège de la Caisse Française de Développement, Cité du Retail, 35-37, rue Boissy-d'Anglas, 75008 PARIS, et auprès des établissements chargés du placement, BAIO du 1^{er} février 1993



مكادام النحل

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Jeudi 4 février 1993 21

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			PARIS			PARIS		
4^e ARRONDISSEMENT			14^e ARRONDISSEMENT			91 ESSONNE		
3 PIÈCES 70 m² duplex, 1 ^e étage, poss. park.	8/6, rue des Guillemites CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	7 480 + 700 5 656	2 PIÈCES 48 m², 5 ^e étage parking	199, avenue du Maine LOC INTER - 47-45-15-58 Frais agence	5 689 + 419 4 374	2 PIÈCES 45 m² + terrasse r.-de-ch., parking	VIROFLAY 2, rue J. Bertrand CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	3 120 + 650 2 516
7^e ARRONDISSEMENT			15^e ARRONDISSEMENT			PAVILLON		
2 PIÈCES 43 m², 2 ^e étage parking	50, rue de Bourgogne GERER - 40-67-06-99	6 850 + 690	2 PIÈCES 43 m², rez-de-chaussée	7, rue A. Cabanel AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 400 + 530 3 160	6 PIÈCES 125 m², 1 ^e étage parking	EVRY 11, rue de Sion AGIFRANCE - 49-03-43-05 Frais de commission	4 145 + 1 756 3 245
4 PIÈCES 123 m², 5 ^e étage droite	12, place Joffre GCI - 40-16-28-70 Honoraires d'actes	14 708 + 1 720 571	16^e ARRONDISSEMENT			92 HAUTS-DE-SEINE		
4 PIÈCES 98 m², 5 ^e étage	186, rue de l'Université SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	12 250 + 816 6 820	STUDIO 45 m², 4 ^e étage poss. parking	27, av. Kléber CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	5 374 + 575 4 139	2 PIÈCES 56 m², 2 ^e étage	BOULOGNE 14, rue Gambetta SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	5 300 + 1 220 3 818
6 PIÈCES 141 m², 6 ^e ét. duplex double parking	90, bd de La Tour-Maubourg AGIFRANCE - 49-03-43-03 Frais de commission	16 694 + 3 899,35 13 303	2 PIÈCES 75 m², balcon 3 ^e ét., poss. parking	27, av. Kléber CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	6 825 + 970 6 480	3 PIÈCES 102 m², 1 ^e étage parking	BOULOGNE 33/35, rue Anna-Jacquelin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	10 700 + 2 290 7 814
8^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES 61 m², 4 ^e étage	60, av. Foch AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 840 + 850 6 290	3 PIÈCES 69 m², 3 ^e étage	BOULOGNE 33-37, rue Louis-Pasteur GERER - 40-67-06-99	7 300 + 1 036 6 100
5/6 PIÈCES 110 m², 1 ^e étage dont 3 chambres	44, rue du Collège GCI - 40-16-28-69 Frais d'actes	11 575 + 680 477,50	2 PIÈCES 54 m², balcon 2 ^e étage, parking	185, bd Murat LOC INTER - 47-45-16-09 Frais agence	5 862 + 529 4 516	4 PIÈCES 82,59 m², rez-de-ch. terrasse 20 m², parking	BOULOGNE 62, rue de Bellevue GERER - 49-42-25-40 Frais de commission	8 100 + 820 4 817
6 PIÈCES 157 m², 5 ^e étage	42, av. de Wagram AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	21 000 + 2 300 14 943	3/4 PIÈCES 99 m², 3 ^e étage poss. parking	60, rue Michel-Ange AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	9 997 + 774 7 000	4 PIÈCES 87 m², 2 ^e étage parking	BOULOGNE 2, av. du Parc AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 390 + 690 4 547
10^e ARRONDISSEMENT			3/4 PIÈCES 122 m², 4 ^e étage poss. parking	11/13, rue Gros SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	11 000 + 1 903 7 920	2/3 PIÈCES 73 m², 1 ^e étage	NEUILLY-SUR-SEINE 4/8, av. de Bieteville SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	8 030 + 1 787 5 782
4 PIÈCES duplex 118 m², 3 ^e étage, asc. terrasse 72 m²	6, rue de l'Hôpital-St-Louis LOCARE - 40-61-66-00 Commission agence	11 500 + 1 131 11 300	7 PIÈCES 188 m², 1 ^e étage	20, rue de Lubec AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	23 800 + 3 500 15 938	4 PIÈCES 159 m², 2 ^e étage box	NEUILLY-SUR-SEINE 74, rue de Chézy GCI - 40-16-28-68 Frais d'actes	19 900 + 3 368 800
11^e ARRONDISSEMENT			17^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 80 m², 5 ^e étage	SÈVRES 37, Grande-Rue GERER - 40-67-06-99	6 970 + 800 7 400
3 PIÈCES 93 m², 4 ^e étage parking	5/7, rue St-Hubert AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 695 + 726 4 764	3 PIÈCES 68 m², 5 ^e étage	52, bd des Batignolles GCI - 40-16-28-71 Frais d'actes	7 820 + 735 364,80	4 PIÈCES 95 m² récent, bon standing 2 parkings	SÈVRES 11, av. de la Division-Leclerc SAGGEL VENDÔME - 46-08-80-36 Commission d'agence	6 390 + 1 431 5 328
12^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 90 m², 2 ^e étage	10, rue Brémontier LOC INTER - 47-45-14-65 Frais d'agence	11 300 + 1 000 6 550	2 PIÈCES 66 m² + terrasse r.-de-ch., parking	SURESNES 44, rue J.-J. Rousseau CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	3 830 + 480 3 028
2 PIÈCES 56 m², 3 ^e étage	32, rue de Picpus GERER - 40-67-06-99	5 300 + 784	4/5 PIÈCES 147 m², 1 ^e étage	124, rue de Tocqueville SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	14 250 + 2 327 10 250	94 VAL-DE-MARNE		
3 PIÈCES 71 m², 3 ^e étage parking, balcon	15, rue des Colonnades-du-Trône LOC INTER - 47-45-16-84 Frais agence	5 750 + 1 146 4 410	19^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 67 m², 1 ^e étage	NOGENT 68, rue F.-Rolland GERER - 40-67-06-99	6 700 + 1 570 4 680
3/4 PIÈCES 95 m², 2 ^e étage	29, av. Ledru-Rollin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 200 + 1 700 5 635	3 PIÈCES 75 m², 3 ^e étage terrasse 15 m² parking	126, rue Compans GERER - 49-42-25-40 Frais de commission	7 000 + 680 4 275	2 PIÈCES 72 m², 1 ^e étage parking	VINCENNES 27, av. du Petit-Parc AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 598 + 330 6 129
4 PIÈCES 79 m², 3 ^e étage asc., balcon	76, rue de Bercy LOCARE - 40-61-66-00 Commission agence	7 200 + 663 6 146	78 YVELINES			3 PIÈCES 77 m², r.-de-ch. parking	VINCENNES 35, av. du Petit-Parc AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 770 + 770 4 361
13^e ARRONDISSEMENT			PAVILLON 109 m² parking	VERNEUIL-SUR-SEINE 25, allée G.-Sand AGIFRANCE - 49-03-43-83 Frais de commission	5 410 + 282 4 043			
4 PIÈCES 81 m², 3 ^e étage parking	2, villa Tolbiac GERER - 40-67-06-99	7 705 + 620	3/4 PIÈCES 90 m², TS standing 2 parkings	VERSAILLES 6, rue du Gal-Ponting SAGGEL VENDÔME - 46-08-80-36 Commission d'agence	6 200 + 1 398 5 904			

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX
GESTION

CIGIMO
GROUPE GTF

gerer
La Société Immobilière

LOCARE
CONSEIL EN IMMOBILIER



LOC INTER
Téléphone Tél. : 47-45 19 97

AGIFRANCE
GROUPE CREDIT DES DÉPÔTS

SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP

Le Monde

Chaque mercredi (numéro daté jeudi)

Vos rendez-vous IMMOBILIER

La sélection immobilière - Les locations des institutionnels - L'immobilier d'entreprise

Professionnels : 46-62-73-90 - Particuliers : 46-62-72-02

BOURSE DU 3 FÉVRIER

Cours relevés à 11 h 15[illegible]

COMPTANT

(sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préf.	Dernier cours	VALEURS	Cours préf.	Dernier cours	VALEURS	Cours préf.	Dernier cours
Obligations						Etrangères					
Emp. Eux 5.25% 78	...	58.60	C.I.M.	1000	903	Promodis (C)	389	...	A.E.G.	500	...
10.00% 79/94	100.70	4.48	C.I.R.A.M. (R)	2625	...	Publicis	670	...	Alco Hk Sion	405	...
Emp. Eux 13.4% 83	102.88	1.61	Co Industrielle	5335	...	Radio-Canada	118	...	Alcan Aluminim	102.20	...
10.25% mars 85	105.50	9.22	Consolidated	291.50	589	Rogers	139	149.30	American Brands	195	...
QAT 10% 5/2000	112.45	9.90	Consolidated	22	...	S.A.C.E.R.	636	...	Arden	241.10	...
QAT 5.25% 12/1987	107.75	1.41	Co Ind. Int.	119	...	S.A.F.A.A.	158	...	American Brands	195	...
QAT 5.0% 1/1990	104.29	0.10	Darby	511	...	S.A.F.I.C. Alcan.	198.40	...	Banco Popular Espan.	84.40	...
PTT 11.25% 85	108	1.93	Dellmeyer	1610	1760	Saint Domingue (F.L.)	123	...	Bell Canada Int.	183.00	...
CFP 10.25% nov 20	111.15	0.12	Dellmeyer	575	...	Saint Domingue (F.L.)	523	520	Can Pac Paper	89.50	...
QNA 10% 1/1973	...	8.60	Edinam Bauxite Vichy	3010	...	Saint Domingue (F.L.)	146	...	Cayman Corp.	206	...
QNA Bauxite 5000F	96.40	0.78	Edu. Bauxite Vichy	257	256.50	Saint Domingue (F.L.)	589	583	C.I.R.	2.65	...
QNA Bauxite 5000F	98.15	0.78	Edinam Bauxite Vichy	3812	...	S.I.P.H.	90	...	Comstock	864	...
QNA Bauxite 5000F	98.25	0.78	Edinam Bauxite Vichy	470	470	S.M.C.I.	58	...	Dom Chemical	281.40	297.40
QNA Bauxite 5000F	98.38	0.78	Edinam Bauxite Vichy	375	375	Sofa	470	...	Dom Chemical	14.70	...
QAT 1% 6/00	...	8.70	Edinam Bauxite Vichy	396	...	Sofa	169.80	...	Dom Chemical	480	...
QAT 10.00% dec 85	108.39	0.94	Edinam Bauxite Vichy	459	...	Sofa (ex Sion)	80	...	Dom Chemical	925	...
CHARR FCE 3% 100	...	...	F.I.N.A.C.	105	1011	Sofina	22.10	...	Dom Chemical	154.80	...
CHARR	1072	...	Fondine (C)	459	...	Sonobit Angles	251	650	Dom Chemical	373	...
Alcan	...	...	Fondine (C)	240	100	Sonobit	632	...	Dom Chemical	303	...
Alcan 5% jan. 83	698	...	Fondine (C)	1800	1500	Sonobit	2080	2070	Dom Chemical	164	...
Ly. Eux 6% 0.5%	705	...	Fondine (C)	2081	...	Sonobit	100	...	Dom Chemical	95.10	...
Thomson 5% 0.5%	...	...	Fondine (C)	360	375	Sonobit	228	...	Dom Chemical	76.85	...
	...	...	Fondine (C)	245	245	Sonobit	1080	...	Dom Chemical	24	...
	...	...	Fondine (C)	447.30	...	Sonobit	430	410	Dom Chemical	3.88	...
	...	...	Fondine (C)	332.10	333	Sonobit	1676	...	Dom Chemical	52	...
	...	...	Fondine (C)	745	...	Sonobit	109	...	Dom Chemical	208	...
	...	...	Fondine (C)	284	...	Sonobit	25.70	...	Dom Chemical	4.20	...
	...	...	Fondine (C)	332	330	Sonobit	...	...	
	...	...	Fondine (C)	625	625	Sonobit	...	...	
	...	...	Fondine (C)	4159	...	Sonobit	...	...	
	...	...	Fondine (C)	3000	...	Sonobit	...	...	
	...	...	Fondine (C)	450	...	Sonobit	...	...	
	...	...	Fondine (C)	589	584	Sonobit	...	...	
	...	...	Fondine (C)	2560	2500	Sonobit	...	...	
	...	...	Fondine (C)	225	...	Sonobit	...	...	
	...	...	Fondine (C)	22	...	Sonobit	...	...	
	...	...	Fondine (C)	154	...	Sonobit	...	...	
	...	...	Fondine (C)	40	...	Sonobit	...	...	
	...	...	Fondine (C)	42.80	42.80	Sonobit	...	...	
	...	...	Fondine (C)	150	...	Sonobit	...	...	
	...	...	Fondine (C)	353	320	Sonobit	...	...	
	...	...	Fondine (C)	530	538	Sonobit	...	...	
	...	...	Fondine (C)	520	...	Sonobit	...	...	
	...	...	Fondine (C)	1670	...	Sonobit	...	...	
	...	...	Fondine (C)	420	...	Sonobit	...	...	
	...	...	Fondine (C)	190	...	Sonobit	...	...	
	...	...	Fondine (C)	243	...	Sonobit	...	...	
	...	...	Fondine (C)	561	...	Sonobit	...	...	
	...	...	Fondine (C)	242.20	...	Sonobit	...	...	
Actions						PUBLICITÉ					
Appelions Hydr.	1481	...	Lonnie	2560	2500	FINANCIÈRE					
Arbel.	379	382	Lonnie	225	...	Renseignements :					
Bain C. Monson	885	866	Lonnie	22	...	46-62-72-67					
B. Hyatt. Europ.	217	...	Lonnie	154	...	Hors-cote					
B.N.P. Invercor.	345	345	Lonnie	40	...						
Bridgeline	2181	...	Lonnie	42.80	42.80						
Bridgeline Invercor.	459	...	Lonnie	150	...						
Bury Ours	500	...	Lonnie	353	320						
B.T.T.	15.05	18.30	Lonnie	530	538						
Cambridge	550	...	Lonnie	520	...						
Caracas Lorraine	279	276	Lonnie	1670	...						
Car. Portail	2	2.65	Lonnie	420	...						
C.B.C.	347	247	Lonnie	190	...						
C.E.G.F. Paper	770	...	Lonnie	243	...						
Constantine	302	...	Lonnie	561	...						
Congam	19	...	Lonnie	242.20	...						
Congam Hydr.	14	...	Lonnie	...	...				
CC (P)	183.40	182	Lonnie	...	...				

SICAV

{sélection}

2/2

VALEURS	Emission Frals Int	Rachet net	VALEURS	Emission Frals Int	Rachet net	VALEURS	Emission Frals Int	Rachet net
Action	204 05	198 59		10016 25	9531 01	Pavlov	821 82	859 63
Admiration	30372 47	30372 47	France Gazette	278 83	278 27	Placement A	1444 02	141671 6
Admiration D	30372 47	30372 47	France Obligat	504 58	459 69	Placement J	7712 48	7097 09
André-g	7800 49	7500 67	Franc	446 88	439 68	Placement M	71066 42	71523 37
Appellée	646 17	626 38	Francs Pans	101 84	98 87	Placement Nord	903 12	885 41
Assoc	1082 81	1082 81	Francs Régions	1089 70	1057 96	Plaids	140 05	135 97
Audit Futur	404 78	414 43	Francs Associations	37 50	37 50	Poste Créance	23160 75	23127 02
Autant	1108 83	1108 83	Fract-Cap	48 38	44 71	Poste Gestiv.	70341 98	70341 98
Avenir Alsac	1761 76	1717 40	Franchise	243 48	238 85	Prémios Oblig	11215 43	11204 23
Asa Capital	184 32	177 05	Franchise action C.	915 85	890 59	Prévis	119 03	117 85
Asa Cont. Tans	8500 21	8500 21	Franchise action D.	892 98	870 91	St-Honori De B.	31410 60	31410 09
Asa Ed. Ed. Tans	9525 35	880 40	GAC Reinvest	6347 15	5366 13	Profic	1000 70	976 29
Asa Ed. Ed. Tans	774 36	754 63	Gastin	15844 77	1570 82	Quartz	135 24	131 94
Asa Euro	126 59	122 59	Gaz. Associations	174 05	170 23	Rehav	749 24	734 55
Asa Investmets	106 78	105 60	Ind. Associations	14891 80	14891 80	Reinvest	182 13	159 73
Asa IN	121 68	119 14	ILM Nord	10183 95	9803 35	Reinvest Tans	5631 88	5378 20
Asa P. Et. Fr. Euro	152 12	147 48	J&J	10183 95	9803 35	Reinvest Tans	1163 41	1186 03
Asa P. Et. Fr. Euro	135 04	131 11	J&J Pans Com. T.	1573 98	1573 98	St-Honori V. & Sami	870 74	825 72
Asa P. Et. Fr. Euro	134 73	130 71	Interpar	108948 02	106944 42	St-Honori Invest.	772 35	737 33
Asa 56 Et. Fr. Euro	151 19	140 75	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	598 82	672 43
Asa Valuers PFI	123 86	120 26	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	15996 23	15932 90
Calenda 1	1062 61	1041 87	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Calenda 2	1008 10	1048 14	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Calenda 3	1000 78	1039 96	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Capitacion	127 12	6690 43	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Capitacion	6907	6771 57	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Capitacion	1421 88	1400 68	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Capitacion	1410 18	1376 77	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Capitacion	3746 54	3742 93	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Capitacion	390 34	359 88	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Capitacion	446 81	423 51	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Capitacion	138 13	135 63	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Capitacion	710 84	710 84	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Capitacion	85 62	82 62	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Capitacion	74194 88	74194 88	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Capitacion	198 88	193 36	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Capitacion	1190 58	1159 01	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Capitacion	1105 83	1079 25	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Capit	3862 92	1349 18	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Devoit France	849 33	824 59	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Devoit France	238 18	231 24	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Devoit Sécurité	1081 17	1048 88	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Esper	127 76	124 07	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Esper	2785 67	2726 39	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Esper	61275 79	61194 67	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Esper	2242 25	2214 83	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Esper	151 97	147 94	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Esper	71702 84	71702 84	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Esper	42000 96	42000 96	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Esper	2988 94	2986 94	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Esper	2073 11	2052 58	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Esper	102 12	106 33	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Esper	270 29	280 09	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Esper	3851 23	3851 39	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Esper	4980 85	4598 22	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Esper	28912 14	28905 71	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Esper	11598 94	11482 02	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Esper	1732 96	1688 52	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Esper	210 85	205 26	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Esper	5327 33	5294 96	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Esper	447 72	435 74	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Esper	8395 96	8380 06	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Esper	803 61	586 03	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Esper	1039 82	1068 73	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Esper	1008 77	979 38	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Esper	1119 67	1119 67	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80
Esper	8006 65	8033 32	Interpar	498 84	487 20	St-Honori Pacific	12607 78	12607 78
Esper	15427 81	15427 81	Interpar	15098 34	14802 28	St-Honori Pacific	1853 80	1853 80

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

Marché des Changes

Marché libre de l'or

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 2/2	COURS DES BILLETS achat	vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 2/2	Parité. France	294
Etats Unis (1 USD).....	6 506	5 514	6 2	5 7				Noronto M.V.	296
.....	6 583	5 801						.....	1685
Allemagne (100 dm).....	338 520	338 110	327		Or fin (kilo au barre).....	58100	58600	Schlaggenberg	432
Belgique (100 f).....	338 520	338 110	15 6	16 6	Or fin (au lingot).....	58200		.....	432
Paye-Bas (100 f).....	300 860	300 950	290	310	Napoléon (20 f).....	333	339	SEPA	382
Italie (100 L).....	3 649	3 649	3 4	3 4	Place F. (10 f).....	400		S.M.T. Export	6 61
.....	87 850	87 850	84	92	.....			.....	332
Gde-Bretagne (1 L).....	6 039	6 066	7 8	8 4	Place Suisse (20 f).....	351	357	.....	1100
Grèce (100 drachmes).....	2 528	2 525	5 1	5 1	Place Latine (20 f).....	359	359	.....
.....	338 210	338 210	354	374	Courroux.....	2100	2100	.....
.....	74 100	74 620	70	70	Place 20 dollars.....	2100	2085	.....
.....	78 480	78 800	76	84	Place 10 dollars.....	1102 50	1082 50	.....
.....	48 117	48 073	46 8	48 9	.....	562 50		.....
.....	4 758	4 763	4 5	4 5	Place 5 dollars.....	2160	2180	.....
.....	3 740	3 750	3 5	4 1	Place 50 pesce.....	357		.....
.....	4 354	4 354	4 1	4 1	Place 10 florins.....			.....
.....	4 410	4 419	4 2	4 4				.....

CARNET DU Monde

Décès

M. et M^{me} Henri Berger, ses parents, M. et M^{me} Fernand Vialle, son oncle et sa tante, Les familles Voncken et Thomet, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Georges BERGER,

survenu le 1^{er} février 1993, à l'âge de quarante-huit ans.

Un hommage civil lui sera rendu le vendredi 5 février, à 8 heures, à l'amphithéâtre de l'hôpital Cochin, pavillon Gustave-Roussy, 12, rue Méchain, Paris-14.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les amis de

Georges BERGER,

ont la douleur de faire part de son décès, survenu le 1^{er} février 1993, à l'âge de quarante-huit ans.

Un hommage civil lui sera rendu le vendredi 5 février, à 8 heures, à l'amphithéâtre de l'hôpital Cochin, pavillon Gustave-Roussy, 12, rue Méchain, Paris-14.

— La direction Et le personnel de Virgin ont la très grande tristesse de faire part du décès de

M. Georges BERGER,

un de leurs plus précieux et fidèles collaborateurs de la première heure, survenu le lundi 1^{er} février 1993.

Une cérémonie civile lui sera rendue le vendredi 5 février, à 8 heures, à l'amphithéâtre Gustave-Roussy de l'hôpital Cochin.

M^{me} Bernard Chausser, M. François Chausser, M^{me} Christine Chausser, M. Jean Chausser, M^{me} Eliane Manoury et leur fils Thomas, M. et M^{me} Pierre Chausser et leurs enfants, M. et M^{me} Serge Mackowiak et leurs enfants, M. et M^{me} Roger Quessada, M^{me} Monique Thomas, ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard CHAUSSIER, magistrat honoraire, docteur en droit, chevalier de l'Ordre national du Mérite, le 26 janvier 1993, dans sa soixante-troisième année, à Aix-en-Provence.

Les obsèques ont eu lieu à Aix-en-Provence, dans l'intimité.

32 bis, avenue Saint-Jérôme, 13100 Aix-en-Provence.

M^{me} Boby Coulon, son épouse, M. et M^{me} Philippe Labro, M. et M^{me} Philippe Poutet, M. et M^{me} Jean-Louis Lemoine, ses enfants, Thibault, Alexandra, Bénédicte, Tristan, Clémence, Jean, Alexandre, Guillaume, ses petits-enfants, Ses parents Et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Boby COULON,

survenu le 1^{er} février 1993, à Besançon.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 4 février, à 14 h 15, en l'église Saint-Pierre de Besançon.

« Il y a des tuez à travers qui Dieu m'a aimé »

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, avenue Edouard-Droz, 25000 Besançon.

M^{me} Cécile Champion Et ses enfants ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Mady CHAMPION, directrice de l'école d'ergothérapie, à la faculté Paris-XII.

Le service religieux sera célébré le jeudi 4 février 1993, à 13 h 45, en l'église Saint-Jacques du Mail-Pas, Paris-9.

M. et M^{me} Maurice Curiel, François Curiel et ses enfants, Sylvie Curiel, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Simone BONN CURIEL, survenue le 28 janvier 1993,

et remercient les médecins et leur entourage, qui ont témoigné des années de dévouement.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— Saint-Hilaire-du-Rosier (Isère), Paris.

M. et M^{me} Jean Henry et leurs enfants, M^{me} Raymond Henry et ses enfants, M^{me} Pierre Verhees et ses enfants, M^{me} Marc Henry et ses enfants, M^{me} Michèle Henry, Le colonel (ER) Albert Henry et son fils, Les familles Pacaud, Gonzalves, Bellier et Papat, ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude HENRY,

survenu subitement le 1^{er} février 1993, dans sa soixante et onzième année.

Ses obsèques seront célébrées, en l'église de Saint-Hilaire-du-Rosier, le mercredi 3 février, à 15 heures.

Les Tigneux, 38840 Saint-Hilaire-du-Rosier.

M. Marcel Guillaume, géologue (ER), ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean-Louis Leclercq, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Adenot, Albert, Croce, Pérois, Seuve et Vilain, Et tous ses amis, ont la tristesse de faire part du décès, dans sa soixante-quatrième année, de

M^{me} Marcel GUILLAUME, née Françoise Leclercq.

La messe sera célébrée le vendredi 5 février 1993, à 15 h 45, en l'église Notre-Dame de Beaugard, à La Celle-Saint-Cloud (Yvelines).

M^{me} Jean-Guillaume Hubin, son épouse, M. et M^{me} Jean-Philippe Hubin, Constance, Félix et Philippine, M. et M^{me} Olivier Mitterrand, Guillaume, Antigone, Charles-Moïse et Moli.

M^{me} Sabine Hubin-Paugam, Saïk et Erwan, ses enfants et petits-enfants, M^{me} André Hubin, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Henri Chauvel, M. Jean-Paul Delorme, ses belles-sœurs, neveux et nièces.

Les familles Hubin, Bassot, Mallet, Mazel, Tancouart, Kable et Mestral, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean-Guillaume HUBIN,

survenu le dimanche 31 janvier 1993 en son domicile.

et vous prient de bien vouloir assister ou de vous faire d'intention à la messe qui sera célébrée le vendredi 5 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Chailou, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7.

89, quai d'Orsay, 75007 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Bruno et Didier Kahn ont la douleur de faire part du décès de leur mère

Hilda KAHN, née Berger,

survenue accidentellement dans son appartement, le 30 janvier 1993.

Les obsèques auront lieu jeudi 4 février, à 13 h 45, au cimetière parisien de Bagneux.

— Nîmes, Châteauneuf-de-Gadagne.

M^{me} Pierre Maddalena, M^{me} Robert Maddalena, ses enfants et petits-enfants, Claire, Anne et Robert Maddalena, ses enfants.

Les familles Lacour, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre MADDALENA,

survenu à l'âge de cinquante-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu à Nîmes le lundi 1^{er} février 1993.

— Robert Montoux, président-directeur général de la société des éditions Air et Cosmos, ancien vice-président du conseil général du Val-de-Marne, cofondateur d'Air et Cosmos, Et toute l'équipe d'Air et Cosmos, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques MORISSET,

cofondateur et administrateur d'Air et Cosmos,

chevalier de l'Ordre national du Mérite, médaille de l'Aéronautique,

survenu le 1^{er} février 1993, à Saint-Germain-en-Laye, à l'âge de soixante-huit ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 4 février, à 15 h 45, en l'église de Louveciennes.

M^{me} Edith Perrier, M^{me} Carmeline Ianni, M. et M^{me} Christian Perrier, M. Jean-Claude Perrier, Virginie et Frédéric Perrier, M. et M^{me} Jean-Pierre Pihan, Marie-Noëlle Pihan, Toute sa famille et ses amis,

ont la très profonde tristesse de faire part du décès de

M. Georges PERRIER, avocat au barreau de Nancy, ancien secrétaire général de la banque CIC-SNVR,

survenu le 31 janvier 1993, dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 5 février, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-du-Sacré-Cœur à Malmaison-Alfort (Val-de-Marne). L'inhumation aura lieu au cimetière de Malmaison-Alfort.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue des Sapins, 54690 Lay-Saint-Christophe.

— Le comité de direction Et les membres de la Coopération psychanalytique ont le regret d'annoncer le décès de

Léone RICHET,

survenue le 29 janvier 1993, à Caen, et adressant à sa famille et à ses amis toutes leurs condoléances.

— M. André Vinsot, son épouse, M. François Vinsot, M^{me} Chantal Vinsot, et son fils Gilles, M. et M^{me} Edouard Vinsot, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} André VINSOT, née Marie-Thérèse Raffard, avocat honoraire à la cour d'appel,

survenu le 30 janvier 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 4 février, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 90, rue de l'Assomption, Paris-16.

Cet avis tient lieu de faire-part.

80, rue de l'Assomption, 75016 Paris.

Remerciements

— Saint-Gingolph (Haute-Savoie).

Les familles Cusin, Fleischman et Mezardian, sont encore sous le choc brutal et la douleur qu'elles éprouvent.

Elles redoutent toute leur gratitude aux amis fidèles qui les entourent de leur présence, de leurs fleurs, de leurs messages fraternels et de leurs prières au moment où les cendres de

Huguette CUSIN

vont reposer au petit cimetière de Saint-Gingolph.

Gaston Cusin, La R'vère, 74500 Saint-Gingolph.

THÈSES

Tarif Étudiants

60 F la ligne H.T.

M^{me} Albert Flon et ses enfants, Les familles Flon, Fournieu, Burget, Adriaenssens, vous adressent leurs sincères remerciements pour votre présence, vos envois de fleurs et messages, ainsi que les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie que vous leur avez adressés lors du décès de

M. Albert FLON,

et vous assurent de leur profonde gratitude.

— La famille de

Gilberte MARQUESTE, née Anzi,

très émue des marques de sympathie qui lui ont été témoignées, vous adresse ses très sincères remerciements.

Avis de messe

— Une messe sera célébrée le samedi 6 février 1993, à 11 heures, en l'église Saint-Eloi de Fresnes (Val-de-Marne) à la mémoire de

André VILLETTE,

ancien directeur des Editions ouvrières, ancien maire de Fresnes,

ancien vice-président du conseil général du Val-de-Marne,

décédé il y a un an le 2 février 1992.

« Mes yeux voient ton Salut »

Anniversaires

— Il y a vingt ans disparaissait

André BARSACQ, directeur du Théâtre de l'Atelier, metteur en scène et décorateur,

puis,

Elisabeth ALAIN

Michel BARSACQ,

ses enfants, nous quittent à leur tour.

Ceux qui les ont connus et aimés se souviennent.

Mila Barsacq, ses enfants et petits-enfants.

— Saint-Jean-du-Gard. Genève, Strasbourg, Paris.

Il y a deux ans, le 4 février 1991, disparaissait

Philippe LATHAM,

Il est présent, tel bon...

— Il y a un an, nous quitte

M^{me} Mathilde PIEUX-GILÈDE,

à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Ses filles demandant à tous ceux qui l'ont connue et aimée de l'agacé dans leurs pensées au souvenir de

M. Louis PIEUX-GILÈDE, professeur de français au Caire,

décédé en 1975,

et de sa sœur,

M^{me} Marie-Claire PIEUX-GILÈDE, professeur au Caire et à Tunis,

décédée en 1992.

Anne-Marie Pieux-Gilède, 6, boulevard de Québec, 45000 Orléans.

Françoise Lacour, rue du 8-Mai, 34700 Lodève.

Messes anniversaires

— Pour le vingt-cinquième anniversaire du rappel à Dieu du

professeur René SERS,

une messe sera célébrée à son intention le jeudi 11 février 1993, à 8 h 40, en la chapelle de la Sainte Vierge de l'église de la Trinité, place d'Estienne-d'Orves, à Paris.

Communications diverses

— CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e, le jeudi 4 février 1993, à 20 h 30, débat entre R. Darmon, rédacteur en chef de l'édition française du *Jerusalem Post*, D. Shek, porte-parole de l'ambassade d'Israël, et A. Kozanski, délégué du Mappai en Europe : « Israël entre Humas et paix ? » Tél. : 42-71-68-19.

— L'Association des juristes barbares organise le samedi 6 février 1993, à 15 heures, au 12, rue Guy-de-la-Brosse, Paris-5, une conférence-débat sur saint Augustin, avec la professeur Claude Lepelletier.

Soutenances de thèses

— M. Philippe Capelle a soutenu sa thèse de doctorat en philosophie à la Sorbonne, lundi 25 janvier 1993, sur « Philosophie et théologie dans la pensée de Martin Heidegger », mention très honorable avec félicitations du jury. Composition du jury : MM. les professeurs J.-F. Marquet, M. Zacher, J. Grisech.

— Odile Feigine soutiendra sa thèse le samedi 6 février 1993, à 9 h 30, salle Louis-Liard, Paris-IV-Sorbonne : « Roger Caillois, néon et vertiges ».

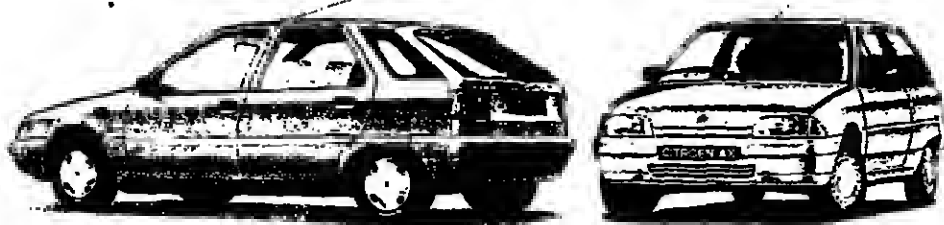
DU 3 AU 28 FEVRIER 1993

CHEZ CITROËN
POUR LA ST VALENTIN
C'EST LE TEMPS DES
COUPS DE CŒUR

SUR TOUTE LA GAMME CITROËN
ET SUR VOTRE CITROËN

— 6000 F

(HORS SÉRIES SPÉCIALES, V.U. ET AUTRES OFFRES PROMOTIONNELLES)
DANS TOUS LES POINTS DE VENTE AFFICHANT L'OPÉRATION - TARIF AU 4/01/93



CITROËN
ET SON RÉSEAU

CITROËN préfère TOTAL

هكذا من النحل

La réflexion sur une réforme du mode de scrutin législatif

La commission Vedel propose l'ajout d'une dose de proportionnelle au système majoritaire

La plus grande partie des députés devraient continuer à être élus au scrutin majoritaire d'arrondissement, seul dix pour cent d'entre eux pouvant l'être à la proportionnelle lors du renouvellement de l'Assemblée nationale qui aura lieu après celui de mars. C'est en tout cas la proposition du rapport de la commission présidée par M. Georges Vedel et qui, composée de juristes et de représentants des groupes de l'Assemblée nationale, avait été chargée par le premier ministre de réfléchir à la possibilité d'une réforme du système électoral.

« Le choix d'un mode de scrutin n'est que partiellement lié à une idéologie politique, mais dépend, assez largement, des avantages et des inconvénients que chacun des secteurs des forces politiques peut attendre de l'option qui doit être adoptée. » Ce constat luide de la commission constituée autour de M. Georges Vedel pour examiner la nécessité et la possibilité de modifier la manière dont sont élus les députés explique qu'elle ne soit parvenue à dégager un réel consensus entre toutes les formations politiques. Les communistes et les écologistes continuent à réclamer une proportionnelle pratiquement intégrale. Les partis dits de « gouvernement » — le PS, le RPR et l'UDF — maintiennent leur demande d'une préservation de l'essentiel du système majoritaire.

Contrairement aux souhaits de certains, un mélange de ces deux systèmes n'est pas réellement envisageable. C'est là un des grands apports de cette commission qui a, grâce à sa composition, la réflexion théorique et à l'analyse concrète. Elle a, en effet, constaté qu'il existe une opposition de principe entre les tenants des deux thèses, et qu'un mariage des deux principes risquerait de « cumuler les inconvénients des deux modes

concurrents ». Aussi elle prévient dans son rapport « qu'une solution parfaite du problème posé est probablement hors de portée et qu'il faut se résigner à une bonne dose d'empirisme et probablement de compromis ». Étant elle-même partagée, elle a estimé qu'il n'y avait pas à « trancher pour l'une ou l'autre des positions », une fois constaté « qu'une réforme substituant au scrutin majoritaire la représentation proportionnelle, dans l'une ou l'autre de ses versions, ne réduirait pas une majorité et qu'au contraire, si l'on se borne à une alternative, le mode de scrutin actuel, dont nul ne soutient qu'il est parfait, serait préféré ».

Faudrait-il alors ne rien faire ? La commission ne le pense pas. Pour elle, en effet, la non représentation au Parlement de forces politiques qui ne peuvent s'y faire être par le système actuel peut favoriser « des modes d'expression moins pacifiques que le vote » et altérer « la confiance dans le principe démocratique ». Elle constate aussi que « le vote change de signification dans l'esprit de l'électeur », celui-ci ne cherchant plus à indiquer la majorité ayant sa préférence, mais à émettre « un vote à l'essai sans véritable engagement ». Sans trancher le point de savoir si cela n'est qu'une « parenthèse », elle se sent incitée à ne pas « privilégier les modes de scrutin qui ont tendance à pérenniser les divisions de l'esprit public ». Constatant qu'il était pas de sa compétence d'étudier la possibilité d'un Sénat composé à la proportionnelle et d'une Assemblée nationale élue au scrutin majoritaire, elle en arrive donc à la nécessité pour elle de proposer un simple aménagement du mode d'élection des députés.

La recherche d'un compromis

Un « compromis » lui paraît, en effet, possible qui, partant du système actuel, le corrigerait afin de « donner une représentation à des opinions et à des forces politiques dont l'existence et l'importance ne sont pas niables ». Mais pour la commission, il ne peut être que l'objet

« d'une négociation essentiellement politique », elle-même ne pouvant qu'« essayer d'indiquer le chemin sur lesquels il peut se situer ». Elle ajoute que lui paraît possible, compte tenu des rôles différents que doivent jouer la majorité et « la non majorité », celle-ci pouvant être diverse, l'Assemblée nationale. Il s'agit donc de « trouver un système qui, sans priver le parti ou la coalition majoritaire des avantages que lui assure le scrutin, offre des sièges au sein de la non-majorité à des forces politiques dont l'entrée dans la vie parlementaire ne serait pas possible sans un correctif apporté au scrutin majoritaire ».

Les contraintes constitutionnelles, historiques et culturelles conduisent la commission à penser que la seule possibilité est « un mode de scrutin qui tienne compte de la diversité de l'Assemblée nationale, résulte du vote selon le scrutin uninominal majoritaire à deux tours, mais qui, pour une part non négligeable, superpose à cette attribution une élection à la proportionnelle ». Elle envisage que cette part soit de 10 % des sièges, mais les représentants de la droite ou son sein ont refusé que cela soit permis par une augmentation du nombre de députés, ce qui oblige à un redécoupage de l'ensemble des circonscriptions.

Elle propose deux systèmes aux résultats concrets bien différents. Dans le premier, les électeurs ne choisissent dans l'urne qu'un seul bulletin, chaque candidat ayant la possibilité de signifier son adhésion à une formation politique. La globalisation des voix ainsi recueillies attribuerait par chaque parti une part au scrutin national, mais seuls ceux ayant été « défavorisés » par le système majoritaire auraient droit à des élus à la proportionnelle. Dans le second, qui semble avoir la préférence de la majorité de la commission, les électeurs votent deux bulletins : l'un pour choisir le député de leur circonscription, l'autre pour indiquer le parti ayant leur préférence. Mais alors toutes les formations profitent de la proportionnelle, ce qui désavantage les « petites ». Dans les deux cas la commission soutient que nul ne puisse être à la fois candidat à une circonscription et sur la liste nationale de son parti, afin qu'il n'y ait pas « d'abus-battus ».

Sans sortir de la mission précise qui lui a été confiée, cette commission a fait des propositions « connexes » à une réforme du mode de scrutin. Ainsi son rapport préconise que, sans que le système électoral soit inscrit dans la Constitution, ses « éléments fondamentaux » ne puissent « être adoptés qu'à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés à l'Assemblée nationale ». De plus il ne pourrait être modifié à moins d'un an du renouvellement de l'Assemblée. Le texte de M. Vedel préconise aussi que le découpage des circonscriptions soit revu après chaque recensement général de la population et que le projet qui proposerait le gouvernement au Parlement soit préparé « au vu des propositions » d'une commission « indépendante » composée de magistrats et d'experts en démographie, géographie et sciences politiques.

THIERRY BRÉHIER

□ Bosnie-Herzégovine : 30 000 victimes de viols, selon une commission bosnienne. Le nombre des victimes des viols systématiques perpétrés par des soldats serbes en Bosnie-Herzégovine est estimé à 30 000, a affirmé, mardi 2 février, M. Azra Smajovic, membre d'une commission sur les crimes de guerre mise en place par le gouvernement bosnien et qui a basé son enquête sur les témoignages de femmes libérées. Les victimes de viols sont généralement détenues jusqu'à ce que leur grossesse soit trop avancée pour qu'elles puissent avorter. Selon M. Smajovic, les viols commis par des soldats de l'armée bosnienne sont des faits isolés, une « conséquence marginale de la guerre », et seraient punis s'ils étaient découverts. — (AFP)

TAPIS PERSANS 30% ET 50% FAITS MAIN

CHIRAZ laine 150 x 108... 1.200 F (2.500 F)
BALOUTCH laine 204 x 112... 3.000 F (6.000 F)
NABE laine et soie 191 x 117... 7.000 F (14.000 F)
TABRIZ laine... 573 x 104... 6.000 F (12.000 F)
GHOM soie 207 x 108... 36.500 F (65.000 F)

MAISON DE L'IRAN
65, Champs-Élysées (8^e)

Renvoyé devant le tribunal correctionnel

M. Jean-Michel Boucheron devrait passer en jugement après les élections de mars

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Guy Joly, a rendu vendredi 29 janvier un arrêt de renvoi devant le tribunal correctionnel de M. Jean-Michel Boucheron, député (non inscrit) de la Charente, ancien maire (PS) d'Angoulême, et de M. Michel Gabaude, ingénieur commercial (le Monde daté 31 janvier-1^{er} février). Elle a également décerné un mandat d'arrêt international contre le député de la Charente, actuellement en fuite en Argentine. Ce premier dossier était bouclé (deux autres affaires sont à l'instruction à Bordeaux), il devrait conduire à l'ouverture d'un procès en correctionnelle pour lequel, dans les milieux judiciaires, on avance la date probable du mois de mai, soit après les élections législatives.

L'instruction menée à Paris par le juge Guy Joly, président de la troisième chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, concerne la Société de coordination, de commerce et d'assistance (SCCA) et la Société d'études, de pilotage et de coordination (SEPC), deux bureaux d'études dirigés par M. Michel Gabaude, dont la seule activité était la fausse facturation au profit notamment de M. Jean-Michel Boucheron, « alors maire (PS) d'Angoulême ».

Dans son arrêt de renvoi, la chambre d'accusation a retenu, à l'encontre de M. Boucheron, les chefs d'accusation « de complicité de faux en écriture de commerce et de complicité d'usage de faux en écriture de commerce, recel d'abus de biens sociaux et d'usage de faux, trafic d'influence et infraction ». Sur le délit de faux en écriture de commerce et usage reproché à M. Gabaude et de complicité de ces délits retenus contre M. Boucheron,

les trois magistrats soulignent qu'il résulte de l'information, et notamment des aveux des intéressés, qu'à l'instigation et au profit essentiel de M. Boucheron, M. Gabaude a fabriqué des fausses factures à en-tête de SCCA, dont il a fait usage en les livrant au commerce juridique par leur remise à des chefs d'entreprise qui les ont acceptées et payées.

A propos de l'inculpation de recel d'abus de biens sociaux et d'usage de faux en écriture de commerce, les magistrats relèvent que M. Gabaude « a retiré du compte bancaire de SCCA les fonds correspondant à son activité de fausse facturation et qu'il en a remis une part importante à M. Boucheron, tout en s'en appropriant une fraction » et que ces faits constituent donc bien le délit qui leur est reproché. Ils précisent également que les sommes obtenues par M. Boucheron à l'aide du délit d'abus de biens sociaux et d'usage de faux en écriture de commerce ne sauraient être d'un montant « inférieur à 745 000 francs ».

Une « officine de trafic d'influence »

La chambre d'accusation a en revanche abandonné l'inculpation générale de corruption au profit de celle de trafic d'influence. « Si des chefs d'entreprise ont accepté de payer des sommes importantes, calculées au prorata des marchés, sur la simple remise de factures non causées, c'est qu'à l'évidence ils avaient reçu des offres ou des promesses d'intervention en leur faveur », indique l'arrêt de renvoi. Mais, précise-t-il, « à défaut d'avoir mis en lumière l'existence d'un pacte de corruption (...) permettant de relier les versements opérés par les chefs d'entreprise concernés à des actes relevant des fonctions dévotives de M. Boucheron, l'information a retenu qu'en fait M. Gabaude animait, sous couvert de SCCA, une officine de trafic d'influence ».

A ce sujet, l'arrêt fait référence à deux déclarations des inculpés devant le juge, reconnaissant eux-mêmes les faits : « J'estime que le système de fausse facturation impli-

quait, qu'on le veuille ou non, un trafic d'influence », observait M. Boucheron, lors d'une audience le 26 février 1992. « Je reconnais que je faisais parfois des pressions sur les entreprises en ce sens que je pouvais exercer une influence sur eux dans le secteur des marchés », indiquait de son côté M. Gabaude. La chambre d'accusation a donc estimé nécessaire de requérir le délit, en soulignant qu'« il existe contre MM. Boucheron et Gabaude des charges constitutives du délit de trafic d'influence, prévu par l'article 178 du code pénal, texte incriminant ce cas particulier de corruption ».

Examinant enfin le délit d'ingratitude dont l'ancien maire d'Angoulême se serait rendu coupable dans le dossier de l'affaire du service de l'eau de la ville au profit de la Compagnie générale des eaux (CGE), les trois magistrats notent que cette inculpation est fondée, dans la mesure où l'enquête a révélé des « raisons plausibles de soupçonner les inculpés d'avoir tenté de dissimuler sous l'habillage juridique d'un contrat de travail fictif M. Boucheron et de quelques mois salariés de la SEPC, un intéressement de M. Boucheron aux ressources tirées de l'exploitation par CGE du service de l'eau d'Angoulême ».

Contrairement aux autres inculpés de ce dossier, MM. Boucheron et Gabaude sont exclus par la chambre d'accusation du bénéfice des dispositions d'amnistie contenues dans les lois du 20 juillet 1988 et du 15 janvier 1990, en considérant que les actes qui leur sont reprochés ont été accomplis « à des fins d'enrichissement personnel », et non pas pour le financement direct ou indirect de partis politiques ou des campagnes électorales.

Constatant que M. Boucheron a « mis à profit l'immunité et l'inviolabilité que lui confèrent son statut de parlementaire pour prendre la fuite en se réfugiant dans un pays étranger », la chambre d'accusation estime qu'il y a lieu de suivre les réquisitions du procureur général et de délivrer un mandat d'arrêt contre le député de la Charente.

P. R.-D.

La crise de l'édition

Licenciements et changement d'orientation chez Critérium

Après avoir été mises en sommeil, fin décembre 1992, les éditions Critérium vont être restructurées. Cette petite maison de littérature générale appartenant au groupe Médias-Participation vient d'être vidée de son équipe par ses propriétaires, pour des raisons « économiques et financières ». Critérium sera désormais dirigée par Jean-Marie Dumout, directeur général des éditions Fleurus.

Contrôlées par le groupe Médias-Participation (ex-groupe Ampère), qui comprend notamment les éditions Mame, les éditions Fleurus sont spécialisées dans la littérature enfantine et les guides pratiques. Leur directeur envisage de « conserver une production intéressante et originale » sous la bannière de Critérium, en sortant une quinzaine de titres par an. La ligne éditoriale consistera à privilégier les essais et les ouvrages historiques.

Réactivées, en 1990, par Médias-Participation, les éditions Critérium étaient dirigées, jusqu'en décembre, par Roger de Bazelaire. La maison avait misé sur la littérature, publiant, à ses débuts, 60 % de textes littéraires, dont un tiers d'étrangers. Dès la mi-1992, des déboires commerciaux avaient contraint les responsables de Critérium à réduire leur équipe et leur production étrangère.

Après le meurtre de quatre personnes

L'ONU interrompt son aide par voie routière à l'Afghanistan

Au lendemain de l'assassinat de quatre de ses membres près de Jalalabad (le Monde du 3 février), les Nations unies ont décidé, mardi 2 février, d'interrompre leur aide par la route dans le sud et l'est de l'Afghanistan. Leur personnel international a également été retiré de Jalalabad. Toutefois, l'aide par voie aérienne se poursuit. D'autre part, le Pakistan a entrepris d'évacuer mercredi la plupart de son personnel diplomatique de Kaboul, à la suite de nouveaux tirs qui ont endommagé son ambassade. (AFP)

(Lire, page 4, l'article de notre envoyé spécial Jean-Pierre Clar)

LE MONDE diplomatique

Février 1993

- **CRISE** : Etat d'urgence économique, par Donatien Gervais.
- **ALGÉRIE** : Dans le labyrinthe, par Ignacio Ramonet.
- **PÉTROLE** : L'inquiétante baisse des revenus des pays producteurs, par Nicolas Sarkis.
- **EUROPE DE L'EST** : Comment aider la révolution sans utopie ? par Marie Lavigne. — Ce barrage qui oppose Bratislava à Budapest, par Roger Cans.
- **ÉTATS-UNIS** : M. Clinton en quête d'une « nouvelle vision » diplomatique, par Michael Klare. — L'« Irakgate » na le cynisme-roi, par Joe Stork.
- **RUSSIE** : Une gauche « à l'occidentale » ?, par Bernard Frédéric.
- **CUBA** : Une forteresse assiégée, par Janette Hobel.
- **ÉCOLOGIE** : Grands barrages, grands désastres, par Christian Ferrière.
- **CINÉMA** : Le Japon déconstruit les infortunes de l'immigration, par Max Tessier.
- **SOCIÉTÉ** : Repenser la science, par Dominique Lecourt. — La casse-tête des langues, par Bernard Cassen.
- **CULTURE** : « Dans l'ombre de la guerre », une nouvelle de Ben Okri.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

DÉBATS	
Afrique : « Quelle force d'intervention ? », par Dominique Bangoura ; « Faut-il vraiment restaurer les dernières dictatures ? », par Emile La Brie et Marc Pilon, Revues par Frédéric Gausson ; « Les sciences humaines à l'honneur »..... 2	
ÉTRANGER	
Les négociations sur la Bosnie-Herzégovine reprendront le 5 février à New-York..... 3	
M. Kohl a plaidé pour une véritable politique étrangère commune des Douze..... 4	
Mal : les déceptions d'une « légion de droits »..... 6	
Irak : les effets pervers de l'embargo..... 8	
POLITIQUE	
La préparation des élections législatives : dans la coulisse des négociations entre le RPR et l'UDF..... 9	
M. Solleson annonce son intention de quitter la présidence du conseil régional de Bourgogne..... 10	
SOCIÉTÉ	
Le procès du meurtre de la petite Christelle devient la cour d'assises de la Moselle..... 11	
De nouvelles inculpations entendues dans l'affaire Botton..... 12	
Défense : l'armée de l'air française élèvera des Mirage 2000-5..... 13	
COMMUNICATION	
M. Lagardère affirme que Matra-Hachette dégradera 1 milliard de francs de bénéfices en 1993..... 13	
CULTURE	
La disparition du cinéaste François Reichmanbach..... 13	
ENQUÊTE	
La fièvre des musées : III. — Des conservateurs aventureux..... 14	

« Le Monde des livres » : « Les Lieux de mémoire »

Entreprise sous la direction de Pierre Nora au début des années 80, la série des Lieux de mémoire s'échoue avec trois gros volumes consacrés à « France ». Une nouvelle histoire de France, pendant contemporain de celle de Michelet ou de Lavisse, mais aussi réflexion critique sur une mémoire nationale bouleversée et sur le rôle civique des historiens. Entretien avec Pierre Nora, analyse de Jacques Le Goff et le point de vue d'un historien anglais, Stefan Collini.

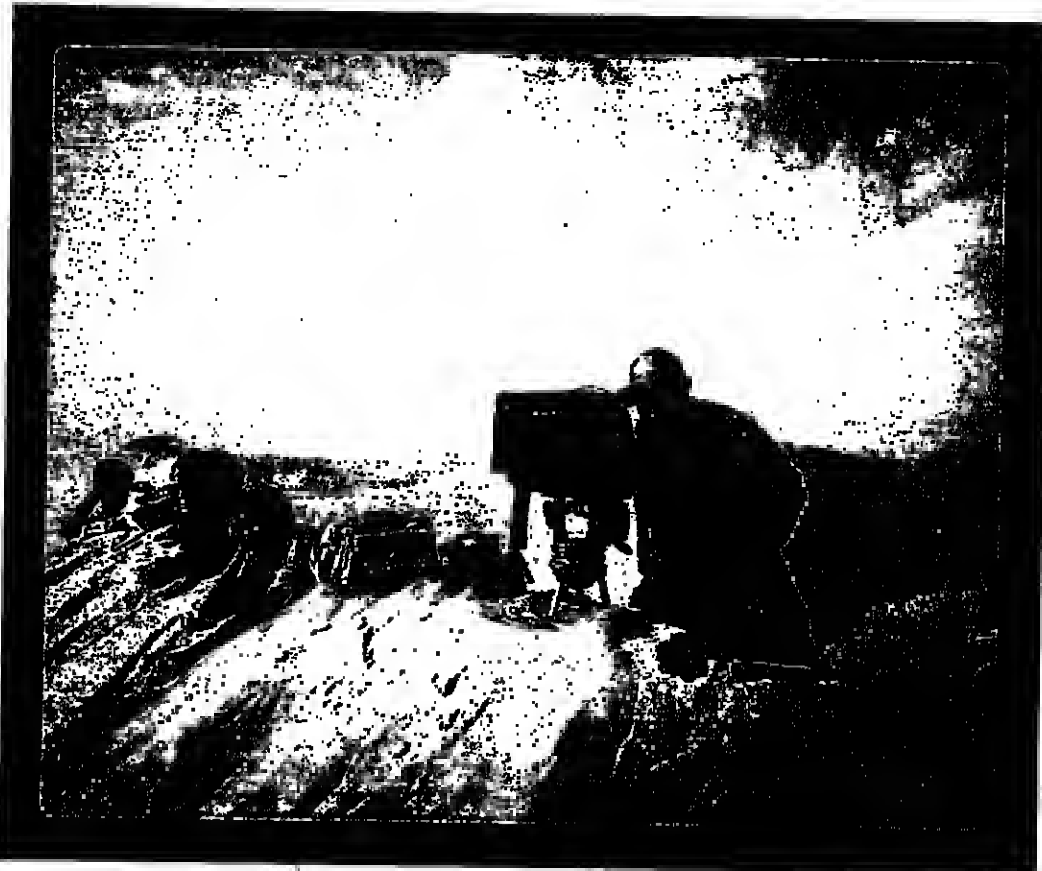
مكتبة العالم

هكدام الناحية

Le Monde

Le Monde • Jeudi 4 février 1993 27

ARTS • SPECTACLES



CLAUDINE NOUGARET

LE TERRITOIRE DEPARDON

EN PRINCIPE, tout était clair. Il y avait la photo de reportage et la photo d'art, le documentaire et le cinéma de fiction. Un bonhomme pas farand, fils de paysan de Villefranche-sur-Saône monté à Paris et engagé comme gendarme chez un photographe, allait bousculer le paysage. Raymond Depardon «plonge» devant le domicile des vedettes, s'ennuie souvent sur le ponton de l'Elysée, fréquente les champs de bataille, invente au service de ses pairs un style nouveau d'agence photographique. A l'occasion, il n'hésite pas à se servir d'une caméra. Peu à peu, sans lâcher le boîtier, il partage sa vie entre images fixes et images animées.

D'autres avant lui (Cartier-Bresson, Robert Frank, Agnès Varda, et William Klein...), chacun à sa façon, s'étaient collectés aux deux techniques. Mais ce qu'a fait Depardon, et dont témoigne l'intégrale (1) des films rassemblés sous l'égide du ministère des affaires étrangères et montrés en France avant de partir voyager à travers le monde, est unique (2). Un film, parmi les dix-neuf présentés, pourrait être la métaphore de ce travail singulier. Le 14 décembre 1980, Raymond Depardon filme l'hommage des New-Yorkais à John Lennon, assassiné la veille. 10 minutes de silence pour John Lennon consiste en un unique plan-séquence circulaire. Le cinéaste pivote sur lui-même, filme la foule muette, prostrée; la caméra, insistante, scrute les regards, en quête de douleur, de complicité ou de colère, avant de diriger son objectif vers le ciel.

Pas plus qu'il n'y a de coupes dans ce plan, il n'y a de coupure entre les différentes étapes de sa carrière, entre les genres différents qu'il a abordés. Dans ce court métrage comme dans sa vie, il s'est construit une attitude à lui, noyée dans la foule et en même temps en son centre, créant son espace et imposant son point de vue. Les images, attentives à l'intime, au détail, au trivial, se chargent d'émotion et de sens grâce à la durée, pour s'élargir à une signification plus vaste.

Onze ans plus tôt, Raymond Depardon avait réalisé le premier des films présentés par la rétrospective. A Prague, au sein d'une équipe de télévision classique, il «couvrait» les funérailles de Jan Palach qui venait de s'immoler par le feu pour protester contre l'invasion de son pays par les troupes soviétiques. Son reportage, toujours bouleversant, enregistre au plus juste l'émotion de la foule; et, surtout, la force de cette minute de silence absolue respectée par toute une ville soudain figée. Témoignage sur le vif, ce reportage relevait encore de la photo de presse («Heureusement que les feux de circulation changeaient de couleur, reconnaît

Depardon, le public aurait pu croire que j'avais filmé une rue fixe»), représentait alors le meilleur de la télévision. Aujourd'hui, dans une salle et sur grand écran, c'est déjà du cinéma.

Pas à pas, du Tchad au Yémen, de la salle de rédaction du *Main* à l'asile psychiatrique de San-Clemente, d'un village indien nommé Piparsod à un commissariat de police parisien, de New-York au génocide de l'Hôtel-Dieu, Depardon a multiplié les expériences. Certaines ont eu grand écho, tels les interviews de Françoise Claustre, otage des rebelles du Tibesti (*Tchad 2 et 3*), le portrait de Giscard (50,81 %), celui de la naissance d'un quotidien (*Numéro Zéro*) ou ceux de ses confrères photographes (*Reporters*), et bien sûr *Faits divers* et *Urgences*. D'autres sont plus secrets, plus introvertis, comme l'anti-exotique *Tibesti Too*, où il apprend que filmer le désert, c'est encore filmer les humains, ou l'autobiographique *Les Années-Déclic*, et le *Petit Navire*, miracle de sincérité à vif. Pratiquement tous sont placés sous le signe du métissage. Depardon a continué à faire de la photo, souvent en même temps (comment choisir entre *San-Clemente* le film et *San-Clemente* le livre?). Il a tourné des publicités, mis son savoir-faire de cameraman à disposition d'un autre cinéaste, approché précautionneusement la fiction (*Empty Quarter. Une femme en Afrique. Une histoire très simple*, la *Captive du désert*), inventé d'autres va-et-vient entre film, photo et texte (par exemple *Empty Quarter* et le livre *Les Fiancées de Saigon*, ou *Contacts*, le bien nommé), a mis son imagination au service d'Amnesty International (*Cartagena*).

Au-delà de la qualité de chaque moment, l'intégrale des films et le livre *Depardon/Cinéma* sont passionnants parce qu'ils dessinent le contour d'un «territoire Depardon», dont les balises sont faciles à repérer : le désert africain, harmonique de son enfance paysanne et la ville qui l'intrigue et l'inquiète; le désir de voyage et le désir qui naît en voyage; le pouvoir, ou plus exactement ce qu'un appelant naïgère les appareils idéologiques d'Etat, police, médias, psychiatrie, justice, face auxquels il exerce une essentielle fonction de vigilance démocratique (sans esprit de système, comme en témoigne la vision des flics véhiculée par *Faits divers*). Murs et espace, donc. Mais la tonalité commune à tous ses films est aussi significative. Soulignée par sa propre voix un peu rauque, incertaine, semblant parfois à bout de souffle, elle est celle de la confiance.

Qu'il montre un parti toubou attaqué par l'armée régulière tchadienne (*l'Emboscade*), un chauffeur de bus terrassé par le stress (*Urgences*) ou lui-même, seul, assis dans le désert et soliloquant sur les détresses et les caresses du désert (*le Petit Navire*), c'est le même ton, proche, sans effet, à bonne distance. Le cinéma de cet «homme d'images» par excellence est aux antipodes de ce qu'on appelle le «cinéma d'images», avec ses stridences tapé-à-l'œil. En faisant confiance à son regard, à son éthique, à

Depuis le 3 février, la cinémathèque Saint-André-des-Arts à Paris et plusieurs salles en régions présentent l'intégrale des films de Raymond Depardon (sur notre photo en tournage au Niger). Simultanément paraît un livre, conçu par Depardon et Frédéric Sabouraud, consacré au travail de réalisateur de celui qui fut d'abord reconnu comme un grand reporter-photographe. Depuis le 26 janvier, une exposition «Depardon cinéaste» est présentée à la FNAC Etoile. Juste hommage à un personnage à part, qui, avec discrétion, audace et opiniâtreté, a inventé une nouvelle façon de regarder.

ceux qu'il filme, à ceux avec qui il travaille (notamment Claudine Nougaret, devenue sa preneuse de son habituelle, les monteurs José Pinheiro, Olivier Froux et Roger Ikhef, la productrice Pascale Dauman), aux spectateurs aussi, Depardon a pu s'approcher de la fiction, si naturellement mensongère, sans perdre ses repères de vérité.

Par prudence, il n'a laissé jusqu'à présent qu'un seul personnage entrer dans ce nouveau cadre (Françoise Prenant dans *Empty Quarter*; Sandrine Bonnaire dans la *Captive du désert*). Il lui faudra aller plus loin. Tenter, par exemple, d'adapter une belle et terrible nouvelle de Le Clézio, *la Ronde*. Pas encore de dialogue, mais plusieurs protagonistes dans le champ. *La Ronde*, histoire banale et meurtrière d'un monde forcé, s'achève tragiquement. La ronde de Raymond Depardon est, à chaque tournage, plus ouverte sur le monde. (Lire pages 28 et 29 l'entretien avec Raymond Depardon.)

JEAN-MICHEL FRODON

* *Depardon/Cinéma*, de Raymond Depardon et Frédéric Sabouraud. Edité par les Cahiers du cinéma et le ministère des affaires étrangères. 176 pages. 149 F. *San-Clemente* est édité par le Centre national de la photo, et les *Fiancées de Saigon* par les Cahiers du cinéma.

NANTERRE
AMANDIERS
ON NE
BADINE
PAS
AVEC
L'AMOUR
Alfred de Musset
mise en scène
Jean-Pierre Vincent
du 1er février au 3 avril
46 147000

ENTRETIEN AVEC RAYMOND DEPARDON

LES OBJECTIFS
D'UN HOMME
D'IMAGES

Photographe, documentariste, cinéaste de fiction, Raymond Depardon est un artiste complet, témoin engagé de son temps, portraitiste méticuleux des êtres, des pays, des âmes. De longtemps reconnu, il peut prendre son temps et imaginer pour chacun de ses projets ce qu'il appelle un « dispositif approprié » et qu'on pourrait appeler « le style Depardon ».

« Comment définiriez-vous votre travail de cinéaste ? »

« Je ne sais pas. Je suis seulement sûr de ne pas faire des films de photographes. Je suis tiraillé entre trois familles de films : le documentaire, la fiction, et quelque chose de plus intime, ce que Pasolini appelait des *appunti*, des sortes de carnets de notes filmées dont il faut inventer la forme et qui sont très exigeants. Par ailleurs, je reste photographe, en essayant de trouver des échos entre une activité et l'autre. Par exemple, en ce moment, j'ai une bourse pour travailler sur le monde rural en photo, je cherche la clé pour en parler aussi au cinéma. »

« Bien sûr, je me sers de mon apprentissage photo pour le cinéma. Quand je suis derrière une caméra, je deviens très dur, impitoyable. Parce que je n'arrête pas les prises. Jean Rouch me demande souvent : « Pourquoi tu ne coupes pas ? Moi, j'aurais arrêté ici. » Lorsque je fais un documentaire, j'aime continuer à tourner, les gens attendent, et je filme ce malaise, qui est le « bout » de la situation. Exercice que je n'ai pas vraiment réussi... »

à maîtriser pour la fiction, peut-être est-ce impossible de retrouver cette sensation. Cette attitude vient de la photo, on fait un premier cliché, le décalic rassure le sujet, ensuite, on attend, et il évolue. A ce moment, tout dépend de mon « placement », de mon jeu de jambes, comme sur un ring face à un adversaire.

« Réaliser des films de fiction, c'est une façon de s'éloigner de la réalité ? »

« Le réel n'est pas tout. Je cherche des voies pour m'en éloigner un peu, ou l'approcher d'une autre manière. Avant de réaliser *la Captive du désert*, j'avais peur. Mais, lorsqu'on réalise un film de fiction, on a un plan de travail. Tandis que, comme documentariste, on ne sait pas ce qui va se passer, il faut être sans cesse sur le qui-vive. Un photographe est en permanence stressé à l'idée de rater le bon moment, la poignée de main, le geste du pape, la reine qui glisse sur une flaque. La fiction est plus confortable, plus rassurante. »

« Dans ce domaine aussi, mon expérience de photographe me sert. J'avais peur de diriger pour la première fois une actrice, Sandrine Bonnaire, et je me suis aperçu que je faisais ça depuis toujours. Les photos d'actualité, c'est presque toujours de la mise en scène. Et on apprend à identifier le geste juste. »

« Vous vous sentez prêt à aller plus loin, dans le domaine de la fiction ? »

« J'avance doucement, trop doucement. J'ai du mal à écrire, surtout les dialogues, sans doute parce que je suis très attentif aux paroles dans la vie. La nouvelle de Le Clézio, *la Ronde*, que je vais adapter, comporte très peu de paroles. Affronter une construction dramatique inventée par un autre m'aide à progresser. Quand je tourne un documentaire, je ne me pose pas de questions de style, de savoir si le champ/contrechamp est admissible. J'essaie juste de trouver ma distance. Mais on ne peut pas esquiver les questions de style lorsqu'on tourne une fiction. »

« Vos films donnent l'impression qu'ils dépendent moins des éléments classiques — le sujet, le scénario, les acteurs — que du dispositif de mise en scène inventé à chaque fois. »

« Trouver un dispositif approprié à chaque projet est ce qu'il y a de plus difficile. C'est pourquoi je reste souvent longtemps sans tourner. Mes photos me font vivre, je peux attendre. Je travaille avec des équipes réduites au minimum, le tandem avec Claudine Nougaret au son est une bonne solution. Mais il faut beaucoup d'autres ingrédients, adaptés à chaque situation. *San Clemente*, par exemple, a pu exister grâce au dispositif (Depardon à la caméra, la photographe Sophie Ristheluer promue coprésidente et praticienne de son) : »

a priori, filmer un asile psychiatrique, c'est à la fois banal et dangereux. Avant de commencer, je me disais que je devrais avoir une opinion, un discours sur la psychiatrie. Et je me demandais comment résoudre le problème supplémentaire posé par la langue, puisqu'on tournerait en Italie. Finalement, le dispositif a permis de passer outre ces obstacles. J'ai revu le film récemment, il me semble qu'il trouve naturellement une forme, un contenu et un mouvement, un peu comme un ballet, alors qu'il ne se passe pas grand-chose. »

« A contrario, les films qui traduisent un malaise, comme *Piparsod* ou *New-York, NY*, correspondent à un échec du dispositif ? »

« Sans doute. Pour *Piparsod* j'étais l'Occidental qui débarquait en Inde, alors que les deux autres, le réalisateur indien et l'ethnologue, étaient déjà chez eux. Mais il me semblait que j'avais autant le droit de filmer qu'un autre, l'Inde n'appartient à personne, ni aux Indiens, ni aux ethnologues, c'est une partie du monde. Je me suis retrouvé pris au piège de l'exotisme, qui me passionne et m'inquiète. Je le retrouve toujours sur mon chemin, depuis qu'on m'a envoyé, à dix-huit ans, en reportage en Afrique, et que j'ai découvert mon attirance pour ces lieux, les hôtels, les palmiers, les tropiques, le rêve de rencontrer la femme de sa vie en voyage... »

« Depuis, je ne cesse de remettre à l'épreuve cette question de l'exotisme. Dans le désert, tout allait bien, j'ai eu l'impression de retrouver ce que je connaissais à la campagne, en France. En Inde, rien. New-York, les grandes villes, c'est encore autre chose. Cela fait plus de trente ans que j'habite Paris, mais très peu de temps que j'ai commencé à m'y intégrer, à m'y sentir chez moi. New-York m'attire, j'y vais souvent, mais c'est compliqué de faire un film là-bas, ou alors trop facile tellement on y a déjà pris d'images. Il faudra que j'y retourne, mais je n'ai pas trouvé le dispositif. Il faut que je parte un peu pour y réfléchir, dans le désert. »

« Vous construisez toujours vos films à partir d'un lien ? »

« L'unité de lieu m'a beaucoup servi, en particulier pour décrire des institutions, comme dans *San Clemente*, *Faits divers* ou *Urgences*. Il faudrait trouver autre chose. Mais je veux encore utiliser ce cadre pour deux projets qui me tiennent à cœur depuis longtemps : le Palais de justice et le dépôt. Filmer au Palais de justice pose beaucoup de problèmes administratifs, sans parler du secret de l'instruction. J'attends depuis plusieurs années, je patienterai autant qu'il faudra. »

« Depuis que je suis entré dans la pièce où sont interrogés les suspects, je ne vois plus Paris de la même

« 50,81 % », GISCARD ET LA PRÉSIDENTIELLE DE 1974

UN FILM AU
PURGATOIRE

En 1974, pendant la bataille présidentielle, Raymond Depardon réalisait un film sur la campagne de Valéry Giscard d'Estaing, « 50,81 % », coproduit par... Valéry Giscard d'Estaing. Effrayé par le ton de ce documentaire, l'ancien président de la République s'est toujours refusé à l'exploitation commerciale de ce qui est devenu le film-culte de quelques happy few.

Il y a quelques mois, Raymond Depardon s'approche de Valéry Giscard d'Estaing lors d'une remise de Légion d'honneur. Les deux hommes se connaissent bien. « Alors, qu'est-ce qu'on peut faire pour notre film ? », demande le cinéaste. Et Giscard de répondre : « Ah ! Oui, celui qui est au purgatoire. »

« Leur » film, c'est *50,81 %*, documentaire d'une heure et demie consacré à la campagne présidentielle de Giscard, en 1974, et dont le titre, trouvé par l'homme politique, fait référence à son score électoral du second tour. Près de vingt ans après, le film n'est toujours pas sorti. L'ancien président, coproducteur, a toujours refusé sa distribution. Une poignée d'amis et de journalistes, quelques hommes politiques, ont pu apprécier ce qui est en passe de devenir un film-culte.

Giscard et Depardon s'étaient rencontrés dans un avion Falcon, entre Paris et Clermont-Ferrand, le 8 avril 1974. Le premier allait annoncer sa candidature à la présidence de la République en direct de son fief de Chamalières ; le second, directeur de l'agence Gamma, allait photographier l'événement pour *l'Express*. Au retour, Giscard se détend et se confie, parle de chasse, de voyages, de son désir de découvrir le monde. Les deux



Photogramme du film : « 50,81 % », Valéry Giscard d'Estaing pendant la campagne pour l'élection présidentielle de 1974.

hommes s'abîment le champagne. « De belles scènes de cinéma-vérité », pense Depardon. D'où l'idée de faire un film « en montrant ces moments-là, ceux que personne ne voit jamais ». Il propose au ministre des finances de l'époque de tourner un documentaire sur sa campagne : « Je lui ai parlé du film que *Leacock* avait consacré à l'élection de John Kennedy. Ça l'a séduit, il voulait garder un document pour l'Histoire. »

Deux jours après, Giscard se fait projeter le *San Palach* de Depardon, afin de se faire une idée sur le cinéaste. Il avance 100 000 francs pour le tournage. Le film, en couleurs, coûtera un peu plus de 350 000 francs. Depardon peut joindre la secrétaire de Giscard quand il le désire. Mais si ce dernier ne craint pas l'image, « il avait très peur du son », se souvient Depardon, qui a le plus grand mal à lui faire accepter un micro. Surtout, l'auteur et son « acteur principal » n'ont pas le même regard. « J'espère que vous prenez bien les discours », s'inquiète Giscard, qui souhaite un film de campagne. Depardon, lui, veut faire un film de Depardon.

Les discours ne le passionnent guère, l'intérêt est ailleurs. Mais où ? Après le premier tour, le cinéaste confie son inquiétude au candidat : si le film continue ainsi, il

se réduira à un long plagiat de ce qui se fait à l'ORTF. Giscard accepte alors de laisser la caméra filmer quelques scènes que tout journal télévisé considérerait alors comme mineures : des riens, des situations conviviales ou privées. Mais aussi des conciliabules, réunions plus ou moins stratégiques où la caméra n'a, d'ordinaire, jamais droit de cité.

Trois plans-séquences feront de ce film un long métrage comme on en n'avait jamais réalisé en France : dans une voiture, sur la route de Perpignan, Giscard se repaît et devise sur la qualité des fruits et légumes. Dans son bureau de campagne, le candidat explique à son état-major comment gagner le second tour. Quelques secondes après son élection, Giscard découvre à la télévision les commentaires de circonstance : agacé par d'Ornano (un fidèle), il passe à un feuilleton américain.

Sur le moment, Depardon n'y voit que du feu. « Il ne se passe rien », dit-il dépit. En fait, il se passe tout, la caméra amplifie et transforme le quotidien le plus banal en récit passionnant et comique. Après avoir visionné les rushes, et beaucoup discuté avec son monteur, Bruno Zincone, Raymond Depardon se rend compte qu'il tient un film.

مكتبة النهر

manière. Je passe à vélo sur l'île de la Cité et je sais que, dans ce bâtiment, il y a une petite pièce, banale, où est assis un monsieur, le substitut du procureur. Il représente la société, face à un présumé coupable, ou un coupable, qui a « fait quelque chose de mal ». Cet endroit m'apparaît comme l'arbre sous lequel les vieux, en Afrique, jugent les affaires de la communauté, ou comme le chène de saint Louis. C'est vraiment le centre secret de la cité. Voilà ce que je voudrais montrer, ce dont je voudrais garder la mémoire.

— On vous a laissé assister à des interrogatoires ?
— Oui, mais sans matériel. J'ai écouté la parole, la valeur de la parole. Lorsque j'ai commencé à faire des films, venant de l'image, je sous-estimais l'importance du son. J'ai découvert que l'image donne rarement de l'émotion. On le voit bien en regardant Sarajevo à la télévision : les images sont souvent impressionnantes, mais pas émouvantes. Alors que les paroles, à la fois si fortes et si fragiles, ne sont pas spectaculaires, il faut écouter avec attention pour s'apercevoir de ce qui se joue de grave. Elles commandent la réalisation. Pour rester attentif à la voix, et capter la gestuelle des gens, il faut être immobile, pas question de zoomer ou de faire des mouvements de caméra. Dans une situation pareille, je reste sans bouger, pendant des heures, jusqu'à devenir comme... un abat-jour.

— Il ne s'agit pas de disparaître, je ne veux pas de caméra cachée, mais il me semble que, depuis que je fais de la photo, je possède cette capacité de devenir un peu transparent. A cause de cela, Giscard ou Claude Perdriel (le directeur du *Matin* filmé dans *Numéros Zéro*) ont été surpris, et pas très contents, lorsqu'ils se sont découverts à l'écran.

— En visionnant la totalité de vos films, on voit que vous cultivez cette capacité à devenir transparent, mais en même temps que vous affirmez de plus en plus votre place d'auteur.

— J'ai cette obsession d'être à la fois « observant » et participant. Dans les années 60, très militants, il fallait avoir un point de vue, cette obligation m'a un peu gêné à l'époque. Les photographes se proclamaient témoins engagés, ils cherchaient à avoir une influence à travers leurs images. On s'est aperçu depuis que c'était plus compliqué, plus ambigu. Depuis, la télé a supplanté la photo comme principal fournisseur d'images, elle est donc plus souvent attaquée, tandis que la photo retrouvait un statut plus noble, alors qu'elle est toujours aussi ambiguë.

— Il me semble correct de signaler sa propre place, le cinéma y amène assez logiquement. La première fois que j'ai fait un film, le monteur m'a demandé, après

avoir vu les rushes : « Qu'est-ce que tu veux faire ? » J'ai répondu : « Mais je ne veux rien, voilà, les images sont là, c'est fini. » Une attitude typique de la démission des photographes : ils livrent les images et c'est tout. Au cinéma, on doit se confronter à un début et à une fin, à un discours.

— Il vous faut donc recourir à l'écriture.
— C'est la même histoire. A l'époque de l'affaire Claustre, je retournais au Tchad avec les magazines où étaient publiées mes photos, je les montrais à Françoise Claustre, à Hissène Habré, à Goukouni Oueddei, et il fallait assumer ce qui était écrit à côté de mes images, les légendes et les articles. Ce n'était pas toujours évident... Ensuite, j'ai découvert des réflexions sur le rapport entre photo et texte. Barthes, par exemple, explique bien comment une légende peut soit ancrer l'image dans la matérialité des faits (la date, le lieu, le nom des gens, etc.), soit, au contraire, servir de relais, pour emmener l'image ailleurs.

— Correspondances new-yorkaises (1) m'a donné l'occasion d'écrire mes propres légendes. Au cinéma, ce jeu entre captation du réel et départs vers d'autres directions était encore plus naturel. J'ai été influencé par un cinéaste comme Chris Marker, qui faisait un film avec une caméra Bolex à ressort, donc limitée à des plans de trente secondes, et un texte.

— Si on vous l'avait proposé, seriez-vous allé filmer les récents événements en Somalie ?

— J'aurais plutôt eu envie de filmer les journalistes là-bas. La vérité est que je ne sais plus, aujourd'hui, comment il faut aller en Somalie. Avec un gros appareil format 20-25 en couleurs ? Avec du noir et blanc pour faire des portraits ? Une petite caméra ? Un Leica ? Une caméra 35 mm ? Je vais retourner en Afrique réaliser un film que je considère plutôt comme faisant partie de mes « carnets de notes », mais qui traitera de la même question. Il s'appelle *Comment ça va avec la douleur* ?

— Lorsque j'étais au Tchad, les combattants toubous ne me disaient pas : « Bonjour, comment ça va ? », ils avaient cette étrange expression en me croisant : « Alors Depardon, comment ça va avec la douleur ? » En regardant la télévision, je me disais que la douleur en Bosnie n'était pas la même qu'en Somalie, à Sarajevo, c'est Dostoïevski, c'est notre douleur, alors que la douleur africaine, qui est peut-être la plus grande de toutes, ne se traduit pas de la même manière.

— Il faut partir au loin pour voir cela ?

— Pas forcément. Je suis triste parce qu'on vient de me refuser les moyens, pourtant très modestes, de réaliser un projet de petit film improvisé, à Paris, le *Reporter amoureux*. Il s'agissait de filmer un journaliste, Jean Hatzfeld, qui a été blessé à Sarajevo. Je voulais montrer son retour en France, et la confrontation entre ce qu'on se dit lorsqu'on est loin, en reportage — qu'on va changer de vie en rentrant — et comment on est repris par la routine. Puis on rencontre des collègues, les « pousse-au-crime » qui donnent envie de repartir, c'est l'appel de la forêt. Et on s'en va à nouveau, sans avoir rien changé. Je voulais tourner des conversations, dans des cafés, avec Hatzfeld et ses amis, et des rencontres avec des filles, que j'avais ajoutées, des actrices, c'était la part de fiction.

— Une nouvelle variation autour de ce thème, qui mêle voyage et séduction, déjà présent dans *Empty Quarter* et *Une histoire très simple*, et le livre les *Fiancées de Sargha*.

— C'est une vieille histoire, qui a connu de curieuses bifurcations. En 1979, j'avais écrit un scénario sur ce sujet, l'histoire d'un type qui rencontre une jeune fille, et essaie de la convaincre de partir en voyage avec lui. La première fois, il lui propose d'aller dans le désert. Comme elle ne veut pas, au second rendez-vous, il dit

qu'il va réaliser un film de fiction dont elle sera la vedette. Elle refusait encore, et ainsi de suite.

— Quelqu'un m'avait suggéré de faire jouer le rôle masculin par Jean-Luc Godard. Je lui ai envoyé le scénario, il a accepté, mais je n'ai jamais trouvé de producteur. Du coup m'est venue l'idée de tourner un film sur Godard, il était d'accord, et nous sommes partis ensemble pour Los Angeles. J'ai filmé l'arrivée de nuit, par le hublot. Ensuite un plan-séquence : Tom Luddy, l'assistant de Coppola, était venu nous attendre sur la passerelle, Jean-Luc avait un sac en plastique minable pour tout bagage, j'ai filmé leurs deux mains tenant ce sac, dans les couloirs interminables, j'ai fini par remonter sur eux deux qui marchent de dos, puis on attend les valises devant le tapis roulant, et celle de Jean-Luc n'y est pas, elle est perdue, lui et Luddy vont voir un type de la TWA dans sa cabine, Jean-Luc dit : « J'ai pas ma valise », et l'employé répond : « Ben, notes votre nom. » Et c'est tout.

— Sur le trottoir, Jean-Luc Godard m'a dit : « Appelez-moi demain » ; le lendemain il m'a informé qu'il avait changé d'avis, qu'il ne voulait plus que je le filme. Il a eu peur que je lui vole des choses, que je fasse le paparazzi. A cette époque, il ne s'était pratiquement pas filmé lui-même... J'espère utiliser ce plan un jour, j'ai beaucoup d'images inemployées.

— Ce sera un travail de montage.

— Oui, le montage, c'est essentiel, tout ne s'arrête pas à la prise de vues. C'est le moment du dialogue avec le monteur, qui est le premier spectateur des images. Il m'est arrivé, parce que j'étais fatigué ou de mauvaise humeur, de m'enlever derrière la caméra, d'avoir l'impression qu'il ne se passait rien dans le cadre. Forcément, je retrouve cette impression en visionnant, mais le monteur a un regard neuf. On discute, on va en projection. Je n'aime pas les nouvelles techniques de montage virtuel, en vidéo. On est seul, il n'y a plus d'échanges.

— La grande coupure aujourd'hui, parmi les gens qui font des images en mouvement, se situe entre les « argentiques » et les « numériques », ceux de la pellicule et ceux de la vidéo. Moi, je suis argentique. A cause de la durée et de la qualité de conservation des images, mais surtout du rapport différent, entre les gens et avec le matériel, qu'impliquent les deux supports.

— Dans le livre *Depardon/Cinéma*, votre monteur, Roger Ikhlief, dit : « Allez savoir si le rêve secret de Raymond Depardon n'est pas de faire... du film hollywoodien. »

— Il n'a pas tort. *Lawrence d'Arabie*, les westerns, les films épiques, ce sont des rêves d'enfance. Ces films-là nous ont fait aimer le cinéma, nous ont donné cette faim de pellicule. Il ne faut pas cisailler dans le cinéma. Quand j'ai tourné *La Captive du désert*, j'ai cru que j'aurais un fauteuil avec mon nom, que je pourrais papoter avec Sandrine Bonnaire pendant que les autres prépareraient le plan... Evidemment, ce n'est jamais arrivé, nous étions une petite équipe, et on n'arrivait pas.

— Hollywood, c'est seulement une autre méthode, un autre dispositif, assez dédramatisé, où l'angoisse est déplacée. Une autre forme de contrainte, à l'intérieur de laquelle certains ont trouvé une autre forme de liberté. Regardez *Cleopâtre*, de Maniackiewicz, toute cette armada de figurants, ces décors fabuleux... Et pour quoi ? Pour mieux se concentrer sur une seule personne. C'est magnifique. Moi, si je pouvais utiliser ce système, je m'en servais comme Antonioni à la fin de *Profession reporter*. Pour sortir par la fenêtre.

Propos recueillis par
JEAN-MICHEL FRODON

(1) Publié par *Libération* et les Editions de l'étoile en 1981.

Le piège de l'exotisme

En 1982, Raymond Depardon participait à un film collectif sur l'Inde : trois réalisateurs, l'indien Akbar Mirza, l'ethnologue spécialiste de la région Jean-Luc Chambard, et lui qui ne connaissait rien du pays partaient filmer un village, Piparsod. Le film qu'en a ramené Depardon, *Piparsod 3*, est la trace d'un échec. Alors qu'il s'était senti chez lui dès son arrivée au Tibesti, il s'est soudain retrouvé extérieur, pris au piège du voyeurisme et de l'exotisme. Cette expérience fut pour lui l'occasion d'une interrogation sur son travail, poursuivie dans ses réponses lors d'un débat organisé après la projection du film durant le Festival du réel à Beauvoir en 1982.

par Raymond Depardon

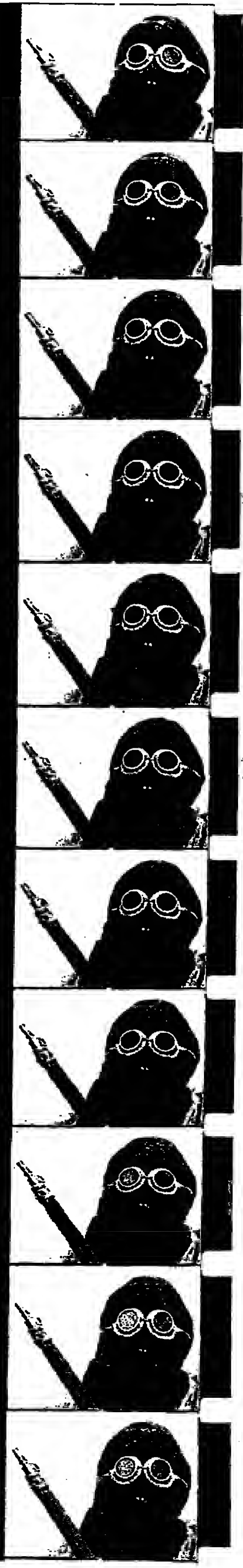
« D'ANS cette expérience, je suis le plus agresseur de tous. Il aurait fallu que je reste six mois. J'étais seul, face à un environnement étranger qui avait tendance à être envahissant : rappelez-vous la scène où les enfants s'agglutinent devant la caméra. Je ne connaissais pas le pays, je ne parlais pas la langue, j'étais donc très extérieur à ces gens.

» C'est pourquoi je voulais montrer ce qu'un cameraman français peut faire en Inde, dans ces conditions. C'est mon échec que je montre, c'est-à-dire l'impuissance de quelqu'un qui est totalement étranger à ce qu'il filme. Pour moi, cela ne veut rien dire de faire un documentaire comme celui-ci. Je n'ai plus à tourner en Inde. Que peut-on faire dans un

pays exotique ? Il faut faire attention au piège du documentaire. Filmer les fêtes, l'exotisme... le documentaire risque de rester dans un ghetto. Il ne filme que ce qui apparaît en surface, les choses qui arrivent très ou trop facilement devant la caméra.

» Dans le cinéma direct, le réalisateur ne dirige pas le film, c'est pourquoi c'est beaucoup plus riche. Mais il y a deux situations possibles. Mes premiers films, *Numéro zéro* et *Reporters*, étaient du cinéma direct, je n'intervenais pas, mais je connaissais les choses de l'intérieur. Filmer quelque chose qui m'est extérieur, c'est autre chose. Comment ne pas intervenir ? Il faut filmer avec une caméra observante et placer ensuite, au montage, des sous-titres qui traduiront ce qu'on n'a pas pu comprendre durant le tournage.

» Ce que j'ai montré aujourd'hui n'est pas un film. C'est un *workshop*. Il n'est pas certain que ce film sera vu autrement que comme un essai. Devant mon impuissance au direct, je me suis rabattu sur le visuel. L'Inde a un rythme très lent, cela m'a permis d'utiliser une optique fixe. J'ai filmé ce qui était beau à voir. Ce film pose une question : comment faire un film intéressant dans un pays qui n'est pas le sien ? Je n'ai eu aucune préparation intérieure, alors que mes autres films étaient l'expression d'une frustration que j'avais en moi. Peut-on faire du direct sans cette frustration intérieure ? »



CINÉMA

RÉTROSPECTIVE CANADA AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

TORONTO

correspondance

L n'y a pas un cinéma mais, comme l'indique le titre de la rétrospective de Beaubourg, plusieurs cinémas au Canada. Cette pluralité est reflétée par la programmation divisée en cinq sections : l'Ontario (du 3 février au 8 mars), les Prairies (du 24 au 29 mars), les Provinces atlantiques (du 31 mars au 5 avril), la Côte ouest (du 7 au 12 avril) et enfin le Québec (du 14 avril au 7 juin) qui, fort d'une tradition plus ancienne, plus cohérente, et sans doute aussi du fait de sa francophonie, est le morceau de choix de la programmation avec soixante-treize longs-métrages.

Le cinéma canadien a grandi dans le cadre d'une institution, l'Office national du film (ONF), appelé National Film Board chez les anglophones, représenté dans la rétrospective par trente longs-métrages, plus d'une centaine de films d'animation et de nombreux documentaires. L'office est une société de production et de distribution, employant des cinéastes indépendants mais disposant également d'une équipe de « cinéastes maison ». Il se distingue ainsi de Téléfilm Canada, organisme de financement qui ne touche pas à la production, mais lui fournit des fonds (vingt-quatre longs-métrages financés en 1991-1992, soit la majorité des films produits).

Si les premiers films canadiens ont été réalisés dès 1898 par un fermier du Manitoba, James Freer, et si la rétrospective propose trois titres datant des années 10, 20 et 30, la date fondatrice du cinéma canadien moderne reste celle de la création de l'ONF, en 1939. L'année précédente, John Grierson, leader de l'école anglaise de documentaire (le Canada était encore une colonie britannique), venait visiter le pays afin de conseiller le gouvernement sur une nouvelle politique du cinéma. En dix-huit mois, il avait écrit son rapport, établi une législation et était devenu le premier directeur de l'ONF.

L'influence de Grierson sera immense. Elle est à l'origine de la dépendance canadienne vis-à-vis des États-Unis dans le domaine de la fiction, car il a dissuadé les autorités de prendre des mesures protectionnistes. Concentrant ses efforts sur le documentaire, il a contribué à marginaliser une industrie naissante, et notamment sa structure de distribution et d'exploitation. L'Office est longtemps demeuré une enclave anglaise : en 1949, soit en dix ans, soixante-dix films avaient été produits en anglais, quatre en français...

Jusqu'à la mort de Duplessis, en 1959, le cinéma de « la Belle Province », à un moment où l'Eglise fournit la moitié du corps enseignant, est dominé par les préoccupations religieuses. Le clergé est devenu une force non négligeable dans la production de longs-métrages. Le Père Chaplin (1944), de Fédor Ozep, est l'exemple type, avec *Un homme et son péché* (1948) et *Le Curé du village* (1949), tous deux de Paul Gury, des productions de cette époque : des drames ruraux où la ville intervient comme facteur de désintégration des valeurs familiales.

Lorsque commence, à la fin des années 50, la « révolution tranquille » québécoise, la commission Massey-Levesque a déjà publié un rapport sur le *Développement national des arts, lettres et sciences*, destiné à encourager l'intervention de l'État dans les sphères culturelles pour lutter contre « l'invasion américaine ». Parallèlement, un groupe de cinéphilie et de théoriciens rejoignent les rangs de l'ONF, parmi les-

TRAVELLING ATLANTIQUE PACIFIQUE

Du 3 février au 7 juin, le Centre Georges-Pompidou présente « Les cinémas du Canada », au cours d'une des plus vastes rétrospectives jamais organisée sur ce thème : cent quarante-cinq films couvrant soixante-cinq ans de cinéma. Hormis une brève heure de gloire québécoise dans les années 70, l'Europe connaît surtout la tradition documentaire ou expérimentale du cinéma canadien, et son cinéma d'animation. Cette tradition a autant nourri que contrarié la genèse d'un cinéma de fiction, plus récent, et économiquement plus incertain, à la croisée de l'héritage européen et du modèle hollywoodien. Présentant un très complet survol historique, le panorama de Beaubourg lève aussi le voile sur une génération montante de cinéastes atypiques et novateurs au moment même où quelque chose a commencé de changer dans le cinéma canadien.

quels Claude Jutra, Michel Brault, Gilles Carle et Pierre Perrault. Comme les cinéastes de la nouvelle vague, ils claquent la porte des studios pour partir à la rencontre des gens et les écouter. Le Québec commence de s'appropriier son histoire. Ce « cinéma direct » est un acte politique : tout un peuple revendique sur l'écran son droit à la parole.

1963 est l'année du grand tournant avec la création de l'Association professionnelle des cinéastes du Québec. La même année, Pierre Perrault tourne son œuvre majeure, *Pour la suite du monde*. Afin de recevoir l'agrément de l'ONF, il invente un prétexte, un certain type de pêche abandonnée depuis trente ans dans l'île-aux-Canards. Le film ne traitera pas de la pêche mais s'attachera sur les hommes : un mode de vie, une façon de l'exprimer avec des mots, un dialecte et des gestes, c'est-à-dire une forme propre de

parole. En 1963 toujours, Claude Jutra « officialise » la transition entre la tradition documentaire et la fiction avec *A tout prendre*. Dialogues improvisés, caméra à l'épaule et éclairages naturels : il réalise une œuvre autobiographique, où il joue son propre rôle, racontant son histoire d'adultère avec une jeune Haïtienne en même temps qu'il révèle son homosexualité. Un autre de ses films, *Mon oncle Antoine* (1971), est arrivé premier sur la liste des dix meilleurs films canadiens, toutes époques et origines confondues.

Gilles Carle a, lui aussi, commencé sa carrière à l'ONF. On connaît surtout en France *La Vraie Nature de Bernadette* (1972), sans doute son plus beau film, et sa collaboration peignant plusieurs années avec Carole Laure, la plus « française » des actrices québécoises (*La Mort d'un bûcheron*, 1973, *La Tête de Normande*, 1975). Mais, sorti en 1965, *La Vie heureuse de Léopold Z* est l'exemple du documentaire (dé)touré au nez et à la barbe de l'ONF : Carle pirate un reportage sur le déneigement de Montréal pour raconter, avec une formidable drôlerie, l'éprouvante journée du débouaillonneur Léopold Z. Tremblay, qui doit faire face à une série de mésaventures avant de retrouver sa famille à la messe de Noël.

Cette époque est aussi celle de l'essor d'un courant féminin, sinon féministe, caractérisé par son respect envers la tradition réaliste. Une étape-clé est le tournage, en 1971, de *La Vie rêvée*, de Mireille Dansereau, premier film de fiction réalisé par une femme au Québec. En français ou en anglais, elles seront nombreuses à suivre cette voie, dont Sandy Wilcox (*My American Cousin*, en 1985), Anne Wheeler (*Loyalties*, 1986), Cynthia Scott (*Company of Strangers*, 1991) Léa Pool (*Anne Trister* et un magnifique *Risponde-*

aux problèmes politiques et sociologiques, il s'en inspire pour son grand succès, *Le Déclin de l'empire américain* (1986), suivi de *Jésus de Montréal* (1989), nouveau succès public et critique.

En pleine lune de miel avec le public québécois, Denys Arcand vient pourtant de commettre le pire des adultères : tourner un film en anglais. En adaptant *Unidentified Human Remains and the True Nature of Love*, une pièce de Brad Fraser, il se met à dans une bonne partie de « son » apito public. D'autant que, sans son autorisation, une publicité télévisée du gouvernement en faveur de l'unité nationale le montre vantant les mérites du ski en Colombie britannique. Réponse de l'intéressé, attaqué de toute part : « *A mon tour, et sans illusion, je voudrais faire savoir à tous ceux que la chose pourrait par hasard intéresser que l'unité canadienne n'est pas du tout une de mes priorités, et que l'hiver prochain, comme beaucoup de skieurs québécois, je serai probablement en Autriche ou au Colorado, cela porte moins à conséquence.* »

L'enlève française se sent menacée, le moindre signe de « trahison » y est pris très au sérieux. Pourtant le premier film coproduit par le Québec et l'Ontario vient d'être réalisé. Sur le modèle de *Paris vu par...*, qui servit jadis de carte de visite à la nouvelle vague française, *Montréal vu par...* réunit quatre metteurs en scène québécois (Denys Arcand, Michel Brault, Jacques Leduc et Léa Pool) et deux cinéastes de l'Ontario, Adam Egnayan et Patricia Rozema. Mieux, les anglophones sont partis tourner à Montréal en français, tandis qu'Arcand tournait en Ontario avec une équipe essentiellement anglophone composée de fidèles d'Egnayan et de Rozema.



Denys Arcand (le Québec).

mi dans le film collectif *Montréal vu par...*, 1991, auquel a également participé Patricia Rozema avec une fable linguistique, *Desperanto*. Le Canada est un des rares pays au monde où le cinéma réalisé par des femmes n'a jamais été victime de l'ostracisme. En témoigne le film le plus ancien proposé par la rétrospective, *Back to God's Country* (1919), dont Nell Shipman n'est pas seulement la scénariste et l'actrice, mais aussi, selon plusieurs témoignages, la réalisatrice, bien qu'il soit attribué à David M. Hartford. Curieux mélodrame, qui est au Canada ce que *Nausicaée d'une nation à été* aux États-Unis, célébrant l'union de la femme avec la nature menacée par l'homme et la civilisation. Elle finira sa carrière aux États-Unis, comme Mary Pickford, autre célèbre Canadienne adoptée par Hollywood.

En pleine effervescence au Québec, le cinéma est en revanche plutôt morose côté Canada anglais. Le héros de *Nobody Waved Goodbye*, de Don Owen (1963), confie à un jeune Québécois son désarroi devant l'absence de toute référence culturelle anglophone. À l'absence de sentiment national s'ajoute le peu d'intérêt du public pour « son » cinéma. La plupart des films anglophones de cette époque explorent indéfiniment le rejet des valeurs culturelles dominantes par des adolescents rebelles, mais incapables de trouver un exutoire à leur révolte. Ainsi *Nobody Waved Goodbye*, ou *Going Down the Road*, de Don Shebib (1970) qui étaient, à l'origine, des projets de courts-métrages : l'un sur la délinquance juvénile, l'autre sur le départ de deux habitants des provinces maritimes pour la grande ville.

Même teondance dans des films comme *A Married Couple*, d'Allan King (1969), ou *Wedding in White*, de William Furey (1972). Au déferlement d'optimisme et de détermination *made in USA*, ils opposent un contre-mythe, entouré d'un héros masculin, passif et rêveur, souvent aux prises avec des femmes plus mûres que lui no simplement mieux intégrées au tissu social (*The Ernie Game*, de Don Owen, 1967). Le plus souvent, le public a opposé une sorte de dédain à ces films.

Tout change avec les années 80, et la ginière soudaine de deux figures de proue, Denys Arcand et David Cronenberg, qui ont tous deux commencé leur carrière bien avant, chacun dans un style clairement influencé par leurs cultures respectives. Arcand a réalisé son premier long-métrage, *Seul ou avec d'autres*, en 1962. Bienôt se rebellant ouverte contre le pouvoir de l'ONF, il sera censuré par lui en 1970, pour un documentaire, *On est au coton*, à la suite de pressions du syndicat du textile. Passé à la fiction avec *La Maudite Galette* (1972) et *Réjeanne Padovani* (1974), Arcand illustrera ensuite ses tribulations avec la censure dans *Gina* (1975). Attentif depuis toujours

Sous la botte d'Hollywood

BIEN des commentateurs, même parmi les plus modérés, considèrent que le Canada est devenu une colonie américaine. Dans le domaine du cinéma, 97 % des bénéfices sont empochés par des compagnies de distribution américaines et réinvesties dans leur industrie. Les films nationaux attirent moins de 5 % du public. Si une cinématographie existe encore, on le doit à des auteurs engagés de voir conquis leurs écrans, leur culture et leur imaginaire, et forcés d'adopter des méthodes de guérilla pour financer et réaliser leurs films, comme le dit Piers Handling, codirecteur du Festival des festivals de Toronto et de la Cinéma-thèque Ontario. Les institutions culturelles sont désemparées, abandonnées à elles-mêmes par un pouvoir qui a fait de son allégeance aux États-Unis la clé de voûte de sa « politique culturelle ».

Cette dépendance n'est pas nouvelle. Dès 1924, la Motion Picture Exhibitors and Distributors of Canada, filiale du Syndicat des distributeurs et exploitants américains, était chargée de défendre les intérêts sur place des États-Unis. Déjà, le Canada était verticalement intégré au marché américain, et devait le rester. Les Américains avaient compris avant tout le monde que leurs exportations bénéficieraient du développement de leur industrie cinématographique : « Plus nous vendons de films, plus nous vendons de voitures, de chapeaux, de phonographes », déclarait alors Herbert Hoover.

Après un premier essai avorté dans les années 30, le gouvernement canadien a tenté, en 1947, d'imposer des quotas et la réinvestissent d'une partie des profits des majors dans la production nationale. Il en résulte la création du Canadian Cooperation Project, parfaite illustration des illusions et de l'hypocrisie du système : il stipulait en effet que les Américains viendraient tourner leurs films au Canada à condition que les Canadiens soient mentionnés dans les films. Grâce à cette audacieuse réforme, dans New York Confidential, de Russell Rouse, en 1965, la réplique « Je s'apprêtais Louis Engleday à Detroit » fut remplacée par

« Ils attrapèrent Louis Engleday en route pour le Canada »...

En 1987, Flora Mac Donald, alors ministre des communications, reconnaissait que « pas moins de sept ministres depuis la seconde guerre mondiale avaient tenté de parvenir à une solution négociée, qui pourrait garantir la présence de films canadiens sur les écrans canadiens. Aucun n'y est parvenu ». Flora Mac Donald savait de quoi elle parlait. Sa proposition de loi favorisant le réinvestissement de 7 % des revenus des majors au Canada dans l'industrie canadienne les qui eurent signifié vingt longs-métrages de plus produits chaque année, e été la dernière tentative avortée d'une longue série. Après un houleux tête-à-tête avec Jack Velez, président de l'Association des majors, immédiatement suivi d'une intervention personnelle de Ronald Reagan auprès du premier ministre canadien Brian Mulroney, le gouvernement renonçait à cette proposition de loi. La menace était claire : pas de ratification par le Sénat américain du traité de libre-échange entre les États-Unis et le Canada si ce dernier persistait dans ses absurdes tentatives protectionnistes.

Les conséquences industrielles et culturelles de ces renoncements répétés sont d'autant plus néfastes que ce même gouvernement fédéral, si prompt à céder aux pressions américaines, est aussi celui qui finance 90 % de l'industrie cinématographique, par l'intermédiaire de Téléfilm Canada. Curieuse politique qui considère que les films canadiens ont besoin d'être subventionnés pour exister, mais les livre à une compétition déloyale sur un marché dominé par une industrie étrangère.

Politique qui vient de retrouver un semblant de cohérence, mais dans le mauvais sens, avec les coupes budgétaires annoncées par le gouvernement conservateur au mois de décembre dernier. En réduisant de 10 % les fonds des organismes culturels, notamment Téléfilm, pour les deux années à venir, cette décision hypothèque encore plus sérieusement l'avenir du cinéma national.

C. B.

Agenda

JEUDI 4 FÉVRIER

14 h 30 : Des échinistes (1991) de Heidi Blomkvist/11 mn ; Sam and Me (1990) de Deepa Mehta/94 mn. Durée totale : 105 mn. 17 h 30 : Volsins (1952) de Norman McLaren/8 mn ; The Bloody Brood (1959) de Julian Roffman/70 mn. Durée totale : 78 mn. 20 h 30 : Métamorphoses (1975) de Barry Greenwald/11 mn ; Wedding in White (1972) de William Furey/103 mn. Durée totale : 114 mn.

VENDREDI 5 FÉVRIER

14 h 30 : Diplôme, diplôme (1987) de George Gerstein/14 mn ; Brown Bread Sandwiches (1989) de Carlo Liconi/90 mn. Durée totale : 104 mn. 17 h 30 : Pes de deus (1968) de Norman McLaren/13 mn ; A Married Couple (1969) d'Allan King/95 mn. Durée totale : 109 mn. 20 h 30 : Caninabie (1979) de Kaj Finkdal/10 mn ; Valsodrome (1981) de David Cronenberg/89 mn. Durée totale : 99 mn.

SAMEDI 6 FÉVRIER

14 h 30 : Capitel P (1991) de Stephen Barnes/4 mn ; Faux semblants (1988) de David Cronenberg/115 mn. Durée totale : 119 mn. 17 h 30 : Paredis (1884) d'Ishu Patel/15 mn ; Roadkill (1988) de Bruce McDonald/85 mn. Durée totale : 100 mn. 20 h 30 : George et Rosemarie (1987) d'Allison Snowden et David Fink/9 mn ; Family Viewing (1986) d'Atom Egoyan/86 mn. Durée totale : 95 mn.

DIMANCHE 7 FÉVRIER

14 h 30 : Emergency Numbers (1984) de John Weldon/2 mn ; The Adjuster (1990) d'Atom Egoyan/102 mn. Durée totale : 104 mn. 17 h 30 : Ici votre musée (1978) de Lynn Smith/13 mn ; La Chant des échinistes (1988) de Patricia Rozema/82 mn. Durée totale : 95 mn. 20 h 30 : Livraison spéciale (1978) de John Weldon et Eunice Macaulay/7 mn ; Outrageous (1977) de Richard Benner/96 mn. Durée totale : 103 mn.

LUNDI 8 FÉVRIER

14 h 30 : Message de propagande (1974) de Barrie Nelson/13 mn ; The Only Thing You Know (1970) de Clarke Mackey/82 mn. Durée totale : 95 mn. 17 h 30 : En quête d'un pays (1988) de Robert Doucet/8 mn ; Where the Spirit Lives (1988) de Bruce Pittman/97 mn. Durée totale : 105 mn. 20 h 30 : La Rue (1978) de Caroline Leaf/10 mn ; Alligator Shoes (1980) de Clay Borris/99 mn. Durée totale : 109 mn.

* Centre Georges-Pompidou, salle Garance. Programme enregistré sur VHS : 42-78-37-29.

Sauf mention contraire, tous les films sont présentés en version originale avec sous-titres français.

هكذا كان النحل

Si Denis Arcand a longtemps bénéficié du soutien de «sa» communauté, rien de tel pour David Cronenberg, natif de Toronto, qui, dès son premier film, a en la presse canadienne contre lui. Dans son œuvre, singulière et cohérente, on croise des personnages paranoïaques, aliénés, étrangers à eux-mêmes (des Canadiens ?).

Les organisateurs de la rétrospective ont retenu *Vidéodrome* (1982) et *Faux-Semblant* (1988), films centrés sur la manipulation et les troubles de l'identité. Chez Cronenberg, la société conspire contre l'individu, et la technologie dont elle s'arme, en particulier celle des images, rejoint les obsessions d'un autre cinéaste anglophone important, Atom Egoyan (*Family Viewing*, 1986; *Speaking Parts*, 1988; *The Adjuster*, 1991).

Ce dernier appartient à ce qu'on a appelé, faute de mieux, la nouvelle vague canadienne, dont la première victoire est d'avoir, enfin, trouvé un public si l'on en croit l'affluence aux festivals de Montréal, Toronto ou Vancouver. Sans faire partie d'une école, sans s'apparenter à aucun genre, ils ont en commun une ironie légère et pessimiste, une certaine excentricité et un goût prononcé pour la subversion. Enfants de McLuhan nourris au flot continu déversé par les satellites et le câble américains, tous sont préoccupés par le statut de l'image et le mensonge des apparences.

En tête viennent donc Egoyan, auquel le Festival de La Rochelle rendait hommage l'année dernière (la Galerie du Jeu de Paume s'approprie à le recevoir en septembre), et Patricia Rozema, dont le *Chant des sirènes*, un des plus gros succès commerciaux et critiques au Canada, a souffert d'une distribution défilante à Paris. L'Ontario, dont ils sont originaires, est

certainement la plus gâtée des provinces anglophones : avec le Québec, elle partage 89 % des fonds de Téléfilm Canada. Grâce aussi à un gouvernement provincial qui soutient son industrie, Toronto abrite une communauté cinématographique très unie, qui travaille sous les auspices du Canadian Film Center (une véritable Villa Médicis du cinéma, fondée par Norman Jewison), de la Cinémathèque Ontario, et du Festival des festivals (le « Cannes de l'Amérique du Nord », qui se tient chaque année en septembre).

Cette communauté a ses figures de proue, comme Bruce McDonald (*Roadkill* et *Highway 61*, tous deux grands favoris du public canadien) ou Don McKellar, scénariste et acteur de ces deux films et réalisateur de *Blue*, avec David Cronenberg (sélectionné au prochain Festival de Berlin). Il y a encore le chef opérateur Peter Mettler, qui signe le très beau *The Top of His Head*, inspiré de son passé de cinéaste expérimental, et John Greyson, qui a fait ses armes dans la vidéo et dans le documentaire avec, en particulier, le très remarqué *Moscow Does Not Believe in Queers* sur la vie des homosexuels en Union soviétique. Avec *Urinal*, il mêle les genres (documentaire, reconstitution historique, animation) pour une enquête loufoque sur la queue dans les urinoirs de Toronto. Son nouveau film, en cours de finition, *Zéro Patience*, est une comédie musicale et militante sur le sida.

Moins prolifiques, les autres provinces ont cependant développé des cinématographies dites « régionales », ancrées dans l'histoire de leur terre et de leur peuple, généralement très « couleur locale ». Les provinces atlantiques présentent ainsi Bill MacGillivray, avec le très remarqué *Life Classes* (1987), ou encore *Stations* (1983) interprété par Mike Jones, qui a

récentement réalisé *Secret Nations* (1992), qualifié de JFK canadien : on y démontre que le rattachement de Terre-Neuve au Canada en 1949 fut le résultat d'une gigantesque fraude électorale. Ce film renoue avec la meilleure tradition politique du cinéma québécois (on se souvient du film *Les Ordres*, de Michel Brault en 1975).

A Vancouver, surnommée l'« Hollywood du Nord », les majors américaines ont élu domicile. Seuls quelques résistants tentent de subsister. Cette province sera peut-être le berceau d'un nouveau cinéma, issu de l'immigration chinoise venue de Hong-Kong – le chinois est devenu la troisième langue la plus parlée au Canada. Un premier long-métrage mettant en scène la vie de cette communauté confrontée aux mœurs occidentales est en préparation, réalisée par la très jeune Mina Chum.

Les cinéastes les plus inattendus, et parmi les plus intéressants, sont originaires de la région des Prairies. Ce sont les membres du Winnipeg Film Group. Fondée en 1974 à Winnipeg, au cœur d'un immense pays plat (~30° l'hiver, un été caniculaire), cette association révélait en 1980 le premier des siens, John Paisz.

Réunissant trois courts-métrages sous le titre *The Three Worlds of Nick*, où il interprète le rôle principal, Paisz réussit un étonnant exercice de style – on pense parfois à Jacques Tati, – qui pastiche le Technicolor des années 50, le film noir et le film d'espionnage. Ce sera l'ébauche de *Crime Wave* (1986), sorte de *Barton Fink* échoué qui raconte le calvaire d'un jeune scénariste (John Paisz lui-même), s'efforçant à réaliser le meilleur film noir en couleurs jamais tourné. Cette satire farfelue fut qualifiée de « réponse des Prairies à *Douglas Sirk* et *Andy Warhol* ».

Sur les traces de John Paisz, Guy Maddin, avec *Tales of The Gimli Hospital, Archangel* et *Careful*, s'est forgé une solide réputation en Amérique du Nord (nû Scorsese l'a pris sous son aile), mêlant cinéma primitif et recyclage du moderne brouillage audiovisuel. Les Indiens, actifs dans le documentaire et la vidéo, sont en revanche bien mal représentés dans la fiction, et donc presque absents de la rétrospective – sinon par le travail, attentif, d'Arthur Lamothe (*Equinox*, 1986), un des rares cinéastes à avoir consacré son œuvre aux Amérindiens. Le très ambivalent *Clear Cut*, de Richard Bugajski (1992), est absent de la manifestation. Dommage, son effroyable violence et son discours ambigu auraient mérité un peu de controverse.

Les provinces anglophones ont créé un cinéma nomade, que rien ne retient et rien ne définit, qui fonde un territoire sans repères, à la fois précaire et libre. La tradition québécoise, plus sédentaire, leur a servi de phare. Comme le dit Srinivas Krishna (dont on s'étonne que le film *Masala* ne soit pas programmé dans la rétrospective) : « J'invente avec mon film le public qui viendra le voir, et qui n'existe peut-être pas encore. »

CAROLINE BENJO

* Renseignements, tél. : 44-78-12-33. Le Centre Pompidou publie, à l'occasion de la rétrospective, un ouvrage très complet, et richement illustré, les *Cinéma du Canada*, sous la direction de Sylvain Carrel et André Paquet, 284 pages, 300 F. Durant toute la rétrospective, une exposition de 33 photos de Daniel Kieffer (voir ses clichés ci-dessous) est présentée chaque jour à la Galerie Garance du Centre.



John Paisz (Les Prairies).



Atom Egoyan (L'Ontario).

THÉÂTRE

« LES ENFANTS DU PARADIS » MIS EN SCÈNE AUX ETATS-UNIS

NEWHAVEN (Connecticut)
de notre envoyé spécial

GUIDÉS par des figurants, les spectateurs du parterre rejoignent la coulisse et se rassemblent sur la scène. Atmosphère de carnaval. Un beau hâbleur aborde une jeune femme : « Vous avez souri. Ne dites pas non, vous avez souri... ». Elle passe, il la poursuit. Un homme – un notable – se fait voler sa montre-gousset. Il en accuse la jeune femme (qui porte un nom de fleur), elle proteste. La maréchassée demande s'il y a un témoin. « Oui, moi », lance, du haut d'une estrade, un jeune homme triste, maquillé en Pierrot. Il mime le forfait, Garance, la jeune femme, est libérée, le rideau de scène se lève, les spectateurs sur le plateau se retournent : depuis un bon quart d'heure, ils étaient des passants sur le Boulevard du Crime ! Encore éberlués, ils regagnent leurs places, applaudis par ceux du balcon – les « enfants du Paradis ».

Présenté pour une dizaine de jours au prestigieux Yale Repertory Theatre et monté par le Théâtre de la Jeune Lune, une troupe franco-américaine basée depuis près de dix ans à Minneapolis (Minnesota), *Les Enfants du Paradis* : le tournage d'un rêve est une aventure follement téméraire. Aborder par le théâtre un des plus grands classiques du cinéma (qui lui-même traitait du théâtre) est déjà ambitieux ; vouloir, par la même occasion, tracer un portrait de la France (et du rôle de l'artiste) sous l'Occupation est encore plus casse-cou.

L'entreprise est passionnante. Tous les protagonistes du film sont là : Carné, Prévert, Arletty, Brasseur, Barreault, Casarès, Marcel Herrand, le décorateur Alexandre Trauner, le compositeur Joseph Kosma, mais aussi Françoise Rosay, l'amie de Carné, qui choisit, elle, de s'exiler aux Etats-Unis avec son mari Jacques Feyder. Carné et Prévert sont les personnages centraux du premier acte (l'ensemble du spectacle dure trois heures et comporte pas moins de vingt-trois rôles). Il est presque entièrement consacré à l'écriture du film (Prévert : « Il me faut au moins un meurtre ! »), à sa préparation et au tournage. Il mêle les scènes reprises directement du film de Carné et les différentes prises d'une même scène (les difficultés de Casarès). Le deuxième acte pose le problème de l'engagement individuel (politique ou affectif), de la collaboration, de l'épuration. Il appartient à Le Vigan (que Pierre Renoir remplacera dans le rôle de Jencho) et surtout à Arletty.

« Au départ, nous voulions simplement adapter le film

GARANCE VERSION AMÉRICAINE

Une troupe franco-américaine installée à Minneapolis, le Théâtre de la Jeune Lune, a tenté et réussi un pari que beaucoup avaient imaginé : adapter pour le théâtre le chef-d'œuvre de Marcel Carné. La pièce, intitulée « Les Enfants du Paradis, le tournage d'un rêve », a été élogieusement saluée l'an passé par la critique américaine au point d'être reprise ces jours-ci sur la Côte est, au théâtre de l'université de Yale. Un succès aussi inattendu que réjouissant dont les principaux protagonistes racontent la genèse.

de Prévert et Carné », dit Dominique Ferrand, metteur en scène, co-auteur et interprète du rôle de Carné. « Beaucoup y avaient pensé avant nous, la famille Prévert a toujours refusé d'en donner l'autorisation. Le fait que les Enfants du Paradis ait été tourné pendant la guerre nous intriguait aussi. A travers les documents d'époque, les biographies, les mémoires des acteurs, nous avons perçu dans l'entreprise des contradictions extraordinaires. Nous sentions bien qu'il y avait là un potentiel dramatique, sans pouvoir pour autant le dégager vraiment. »

Le dédic viendra de la polémique, il y a deux ans, autour du National Endowment for the Arts et des projets de loi sur la pornographie dans le domaine de l'art.

« Tout à coup, il nous a paru intéressant, sinon essentiel, de restituer le rôle de l'artiste en période de trouble. » « Nous avions décidé, ajoute Vincent Gracieux, chef-décorateur et interprète du rôle de Prévert, que dès que nous aurions un théâtre à nous, ce serait notre premier spectacle, celui qui définirait notre action, qui donnerait le ton. »

Dès sa formation, le Théâtre de la Jeune Lune fut franco-américain. Deux des quatre directeurs artistiques – Barbara Beriovtz-Desbois (Françoise Rosay) et Robert Rosen (Jean-Louis Barrault) – sont du Midwest, les deux autres – Ferrand et Gracieux – sont Français. « Bob et Barbara sont des amis d'enfance, explique Ferrand. Vincent et moi nous sommes rencontrés en 1965 et avons fait du théâtre amateur. » « Surtout, ajoute Gracieux, nous sommes passés tous les quatre par l'école de Jacques Lecoq à Paris. Nous n'avions pas besoin de tout expliquer pour nous comprendre. »

La compagnie est créée en 1978 à Paris, présente le *Songe d'une nuit d'été* au Festival d'Angers, puis, dès 1979, décide de passer six mois de l'année à Minneapolis « parce que Bob et Barbara en sont originaires, mais aussi parce que c'est une des grandes capitales régionales sur le plan culturel ». Dans un premier temps, la troupe de la Jeune Lune se place sous l'égide du principal théâtre de la ville, le Tyrone Guthrie, jouant un peu le rôle de la salle Gémier par rapport à Chaillot. En 1984, elle décide de s'installer définitivement à Minneapolis. « Nous ressentions de plus en plus fortement comme un abandon de la part du ministère de la culture, dit Vincent Gracieux. Peut-être la notion de troupe passait-elle de mode ? Toujours est-il que Paris nous semblait devenir une ville de producteurs, à l'image de New York et de Londres. Jouer chaque année, comme beaucoup de jeunes compagnies, le quitte-ou-double à Arignon nous paraissait de plus en plus invivable. Minneapolis, dont l'ambiance, plus sereine, est teintée d'une solidarité presque villageoise, nous offrait une plus grande sécurité dans le travail. »

Au fil des ans, la Jeune Lune monte aussi bien Shakespeare et Molière que Pavel Kohout, Arnold Wesker ou des spectacles écrits par des membres, sinon l'ensemble, de la troupe : les *Enfants du Paradis*, mais aussi 1929, sur la grande dépression, ou 1789 : la Révolution française. « Assez différent de celui d'Ariane Mnouchkine, bien que traitant surtout de l'utopie, notre spectacle nous a valu une petite subvention de la France sur le

budget du Bicentenaire. » Aujourd'hui, les trois quarts de leurs productions sont des créations. « Nous nous sommes assez vite détournés des auteurs contemporains, explique Ferrand. En raison de la pression économique, sensible à Broadway plus qu'ailleurs, les auteurs américains n'écrivent aujourd'hui que pour un nombre limité d'acteurs. Nous avons fait appel à des auteurs français, mais ils avaient du mal à cerner la société américaine – les contradictions internes à la société française sont très différentes. »

« Nous sommes devenus, poursuit Vincent Gracieux, auteurs par manque d'acteurs – et par la nécessité d'employer à plein temps une vraie troupe. » Ferrand : « Nous avons tous été très influencés par les années 70. Nous étions toujours fourrés chez Peter Brook ou chez Ariane Mnouchkine, nous avons participé à des ateliers de travail à la Cartoucherie – et notre compagnie s'en rapproche sans aucun doute. » Gracieux : « Mais nous avons aussi travaillé pendant cinq ou six ans dans un théâtre de Minneapolis presque jumeau des Bouffes du Nord. Il s'est avéré trop petit pour nous. »

Aujourd'hui, la Jeune Lune a son espace – un théâtre de cinq cents places, aménagé dans un hangar classé monument historique au centre de Minneapolis. « Un mélange de Bouffes du Nord et de Cartoucherie, reconnaît Ferrand, mais en même temps très moderne, avec une superstructure métallique, très forte, très haute – et totalement mobile. » Coût de l'opération : 3 millions de dollars. La Jeune Lune a disposé au départ d'un prix de 500 000 dollars décerné par le National Endowment for the Arts (sur l'enveloppe des « projets spéciaux », le plus souvent consacré à la restauration d'immeubles et monuments anciens). Quatre ou cinq grandes fondations ont participé plus tard à l'aventure « et, très vite, dit Ferrand, nous avons dépassé notre objectif financier. Nous avons donc doublé la taille du projet – et tout l'argent était en banque avant même que les travaux soient commencés, chose presque inédite dans l'histoire de la construction des théâtres aux Etats-Unis ». Conséquence directe, selon Ferrand : un regain de vitalité pour l'ensemble des jeunes compagnies de Minneapolis. Et pour la troupe, la reconnaissance des grands médias américains – *Newsweek* tient les *Enfants du Paradis* pour l'une des meilleures créations théâtrales de l'année 92 – et d'un public plus large.

HENRI BÉHAR

محمد المنصور

DE LA SEMAINE



« On ne badine pas avec l'amour », mise en scène de Jean-Pierre Vincent au Théâtre des Américains.

La lucidité désespérée d'un poète, traduite par la poésie lumineuse d'un jeune homme.

Théâtre Gérard-Philips, 22, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-17-7. De 40 F à 100 F.

Le Chasseur de lions
de Javier Tormo,
mise en scène de Jean-Jacques Préau, avec Charles Berling.

Un humour perfide sur la rage désespérée au fil du téléphone. Le spectacle s'arrête à la Bastille, mais reprend à Sceaux, à l'ancienne salle, à partir du 9 février. (46-61-9-03).

Bastille, 75, rue de la Harpe, 114. Du mercredi au samedi à 19 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 3-74-42-14. De 55 F à 100 F.

Dernière représentation le 7 février.

Désir sous les ormes
d'Eugène O'Neill,
mise en scène de Maurice Langhoff, avec Evelyn Didi, Chloé Cornillon, Jean-Marc Stahle, Pierre Fumier, Gilles Privat, Emmanuelle Tesson, Anne-Marie et Alain Comy (père off).

Un drame biblico-paysan, à méditation sauvage, ocre tragédie américaine, les blessures du dépaysement. L'un des plus beaux spectacles de Maurice Langhoff, et des acteurs splendides.

Théâtre des Américains, 75, rue de la Harpe, 114. Du mercredi au samedi à 19 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-61-9-03. De 25 F à 130 F.

Les Fausses Confidences
de Marivaux,
mise en scène de Christian Rist, assisté de Denis Podalydès, avec Michel Lambert, Simon Bakhouche, Nathalie Baye, Jean-Yves Bertelet, Didier Bessac, Cécile Brune, Alain Mottet, Denis Podalydès, Emmanuel Quatre, et André Retz-Héron.

Créé à Sète, le spectacle s'installe à Paris. On y voit une Nathalie Baye inattendue.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. 100 F et 140 F.

Filumena Marturano
d'Eduardo de Filippo,
mise en scène de Christian Rist, avec Françoise Fabian, Michel Marchal, Dom Doll, Angele, et Dominique.

Blizet, Michel Demiaut, Edmonde Franchi, Marianne Groves, Mousse Masakri, Mathias Marchal et Mema Prassinos.

Comme tout est dans le rang quand on est une ancienne prostituée illettrée, comment se faire épouser par le père d'un des trois fils... Le père c'est Marcel Marchal, époux, charmeur, elle c'est Françoise Fabian, digne, farouche, et étonnante.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 14 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. 100 F et 140 F.

L'Homme, la bête et la vertu
de Luigi Pirandello,
mise en scène de Christian Rist, avec Laurent Poirineau, Loïc Brabant, Catherine Plotzi, Arnaud Decarain, Jean-Philippe Vidal, Cécile Pilet.

Un instituteur, sa femme et un mari. Drame de trio. Humour sulfureux.

Orangeville, 31, rue de la Gaité, 14. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 46-61-9-03. De 60 F à 130 F.

Lundi, huit heures
de Jacques Duvall,
George S. Kaufman et Edna Ferber,
mise en scène de Régis Santon, avec Bernard Dhérin, Marc Dudicourt, Paul Sargo, Claire Maurier, Marie-France Santon, Anne-Marie Philippe, Gilles Gaillot, Dominique Arden.

Caricature acerbe de la bourgeoisie d'avant-guerre et de toujours.

Théâtre Silvia Monfort, 106, rue Brandon, 15. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 46-31-10-98. 90 F et 120 F.

Macbeth
de William Shakespeare,
mise en scène de Serge Noyelle, avec Marc Albigier, Stéphane Androuin, Marion Courtis, Cosper Hummel, Berthe Kéhlé, Hugo Lander, Patrick Moutreuil, Boris Nappé, Bernard Poyrat, Patrice Fajol, Jean-Claude Renard et Frédéric Serra.

Traverse d'un cauchemar, celui d'un homme incertain dans un monde déglu. Des images magnifiques, des musiques étonnantes. Un spectacle insolite.

Théâtre, 3, rue Sadi-Carnot, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 heures. Tél. : 46-57-22-11. De 50 F à 90 F.

Marie
d'Annie Babou,
mise en scène de Bernard Sobel, avec Serge Merlin, Clotilde Debayer, Muriel Placard, Aurélien Recoing, Jean Badin, Ulla Baugot, Jean-Pierre Bagot, Xav' Guitot, Hélène Leroux, Mikhail Volokhov.

Le chaos d'une société toute neuve qui essaie de s'enraciner sur les ruines d'un empire. À Moscou, dans les années 20.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Gennevilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. De 25 F à 110 F.

Master Class
de David Pownall,
mise en scène de Michel Vuilleumoz, avec Michel Vuilleumoz, Jean-Pol Dubois, Philippe Fauré et Patrick Ugeux, Prokofiev, Chostakovitch, Stravinsky et Jdanov : étrange quatuor autour d'un piano.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67. De 70 F à 120 F.

Mortadela
d'Alfredo Arias,
mise en scène de l'auteur, avec Haydée Alba, Didier Guéfi, Marilu Marini, Adriana Peguerioles, Pilar Robles, Anna Rosa, Jacinta, Martina Lapage, Oscar Sisto, Frédéric et André.

Voyage dans les rues de Buenos Aires, voyage dans les années 50, dans les souvenirs enchantés d'Alfredo Arias.

Montparnasse, 31, rue de la Gaité, 14. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 19 heures et 21 h 15. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. De 90 F à 200 F.

La Nuit juste avant les forêts
de Bernard-Marie Koltès,
mise en scène de Michel Didiem, avec Daniel Martin.

Dans la jungle des villes, un homme dialogue avec sa solitude.

Cité internationale, 21, bd Jourdan, 14. Du jeudi au samedi à 20 h 45. Tél. : 45-89-38-89. De 55 F à 95 F.

Dernière représentation le 6 février.

On ne badine pas avec l'amour
d'Alfred de Musset,
mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Emmanuelle Béart, Claude Bouchet, Isabelle Cœur, Eric Elanquo, Pierre Forget, Madeleine Marion, Jean-Paul Muel, Nicolas Pignon, Pascal Rambert, Frank Bonnet, Jean-Charles Borral, Pauline Fanelart, Olivier Perrin, Jacques Paganini et Antoine Tsoussis.

Portrait d'un monde à l'image de la France vichyssoise. Portrait d'une jeunesse qui ne sait pas composer, ni avec l'amour, ni avec la mort.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 46-14-70-00. De 25 F à 130 F.

Opéra équestre
de Bartolomeo,
mise en scène de l'auteur.

Des hommes, des femmes, un violon, des musiques qui dialoguent, et les chevaux, bien entendu, beaux comme des rois.

Théâtre équestre Zingaro, 176, av. Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 44-59-79-99. Durée : 2 heures. 120 F et 180 F.

Pour un oui, pour un non
de Nathalie Sarraute,
mise en scène de Francis Frappet, avec Nathalie Pilon, Gilbert Desvieux et Françoise Grosjean.

Les mots peuvent être meurtriers, pour ce qu'ils dissimulent d'affolement. La subtilité grimpante de Nathalie Sarraute.

L'Européen, 5, rue Bot, 17. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-27-28-81.

Rachet
d'après Friedrich Schlegel,
mise en scène de Jeanne Rousseau, avec Didier Sauvageat, Albert Deluy, Claire-Marie Mogen, Jean-Luc Debatrice, Jeanne Rousseau et Eddy Sheriff (scénariste).

Mémoires d'un temps que l'on espérait fini à jamais. Un texte superbement grave et tonique.

Théâtre du Rond-Point Rocaud-Barraut, av. Franklin-Roosevelt, 8. Du mardi au samedi à 19 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-88-80-70. De 60 F à 120 F.

Le Repos du septième jour
de Paul Claudel,
mise en scène de Jean Bollyer, avec Emmanuel Dechartre, Jean Bollyer.

Reine Barthe
La Chine transposée dans le lyrisme caudal.

Théâtre 14, Jean-Marie Serruaz, 20, av. Miro-Sauger, 14. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 45-45-49-77. De 55 F à 110 F.

La Tempête
de William Shakespeare,
mise en scène de Mario Gonzalez.

La dernière pièce de Shakespeare, dit-on. Une fable amère, par un poète des plaines, des masques, du corps.

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Massonne, 12. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-38-36. De 50 F à 110 F.

Terra incognita
de Georges Lavaudant,
mise en scène de l'auteur, avec Anne Alvaro, Gilles Arbano, Louis Bayler, David Barztein, Christophe Delachaux, Marc Harmand, Sergio Lagunas, Sylvie Orler, Annie Perret, Patrick Pineau, Fernando Rubio Barrio, Marie-Paul Trynstram, Mario Casarini, Diaz, Ambroise Enrique Parilla Ayala et Albert Tosi (musicien).

Carnets de notes, impressions du Mexique, témoignages d'un irrépressible amour pour un pays.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 44-41-38-36. De 30 F à 150 F.

Dernière représentation le 7 février.

Un soir au bout du monde
de Tom Novembre
et Charlotte Couture,
mise en scène de Pierre-Loup Rajot, avec Tom Novembre et Jerry Lipkins (pianiste).

Après le théâtre du Musée Grévin, après une tournée en France, Tom Novembre revient, et prête à des personnages étranges autant que pittoresques, sa longue silhouette à la Jovet et son ironie légendaire.

Renaissance, 20, bd Saint-Martin, 10. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 44-63-05-00. De 120 F à 180 F.

Régions

Le Belvédère
d'Odin von Horvath, et

la Tonnelle
d'Hermann Ungar,
Mises en scène d'Agathe Alexis.

Pour inaugurer sa direction à la tête du centre dramatique, Agathe Alexis frappe fort avec deux auteurs dont le monde impitoyable correspond à son talent.

Studio-Théâtre, Pl. Foch, 62400 Béthune. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Le Belvédère. Le 9 février, 20 h 30 (et les 11, 12, 13, 14, 16 et 19 fév). La Tonnelle. Tél. : 21-58-96-95. 65 F et 85 F.

Dans la jungle des villes
de Bertolt Brecht,
mise en scène de Claude Bouillon, avec Loïc Houder, Philippe De Jancard, Gérard Hardy, Catherine Fourty.

De terrains vagues en quais, de port d'infortuné en terres coloniales, les voyages d'un anti-héros. Une pièce de « jeune » Brecht.

Théâtre Louis-Jouvet, 12, rue Léonard-de-Vinci, 37000 Tours. Du mardi au samedi à 20 heures, le jeudi à 19 heures. Tél. : 47-44-48-44.

Harriet
de Jean-Pierre Sarracaz,
mise en scène de Claude Yasin, avec Florent Arthenay, Catherine Gandois, Hélène Gay, Lionel Prévot, Yves Kerbouh et Alain Peyron.

Strindberg et ses créatures, réelles ou imaginaires.

Nouveau Théâtre, 12, pl. Imbach, 49000 Angers. Les 3, 5 et 6 février, 20 h 30 ; le 4, 19 h 30 ; le 7, 17 heures (et les 17, 18, 19, 20 et 21 fév). Tél. : 41-67-80-80. 70 F et 95 F.

Terres promises
de Roland Ficht,
mise en scène de Robert Cantarella, avec Christophe Brault, Claire-Ingrid Cottanceau, Luc-Antoine Diquiero, Serge Le Lay, Annie Lucas, Jean-Michel Noiret, Fabienne Rocaboy, Germain Christian, Anne Baudoux, Rozman Fournier, Daniel Chasle (batterie), Michel Ménager (guitare) et Bruno Radin (clavier).

Cinq personnages errant dans un labyrinthe, se déchirent, se retrouvent, se reconstruisent.

Le Grand Huit-Théâtre national de Bretagne, 1, rue Heller, 35000 Rennes. Le mercredi à 19 heures, du jeudi au samedi à 20 h 30. Tél. : 99-30-88-88. De 50 F à 100 F.

Dernière représentation le 6 février.

La sélection « Théâtre » a été établie par : Colette Godard.

DANSE

Paris
Catherine Diverres
Tauride

Diverres en révolte contre la bêtise et la violence des hommes, leur amour de la guerre. De la Grèce antique à la Yougoslavie contemporaine.

Théâtre de la Ville, du 9 au 13 février, à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 85 F et 130 F.

Faco Declina
Cino exposito fu Vincenzo

Une création, que le chorégraphe tente de définir comme « une iconographie du possible, un entrelacs d'histoires parallèles, un mélange de gens... »

Théâtre de la Bastille, du 4 au 13 février, à 21 heures. Tél. : 43-67-42-14. 100 F.

Ballet Moisseiev
Bon pied bon oeil, Igor Moisseiev, 37 ans, a choisi pour sa ville préférée un florilège de ses plus grands succès : la *Danse des Partisans* (1947), *Un jour sur un navire*, les *Patineurs*.

Palais des Sports, jusqu'au 21 février, les mardi, vendredi et samedi à 20 h 30, matinée le mercredi à 14 heures, le samedi à 15 heures, le dimanche à 16 heures et 17 h 30. Tél. : 44-68-69-70. De 75 F à 225 F.

Angers
Bouvier/Obadia
Welcome to Paradise

Un des plus beaux duos de la danse contemporaine, enfin présenté dans le nouveau « home » de l'Esquisse.

Théâtre Chanzy, le 4 février, à 19 h 30, les 5 et 6, à 20 h 30, le 7 à 17 heures. Tél. : 41-87-80-80. 95 F. Et à Nantes, Omyx, le 23 février, à 21 heures. Tél. : 40-69-50-50. 100 F.

Nantes
Claude Brumachon
Nina ou la Volonté d'esprit

Dans le cadre d'une exposition sur l'avant-garde russe, un « déambulatoire » proposant duos, solos ou tríos inspirés par les tableaux (Kandinsky, Malevitch, etc.) et par les Ballets russes de Diaghilev.

Musée des Beaux-Arts, du 8 au 13 février, à 19 h 30, 20 h 30 et 22 h 30. Tél. : 40-69-50-50. 100 F.

La sélection « Danse » a été établie par : Sylvie de Nasse.

Vaux-en-Velin
Maryse Delente
Giselle ou le mensonge romantique

Une originale et attachante « réécriture » d'un ballet célestin. Pour son 10^e anniversaire, le Centre culturel Charlie Chaplin organise parallèlement une exposition « Carnets de danse », une rencontre autour du thème « La création en danse » (le 12 février), et Delente proposera une autre pièce, *Mariana* (du 16 au 19 février).

Centre culturel Charlie Chaplin, les 9, 11, 12 et 13 février, à 20 h 30, le 10, à 19 h 30. Tél. : 72-04-61-18. 70 F.

Strasbourg
Autoportraits
Trois solos, trois chorégraphes en leur miroir : Georges Apono dans le *Culte du tailleur*, Louis Ziegler dans la *Recherche de la vérité*, Madeleine Chiche dans *Autoportraits sans titre*.

Pôle Sud, le 9 février, à 20 h 30. Tél. : 88-39-23-40. 100 F.

Saint-Médard-en-Jalles
Jean Gaudin
Les Paupières rebelles

Une création inspirée de *On achève bien les chevaux* (le livre et le film).

IDDAC, les 4 et 5 février, à 21 heures. Tél. : 68-05-09-53.

Lyons
Nederlands Dans Theater
No more Play, Sarahade, Sechs Tanne, Petite mort, Falling Angels

Une troupe excellente, au service de cinq pièces de son maître Jiri Kylian, qui mêle à des dosages divers neo-classicisme et modernité.

Maison de la Danse, les 9, 11, 12 et 13 février, à 20 h 30, le 10 à 19 h 30. Tél. : 78-75-88-88. 120 F et 150 F.

Nantes
Claude Brumachon
Nina ou la Volonté d'esprit

Dans le cadre d'une exposition sur l'avant-garde russe, un « déambulatoire » proposant duos, solos ou tríos inspirés par les tableaux (Kandinsky, Malevitch, etc.) et par les Ballets russes de Diaghilev.

Musée des Beaux-Arts, du 8 au 13 février, à 19 h 30, 20 h 30 et 22 h 30. Tél. : 40-69-50-50. 100 F.

COLE PORTER

LE MUSÉE DE LA DANSE

MUSIQUE ET LYRICS
COLE PORTER
LIVRET
SAM ET BELLA SPEWACK
ADAPTATION FRANÇAISE
MISE EN SCÈNE
ALAIN MARCEL
DIRECTION MUSICALE
OSWALD D'ANDRÉA
CHOREGRAPHIE
VIVIANE VAN DE MAELE
AVEC
BERNARD ALANE
MARIE ZAMORA
FABIENNE GUYON
JACQUES VERZIER

MOGADOR

L.O.C.A.T.I.O.N 48-78-04-04

MUSIQUE

Classique

Mercredi 3 février

Mendelssohn

Eljah
Sofie Isakovic (soprano),
Monika Grogg (mezzo-soprano),
John Mark Ainsley (basse),
Pierrot Salomon (basse),
La Chapelle royale,
Chœur vocal de Gand,
Orchestre des Champs-Élysées,
Philippe Herreweghe (direction).
Le 2 février, Herreweghe et ses troupes
étaient à La Rochelle pour donner *Eljah*,
un grand oratorio néoclassique composé
par Mendelssohn en pleine « agitation »
romantique. L'Orchestre des Champs-Élysées
retrouve au bercail.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 290 F.

Bononcini

Canzone
Sonate pour violoncelle et continuo

Scarlatti

Canzone

Caldara

Canzone
Sonata a tre op. 1 n° 5
Gérard Lesne (contralto),
Le Seminaire Musical.
Il en a fait du chemin, Lesne, depuis l'épo-
que où il chantait, de sa voix androgyne,
dans un groupe de rock. C'était il y a long-
temps déjà, avant que Klaus Nomi ne se
fasse entendre. Du rock, il est passé à la
musique savante, à l'interprétation d'œuvres
vénérables.

Auditorium du Louvre (le 3, 20 h 30 ; le
4, 12 h 30). Tél. : 40-20-52-28. De 4 F à
180 F.

Jendi 4

Fauré

Gallade pour piano et orchestre

Ravel

Concerto pour piano et orchestre

Rachmaninov
Concerto pour piano et orchestre n° 3
Jean-Philippe Collard (piano),
Orchestre symphonique français,
Laurent Pottier (direction).
Ce n'est plus un programme de concert,
c'est un événement. De la *Ballade* de Fauré
redoublée pour la mémoire, au *Troisième*
de Rachmaninov. Écoutez pianistique, en
passant par le *Concerto en sol* de Ravel.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 290 F.

théâtre de la bastille

4 ou 13 FEVRIER
PACO DECINA
Ciro Esposito fu Vincenzo

19 ou 25 FEVRIER
CHRISTIAN BOURIGAUD
Matériau-Désir
en collaboration avec le Théâtre
Contemporain de la Danse

19 ou 25 FEVRIER
HERMAN DIEPHUIS
Trio à cordes

ERIC MARTIN
Bonus

27 et 28 FEVRIER
MEG STUART
Disfigure Study

2 ou 6 MARS
HSIU-WEI LIN
The Back of beyond

10 ou 13 MARS
JOÃO FIADEIRO
O que eu penso que ele
penso que eu penso

43 57 42 14
70, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS

difficile pour la mémoire et pour les
doigts, Jean-Philippe Collard, en forme
olympique ces temps-ci, va nous promener
dans des esthétiques assez contradictoires.
Elles se retrouvent sur un point : la glorifi-
cation du piano.

Massenet
Werther
Laurence Dale (Werther),
Béatrice Uta-Morvan (Charlotte),
Renaud Méné (Albert),
Maurice Gaudin (Johanna),
Nord-Pas-de-Calais,
Orchestre national de Lille,
Jean-Claude Casadesu (direction).
Fêté à Lille dans sa version scénique, ce
Werther de belle tenue musicale monte à
Paris, sans décor, sans mise en scène. Laurence
Dale y est un Werther d'autant plus
bouillonnant qu'il n'en fait pas des tonnes.
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Samedi 6
Gluck
Ipheigénie en Tauride
Martine Dupuy (Iphigénie),
Donald Kaasch (Pylès),
François Le Roux (Jocaste),
Jean-Philippe Laffont (Thésée),
Chœur et orchestre philharmonique
de Radio-France,
Roberto Abbado (direction).
Les grandes tragédies de Gluck n'ont pas
encore trouvé chez les baroqueux de chan-
teurs dont le format vocal soit réellement
convaincant. Ceux réunis par Radio-
France ont du coffre, il n'est pas certain
qu'ils aient le style requis.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 heures.

Tél. : 49-52-50-50. De 70 F à 190 F.

Veracini

Sonata pour violon et piano

R. Strauss

Sonata pour violon et piano op. 18

Janacek

Sonata pour violon et piano

Chostakovitch

Préludes

Zimbalist

Fantaisie pour le Coq d'or

Alexandre Brumovsky (violin),
Igor Lando (piano).

Vainqueur du Concours Long-Thibaud, il
y a vingt ans, Alexandre Brumovsky fut
interdit d'estrade en Union soviétique, pen-
sant son retour d'une tournée française. Il
fut réhabilité, ne pas avoir su empêcher la
défection du pianiste Michael
Rudy, il vit maintenant en France, où il
est titillé une solide réputation.

Salle André-Malraux, 20 h 30. 100 F.

Manoury

Prélude de la Nuit du sorcier, création

Murali

Dynamique des fluides

Goubaudouline

Stimmen, Versprechen

David Robertson (direction).
En quelques mots, David Robertson aura
visité la France des orchestres. Voici le
patron de l'Ensemble InterContemporain à
la tête du National pour un programme
franco-russe contemporain. En ouverture,
une création de Manoury.

Maison de Radio-France, 20 heures.

Tél. : 42-30-15-16.

Dimanche 7

R. Strauss

Sonata pour violoncelle et piano

Brahms

Sonata pour violoncelle et piano op. 38

Alain Menuier (violin),
Hélène Grimaud (piano).

Alain Menuier vient d'enregistrer les *Suites*
pour violoncelle seul de Bach, dont un
extraordinaire a été diffusé, en avant-
première, sur France-Musique. Hélène
Grimaud est l'une des pianistes françaises
qui parcourent le monde. Tous deux sont
passionnés de musique de chambre.

Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures.

Tél. : 49-52-50-50. 50 F.

Fireova

Trio

Lenot

Concerto pour piano et orchestre,
création

Silvestrov

Méditation pour violoncelle et orchestre

Elina Vassilova (soprano),
Dominique Ruy (piano),
Alexander Rudin (violin),
Orchestre philharmonique
de Radio-France,
Wojciech Michalewski (direction).

Radio-France fête les compositeurs russes
et les confronte à la création hexagonale.
Le *Concerto pour piano et orchestre* de
Lenot est attendu.

Maison de Radio-France, 18 heures.

Tél. : 42-30-15-16.

Lundi 8

Brahms

Quatuor pour piano et cordes op. 25

Régis Pasquier (violin),
Bruno Pasquier (alto),
Arto Noras (violin),
Philippe Blancpain (piano),
Michel Lethiec (clavier),
Quatuor Lincley.

L'équipe qui organise le Festival de Prades
se produit à Paris. Michel Lethiec, claviériste
et directeur artistique du festival, est
évidemment le soliste de ce concert excep-
tionnel.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Mozart

Ascanio in Alba

Arthor Stefanovic (Ascanio),
Eva Nelas-Godwin (Venus),
Gwendolyn Bradley (Faust),
Alexandru Buzatu (Ascanio),
Patrik Ciolek (Silvia),
Ensemble Cantabile.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Mozart

Ascanio in Alba

Arthor Stefanovic (Ascanio),
Eva Nelas-Godwin (Venus),
Gwendolyn Bradley (Faust),
Alexandru Buzatu (Ascanio),
Patrik Ciolek (Silvia),
Ensemble Cantabile.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Mozart

Ascanio in Alba

Arthor Stefanovic (Ascanio),
Eva Nelas-Godwin (Venus),
Gwendolyn Bradley (Faust),
Alexandru Buzatu (Ascanio),
Patrik Ciolek (Silvia),
Ensemble Cantabile.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Mozart

Ascanio in Alba

Arthor Stefanovic (Ascanio),
Eva Nelas-Godwin (Venus),
Gwendolyn Bradley (Faust),
Alexandru Buzatu (Ascanio),
Patrik Ciolek (Silvia),
Ensemble Cantabile.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Mozart

Ascanio in Alba

Arthor Stefanovic (Ascanio),
Eva Nelas-Godwin (Venus),
Gwendolyn Bradley (Faust),
Alexandru Buzatu (Ascanio),
Patrik Ciolek (Silvia),
Ensemble Cantabile.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Mozart

Ascanio in Alba

Arthor Stefanovic (Ascanio),
Eva Nelas-Godwin (Venus),
Gwendolyn Bradley (Faust),
Alexandru Buzatu (Ascanio),
Patrik Ciolek (Silvia),
Ensemble Cantabile.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Mozart

Ascanio in Alba

Arthor Stefanovic (Ascanio),
Eva Nelas-Godwin (Venus),
Gwendolyn Bradley (Faust),
Alexandru Buzatu (Ascanio),
Patrik Ciolek (Silvia),
Ensemble Cantabile.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Mozart

Ascanio in Alba

Arthor Stefanovic (Ascanio),
Eva Nelas-Godwin (Venus),
Gwendolyn Bradley (Faust),
Alexandru Buzatu (Ascanio),
Patrik Ciolek (Silvia),
Ensemble Cantabile.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Mozart

Ascanio in Alba

Arthor Stefanovic (Ascanio),
Eva Nelas-Godwin (Venus),
Gwendolyn Bradley (Faust),
Alexandru Buzatu (Ascanio),
Patrik Ciolek (Silvia),
Ensemble Cantabile.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 290 F.

Schumann

Novellitas

Eric Lesage (piano).

Vainqueur du Concours Schumann de
Zwickau en Allemagne, Eric Lesage se pré-
sente au public parisien dans un pro-
gramme Schumann. Logique. Mais ce
jeune pianiste n'a choisi ni les *Kreisleriana*
ni le *Carnaval*. Il leur a préféré les *Novel-
litas*. L'une des grandes œuvres de Schu-
mann, presque jamais jouée dans son inté-
gralité. Pour une fois, on n'entendra pas
les *scènes Premières et Huitième*.

Châtelet, Théâtre musical de Paris,
12 h 45. Tél. : 40-28-28-40. 40 F.

Messiaen

Un vitrail et des oiseaux

Poèmes pour M

Boulez

Dérive 2

Concerto pour harpiste et orchestre

Maria Evans (harpiste),
Pierre-Laurent Aimard (piano).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Carter

Concerto pour harpiste et orchestre

Maria Evans (harpiste),
Pierre-Laurent Aimard (piano).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Carter

Concerto pour harpiste et orchestre

Maria Evans (harpiste),
Pierre-Laurent Aimard (piano).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Carter

Concerto pour harpiste et orchestre

Maria Evans (harpiste),
Pierre-Laurent Aimard (piano).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Carter

Concerto pour harpiste et orchestre

Maria Evans (harpiste),
Pierre-Laurent Aimard (piano).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Carter

Concerto pour harpiste et orchestre

Maria Evans (harpiste),
Pierre-Laurent Aimard (piano).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Carter

Concerto pour harpiste et orchestre

Maria Evans (harpiste),
Pierre-Laurent Aimard (piano).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Carter

Concerto pour harpiste et orchestre

Maria Evans (harpiste),
Pierre-Laurent Aimard (piano).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Carter

Concerto pour harpiste et orchestre

Maria Evans (harpiste),
Pierre-Laurent Aimard (piano).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Carter

Concerto pour harpiste et orchestre

Maria Evans (harpiste),
Pierre-Laurent Aimard (piano).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Carter

Concerto pour harpiste et orchestre

Maria Evans (harpiste),
Pierre-Laurent Aimard (piano).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Carter

Concerto pour harpiste et orchestre

Maria Evans (harpiste),
Pierre-Laurent Aimard (piano).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Carter

Concerto pour harpiste et orchestre

Maria Evans (harpiste),
Pierre-Laurent Aimard (piano).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Carter

Concerto pour harpiste et orchestre

Maria Evans (harpiste),
Pierre-Laurent Aimard (piano).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Carter

Concerto pour harpiste et orchestre

Maria Evans (harpiste),
Pierre-Laurent Aimard (piano).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Carter

Concerto pour harpiste et orchestre

Maria Evans (harpiste),
Pierre-Laurent Aimard (piano).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Carter

Concerto pour harpiste et orchestre

Maria Evans (harpiste),
Pierre-Laurent Aimard (piano).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Carter

Concerto pour harpiste et orchestre

Maria Evans (harpiste),
Pierre-Laurent Aimard (piano).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Carter

Concerto pour harpiste et orchestre

Maria Evans (harpiste),
Pierre-Laurent Aimard (piano).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Carter

A SÉLECTION DE LA SEMAINE

ARTS

Nouvelles expositions

Apollinaire, critique d'art

Paris fut, au début du siècle, un des hauts lieux de l'art et de la modernité naissante. Dans ce tourbillon, cet afflux de peintres de tous horizons, la critique de Guillaume Apollinaire tentait de mettre en valeur les créations : il écrivit sur Picasso dès 1905, sur Matisse deux ans plus tard, défendit Braque contre l'avis des peintres du Salon. Mais il savait aussi regarder l'art primitif, ou les humoristes. Portrait d'un critique sensible.

Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, Paris 1^{er}. Tél. : 42-33-82-50. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures et de 12 heures à 14 heures. Du 4 février au 5 mai. 30 F.

Alberto Giacometti

Quarante et un dessins, deux aquarelles, une occasion rêvée de voir Giacometti, sous un jour que beaucoup ne lui connaissent pas : les œuvres montrées ici le sont pour la première fois à Paris. À découvrir donc les études de ses portraits de ses proches, et de très rares paysages.

Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris 8^e. Tél. : 46-83-13-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 heures. Du 4 février au 20 mars.

Paris

Pierre Buraglio

Pierre Buraglio vient de terminer la commande passée pour la décoration de la chapelle Saint-Symphorien, qui sera inaugurée le 29 janvier. L'œuvre (où la lumière) de Matisse plane sur cette intervention sobre et dépouillée, un vitrail par ci, une cloque émailée par là, qui redonne vie à l'un des plus anciens lieux de culte de la capitale.

Chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Près, 3, place Saint-Germain-des-Près, Paris 6^e. Tél. : 42-78-67-00. Ouverture de la chapelle le mardi et jeudi de 13 heures à 17 heures.

Cappiello

Collaborateur du journal *Le Rire*, dans un siècle finissant, Cappiello, affichiste aujourd'hui mondiallement célèbre, mais aussi caricaturiste de la vie mondaine, découvre ici le public parisien. Une exposition de dessins et de croquis pour le théâtre.

Fondation Mona Bismarck, 24, avenue de New-York, Paris 16^e. Tél. : 47-23-38-88. Tous les jours sauf dimanche, lundi et mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 27 février.

Collection Rinaco Moscou

Une collection d'artistes russes contemporains, autrefois banalisés par l'officielle du réalisme socialiste, aujourd'hui, sous le regard de Rinaco, ils nous montrent un univers étrange fait de tableaux, de films et d'objets que seuls des gens permettent d'appréhender.

Théâtre du Rond-Point, 2, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e. Tél. : 42-58-60-70. Tous les jours de 12 heures à 20 heures, dimanche et lundi de 12 heures à 18 heures et jusqu'à 22 heures les soirs de représentation. Jusqu'au 13 février.

Alain Valtat

Passer de la peinture à la sculpture, sans abandonner la couleur, bico à la fois, Valtat ne se contente pas de sculpter, il se livre à une poésie destructrice, et l'intérêt tout intellectuel, mais réel, de découvrir le processus des démarches « déconstructivistes » qui tentent de déconstruire le post-modernisme.

Centre Georges-Pompidou, 1^{er} étage-sol, petite salle, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 18 heures et de 10 heures à 12 heures, dimanche et lundi de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 avril.

Corps crucifiés

À l'automne 1932, Pablo Picasso s'empare de la crucifixion du retable d'Issenheim, peinte par Grünewald, et en donne une interprétation en treize dessins saisissants. Les voici exposés en bonne compagnie : Francis Bacon, Otto Dix, Willem De Kooning, Antonio Saura ou Graham Sutherland se sont essayés, avec d'autres, à analyser leur fascination pour le vieux chrétien.

Musée Picasso, Hôtel Salé - 5, rue de Thorigny, Paris 3^e. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 12 heures (groupes, scolaires, adultes, résidents) et de 12 heures à 18 heures (indiv. et group. adult.), dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 mars. 16 F.

9 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 1^{er} mars. 32 F. 20 F. dim.

Découvertes 93

Quatre-vingt-trois galeries venues de douze pays exposent cent cinquante jeunes (au moins dans l'âge) artistes. Un panorama synoptique de la création contemporaine, incluant cette année la photographie, qui permet de trouver des grands noms à prix réduit. On préférera cependant chercher du côté des moins cotés, et faire, un l'espère, quelques découvertes.

Grand Palais, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Saint-Edmond, Paris 8^e. Tél. : 42-25-90-50. Tous les jours de 12 heures à 18 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 18 heures, nocturne vendredi jusqu'à 23 heures. Jusqu'au 4 février. 50 F.

Daniel Dezeuze

75 dessins récents et torrides de Daniel Dezeuze illustrent « la vie amoureuse des plantes ». De Buffon à Matisse, le végétal a su capter les regards et inspirer le style : fidèle aux grilles d'analyse héritées de Supports/Surfaces, Dezeuze expose des dessins nervés, humides de sève, et frais comme la rosée.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art contemporain, 6^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 18 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 4 avril.

Figures du moderne

450 œuvres d'une des plus importantes traditions de l'art du XX^e siècle, souvent évoquée, mais mal connue sous nos climats. De *Die Brücke*, à Dadaïsme puis à Berlin, au *Blaue Reiter* de Munich, c'est tout un pan de l'art moderne qui surgit, avec les figures de Kandinsky, Marc, Schmitt-Roth et bien d'autres. La plus belle et la plus intéressante exposition de ce début d'année.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30, samedi et dimanche jusqu'à 18 heures. Jusqu'au 14 mars. 40 F. (comprenant l'ensemble des expositions).

L'Art sacré en France

Le terme « art sacré » évoque autant les effigies imagées saint-sulpiciennes que les actes fervents d'un Rouault, la fougue de Matisse et le dévotionnel de la Fête Courtoise. Deux expositions, l'une couvrant l'entre-deux-guerres, l'autre la période contemporaine, devraient permettre de faire un point sur cet aspect si particulier de l'art du XX^e siècle.

Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille, Boulogne-Billancourt, 92100. Tél. : 47-12-77-85. Tous les jours sauf dimanche de 9 heures à 21 heures. Jusqu'au 31 mars.

Les Chemins de l'après-Aalto

Treize équipes de Finlandais contemporains font découvrir, à travers leurs travaux, l'influence d'un maître, mort en 1976, que l'on croyait sans véritable postérité. L'exposition est à rapprocher de celle récemment présentée à Bordeaux, *En contact avec Aalto*, qui nous montre un univers étrange fait de tableaux, de films et d'objets que seuls des gens permettent d'appréhender.

Théâtre du Rond-Point, 2, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e. Tél. : 42-58-60-70. Tous les jours de 12 heures à 20 heures, dimanche et lundi de 12 heures à 18 heures et jusqu'à 22 heures les soirs de représentation. Jusqu'au 13 février.

Zhang Peili

Un artiste peintre, photographe, et « vidéaste », qui de plus en plus aujourd'hui s'occupe de l'art en Chine populaire, où il est né il y a trente-cinq ans. Olivier Kaepelin l'y a découvert et nous montre un univers étrange fait de tableaux, de films et d'objets que seuls des gens permettent d'appréhender.

Théâtre du Rond-Point, 2, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e. Tél. : 42-58-60-70. Tous les jours de 12 heures à 20 heures, dimanche et lundi de 12 heures à 18 heures et jusqu'à 22 heures les soirs de représentation. Jusqu'au 13 février.

Alain Valtat

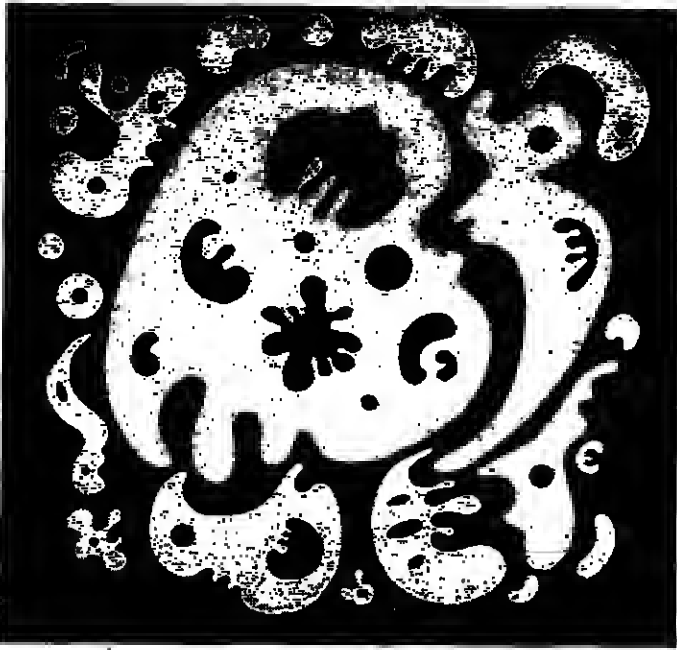
Passer de la peinture à la sculpture, sans abandonner la couleur, bico à la fois, Valtat ne se contente pas de sculpter, il se livre à une poésie destructrice, et l'intérêt tout intellectuel, mais réel, de découvrir le processus des démarches « déconstructivistes » qui tentent de déconstruire le post-modernisme.

Centre Georges-Pompidou, 1^{er} étage-sol, petite salle, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 18 heures et de 10 heures à 12 heures, dimanche et lundi de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 avril.

Corps crucifiés

À l'automne 1932, Pablo Picasso s'empare de la crucifixion du retable d'Issenheim, peinte par Grünewald, et en donne une interprétation en treize dessins saisissants. Les voici exposés en bonne compagnie : Francis Bacon, Otto Dix, Willem De Kooning, Antonio Saura ou Graham Sutherland se sont essayés, avec d'autres, à analyser leur fascination pour le vieux chrétien.

Musée Picasso, Hôtel Salé - 5, rue de Thorigny, Paris 3^e. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 12 heures (groupes, scolaires, adultes, résidents) et de 12 heures à 18 heures (indiv. et group. adult.), dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 mars. 16 F.



Exposition. Kandinsky à la galerie Cahiers d'art.

Galleries

Roseline Granet

Lorsque l'on entend le mot « sculpture », l'idée de pesantier s'impose immédiatement. Sans chez Roseline Granet, dont les personnages bondissants tentent tous d'échapper à cette pénible condition. On retrouvera cet immense bonheur dans l'*Etreinte*, ou les *Heureux Amants*, mais aussi dans ses échelles où ses arbres arborescent une étrange population et dans un *Bibou* étonnamment rétrograde.

Galerie Darthez Speyer, 8, rue Jacques-Cadot, Paris 6^e. Tél. : 43-54-76-41. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 6 mars.

Michel Guillet

Michel Guillet fait partie d'une jeune génération d'artistes qui démontre la vitalité de l'abstraction géométrique aujourd'hui. Les reliefs de la série *Probleme* sont construits comme des espaces ouverts, aux angles subtilement percés, voire remplacés par des courbes qui élargissent le champ de notre perception.

Galerie Lelander, 88, bd de Courcelles, Paris 17^e. Tél. : 47-83-03-95. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 9 h 30 à 18 h 30, samedi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 27 février.

Kandinsky

Il y a maintenant cinquante-huit ans, la revue *Cahiers d'art* organisait une exposition de Kandinsky à Paris. Le local mythique de la rue du Dragon récidive à l'occasion de la publication par Christian Doron et Nina Ivanoff des correspondances de l'artiste avec Zervos et Klee dans le *Cahiers du Musée national d'art moderne*. Un retour sur le passé exceptionnel et un apport important à la diffusion des archives de Kandinsky.

Galerie Cahiers d'art, 14, rue du Dragon, Paris 6^e. Tél. : 45-48-78-73. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 12 heures à 18 heures et de 14 heures à 18 h 30, samedi jusqu'à 18 heures. Jusqu'au 12 février.

Jérôme Mesnager

Depuis dix ans, d'étranges silhouettes blanches hantent les vieux murs : on en trouvait même, du temps qu'elles étaient visibles, dans les anciennes carrières de Paris, et dans bien d'autres endroits inaccessibles. Peu d'artistes ont autant de raisons que Jérôme Mesnager de dialoguer avec les antiques peintres de la préhistoire, qui avaient eux aussi semé leurs figures énigmatiques sur les parois les plus reculées.

Galerie Edouard Saut, 14, av. Matignon, Paris 8^e. Tél. : 42-25-68-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures, samedi de 14 h 30 à 18 heures. Également à la galerie Loft, tel. : 45-33-18-50. Jusqu'au 27 février.

François Morellet

L'une des questions les plus stimulantes que se posent les artistes géométriques depuis quarante ans tourne autour de la place du hasard dans leur œuvre. Morellet cherche l'équilibre dans l'immutabilité du Maine-et-Loire qui détermine la composition d'une série d'angles droits colorés, voire lumineux. Un grand moment qui démontre que le rigueur, poussée dans ses retranchements, peut confiner au baroque, l'humour en plus.

Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11^e. Tél. : 48-08-82-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 18 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 6 mars.

Régions

Bordeaux

Laib butine à Bordeaux et construit deux murs de cire d'abeille : une œuvre exceptionnelle par ses dimensions, spatiales et métaphysiques, qui va obtenir l'arche centrale de la grande nef du

Blanche, le Musée de Dieppe consacre un petit hommage à ce peintre habituellement considéré comme un portraitiste mondain. Certains détails (le noir du bonnet de l'enfant couché par exemple) et quelques remarquables natures mortes valent pourtant bien le voyage, surtout s'il est complété par une visite à la collection J.-E. Blanche du Musée de Rouen.

Château-musée, rue de Chastes, 76200. Tél. : 35-84-19-78. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, dimanche jusqu'à 18 heures. Jusqu'au 30 avril. 10 F.

La Roche-sur-Yon

Clas Oldenburg
L'un des plus drôles parmi les témoins du pop-art américain expose vingt-cinq ans de travaux réalisés en série, les « multiples », nés à l'époque où il tenait une boutique à New-York et où il vendait des petits objets fabriqués et peints à la main. Bel hommage à celui qui sut faire entrer les profanités dans l'art.

Musée municipal, rue Jean-Juarez, 85000. Tél. : 51-47-48-50. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 8 mars.

Limoges

Douglas Huebler

Un 31 décembre, en 1973, Douglas Huebler, photographier et jeune fille, souriante et décalée, a pressé le bouton très précisément 1/30^e de seconde avant minuit. L'ouverture de l'appareil étant réglée au quart de seconde, la prise de vue fut achevée l'année suivante. Le temps et l'espace analysés par un artiste précurseur, tellement pillé aujourd'hui que tout le monde voudrait l'oublier. Ce serait dommage, dans sa catégorie, il reste un des seuls à faire preuve d'humour et de talent.

FRAC Limoges, Impasse des Charnottes, 87100. Tél. : 56-77-08-98. Tous les jours sauf dimanche, jours fériés et mardi de 14 heures à 18 heures. Nocturne les 15 février et 10 mars jusqu'à 21 heures. Jusqu'au 15 mars.

Montbéliard

Eric Dalbis

Durant son séjour à la Villa Médicis à Rome, en 1991-1992, Eric Dalbis a poursuivi son travail : successions de couches de peinture à l'huile, dans la lignée des Rothko, Rymen, Mar-deu, mais dont les couleurs douces et lumineuses sont proches de Poussin et des maniéristes.

Centre d'art contemporain, Musée du château des ducs de Wurtemberg, 25200. Tél. : 81-94-43-21. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 février.

Mouans-Sartoux

Face à face

Le Carré noir de Malevitch fut considéré comme une icône. Il fallait bien qu'un jour soient confrontés ces vénérables images avec leurs descendants modernes, de cette abstraction géométrique que l'on dit concrète. C'est chose faite, avec une vingtaine d'œuvres d'Albert, Hounzager, Federle et bien d'autres, qui entament un dialogue avec Antoine, Nicolas, Basile et tous les saints de la vicielle Russie.

Espace de l'art concret, château de

Mouans-Sartoux, 06370. Tél. : 93-75-71-50. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 7 mars.

Nantes

L'Avant-garde russe

Une grande et belle exposition qui met l'accent sur la première période de l'avant-garde russe et, surtout, montre des œuvres parfaitement inconnues, tirées des réserves des musées de province de l'ex-Union soviétique où elles dormaient à l'abri des regards stalinien.

Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-65-85. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures, nocturne vendredi jusqu'à 21 heures. Visites-conférences : 40-41-91-25. Jusqu'au 18 avril.

Troyes

Leopold Survage

Un des événements de ce début d'année : Survage n'avait pas bénéficié d'une rétrospective depuis près d'un quart de siècle. Y est en particulier montré un ensemble significatif des *Rythmes colorés*, études réalisées avant la première guerre mondiale en vue de monter un dessin animé abstrait. C'est donc à la redécouverte d'un grand précurseur que nous sommes ici conviés.

Musée d'art moderne, place Saint-Pierre, 10000. Tél. : 25-80-57-30. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 mars.

Vence

Le Grand Emerveillement pour le Sud

La lumière de Méditerranée leur a brillé les yeux, mais les a rendus clairvoyants. Delacroix, Van Gogh et Matisse l'ont éprouvé. On connaît moins le « grand émerveillement pour le Sud » de Dubuffet, Soulages ou Martin Barre, ou celui des indigènes que sont Noël Dolla, Alain Clément, Claude Vialat et bien d'autres.

Château du Villeneuve, Fondation Emile-Hugues, place du Frêne, 06140. Tél. : 93-24-24-23. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 4 mars.

Villeneuve-d'Ascq

Henri Laurens

On l'attendait depuis quarante ans : la grande rétrospective Henri Laurens rassemble plus de 160 œuvres majeures d'un des grands sculpteurs du siècle, lié à Braque, Picasso, Matisse, ou Léger. Il fut, avec Archipenko, un de ceux qui ont ouvert au cubisme une troisième dimension. Une exposition copieuse, accompagnée d'un catalogue à la documentation exemplaire.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-48. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 avril. 25 F.

La sélection « Arts »
« été établie par :
Harry Bellet
« Architecture » :
Frédéric Edelmann
« Photo » :
Michel Guezria

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre • P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

RIVE DROITE

LA MAISON D'ALSACE 43-59-44-24 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4	FÊTE SES 20 ANS. Choucroute « Spéciale Anniversaire » à volonté : 100 F. Un cadeau pour toute Cde : 1/2 Pint blanc Dne Kiplé à emporter.
RELAIS BELLEMAN 47-23-54-42 37, rue François-I ^{er} , 8	Jusqu'à 22 h 30. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYANS. Sole aux courgettes. FILET A L'ESTRAGON. Gâteau du jour. Moins 100 F et 220 F.
CHARLOT ROI DES COQUILLAGES T.J.J. 12, place Clichy, 9	La grande maison des CRUSTACÉS et COQUILLAGES, avec tous les produits de la mer et la véritable bouillabaisse marseillaise. Poissons cuits sur mesure.
DAGOBERT 76, rue Marten, 47-30-29-78 92110 Cligny	Charme et traditions de la table dans un dîner spectacle à vous mettre la tête à l'envers, du rire au délire : Humour, illusion...

RIVE GAUCHE

NOS ANCIENS LES GAULOIS 46-33-46-07 et 46-12 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4	Unique au monde. Cadre fin 17 ^e . Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 180 F. tout compris. Vin à discrétion. T.L.S. Dimanche midi et soir. Fumets et non fumets.
LA MAHARAJAH 43-54-26-07 Platz à emporter : moins 30 %	L'INDE SUCCULENTE au 72, bd St-Germain, 5 ^e M ^o Mabert, T.J.J. de 12 h à 23 h 30. ven., sam., dim. 1 h. CADRE LUXUEUX. Bar. 160 F. Salons : mariages, cocktails, réceptions.
L'ARBUCL 44-41-14-14 25, rue de Buci, 6	Uniques Broches de poissons, de viandes, de desserts. Sélection, par le président des sommets, de petits vins de pays... qui échauffent. DINERS JAZZ de 21 h à l'aube.
RESTAURANT THOUIMEX 47-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7	Spécialité de confit de canard et de canard au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. Tous les Jours. Dim. service continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LES GRANDES MARCHES

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
Le point de rencontre de quartier.
HUITRES - POISSONS
Plus traditionnelle.
Décor « Brasseur de luxe » au rez-de-chaussée.
Ambiance club à l'étage.
Appartenance pour les repas d'affaires.
T.J.J. de 11 h 30 à 1 h 15 du matin.
6, place de la Bastille, 43-42-90-32.
PARKING SOUS L'OPÉRA

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Anton Bruckner

Quintette à cordes
Melos Quartet, Enrico Santiago (alto)

Ce quintette est une charnière singulière entre les quatre premières symphonies et les cinq dernières. Bruckner était un compositeur de grandes machines, religieuses et symphoniques. Il n'aurait sans doute pas songé à écrire pour un genre aussi intime sans le commandement qui passa en 1878 Josef Hellmesberger, premier violon du quatuor humann. L'œuvre est sévère, un peu empestée par manque de vrais contrastes dynamiques entre ses quatre mouvements. Le Melos Quartet, augmenté d'un second alto, y met de la grandeur tragique, un poids sonore quasi-symphonique avec, par-ci par-là, de très légers fléchissements dans l'intonation. L'adagio est une merveille, avec ses hautes harmoniques, ses citations wagnériennes, et son long accord parfait indéfiniment décliné à la fin, comme au début de l'Or du Rhin.

1 CD Harmonia mundi 901421.

Klaus Huber

Pièces de musique de chambre
Andreas Jaggi (ténor), Lukas Raufeld (voix d'enfant), Jean-Luc Monar (basse), Elise Aguduet (piano), Ensemble Alternance, Arturo Tamayo (direction)

La personnalité de Klaus Huber, né en 1924, avait éclaté quand le Festival Musica de Strasbourg avait programmé, sous la direction de Tamayo, l'aria *Humilité-Abandonné-Mépris*. Sur des textes d'Ernesto Cardenal, un compositeur suisse nourri de Pérolin et des grands mystiques, se porte la au secours de l'humanité souffrante. Le disque magnétique que propose aujourd'hui le même Tamayo contient la pièce qui a fait germer la fureur : *Grain de Sènévé*, pour voix d'enfants et quatre instruments solistes, qui cite Bach dans un sommet de spiritualité. Il y a aussi, avec des œuvres plus anciennes, l'extraordinaire *Feuilles d'ombre* pour piano et clarinette basse (1975), poème presque silencieux dédié à Merck Kopelent, à l'époque où le musicien tchèque était interdit d'exécution dans son pays. La pièce, par l'économie des timbres et l'efficacité foudroyante de leur enregistrement, rappelle le dernier Nino.

1 CD Guliy SA (Suisse) GUY 5201.

A. R.

Demachy

Pièces de violes en tablature
Jonathan Dunford (basse de viole)

Pièces de violes en manuscrit

Musique européenne du XVIII^e siècle
Jonathan Dunford (basse de viole)

Il serait dommage que le retour de la viole de gambe en premier plan de l'actualité de l'interprétation musicale ne profite qu'aux stars qui ont amplifié ce revival (Savall et Kuijken). Américain, né en 1959, Jonathan Dunford est allé se perfectionner, à Bâle, auprès de Savall. Comme son maître, il s'est à son tour mis à enseigner (au CNR de Strasbourg, notamment). Comme son maître, il cherche des manuscrits dans les meilleures bibliothèques européennes afin d'élargir sans cesse un répertoire qui n'est souvent accessible que sous cette forme.

Et le répertoire de la viole est passionnant, aussi captivant qu'un instrument qui imite la voix humaine dont il a les couleurs changeantes. Inscrivez-le à l'aide de l'archet ; qui évoque la harpe ou le luth lorsque l'exécutant pince ses cordes. Et puis, il y a la noblesse, cette intimité que la viole de gambe induit chez le compositeur, chez celui qui joue et celui qui écoute, jusque dans les pièces de danse dont les compositeurs usaient dans leurs suites. Aucun instrument autre que la viole de gambe n'idéalise ainsi le matériau musical, ne donne l'apparence de la distance alors même que la viole semble évacuer la dimension de la représentation publique au profit de la rêverie. Jonathan Dunford joue avec une telle perfection d'intonation, ses coups d'archet ont une telle légèreté, ses phrases sont si variées, son jeu captivé tant qu'on en perd toute notion du temps.

(1) 1 CD Adès 581 296 et (2) 1 CD Adès 581 298.

A. Lo.

Jazz

Jeanne Lee

Natural Affiliates

Pour Jeanne Lee, le risque évident, c'est de prêter le flanc à la pensée coréenne (le grain de la voix, l'essence, l'urgence, l'itération, la « poésie » et autres fadaïses). Mais ce risque, elle le court depuis trente ans sans grand risque. Curieuse qu'elle n'ait jamais intégré les circuits nobles de l'art contemporain. Ce n'est pas faute d'efforts chez ses desservants appliqués. Jeanne Lee reste nière, la voix pure, plutôt dans l'échange (avec Dave Holland ou Gunter Hampel) que dans la promotion. Les textes se succèdent selon affinités naturelles, Mingus, Lao Tse, etc. Le sentiment d'étrangeté ne bronche pas. C'est la voix nue, entre récitatif et chant – pas à mi-chemin, dans l'entre-deux.

1 CD OMI 070. Distribué par Melody.

Galliano/Capon

Stages sur scène

L'un, Jean-Charles Capon, persiste et signe au violoncelle, dans les zones du jazz contemporain. L'autre,

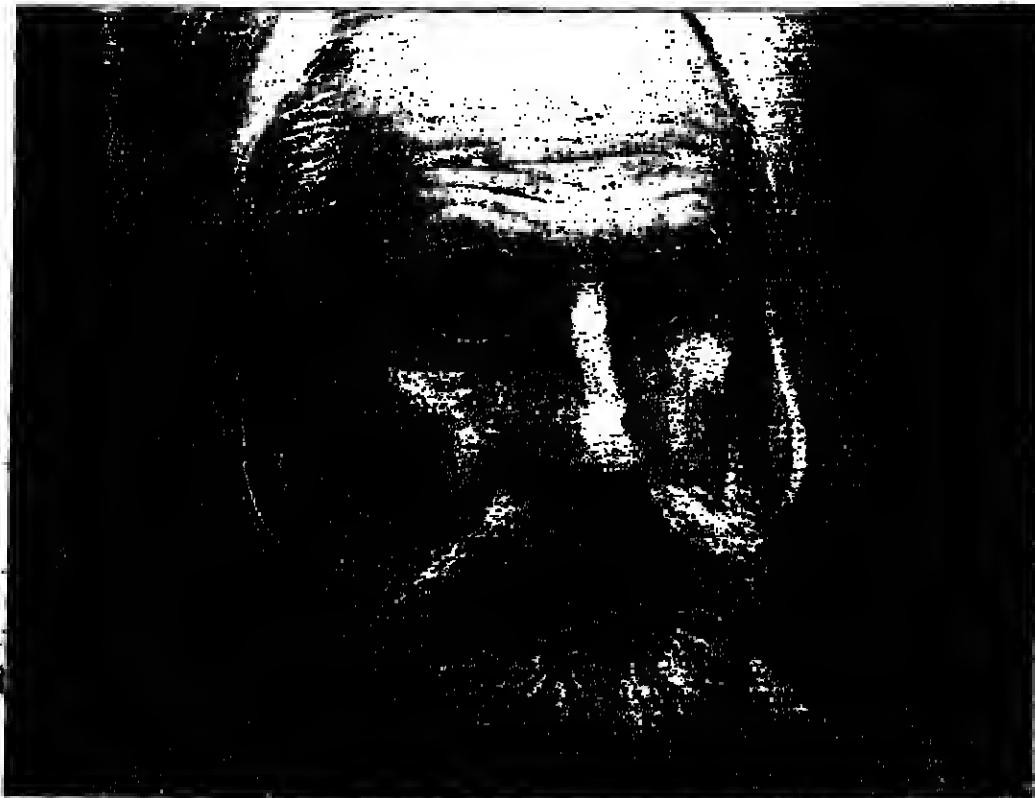
Hansel et Gretel

Variation musicale
pour 5 comédiens, pain d'épices et friandise.

Création... en famille
de Nada Théâtre

du 3 au 6 février - 20h30
le 7 février à 17h

Renseignements et réservations :
Centre culturel Boris Vian
B.P. 43 - 91942 Les Ulis Cedex
© 69.07.65.53



Le compositeur suisse Klaus Huber.

tre, Richard Galliano, réinvente l'accordéon à touches (Cavagnolo et Titann Victoria). Le premier phrase comme il se doit, le second swingue comme il respire. Le blues est l'âme choisie. On se déprend très vite d'un sentiment de monotonie. Chaque chanson (après avoir dit « thème » on dit « pièce » aujourd'hui) a son interprétation juste, insolite, familière, comme une guirlande faite à Paris. Qui reste, quoi qu'on dise, la plus belle des villes parisiennes (la Seine, ce fleuve).

1 CD la Vieillesse LLL 177.

F.M.

Rock

Johan Asherton

The Night Forlorn

Évitons la mesquinerie du débat « un artiste français peut-il s'exprimer en anglais ? ». Qu'importe si Johan Asherton n'est qu'un pseudonyme. Le bonhomme maîtrise parfaitement la langue de Huysmans et de Mallarmé, comme le prouve un recueil de poésie récemment publié (*Cendres amères*), mais il chante dans celle de Syd Barrett et Marc Bolan car son imaginaire musical se nourrit passionnément et jusqu'au mimétisme d'un certain rock anglo-saxon. Il serait d'autant plus vain de s'en plaindre qu'on tient avec *The Night Forlorn* un des plus beaux disques du moment, tous genres, toutes langues confondues, le troisième de Johan Asherton.

Fin 1987, God's Chown baignait dans le recueillement acoustique d'un dandy late sixties. Trois ans

plus tard, un producteur américain (Jeff Erych) dynamisait *Precious*, deuxième opus aux ambiances plus variées. Mais l'intimisme s'édifie sans doute à ce nostalgique impénitent. Il en appelle aujourd'hui aux grands neurostémiques du folk américain, Tim Buckley, Tim Hardin ou Townes Van Zandt (qui lui a souflet le titre du disque), et surtout à l'élégance fragile de Nick Drake, le troubadour dépressif de Cambridge. Le magnétique dépeint la beauté frémissante, la légèreté des arrangements de *Five Leaves Left* ou *Bryter Layter*. Une guitare sèche, la subtilité de la rythmique tenue par John Greaves et Pip Pyle, musiciens de Canterbury, familiers de la nébuleuse Soft Machine, et un quatuor hétérodoxe (violin, cello, alto, hautbois, cor) accompagnent d'un soyeux raffinement la visite nocturne de ces jardins secrets. La tristesse murmurée de *Vineyards of Soul*, *Sad Waltz* ou *Evangeline* se drapent dans des mélodies de velours pourpre. Entre lucidité introspective et symbolisme, Johan Asherton cultive ses fleurs de spleen.

1 CD Fric Music 582139.

S. D.

Les Wampas

Simple et Tendre

C'est facile de se moquer, comme le disent les Wampas. Ce disque est bruyant, pas très propre, assez dérangé, dérangeant. Mais il faut aller au-delà de ces apparences, et arriver au cœur des Wampas, il est pur et – confirmant la légende – simple et tendre.

Didier Wampas, le chanteur du groupe, a toujours été un individu d'exception, capable d'un abandon, d'une absence d'affectation rarissimes dans le rock français. Cette fois, il a réussi à mettre des mots sur sa voix, à raconter des histoires simples et mystiques, à inventer une version rock, urbaine et ascétique du fou chantant. D'ailleurs, les Wampas avec un nuveau guitariste et un bassiste emprunté au groupe texan Simulacra, font un boucan de tous les diables, d'une naïveté irréprochable. Il savent aussi varier leurs effets, faire de la musique, se laisser porter par des idées, bref arrêter de « faire du rock » pour se mettre à jouer des chansons.

On l'aura compris, *Simple et Tendre* est une réussite rare sous nos latitudes, un disque qui marche tout seul, sans les béquilles qu'apportent le souvenir de concerts ou la sympathie qu'inspire un groupe.

RCA-BMG 74321126342.

T.S.

Chanson

Jacques Prévert

Jacques Canetti présente Jacques Prévert

Après le coffret en six volumes consacré à Jacques Prévert et à ses interprètes (INA/Phygram) publié à la fin de l'an passé (« le Monde Arts et spectacles » du 17 décembre 1992), voici six autres CD de chansons du poète, regroupées, cette fois, par le producteur Jacques Canetti – au passage, regrettons l'indigence des livrets. Voici l'occasion d'écouter les interpréta-

tins de Mouloudji (volume 5), celles, superbes et récentes (1991) de Catherine Sauvage (volume 3 intitulé *Démains et Merveilles*, grand prix de l'Académie Charles-Cros en 1992, qui contient notamment un superbe *On frappe* sur une musique de Joseph Kosma). Il y a aussi un album florissant de quinze titres panachés (volume 1), avec une mosaïque d'interprètes tels Francis Lemarque, Magali Noël, Marianne Oswald ou Philippe Léotard. Le volume 4 est consacré au texte intégral de la *Femme acéphale*, dit et chanté par la comédienne Sarah Boreo.

En 1975, Jacques Canetti décide Prévert à lui confier des chansons encore inédites. Douze d'entre elles sont mises en musique par le guitariste classique Sebastian Maroto, et chantées par sa femme, Zette. Ces *Chansons pour Zette* (volume 6) demeurent un drôle d'objet musical, mélange d'accordéon parisien et d'accents andalous, dominé par la voix toute en inflexions profondes, modulées, jusqu'à l'agacement, par Zette. Enfin, superbe, Prévert dit du Prévert (volume 2). Dans cet enregistrement qui date de 1970, Prévert déclame en toute liberté, de sa voix grave, précipitée par l'urgence, sur des accords de guitare de Henri Crolla.

2 CD Jacques Canetti 108362, 108372, 108373, 108374, 108375, 108376. Distribués par Musidisc. Vendus séparément.

V. Mo.

Musiques du monde

Soledad Bravo

Chants du Venezuela

Les aïeux de la mode font parfois oublier les richesses musicales d'un pays, d'un continent. Soledad Bravo est une merveilleuse chanteuse sud-américaine, qui explore le répertoire de l'Amérique hispanique et populaire avec le même bonheur que ses aïeux, l'Argentine Mercedes Sosa, ou la Chilienne Violeta Parra. Née en Espagne en 1943 dans une famille anti-franquiste et séparée, qui a trouvé refuge au Venezuela en 1950, Soledad Bravo chante avec la force, la conviction commune à la grande famille des révoltés de l'Amérique, mais aussi de l'Espagne pauvre et généreuse. Ces chansons mélangent, au parfum d'Andalousie, d'Afrique, berceuses, plaintes de veilles, funèbres ou chants de travail des *peones*, sont accompagnés au *cuatro* (petite guitare à quatre cordes), à la *bandola* (une mandoline jouée avec un plectre), à la harpe. Enveloppant la tradition comme une mère son enfant, Soledad Bravo porte sur le monde ce regard critique, grave, mais si optimiste, qui fait la joie de l'Amérique latine résistante.

1 CD Buda Records 92544. Distribué par Adès.

V. Mo.

L'itinéraire de Pietru Guelfucci

Une nouvelle chanson corse

SERMANO est un village haut perché, entre maquis et châteaux-forts, de la région de Corte, où, naguère, l'on cultivait le blé en terrasses. Pietru Guelfucci y possède une certaine de richesses. L'été, le miel. L'hiver, la farine de châtaignes pour la polenta. En toutes saisons, la *pagnella*, le *chjamo* à *rispanti*, ces très anciens chants polyphoniques à « réponse » recueillis par les militants corses au milieu des années 70. Tableau idyllique de ce chanteur-culteur auquel les salles parisiennes se sont ouvertes et qui peaufine en attendant les techniques de récolte de la gelée royale [1].

L'histoire artistique de Guelfucci commence en 1973. Jean-Paul Poletti et Minigale, agissant alors pour le compte de la maison de la culture d'Alajolo, montent à Sermano, où les oncles du jeune Pierre comptent parmi les derniers interprètes de la tradition corse. De cette rencontre se souvient maître Canto U Populu Corsu, le groupe qui portera le renouveau de la tradition et la chanson corse sur les fonts baptismaux pendant plus de dix ans. Aussi informel hier que le sont aujourd'hui les Nouvelles Polyphonies corses, Canto U Populu Corsu a permis l'émergence d'une culture musicale locale, divisée en familles concurrentes, un instant fédérées par le musicien Hector Zazou, Patrizia Poli et Jean-Paul Poletti dans les Nouvelles Polyphonies. La variété : 1 Murini (un bel album chez Island l'an

passé), Patrizia Poli (un contre-exemple emphatique et dégoûtant de synthétiseurs, Zazou, chez Phonogram à l'automne dernier). La polyphonie : précieuse et sophistiquée (A. Fietta, *Ab Eternu*, album soigné chez Saravali/Adda), ample et rude (Tovagne, *A Capella*, de bonne tenue, chez Silex/Audio), féminine et révolutionnaire (Donnisulana, *Per Agata*, chez Silex/Audio), un peu décevant alors que le groupe, cinq femmes aux voix superbes, est si séduisant en scène).

Presque tous – y compris Guelfucci – ont fait leurs premiers pas discographiques sous le label Ricordu, qui a longtemps tenu le haut du pavé sur l'île, avant de subir une vague, massive, d'indifférences continentales de la part de chanteurs désireux de déborder les frontières naturelles de leur art. Après une expérience malheureuse de co-production (*S'U Chjochu l'Occchi* : les cassettes insulaires étaient défectueuses), Guelfucci lie son sort à celui de l'« autre » label corse, Olivi Music. De là est né *Corsica*, dont les douze titres ouvrent les chemins d'une chanson corse intelligente, mélodiquement soignée et où se retrouvent les bases de la polyphonie : voix lancées, plées à demande, phrases et respirations amples, arrangements sobres. Les textes – la Corse, « un lieu de tendresse qui embourbe mon cœur », les enfants de Roumanie, la chasse au sanglier, le bûle, les bouffes d'antan, l'amour sensuel – sont signés de Guelfucci, mais aussi des poètes

corses Jacques Fusina ou Jacques Thiers (à écouter le très beau *Acqua Viva*, dont Patrizia Poli a composé le musiquel).

Pietru Guelfucci ne renie rien de son passé d'adolescent fanatique des Beatles ou de Ferré, ni de ses sympathies pour Cabrel ou Balavoine. Mais il s'est surtout rapproché de ses racines. Le voilà donc embarqué dans Voce di Corsica, un groupe de chanteurs polyphoniques, sortis pour certains de Canto U Populu Corsu, « de bons montagnards, qui cherchent la puissance, en gardant totalement l'ornementation traditionnelle ». Le premier album du groupe vient de paraître chez Olivi, tandis que sort chez Ricordu, pris par un notable regain de dynamisme, le très beau disque du jeune groupe Surghienti, *Son's U Turchinu...* (1 CD COR078). Des chansons sur fond de *pagnella* encore, et dont le musicien grec Costa Papadoulas a signé les arrangements.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

(1) Pietru Guelfucci sera en concert les 5 et 6 février prochains, à 18 heures, au Théâtre de la Ville. Tél. : 42-74-22-77.

* Pietru Guelfucci, *Corsica*. 1 CD Olivi Music 870010 distribué par Socaldis. Voce di Corsica Polyphonies. 1 CD Olivi Music OLC966 distribué par Sony Music.